

مكتبة الامم المتحدة

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13384 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

MARDI 9 FÉVRIER 1988

## SERVICES

Abonnements...  
Circulation...  
Membres...  
Publicité...  
Distributions...

## Quatre avocats dénoncent les droits fondamentaux existant en URSS

Quatre avocats ont déposé une plainte collective devant le tribunal de Moscou pour dénoncer les violations des droits fondamentaux existant en URSS. Ils ont accusé le régime de Gorbatchev de répression des libertés individuelles et collectives.

## Plus de dix milliards de dollars de la France

Après les élections, la France a annoncé un plan de dix milliards de dollars pour soutenir l'économie soviétique. Ce plan vise à moderniser les infrastructures et à améliorer les conditions de vie de la population.

## M. Gorbatchev et la citadelle administrative

Le ramaniement intervenu à la tête du Gosplan, ce mastodonte administratif qui a la haute main sur le plan, et donc sur l'économie soviétique, est un nouveau signe des difficultés que rencontre la mise en œuvre des réformes de M. Gorbatchev. La portée politique des décisions annoncées n'apparaît pas entièrement que lors du plénum du comité central prévu d'ici à la fin du mois et qui pourrait procéder à d'autres mouvements de personnes, cette fois dans l'appareil du parti.

## A ces défilés quantitatifs s'ajoute l'incapacité - ou le refus ? - de vastes secteurs de l'appareil d'Etat de faire entrer dans les faits certains aspects essentiels de la « perestroïka », en particulier l'octroi aux entreprises d'une véritable autonomie financière.

La presse soviétique elle-même a mis en évidence l'incapacité, comme le mauvais vouloir opposés à ces réformes par une administration centrale peu disposée à se départir d'une partie de ses pouvoirs. M. Gorbatchev n'a pas ménagé ses critiques aux personnalités qu'il considère comme responsables de ces résistances, y compris à M. Talyzine, qui avait lui-même nommé à la tête du Gosplan. Fidèle à une méthode qu'il applique depuis son arrivée au pouvoir, le secrétaire général du PC soviétique change donc les hommes dans l'espoir apparent d'insuffler ainsi un esprit nouveau aux institutions.

## Il n'est pas du tout certain, en l'occurrence, qu'il y parviendra.

La personnalité même du successeur de M. Talyzine - M. Maslounov a été vice-président du Gosplan avant l'ère Gorbatchev - et est assés de longue date au complexe militaro-industriel - donnerait plutôt à penser que la citadelle administrative ne cède aucune position essentielle. Politiquement, pourtant, l'enjeu est de taille. Le chef du Kremlin a déjà admis que la reconstruction de l'économie ne se ferait pas du jour au lendemain, reposant par exemple au début de la prochaine décennie une inévitable réforme des prix. Il n'en reste pas moins que, aussi bien dans la population qu'à l'intérieur du parti, c'est aux premiers résultats concrets que sa politique de réformes sera jugée. Faute de quoi, les rangs de ses partisans s'éclairciront, et il ne manquera pas de bons esprits pour expliquer que la « perestroïka » - comme d'autres expériences qui l'ont précédée - n'était que verbiage sans véritable emprise sur la réalité.

(Lire nos informations en page 29)

La presse soviétique insiste sur le caractère strictement judiciaire des réhabilitations. Lire l'article de Sylvie Kauffmann en page 6

M 0147 - 0205 0 - 4,50 F  
3290147004500 02090

## M. Carlucci et les missiles à courte portée

## Washington met en garde l'Europe contre une dénucléarisation totale

Une dénucléarisation totale de l'Europe pourrait mettre en question la présence militaire américaine sur le Vieux Continent, a déclaré le dimanche 7 février le secrétaire américain à la défense, M. Carlucci, lors d'un colloque, à Munich, en présence du chancelier Kohl et de six ministres de la défense, dont MM. Giraud (France) et Wormer (RFA). Cette réunion a confirmé que la République fédérale est au centre du débat au sein de l'OTAN sur le désarmement, et en particulier sur le sort des armes nucléaires à courte portée.

L'OTAN doit moderniser ses armes nucléaires de courte portée stationnées en Europe, a affirmé M. Frank Carlucci, qui participait au colloque annuel de la revue *Wehrkunde*, consacré aux questions militaires, en compagnie d'une centaine de personnalités et des experts des questions de défense venus de seize pays membres de l'alliance atlantique.

« Il est de notre devoir de poursuivre notre programme de modernisation et d'assurer la capacité de survie » des armes nucléaires de l'OTAN, conformément aux décisions prises en 1983 par l'OTAN lors du sommet de Montebello (Canada), a dit le secrétaire à la défense. Il a insisté sur la nécessité de mettre au point

de nouveaux missiles tactiques air-sol et de moderniser l'artillerie nucléaire de l'OTAN, ainsi que sur celle de créer un nouveau bombardier susceptible d'emporter des armes nucléaires et conventionnelles.

M. Carlucci a exprimé son hostilité à toute tentative de dénucléarisation totale de l'Europe. Il a laissé entendre que les Etats-Unis pourraient être amenés à envisager le retrait de leurs troupes stationnées sur le Vieux Continent dans l'hypothèse où les armes nucléaires tactiques ne seraient plus là pour dissuader une agression du pacte de Varsovie.

(Lire la suite page 3.)

## Cinq Palestiniens tués dans les nouveaux affrontements

## La Cisjordanie dans la spirale des violences

Deux mois après le début des affrontements dans les territoires occupés par Israël, les heurts ont redoublé, dimanche 7 février, faisant cinq morts parmi les Palestiniens. Un conseiller de M. Arafat, M. Bassam Abou Charif, a déclaré au journal israélien *Yedioth Aharonoth* que l'OLP « envisagera » de donner des consignes pour mettre fin au « soulèvement populaire » si le ministre de la défense, M. Rabin, « est prêt à ordonner un cessez-le-feu » à ses forces.

Les affrontements les plus durs ont eu lieu dimanche matin dans le village de Beit-Ummar, dans la région de Hébron, en Cisjordanie. Comme déjà la semaine passée, les haut-parleurs de la mosquée diffusent une fausse rumeur : des colons s'apprêtent à envahir le village. La population est appelée à descendre dans la rue ; une manifestation se forme sur la grand-route Hébron-Jérusalem :

devant le conseil des ministres réuni dimanche 7 février : amorcée le 9 décembre dernier, la vague de tourmente en Cisjordanie et à Gaza ne donne aucun signe de déclin, a-t-il sombrement constaté.

Au contraire : le week-end a été marqué par de très graves incidents et s'est achevé avec un des bilans les plus lourds depuis le début des événements. Au moins cinq Palestiniens ont été tués et une douzaine d'autres blessés dans des circonstances parfois différentes mais qui témoignent d'une mobilisation continue des habitants des territoires.

Les affrontements les plus durs ont eu lieu dimanche matin dans le village de Beit-Ummar, dans la région de Hébron, en Cisjordanie. Comme déjà la semaine passée, les haut-parleurs de la mosquée diffusent une fausse rumeur : des colons s'apprêtent à envahir le village. La population est appelée à descendre dans la rue ; une manifestation se forme sur la grand-route Hébron-Jérusalem :

Les autorités redoutent l'engrenage, un face-à-face brutal entre les Palestiniens et une fraction extrémiste de la population israélienne des territoires, celle qui juge l'armée « trop molle » et menace de se constituer en milice armée pour faire elle-même la loi. Toute la presse israélienne met en garde contre une évolution qui transformerait les territoires « en champ de bataille tribal ».

Une rumeur du même type que celle de Beit-Ummar fut à l'origine des affrontements dont le camp d'Al Arroab (près de Hébron) a été le théâtre. Dans cette même nuit de samedi à dimanche, une centaine d'habitants d'Al Arroab s'en sont pris aux soldats postés à l'entrée du camp.

A la lueur de fusées éclairantes, l'armée a utilisé des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc, puis procédé à des tirs à balles réelles.

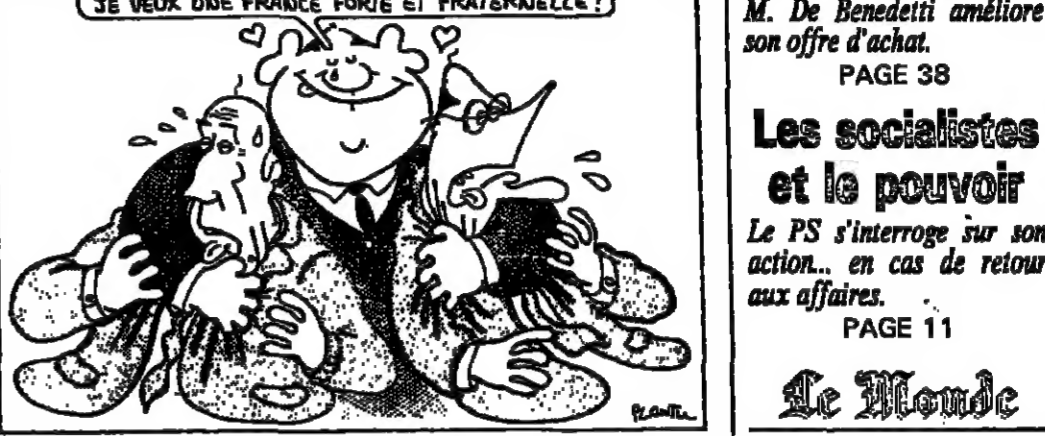
En moins de huit jours, c'est la deuxième intervention musclée de colons dans une localité arabe.

ALAIN FRACHON.  
(Lire la suite page 3.)

## Dans sa déclaration de candidature à l'Elysée

## M. Raymond Barre propose à la France un « nouveau départ »

« Il est temps de mettre fin aux faux-semblants. Il est temps de prendre un nouveau départ » : c'est en ces termes que M. Raymond Barre a justifié, le lundi 8 février à Lyon, sa candidature à l'élection présidentielle. Dans sa brève déclaration, il mêle MM. Mitterrand et Chirac dans une même critique : « Pendant le septennat qui s'achève, la France a reculé », a-t-il dit. Il se montre en outre incisif à l'égard de M. Chirac - « je ne suis pas un spécialiste de la virologie » - et plaide pour une France « solide, à haut niveau de salaires et d'emplois, à monnaie forte ».



Lire page 44 le texte de la déclaration, et page 10 l'article de Daniel Carton : « La chernobé solitaire de M. Raymond Barre ».

## La campagne aux Etats-Unis

Le « coup d'envoi » des caucuses de l'Iowa. PAGE 8

## L'OPA sur la Générale de Belgique

M. De Benedetti améliore son offre d'achat. PAGE 38

## Les socialistes et le pouvoir

Le PS s'interroge sur son action... en cas de retour aux affaires. PAGE 11

## Les rigidités de la cogestion en RFA

Formidable amortisseur de tensions sociales, le système de cogestion ralentit les décisions et empêche les entreprises allemandes de moduler les salaires et le temps de travail.

## Une politique de relance au Japon ?

Peut-on en attendre un rééquilibrage des échanges avec les Etats-Unis ?

## La chronique de Paul Fabra : Vive l'ordinateur, à bas le casino !

Pages 33 à 36

## Saison tardive pour les Alpes

Page 37

## Rugby : les Français sont fatigués. Coupe Davis : Laborieuses retrouvailles de Noah et Leconte.

Page 32

Le sommaire complet se trouve en page 44

INTELL-A-PIERE  
vacances scolaires au ski  
380

« Vous avez tout prévu, Michel Tatu ! »  
Jean Pierre Elkabbach (Europe 1)

Michel Tatu  
GORBATCHEV  
L'UR.S.S.  
va-t-elle changer ?  
272 p. 99 F

## Mobilisation en Bretagne contre la marée noire

## La pollution, toujours recommencée...

Une marée noire menace à nouveau les côtes bretonnes. Les milliers de tonnes de fuel échappées, le 31 janvier, des soutes du pétrolier Amazzone dérivent vers le littoral. L'état de la mer a rendu les opérations anti-pollution très difficiles.

Plusieurs nappes ont été repérées, dimanche 7 février, au large des côtes du Cotentin. La Bretagne est à nouveau touchée après l'ouragan qui, en octobre dernier, a occasionné de considérables dégâts. Toutefois, les Bretons qui attendent les rentrées du tourisme ne veulent pas croire à une nouvelle pollution de leurs côtes.

QUIMPER de notre envoyé spécial  
Dix ans après, Ploudalmézeau revit les heures enfiévrées de l'Amoco Cadiz.

Les pompiers du Finistère ont établi leur PC au centre de secours, sous les ordres du colonel Selzard. Un petit homme sec qui, règle en main, déploie ses troupes sur la carte avec un goût prononcé pour la manœuvre. Dans le garage, on a entassé les bottes, cirés, pelles, racleuses et réseaux fournis par la direction départementale de l'équipement.

A la mairie, les élus du Finistère et des Côtes-du-Nord se concertent sous la houlette de M. Charles Josselin, député PS, et de M. Alphonse Arzel, sénateur CDS, qui rentre tout juste de vacances de la Réunion où il s'était rendu pour se remettre du

procès de Chicago... On publie un communiqué bien senti où l'on adjure les pouvoirs publics de faire preuve d'une « plus grande fermeté à l'égard des contrevenants » qui souillent les côtes bretonnes. On réactive les « comités de coordination et de vigilance » quelque peu entrés en sommeil depuis huit ans sans véritable marée noire.

Les Bretons déterraient-ils la hache de guerre ? Pas du tout ! « Ce n'est pas une marée noire, mais une pollution éparse », coupe le maire de Crozon, M. Jean-Jacques Fabien. Comme président du comité départemental du tourisme, il ne veut surtout pas qu'on aille dire que les plages bretonnes sont moutonnées « au moment où les Allemands font leurs réservations ».

ROGER CANS.  
(Lire la suite page 15.)



# Débats

DROITE ET GAUCHE

## Nous sommes tous des humanistes empiriques

par JEAN VRIES (\*)

UNE figure bleue et une figure rouge échangeant des injures au-dessus d'un fossé. Tel est le drapeau national, vu par le grand affichiste Savignac. C'est de cet anathème mutuel que se nourrit le débat politique depuis bientôt deux siècles. Et, pourtant, voici qu'on a moins de cœur à l'inventive. Voici que l'image de l'autre se brouille.

l'impôt sur le revenu, les congés payés, le vote des femmes, — cette droite n'est plus dans ce qu'on s'obstine, par convention, à désigner sous le nom de droite, mais à l'extrême droite.

### Culturellement majoritaire

Inversement, la gauche historique — celle de la générosité et de l'imagination — est devenue culturellement majoritaire : la France de nos clochers et de nos villages croit aux droits de l'homme et à la Sécurité sociale, trouve Harlem Désir épatant et se cotise pour le « Téléthon » et les restos du cœur.

N'en déplaise à ceux qui rêvent encore d'en découdre, en habit de chouan ou coiffés de bonnet phrygien : nous célébrerons en 1989 l'anniversaire non d'une guerre civile, mais de l'avènement d'un système de valeurs qui est devenu celui de l'immense majorité de nos concitoyens.

Aussi est-ce le succès de ses propres idéaux que semble bouder le Parti socialiste en prétendant, par une campagne d'affiches d'un manichéisme désarmant, détenir le monopole de la devise nationale.

Et pourtant... Qu'est-ce qui distingue au juste la nouvelle

société de Jacques Chaban-Delmas du socialisme moderne de la Laurent Fabius ? Le « mieux d'Etat » selon Le Garrec est-il fondamentalement différent du « mieux d'Etat » selon de Charette ? Le chômage est-il traité « plus socialement » ou « moins socialement » depuis mars 1986 ?

Questions académiques... La vérité est que une fois investies de leurs responsabilités, les personnes citées se sont attelées aux mêmes problèmes, en manipulant les mêmes instruments et en expérimentant les mêmes contraintes.

Bérézgovoy ou Séguin, Dufoux ou Barzach : c'est le même humanisme empirique, avec d'inévitables nuances. Il faut se féliciter de la fin de l'idéologie de l'affrontement, car elle permet de libérer de précieuses énergies collectives.

### Enterrer la hache de guerre

Permet mais ne suffit pas. Car la bipolarisation — qui est aussi un fonds de commerce, — ne pouvant plus prospérer dans le débat d'idées, nous tentons de se perpétuer sur le terrain féride des « affaires », suscitant à

(\*) Pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires.

l'endroit de la chose publique un sentiment de défiance dangereux pour la démocratie.

Ce sera l'enjeu principal de la prochaine campagne présidentielle que de proposer aux Français une autre vision de la politique.

Qui serait mieux placé pour ce faire qu'un candidat qui s'assignerait expressément pour tâches d'enterrer la hache de guerre entre démocrates et de mobiliser les Français non plus les uns contre les autres, mais ensemble contre des maux qui les menacent ensemble : le chômage, le désinvestissement, l'exclusion, la nouvelle pauvreté ?

Un candidat qui, bousculant son propre camp, obligeant les siens à conclure avec d'autres hommes de bonne volonté une indispensable alliance, dont beaucoup de démocrates voisins nous offrent des exemples, deviendrait ce que les Français, par la voix insistante des sondages, pensent qu'il est, ou souhaitent qu'il devienne. Un candidat qui ne serait pas seulement élu pour être un garant et qui ne serait pas seulement élu par bêtoterie.

Si tel n'était pas ce candidat, si, par son action ou par son omission, le drapeau de Savignac demeurait une image fidèle du débat politique dans ce pays, alors grande serait la désillusion et amère la célébration du biocentenaire.

SCÉNARIO POUR LE FUTUR

## Nationalité et citoyenneté

par FÉLIX GUATTARI (\*) et GISÈLE DONNARD (\*\*)

IMAGINEZ qu'aujourd'hui l'Afrique française le cap du milliard d'habitants : deux cents millions de Maghrébins ; cent millions de Turcs ; la Méditerranée devenant un des principaux bassins planétaires de vitalité économique, sociale et culturelle... Imaginez de Haïti à Tanger l'implantation de nouvelles puissances industrielles dans le tissu d'une colossale force collective de travail, désormais acculturée aux technologies et aux méthodes assistées par ordinateur, tandis que l'Europe septentrionale continuerait vraisemblablement de décliner démographiquement et peut-être économiquement...

Scénario troublant, appelé, s'il se confirme, à perturber grandement nombre de positions acquises en Europe ! A moins que celle-ci ne se résolve, à temps, à se tourner vers cette nouvelle Afrique, comme aujourd'hui le Japon vers les puissances rivales de la mer de Chine ? A moins que la France ne se décide, dans un véritable coup de théâtre, ouvrir largement ses frontières à ces forces vives d'outre-mer en pleine gestation, dont elle a la chance d'être sollicitée de toute part. En vérité, l'Europe — et spécialement la France — aurait beaucoup à gagner à rapidement infirmer sa façon de considérer les choses en matière d'accueil des étrangers venant du Sud ! L'image d'un tiers-monde affamé et illettré, pour dramatiquement prégnante qu'elle continue d'être, n'est pas moins appelée à s'effacer, et peut-être plus vite qu'on ne le croit, sous l'effet conjugué des révolutions technologiques, biologiques et communicationnelles qui sont en train de bouleverser sous nos yeux les anciennes façons de produire la vie, la société et la subjectivité.

leur, voire néo-fasciste de l'abord de ces questions, associés désormais à l'importation, on assiste non seulement à un laminage des droits mais aussi à une véritable précarisation du statut moral et imaginaire des étrangers vivant en France et, au-delà, de toutes les personnes, y compris de nationalité française, qui sont ressenties comme « étrangères », parce qu'elles ne « bénéficient » pas de la couleur de peau qu'on attribue à nos ancêtres prétendant gaulois, ou de l'accent parisien standard avec lequel on est censé parler notre langue. Pour envisager une possible dérive, aux implications multiples dans nombre de domaines, un minimum de réalisme devrait imposer qu'on s'en tienne à la loi de 1973, c'est-à-dire au respect du « jus soli » et à la possibilité la plus large d'acquiescer la nationalité française. Foin des droits d'immigration, foin des droits de séjour, foin de l'étriquette raciale, la plus simple du point de vue des procédures sera la meilleure.

Quant au reste, il nous semble inutile de chercher à émousser les textes tant qu'on n'aura pas remis en question l'amalgame citoyenneté-nationalité, qui s'est trop enfoncé au sein de la conception napoléonienne de l'Etat-nation. Alors que les flux migratoires ne cessent de prendre de l'importance sur toute la planète, il est temps de réfléchir, on ne pourra mettre un terme aux drames qui ont nom : Irlande du Nord, Pays basques, Corse, etc., qui promouvent une « Europe des Provinces-Unies » — seule entité capable de faire pièce aux Etats-Unis et à l'Union soviétique, — pourquoi ne pas considérer de façon distincte l'existence de la citoyenneté et celle de la nationalité. Ce qui compte, pour être citoyen, n'est de vivre, de travailler, d'aimer sur un territoire donné. La nationalité est une tout autre affaire qui engage d'autres dimensions aux contours beaucoup moins évidents. Priorité donc à un ancrage de droit, d'exercice de pouvoir et de respect humain à ces masses aujourd'hui sans attaches civiques qui hantent nos murs comme les esclaves des cités antiques, dépendant de leur patron, de leur propriétaire, des policiers de leur quartier, sans que leur soit reconnue en contrepartie une prise de citoyenneté sur les espèces sociales les concernent.

Que le législateur se penche, plutôt que sur le code de la nationalité, sur une citoyenneté à part entière qui serait reconnue aux résidents étrangers travaillant en France depuis plusieurs années, aux jeunes qui, à leur majorité, choisiraient de renoncer à leur droit d'être français et, ne les obligeant surtout pas, aux réfugiés politiques. Il s'agirait là d'une sorte de citoyenneté contractuelle : ces hommes et ces femmes passant contrat pour participer, un temps de leur vie, en collaboration avec les populations françaises, au bon fonctionnement de l'ensemble des institutions sociales et politiques. En somme, un système souple de citoyenneté à titres multiples, beaucoup mieux adapté aux conditions de notre époque.

(\*) Psychosociologue. (\*\*) Enseignante.

## Au courrier du Monde

### Boire ou lire...

Les bistrotiers ouvrent tôt et ferment tard. Les bibliothèques ouvrent tard et ferment tôt. Etonnons-nous si les Français boivent beaucoup et lisent peu, si on s'épuise à éponger en aval ce qu'on favorise en amont. Ouvrez les vannes des bibliothèques aussi grandes que celles des bistrotiers. Les bibliothèques, comme les musées, doivent ouvrir aussi le dimanche. Que penser d'une société qui a su ouvrir bistrotiers, tabacs et pompes à essence tous les jours et qui retienne la lecture ?

J. MARTAIN (Versailles).

### CONJONCTURE

#### La Révolution et l'économie

Dans le long article de Pierre Lepape consacré à la Révolution française (*Le Monde* du 29 janvier), on peut lire cette affirmation : « Du strict point de vue de l'économie, la Révolution a été désastreuse. » Mais il ne faudrait pas oublier que, du strict point de vue de l'économie, c'est l'Ancien Régime qui l'était.

La nuit du 4 août fut au contraire un immense progrès : l'abolition des privilèges particuliers des villes, des provinces, était un indispensable préalable à la création d'un marché national (et la création d'unités de mesure universelles allait dans cet esprit-là). Et l'abolition du régime seigneurial, donnant à la propriété un statut nouveau fondé sur la liberté : liberté d'entreprise, liberté de clôture, liberté d'embauche et de débâche, liberté des salaires que ne permettait pas un régime seigneurial rigoureusement codifié. Que le peuple n'y gagnât pas grand-chose est sans doute vrai, car le régime seigneurial lui offrait des garanties irrévocables.

Dans cette perspective, si le « dix-neuvième siècle fut anglais », nous le devons moins aux agitateurs de 1790 qu'à un statut de la propriété anglaise infiniment plus souple, d'une part, et, de l'autre, à la configuration de l'espace anglais, centré sur une ville, Londres, bien différent d'un espace français morcelé à l'extrême.

Ainsi, si effectivement la conjoncture économique ne fut pas bonne, il ne faut pas cependant méconnaître l'importance des réformes de structure qui permirent la révolution agricole (favorisée par cette vaste « privatisation » que fut la vente des biens du clergé) et, dans un mouvement conjoint, la révolution industrielle.

FRANÇOIS LALLIARD (agrégé d'histoire, Paris).

### INVASION

#### La Pologne et l'armée rouge

Dans le petit commentaire au sujet du pacte Ribbentrop-Molotov, publié dans *Le Monde* du 29 janvier, j'ai trouvé des explications qui exigent une rectification.

Autour du chapitre « Pologne » dans le Dictionnaire Larousse de la Seconde Guerre mondiale, et témoin oculaire de l'entrée des armées soviétiques en Pologne, je tiens à préciser que l'armée rouge a envahi la Pologne le 17 septembre 1939, au moment où l'armée polonaise était en plein combat contre l'armée allemande. Cette résistance farouche des Polonais le 17 septembre est confirmée par des dizaines d'ouvrages de différents historiens (y compris par des auteurs polonais de Varsovie). Donc, l'armée rouge n'entra pas, « une fois la résistance de l'armée polonaise écrasée », mais bel et bien a envahi la Pologne de concert avec les nazis.

De surcroît, la première vague de soldats soviétiques forçant la frontière criait : « Ne tirez pas. Nous venons vous aider contre les Allemands ! » Je l'ai vu et entendu le 17 septembre 1939 à Ostrog-nad-Horyniem. Et les Polonais ne tiraient pas... Ce n'est que le lendemain que la vague suivante de Soviétiques (NKVD) a arrêté et interné les patriotes polonais à Ostrog (et ailleurs), dont les officiers ont été tués quelques mois plus tard à Katyn.

GEORGES MOND (Paris).

### LAXISME

#### Les piétons de Paris

Jacques Chirac prétend vouloir préserver la liberté des auto-

mobiles dans Paris. On est stupéfait de voir à quel point le maire de la capitale est dépassé dans sa façon d'appréhender les problèmes. Vainement, il ne comprend pas la gravité de l'éprouvante pression exercée par l'automobile sur ses ouailles : difficulté pour traverser les rues, risques corporels, trottoirs rognés par le stationnement auto, pollution, bruit incessant. Par l'invasion de l'espace d'une action d'envergure, volontaire et coordonnée, Paris est devenue une ville dure à vivre y compris pour les conducteurs, constamment empêtrés dans leurs embouteillages.

Chirac ne réalise pas que Paris est avant tout une ville de piétons et que la priorité consisterait à garantir une ville où il soit possible de se déplacer à pied et où il fasse bon vivre. Espérons que les Parisiens, les visiteurs, les touristes, tous ceux qui aiment la capitale, feront mieux connaître leur volonté dans une cité qui soit autre chose qu'une gigantesque gare autoroutière, malodorante, bruyante et dangereuse.

M. A. MILTZINE (ingénieur-conseil) (Courbevoie).

### LEÇONS

#### M. Ali Ammar et Israël

Il ne manquait plus à l'appel, dans la campagne menée contre Elie

Wiesel, mené aussi bien à gauche que dans *Minité*, à propos de la récente conférence des prix Nobel, à Paris, que M. Mohamed Ali Ammar (*Le Monde* du 30 janvier 1988). Le crime d'Elie Wiesel : tout en manifestant sa compassion humaine devant les événements des territoires administrés par Israël, il refuse d'exiger de l'Etat juif qu'il négocie avec l'O.L.P. les étapes de sa destruction, prévue par la trop méconnue charte de cette centrale terroriste.

Aujourd'hui, un représentant officiel de l'Algérie en France a les honneurs de la page 2 du *Monde* afin d'y traiter les soldats israéliens d'« associés de sang » et d'ajouter que nous assistons à « la reproduction du schéma nazi » par Israël.

Ces fortes paroles émanent d'un homme qui représente un pays qui vit sous le régime du parti unique. Sa presse a pris la défense de Klaus Barbie, avec situations ambiguës devant les événements des territoires administrés par Israël, il refuse d'exiger de l'Etat juif qu'il négocie avec l'O.L.P. les étapes de sa destruction, prévue par la trop méconnue charte de cette centrale terroriste.

Ce palmarès (incomplet) donne à M. Mohamed Ali Ammar toutes les qualités requises afin de donner des leçons de morale à la seule démocratie du Proche-Orient.

YEHOSHUA AMISHAV, attaché de presse à l'ambassade d'Israël en France.

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
TÉL. : (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAR 850 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous les articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-2037

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fenwick (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouis.

Rédacteur en chef : Daniel Veret.

Correspondant en chef : Claude Sélis.

ABONNEMENTS BP 507 09 75442 PARIS CEDEX 09

TÉL. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 394 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par messagerie) 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 389 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 594 F 972 F 1 494 F 1 880 F

Par virements : tarif sur demande.

Changements d'adresse : déclarations de modifications ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Le Monde** TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

**Le Monde** PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 Paris  
TÉL. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO 365 jours par an, 24 heures sur 24

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.



سكان الاصل

# Etranger

## La Cisjordanie dans la spirale des violences

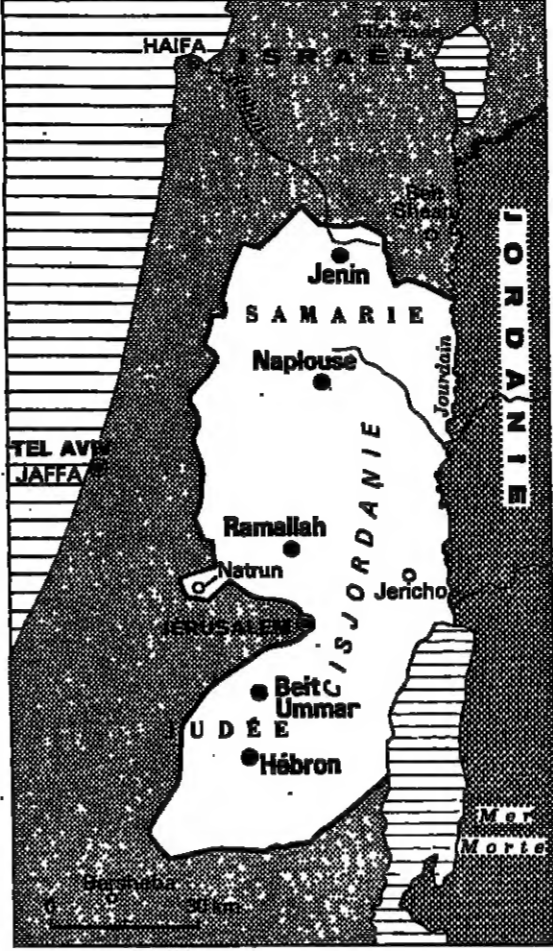
(Suite de la première page.)

Une Palestinienne de dix-sept ans a été tuée. Elle a été touchée à la tête par un objet métallique qui ne serait pas une balle de fusil et pourrait avoir été un de ces projectiles propulsés par les manifestants à l'aide de frondes.

Dimanche, les troubles ce sont étendus à d'autres localités de Cisjordanie, à Jenin, Ramallah

et Kalkilya notamment. Dans cette dernière ville, un manifestant de seize ans a été très grièvement blessé par balle et hospitalisé dans un état critique. Entre-temps, un Palestinien de dix ans, touché par un tir jeudi dernier près de Naplouse, a succombé dimanche à ses blessures. Enfin, à l'appel de tracts (*Le Monde* du 6 février), l'agitation a repris aussi à Gaza, où un jeune homme du camp de réfugiés de Deir-el-Bala est décédé dans la soirée après avoir été transporté dans un hôpital de Jérusalem: les circonstances de sa mort n'ont pas encore été officiellement établies, mais, selon les médecins, il a été victime d'une hémorragie cérébrale après avoir été matraqué. Il est le quarante-huitième Palestinien tué depuis le début de la vague de violence, selon une estimation établie par le *Jerusalem Post*.

Les autorités ont encore élargi, dimanche soir, les mesures de couvre-feu sur la Cisjordanie. De cent cinquante mille à deux cent mille personnes ne sont autorisées à quitter leur domicile qu'une heure ou deux pour aller s'approvisionner. « Le couvre-feu est notre dernière arme, avant de franchir encore un cran dans le déploiement de l'armée dans les territoires, ce que nous ne souhaitons pas », a indiqué au *Monde* un responsable de l'administration de Cisjordanie. Ouvertement pessimiste, il a expliqué: « Le niveau moyen de la violence est sans précédent. On n'y prête plus attention car il y a comme une banalisation du phénomène (...). Nous avons déployé beaucoup de troupes, et cela n'a pas fait retomber la violence. Nous ne souhaitons pas que la population (palestinienne) s'habitue à un pareil dispositif, car il s'use et devient de moins en moins dissuasif, et, la prochaine fois, il faudra encore plus de soldats. »



L'éditorialiste du *Jerusalem Post* se risquait, dimanche, à une note d'optimisme: « La nouvelle initiative américaine, écrit-il, a une chance raisonnable de voir le jour. » Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Ehad Gol, était plus prudent. Il se refusait à parler d'une proposition américaine « encore bien définie ». Il constatait néanmoins que les Etats-Unis considéraient que « mieux valait prendre le risque de l'échec d'une initiative que celui de se voir reprocher de n'avoir rien fait » alors que les territoires s'enfoncent dans la violence.

ALAIN FRACHON.

### Le « week-end noir » de Jérusalem

JÉRUSALEM de notre correspondant

La capitale n'a pas échappé à ce « week-end noir ». Dimanche soir, le maire, M. Teddy Kolek, constatait amèrement que « la coexistence judéo-arabe à Jérusalem avait été gravement endommagée ». Il y eut des manifestations sporadiques, des drapeaux palestiniens brandis, des affrontements avec l'armée et la police, toute la journée de samedi, dans les quartiers arabes du nord de la cité et même dans la Vieille Ville — sans pour autant que l'ensemble de la capitale en soit affectée.

Dimanche matin, une soixantaine de très jeunes gens d'un village arabe situé juste en face du quartier de Talbott ont bombardé à coups de pierres les appartements de plusieurs familles juives. Du rez-de-chaussée confortable d'où elle domine le désert de Judée, Judy Segal nous a dit toute son « amertume » et sa « tristesse ». Le sol du salon est jonché de pierres, plusieurs vitres ont volé en éclats. Les Segal — trois enfants — sont arrivés à Talbott il y a huit ans, venant de Californie. « C'est décourageant, explique Judy. En huit ans, nous avons, dans ce quartier, de bonnes relations avec les habitants du village arabe. Ils viennent faire leurs courses, et leurs enfants ont accès à notre école et y disposent de soins gratuits. »

Les Segal se veulent résolument « à gauche et progressistes ». Mais « il faut que ça s'arrête, et si la force est le seul moyen, alors il faut l'employer ». Judy, dont l'appartement a été attaqué à deux reprises, raconte encore que ses deux derniers enfants, en très bas âge, « ont peur » et, plus grave, dit-elle, ils commencent « à haïr ». Dehors, sur la terrasse qui domine le village arabe, un garçon israélien d'une dizaine d'années s'est joint à un groupe de policiers et parade en roulant des épaules, botte de base-ball en main.

AL Fr.

## LIBAN Les deux fonctionnaires de l'UNRWA auraient été enlevés par des Palestiniens

BEYROUTH de notre envoyé spécial

La plus grande incertitude demeure sur les véritables raisons de l'enlèvement, le vendredi 5 février, à l'entrée sud de Saïda, chef-lieu du Liban sud, de deux fonctionnaires de l'UNRWA (Office des Nations unies pour les réfugiés), le Suédois Jan Ståning et le Norvégien William Jørgensen.

Des rumeurs regroupent les responsables de la ville, des principaux mouvements palestiniens et de l'UNRWA, se sont tenus quant tout le week-end à Saïda, où sont venus des diplomates suédois et norvégiens. Les informations les plus contradictoires ont circulé sur l'identité des auteurs de ce rapt et sur leur motivation. Il semble, toutefois, que les deux fonctionnaires internationaux se trouvent toujours au sud de Saïda et qu'ils soient aux mains de

Palestiniens, qui soit auraient agi pour des motifs personnels, soit seraient été commandités.

Le Fath-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal, mis en cause par plusieurs parties, a rejeté, dimanche soir, par la voix de son porte-parole, la responsabilité sur « un groupe d'individus suspects infiltrés au sein du Fath de M. Yasser Arafat », une hypothèse qui avait déjà été évoquée par l'UNRWA. Des hommes de l'enlèvement, le chef de l'OLP avait donné l'ordre à son représentant au Liban d'effectuer toutes les recherches nécessaires pour obtenir la libération des deux hommes, « quel qu'en soit le prix ». Le Fath a, pour sa part, démenti toute participation à ce rapt. Quoi qu'il en soit, un certain optimisme règne à Saïda, où l'on estime que cette affaire pourrait se régler assez rapidement.

FRANÇOISE CHÉPAUX.

### L'étape syrienne de la tournée de l'envoyé spécial du président Reagan

#### La mission de M. Richard Murphy s'annonce particulièrement difficile

La tournée de M. Richard Murphy, envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient, s'annonce particulièrement ardue. Avant même l'arrivée du secrétaire d'Etat adjoint américain, le samedi 6 février à Damas, la mission de M. Murphy qui doit se rendre par la suite en Arabie saoudite, en Egypte et en Israël, a été l'objet d'une violente attaque de la presse officielle syrienne. Selon le quotidien gouvernemental *Talabir*, le responsable américain « n'a rien de nouveau à présenter », car son pays « continue d'utiliser Israël pour étendre son hégémonie sur le monde arabe ». Le journal estime que la tournée de M. Murphy vise à « sauver la face de Washington, alors que les soulèvements palestiniens dans les territoires arabes occupés a un impact dans l'opinion mondiale ».

M. Murphy s'est entretenu, dimanche soir 7 février pendant plus de cinq heures, avec le président Hafiz El Assad, à qui il a transmis un message de M. Reagan. Apparemment, il avait rencontré M. Abdel Halim Khaddam, le vice-président syrien, et M. Farouk El Charak, le chef de la diplomatie de Damas. A l'issue de ces entretiens, on affirmait, de source diplomatique, que la Syrie avait rejeté les propositions américaines prévoyant d'accorder une autonomie limitée aux Palestiniens des territoires occupés.

### CORRESPONDANCE

#### Une mise au point de M. Simon Malley

A la suite d'une déclaration de M. Walid Khalid, porte-parole du groupe d'Abou Nidal, qualifiant notamment M. Simon Malley de « membre important du Mossad » — déclaration jugée « fantaisiste » par le *Monde* du 2 février — l'ancien directeur d'Afrique-Asie nous adresse la mise au point suivante:

Je tiens à préciser que les affirmations de Walid Khalid, le porte-parole du Fatah-CR, que dirige Abou Nidal, sont un tissu de calomnies infamantes qui ne méritent que le mépris le plus total.

Cela dit, la politique prônée par le groupe d'Abou Nidal, condamné par la résistance palestinienne et exclu de l'OLP, est fondée sur la déstabilisation de cette dernière, les attentats et les assassinats de nombreux patriotes palestiniens. Elle relève d'une doctrine démagogique et destructrice qui coïncide avec les véritables intérêts et objectifs de la stratégie des ennemis les plus irréductibles des Palestiniens, à savoir Israël et ses complices et partisans de l'administration américaine.

C'est précisément cette doctrine que s'est cessé de combattre l'Afrique-Asie pendant dix-huit ans, et c'est pour cette raison que le porte-parole d'Abou Nidal a sans l'occasion de sa « Fatah-Fotopex français et belges pour « inventer » faux « confessions » et s'attaquer, à travers ma personne, un journal que j'ai fondé en 1969 et qu'une nouvelle société, Afrasiel, s'apprete à relancer.

## Washington met l'Europe en garde contre une dénucléarisation totale

(Suite de la première page.)

Dans cette hypothèse, a déclaré M. Carlucci, « je devrais me demander si nous devons maintenir nos troupes là ».

M. Carlucci avait précédemment affirmé que le démantèlement des armes nucléaires à moyenne portée (en vertu de l'accord de Washington sur les FNI) ne diminuait en rien la garantie nucléaire américaine sur l'Europe, ni ne conduirait à une réduction « significative » des troupes américaines qui y sont stationnées, et qu'il n'y avait pas lieu de discuter de l'engagement américain en faveur de la sécurité de l'Europe.

L'avis de Munich, l'éditorialiste du *Süddeutsche Zeitung* écrit lundi: « Un spectre hante l'Europe; il porte l'odieux nom de singularité... Comme si souvent dans leur histoire, les Allemands se sentent, après la « double option zéro », une fois de plus laissés pour compte... Il en résulte une étrange coalition qui depuis Alfred Dreger (la droite de la CDU) jusqu'à Egon Bahr (la gauche du SPD) estime que, plus courte est la portée, plus morts sont les Allemands. » Cette crainte des Allemands a été dénoncée comme « mythique » à Munich, non seulement par les Américains, mais par les représentants britanniques, néerlandais et français, parmi lesquels le ministre de la défense, M. Girard.

### L'engagement européen de la France

« L'Europe de la défense ne se conçoit pas en dehors de l'alliance atlantique. Mais l'état de dépendance entre partenaires ne renforce ni la solidarité de l'alliance ni la prise de conscience des responsabilités », a déclaré pour sa part, le ministre français de la défense, « il ne saurait y avoir d'alliance atlantique forte avec une Europe faible ».

Après avoir rappelé le propos récent du premier ministre, M. Jacques Chirac, selon lequel « la France dispose maintenant des moyens qui lui permettent d'affirmer la dimension européenne de sa sécurité », M. Girard a indirectement confirmé des informations laissent entendre que les missiles stratégiques français de la nouvelle génération pourraient avoir une portée accrue.

« D'une part », a indiqué le ministre de la défense, l'arrivée à maturité de nos armes ASMP ou Hadès permet de donner à notre corps de

bataille aéro-terrestre, une plus grande souplesse d'emploi. D'autre part, l'allonge très supérieure des nouveaux systèmes et leur précision permettent un emploi dans la profondeur. Au-delà des éléments techniques, la dimension nucléaire française, attachée à la défense de nos intérêts vitaux, doit prendre en considération, dans la définition de ceux-ci, les liens politiques, économiques et culturels qui unissent à ses voisins. Une menace peut ainsi intervenir en avant de nos frontières et, par là même, notre propre dimension nucléaire peut être concernée dans les mêmes conditions », a conclu M. Girard en rappelant que la mise en œuvre de cette dissuasion ne saurait être partagée.

# FRANÇOISE MALLÉT-JORIS.

## Françoise Mallet-Joris

La tristesse du cerf-volant

Roman 396 pages, 109 F.

Flammarion

SCÉNARIO POUR LE FILM

## Nationalité et citoyenneté

par FELIX GUATTARI et GOSLÉ

Il s'agit de définir ce que signifie être citoyen dans un monde où les frontières sont de plus en plus poreuses... (Texte détaillé sur la nationalité et la citoyenneté)



A gauche la BMW série 7 vous présente



La BMW série 7.

Regardez-les bien. A gauche, la BMW série 7 sortie il y a 16 mois. A droite, la nouvelle BMW série 3. Ce que vous avez sous les yeux, c'est l'un des plus beaux transferts de technologies jamais réussi d'une voiture à une autre. Aujourd'hui, la créativité et l'expérience des ingénieurs BMW sont telles qu'il ne leur a fallu que 16 mois pour réussir

ce nouvel exploit : adapter très précisément à la nouvelle BMW série 3 la plupart des innovations techniques qu'ils avaient faites lors de la création de la BMW série 7. 16 mois qui ont suffi pour qu'il devienne impossible de vous présenter aujourd'hui la nouvelle BMW série 3, à droite, sans faire référence à la BMW série 7, à gauche. Côté

moteur, il convient de dire que la nouvelle BMW 318i se trouve équipée du premier 4 cylindres qui ressemble davantage à un 12 cylindres qu'à un 4 cylindres : bielles forgées, masse des pistons réduite, soupapes à diamètre élargi, on y retrouve quantité de détails qui font l'excellence du moteur 12 cylindres de la 750i.

Joy, molito



à droite la nouvelle BMW série 3.



La nouvelle BMW série 3.

Mais la comparaison ne s'arrête pas là. On peut aussi parler des phares ellipsoïdaux (ces petits phares capables de donner 30% de lumière en plus que les gros phares) : révolutionnaires il y a 16 mois sur la série 7, on les retrouve aujourd'hui sur tous les nouveaux modèles de la série 3. On pourrait aussi parler des nouveaux pare-chocs qui ren-

dent complètement anodins bon nombre d'accrochages en ville. Ou du système Motronic de 3<sup>e</sup> génération. Et des suspensions à gaz bitubes sur les BMW 320i et 325i. Sans s'étendre sur les innombrables techniques de fabrication exclusives à BMW, qui font la qualité légendaire de toutes les voitures qui portent ce nom.

Tout cela pour vous permettre de faire à nouveau le point sur l'actualité du monde de l'automobile : sortie il y a 16 mois, la BMW série 7, à gauche, n'avait jusqu'à aujourd'hui aucune concurrente. Elle en a une à présent : à droite, la nouvelle BMW série 3.

MOTUL partenaire de BMW.





# Afrique

Accueillant le colonel Kadhafi après sa visite à Tunis

## L'Algérie poursuit ses efforts en vue de l'édification du Grand Maghreb

Le colonel Kadhafi est arrivé samedi 6 février, à Annaba, dans l'Est algérien, où il a été accueilli par le président Chadli. Selon l'AFP, M. Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, s'est joint dimanche aux hommes d'Etat et à un entourage particulier avec M. Kadhafi. Après la signature, au soir 1984, du traité d'union maroco-libyenne, Tripoli avait cessé toute aide à l'organisation sahraïenne. Le processus de « réchauffement » se poursuit donc.

D'autre part, de sources concordantes à Alger, on laissait entendre samedi qu'un sommet maghrébin tripartite - Algérie-Libye-Tunisie - pourrait se tenir lundi à Sakhiet-Sidi-Youssef, un village tunisien proche de la frontière algérienne bombardé par l'aviation française le 8 février 1982. Ce sommet dans une localité hautement symbolique s'inscrirait dans le cadre des efforts

entrepris par l'Algérie pour l'édification du Grand Maghreb, priorité de la politique étrangère du président Chadli. Alger milite notamment pour un élargissement à la Libye et éventuellement au Maroc du traité « de fraternité et de concorde » auquel adhèrent déjà la Tunisie et la Mauritanie.

Dans un entretien publié dimanche par le quotidien américain Washington Post, le président algérien a exhorté les Etats-Unis à cesser leur opposition à sa politique de « neutralisation » de la Libye. « Si nous isolons la Libye, a déclaré M. Chadli, ce pays est susceptible de conclure une alliance avec le diable », et notamment d'ouvrir ses frontières à des bases militaires soviétiques. Dans ce cas, a précisé le chef de l'Etat algérien, « notre pays devra [lui aussi] s'ouvrir à des bases étrangères ».

TUNIS  
de notre correspondant

Le protocole traditionnel prévoyant des visites des chefs d'Etat étrangers fut observé à la lettre. Bon gré, mal gré, le colonel Kadhafi, qui a quitté Tunis samedi 6 février, au terme d'un séjour de quarante-huit heures, a dû s'y plier. Pas de ces foules dont sont généralement émaillées ses déplacements à l'étranger, ni bain de foule, ni meeting populaire, ni discours à l'adresse du « peuple frère ».

Pour le « guide de la révolution » libyenne, habitué à se livrer à de véritables festivals de désinvolture et de provocation lorsqu'il lui arrivait d'être l'hôte des Tunisiens, le « changement du 7 novembre », qu'il avait salué avec empressement, n'a donc pas été qu'une simple formule. Il n'en a pas moins fait contre

mauvaise fortune bon cœur, et sa visite a pleinement répondu à l'attente de Tunis : la coopération gelée depuis 1985 va être réactivée à partir des accords existant déjà et prioritairement à l'application de ceux concernant les secteurs économique, social et culturel.

Les entretiens ont également permis d'envisager une exploitation en commun - pétrole, gaz et pêche - du golfe de Gabès mitoyen aux deux pays. La délimitation du plateau continental dans cette zone est, depuis plus de dix ans, objet de litige entre Tunis et Tripoli, qui ont eu recours à deux reprises à l'arbitrage de la Cour internationale de justice de La Haye, qui paraît être aujourd'hui acceptée. D'autre part, le projet de construction à travers la Tunisie d'un gazoduc permettant à la Libye de recevoir le gaz naturel algérien a été retenu et, pour faciliter la circulation des biens et des personnes, les visas d'entrée pour les

ressortissants des deux pays seront supprimés à partir du 15 février.

Mais il fallait bien donner quelques satisfactions au colonel libyen. Aussi cette fois vers « la complémentarité dans tous les domaines » est-elle considérée dans un communiqué comme une « étape » pour « la réalisation de l'unité » et « l'édification du Grand Maghreb arabe comme prélude à la réalisation de l'unité arabe globale ».

Avant de partir pour l'Algérie, le colonel Kadhafi a tenu à s'entretenir avec M. Bechir Kasbi, dirigeant d'un fantomatique mouvement pro-libyen, le Rassemblement national arabe, et avec M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes, dont les services d'information ont fait preuve, à cette occasion, d'une inhabituelle discrétion.

MICHEL DEURÉ.

## MOZAMBIQUE

### Pretoria ne nous aide pas affirme le chef de la guérilla

Massif de Gorongosa (Mozambique) - Le président de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), M. Alfonso Dhlakama, est catégorique : son mouvement de guérilla, pro-occidental, qui combat depuis 1977 le régime marxiste de MAPUTO, ne reçoit pas le moindre soutien militaire de l'étranger, et notamment de l'Afrique du Sud, bien qu'il assure-t-il « avoir plaisir » qu'il accueillera une aide de Pretoria, ainsi que de Washington, contre « la dictature marxiste-léniniste » qui dirige le Mozambique depuis son indépendance, en 1975.

Dans un entretien accordé le jeudi 4 février à l'AFP dans l'une des nombreuses bases dont dispose la RENAMO dans le massif montagneux de Gorongosa, dans le province de Sofala (centre du pays), M. Dhlakama a aussi assuré que ses maquisards, « au nombre de vingt-deux mille », contrôlent environ 85 % du territoire mozambicain, soit « tout le pays à

l'exception des grandes villes et de quelques districts ». M. Dhlakama s'est très longuement attaché à laver son mouvement des accusations de massacres de civils portées depuis l'an dernier par le FRELIMO (Front de libération du Mozambique, parti unique au pouvoir à Maputo), qui ont fait de la RENAMO une sorte de pestiféré sur la scène internationale. Il a, au contraire, accusé de ces tueries l'administration gouvernementale et les troupes étrangères qui la soutiennent, et réaffirmé être disposé à négocier avec Maputo une fin à la guerre civile. Des ébauches de pourparlers avaient échoué en 1984 et en 1985. Mais, a-t-il dit, la RENAMO signe, comme préalable à tout accord, « le retrait total de toutes les troupes étrangères » soutenant le FRELIMO, en premier lieu une dizaine de milliers de Zimbabwéens, mais aussi des Tanzaniens et des Malawites, ainsi que « plusieurs milliers » d'instructeurs soviétiques, cubains et est-allemands. - (AFP).

## SOMALIE

### Huit anciens dirigeants condamnés à mort

Huit anciens responsables somaliens ont été condamnés dimanche 7 février par la Cour de sûreté nationale somalienne à la peine de mort par fusillade pour haute trahison. Parmi ces condamnés figurent l'ancien troisième vice-président, M. Ismail Ali Abokor, et l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Omer Arsh Ghalib, a précisé l'agence somalienne de presse (SONNA, officielle). La cour a également ordonné la confiscation de tous les biens de ces deux responsables et de ceux des six autres accusés qu'elle a également condamnés à la peine capitale.

Parmi les accusés, dont le procès avait débuté il y a une semaine à Mogadiscio, trois personnes également accusées de haute trahison ont été condamnées à la détention à vie et un autre à vingt-quatre ans de prison. On ignore l'identité de ces quatre condamnés.

A l'issue du procès, la cour a acquitté quatre personnes pour

absence de preuve : MM. Osman Mohamed Jelleh, ancien maire de Mogadiscio, Mohamed Adan Sheikh, ancien ministre de l'éducation, Mohamed Yusuf Weirab, ancien ministre des finances, et Omer Hadji Mohamed, ancien ministre de la santé.

Dans ses attendus, la cour indique que les condamnés ont été reconnus coupables d'avoir « constitué et lancé en opérations une organisation subversive et des groupes armés entre les années 1978 et 1982 ». Les accusés, ajoute-t-elle, ont organisé « des unités armées qui ont parcouru diverses régions du pays », se rendant coupables de « meurtres d'hommes, de vols, de destruction de biens et d'embuscades contre les populations rurales ».

Le procès, qui a duré une semaine, s'est déroulé en public, mais sans la présence d'observateurs indépendants. La liste complète des accusés qui comparait n'a jamais été publiée. - (AFP).

## AFRIQUE DU SUD : pas de visa pour Breyton Breytonbach.

Pretoria a refusé d'accorder un visa d'entrée au poète Breyton Breytonbach, qui vit en France et voudrait retourner en mars dans son pays natal pour y être fait docteur honoris causa de l'université du Cap.

Sans donner d'explication, le directeur général des affaires étrangères sud-africaines, M. Gerrit van Zyl, a déclaré, dimanche 7 février, que la demande de visa de Breytonbach avait été rejetée.

L'an dernier, déjà, l'écrivain s'était vu refuser la permission de revenir en Afrique du Sud pour y rendre visite à son père, âgé de quatre-vingt-quatre ans et hospitalisé à la suite d'une crise cardiaque. - (Reuters).

## GABON : « le Monde » saisi.

Trois journaux français, le Monde, Libération, ont été saisis vendredi 5 février au Gabon, sur instruction de la Direction générale de la documentation (DGD). Cette mesure, précise-t-on à Libreville, concerne le dernier livraison de l'hebdomadaire satirique et les numéros des deux quotidiens parisiens rapportant une information donnée par le Canard enchaîné.

Mercredi, l'hebdomadaire avait publié le fac-similé d'un document du comité directeur du Fonds d'aide et de coopération - FAC, présidé par le ministre de la coopération, et l'octroi d'un crédit de 16 millions de francs pour la réfection de l'armement intérieur de l'aviation de la présidence gabonaise.

TCHAD : ralliements au parti unique. - Quatre formations politiques tchadiennes ralliées ont annoncé dimanche 7 février leur intégration au parti unique du président Hissène Habré. M. Mahamat Senoussi Khair (Conseil d'action et de coordination-Conseil démocratique révolutionnaire, CAC-CDR), M. Wadal Abdelkader Kamougé (Mouvement révolutionnaire du peuple tchadien, MRP), M. Madjo Abdelkerim (Forces populaires révolutionnaires, FPR) et M. Hamid Maoussi (Forces armées populaires, FAP) ont annoncé solennellement la nouvelle au cours d'un rassemblement populaire à NDjamena. Elle implique la dissolution de leurs mouvements et l'intégration de leurs éléments à l'Union nationale pour l'indépendance et la révolution (UNIR), mouvement fondé en 1984 par le président Hissène Habré. - (Reuters).

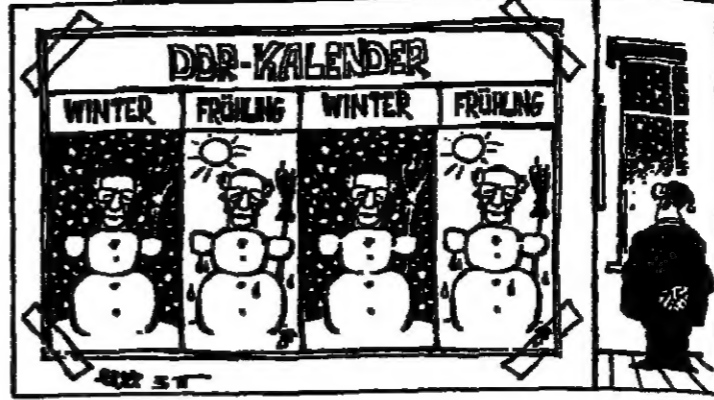
# Europe

RDA : à Berlin-Est

## L'opposition démocratique est décapitée

BONN  
de notre correspondant

On ne peut dénier au gouvernement de Berlin-Est une certaine habileté, même si l'on peut critiquer le cynisme avec lequel le pouvoir fait usage de l'arbitraire pour diviser l'opposition démocratique en RDA. Toutes les personnes arrêtées à la suite de la manifestation du 17 janvier dernier ont été libérées, à l'exception de Vera Wollenberger, animatrice de « l'Eglise d'en bas », qui reste toujours incarcérée. Après l'expulsion du chanteur Stephan Krawczyk et de sa compagne Freya Klier, déclaré le jour Nationalité et contraints de signer une demande d'émigration vers la RFA (le Monde du 5 février), six autres opposants ont été libérés. Quatre d'entre eux, Ralf Hirsch, Wolfgang et Regina Tempin et Bärbel Bobley ont été libérés le samedi 7 janvier en RFA. A la différence de Stephan Krawczyk et de Freya Klier, ils ont quitté le pays munis de passeports est-allemands et peuvent donc, en théorie, revenir à Berlin-Est. Deux autres opposants, Andreas Kalk (dix-neuf ans) et Ingrid (sept ans), amateurs de la bibliothèque de l'environnement de l'Eglise de Sion, ont également été libérés et doivent sans doute à leur jeune âge de pouvoir rester dans leur pays. Cette « tactique du salami », consistant à traiter de manière différenciée les protagonistes des défiances de ces dernières semaines, présente l'avantage de casser le mouvement de solidarité qui s'était développé en faveur des personnes emprisonnées. Celui-ci s'était traduit par une fréquentation toujours plus importante des services reli-



Calendrier de la RDA - quatre saisons : hiver, printemps, hiver, printemps. (Extrait du Tagesspiegel, de Munich.)

gieux dans plusieurs églises protestantes de Berlin-Est et d'autres villes de RDA. Les dirigeants de l'Eglise évangélique sont ainsi invités à faire eux-mêmes le « ménage » dans leur maison et à ne pas tolérer sous leur toit ce que M. Erich Honecker appelle des « groupes marginaux dont les activités contreviennent aux lois de la RDA ».

Il est particulièrement remarquable que la deuxième vague d'expulsés soit, en quelque sorte, des « bannis avec sursis ». Bärbel Bobley notait dans une déclaration faite lors de son arrivée en Allemagne de l'Ouest qu'il y avait là « le signe d'une nouvelle attitude de la RDA dans le traitement des conflits ».

Les gouvernements de Berlin-Est ont d'autre part pu constater que la répression exercée contre les militants des droits civiques ne provo-

quait aucune détérioration des relations avec les dirigeants politiques de RFA. Vendredi dernier, le comte Lambdorff, ancien ministre de l'économie et candidat à la direction du parti libéral (FDP), était reçu en grande pompe par M. Erich Honecker. A l'issue des discussions, M. Lambdorff s'est déclaré persuadé que le numéro un est-allemand était disposé à « entamer le dialogue avec la jeunesse critique ». Enfin, on apprenait que le bourgmestre régnant de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen avait accepté l'invitation de M. Honecker à se rendre le 11 février à Berlin-Est. Cette visite, attendue depuis longtemps par M. Diepgen, a pour objectif de resserrer les liens entre les deux parties de la ville, notamment sur le plan de la lutte contre la dégradation de l'environnement.

LUC ROSENZWEIG.

## URSS : la révision de l'histoire

### La presse insiste sur le caractère strictement judiciaire des réhabilitations

Moscou  
de notre envoyée spéciale

Pourquoi les accusés des procès de Moscou ont-ils tous avoué des crimes qu'ils n'avaient pas commis ? Comment le peuple soviétique a-t-il pu croire à cette mascarade de justice ? Au terme de la réhabilitation pénale de vingt condamnés à mort du procès stalinien de mars 1938, dont Nikolai Boukharine (le Monde daté 7-8 février), le rédacteur en chef du grand quotidien russe *Sovetskaja Rossia*, Valentin Tchikine, pose clairement ces questions dans les colonnes de son journal. Signe de la difficulté de mener à son terme le processus de réexamen de l'histoire de cette période, M. Tchikine ne va cependant pas s'attarder à apporter la réponse à ces questions cruciales.

Annoncées par un communiqué officiel publié en fin de semaine, les réhabilitations ont fait l'objet dimanche de commentaires dans trois des plus grands journaux soviétiques, les *Izvestia*, la *Pravda* et *Sovetskaja Rossia*. Leurs articles s'attachent surtout à l'aspect judiciaire et moral de l'affaire. La réhabilitation politique et réintégration posthume au sein du parti - qui est officiellement « en cours d'examen » - n'y est pas évoquée et paraît même loin d'être acquise si l'on se fie aux appréciations portées par M. Tchikine sur la biographie politique des condamnés les plus célèbres.

Ainsi de Boukharine il estime que « l'évaluation de ses activités au sein du parti après la révolution d'Octobre n'est pas simple ». L'auteur oppose ainsi les qualités littéraires et académiques de Boukharine à son attitude politique dans les batailles les plus vives du pouvoir communiste post-révolutionnaire. « Il s'est trompé, il a reconnu ses erreurs puis les a de nouveau commises », écrit Valentin Tchikine. Le mot « erreur » est donc maintenu pour Boukharine et rien n'est dit sur son opposition à la collectivisation et à l'industrialisation. Alexei Rykov, quant à lui, « a eu des divergences sérieuses avec le parti » et avec Lénine. « Avec Boukharine et Tomski il a formé la déviation opportuniste de droite », poursuit *Sovetskaja Rossia*. Lui aussi a reconnu ses « erreurs ».

Interrogé par les *Izvestia*, le juge Mikhaïl Marov, principal rapporteur à la séance plénière de la Cour suprême qui a décidé des réhabilita-

tions le 4 février, dresse un tableau glorieux de la force morale de Boukharine : « Il n'était ni excessivement émotif ni déséquilibré. Il a été un battant jusqu'au bout. Dans les derniers mots qu'il a prononcés devant le tribunal, la fermeté, la droiture et la logique sont évidentes. » Le portrait ainsi présenté de Boukharine rejoint l'appréciation qu'en avait faite M. Gorbatchev dans son discours du 2 novembre dernier.

### « Des aveux attachés »

Le journaliste de la *Pravda* qui, pour sa part, a visiblement assisté à la séance de la Cour suprême du 4 février, apporte quelques détails intéressants sur le déroulement de cette réunion historique. Le président Terebilov donne rapidement la parole au juge Marov qui rend compte aux trente-huit magistrats du travail de recherche et de vérification accompli. « Bien qu'ils connaissent les détails des affaires, ils l'écoutent tous avec la plus grande attention », écrit la *Pravda*. Le rapporteur relève une violation majeure de la procédure en 1938 : les aveux, dit-il, ont tenu de preuve alors qu'en droit « les aveux des accusés ne peuvent servir de base à une condamnation que s'ils sont associés à des preuves ».

L'un après l'autre, prenant la parole les juges de la Cour suprême,

Alkhasov, Brist, Tikhomirov, Yakimenko. « Tout cela se fait dans une langue juridique. Dans cette salle personne ne se laisse aller à l'émotion. Les magistrats établissent donc que « de nombreux aveux ont été arrachés au moyen de grossières violations de la loi, des règles de procédure, d'atteinte au droit des accusés ». Certains procès-verbaux d'interrogatoires ont, en outre, été falsifiés.

Pour la presse soviétique, il s'agit d'une grande victoire du droit, de la justice et de la vérité. Bien des questions restent pourtant sans réponse. Ainsi aucun de ces trois journaux n'explique pourquoi et quand dix des vingt accusés ont été réhabilités lors d'une séance distincte.

Enfin le sort réservé à Yagoda, l'ex-commissaire du peuple aux affaires intérieures jugé à son tour dans ce même procès de mars 1938 après avoir envoyé lui-même des milliers de gens devant les pelotons d'exécution pour servir Staline, reste troublant sur le plan juridique, et se comprend aisément d'un point de vue politique. Yagoda non plus n'était pas coupable d'espionnage et ses aveux ont sans doute été entortillés selon les mêmes méthodes que pour ses vingt coaccusés, mais aucun recours en réhabilitation n'a été déposé en sa faveur. Quels seront donc les critères de sélection pour les « réhabilitations » suivantes.

SYLVIE KAUFFMANN.

## ROUMANIE

### Les émeutes de Brasov étaient des « actions anarchiques » déclare M. Ceausescu

Le chef du parti et de l'Etat roumain, M. Nicolae Ceausescu, a qualifié les « actions anarchiques » des émeutes qui ont eu lieu, le 15 novembre dernier, à Brasov, dans un discours prononcé à la fin d'une réunion du conseil national des travailleurs et publié, le 6 février, par l'agence Aps, à Bucarest.

Se référant aux événements qui se sont produits à l'usine de camions de Steagul Rosu, le numéro un roumain a estimé que son pays « ne saurait tolérer de telles actions », car il disposait de « formes démocratiques ».

M. Ceausescu a, par ailleurs, réaffirmé la place primordiale qu'il compte, comme par le passé, accorder à l'exportation en matière économique. Cette politique, visant à rembourser à un rythme forcé sa dette extérieure (passée de 10,1 milliards de dollars en 1981 à environ 6 milliards en 1987), a plongé la Roumanie, depuis le début des années 80, dans une grave crise alimentaire et énergétique.

Dans son discours, M. Ceausescu a également déploré les mauvaises

relations de son pays avec la Hongrie, et il a implicitement accusé ce pays d'attiser des manifestations de chauvinisme en Roumanie, où vit une minorité hongroise de quelque deux millions de personnes, qui se plaignent de plus en plus de mesures de répression et d'assimilation forcée de la part autoritaire de Bucarest.

Par ailleurs, la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie (LDHR) communique à Paris que M. Dan Petrescu, un écrivain roumain qui avait donné une interview à *Libération*, parue le 27 janvier, a été arrêté, le vendredi 6 février, à Iassu, capitale de la Moldavie, où il résidait. Dans cette interview, M. Petrescu, trente-sept ans, diplômé de français, avait fait des commentaires extrêmement sévères sur le régime de « dictature » roumain, affirmant que le président Ceausescu devait partir, mais qu'il n'était pas le seul coupable, et évoquant l'atmosphère de « fin de règne » qui prédomine en Roumanie. - (AFP).

## PÉTROLE : QUELS LENDEMAINS ?

Experts de pays producteurs et responsables de compagnies pétrolières révèlent leurs pronostics. François-Xavier Ortoli, président de Total-CFP, Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières, répondent aux questions d'Asbès.

Dans le numéro de février d'ARABES, en kiosque et en librairie 78, rue Joffroy, 75017 Paris

## REVUE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES

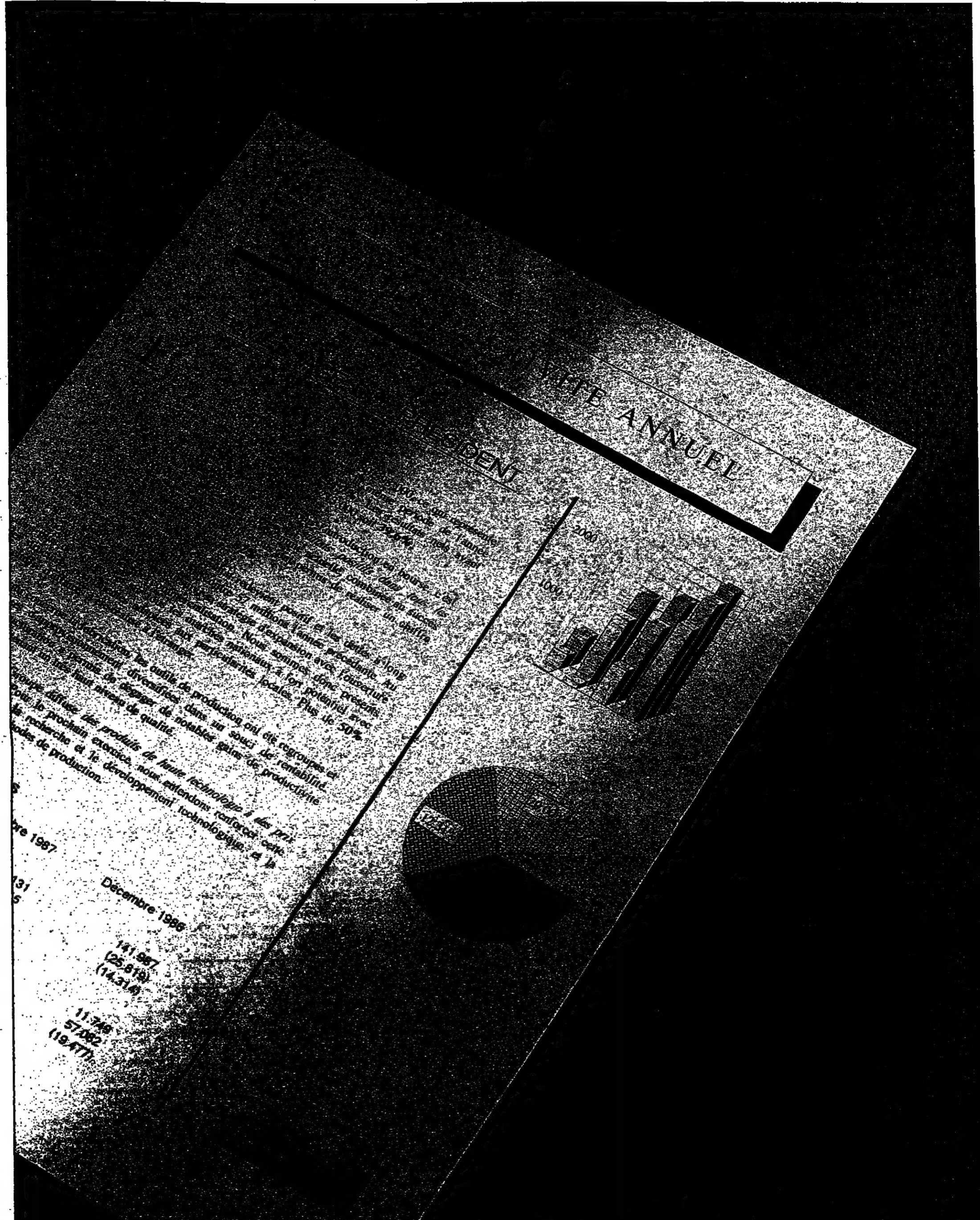
L'IMMIGRATION est en France et en Europe, l'un des sujets essentiels du débat public. La REVUE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES est la seule revue scientifique spécialisée dans ce domaine.

Dans son dernier numéro paru en janvier 1988 : LE CODE DE LA NATIONALITÉ. Combien de personnes deviennent-elles françaises chaque année ? Comment ? LES RÉFUGIÉS ET LES DEMANDEURS D'ASILE. Combien sont-ils ? Quelles politiques en France et en Europe ? Et des articles de spécialistes français et étrangers sur d'autres questions d'actualité.

En vente à Paris dans les librairies PUF, FNAC, Bédouin, etc. Abonnements : 100, 150, 200, 250, 300, 350, 400, 450, 500, 550, 600, 650, 700, 750, 800, 850, 900, 950, 1000, 1050, 1100, 1150, 1200, 1250, 1300, 1350, 1400, 1450, 1500, 1550, 1600, 1650, 1700, 1750, 1800, 1850, 1900, 1950, 2000, 2050, 2100, 2150, 2200, 2250, 2300, 2350, 2400, 2450, 2500, 2550, 2600, 2650, 2700, 2750, 2800, 2850, 2900, 2950, 3000, 3050, 3100, 3150, 3200, 3250, 3300, 3350, 3400, 3450, 3500, 3550, 3600, 3650, 3700, 3750, 3800, 3850, 3900, 3950, 4000, 4050, 4100, 4150, 4200, 4250, 4300, 4350, 4400, 4450, 4500, 4550, 4600, 4650, 4700, 4750, 4800, 4850, 4900, 4950, 5000, 5050, 5100, 5150, 5200, 5250, 5300, 5350, 5400, 5450, 5500, 5550, 5600, 5650, 5700, 5750, 5800, 5850, 5900, 5950, 6000, 6050, 6100, 6150, 6200, 6250, 6300, 6350, 6400, 6450, 6500, 6550, 6600, 6650, 6700, 6750, 6800, 6850, 6900, 6950, 7000, 7050, 7100, 7150, 7200, 7250, 7300, 7350, 7400, 7450, 7500, 7550, 7600, 7650, 7700, 7750, 7800, 7850, 7900, 7950, 8000, 8050, 8100, 8150, 8200, 8250, 8300, 8350, 8400, 8450, 8500, 8550, 8600, 8650, 8700, 8750, 8800, 8850, 8900, 8950, 9000, 9050, 9100, 9150, 9200, 9250, 9300, 9350, 9400, 9450, 9500, 9550, 9600, 9650, 9700, 9750, 9800, 9850, 9900, 9950, 10000.

طوبى لى





La révolution laser,  
 c'est de faire d'une simple feuille de papier  
 une arme dans la compétition.





# Amériques

## ÉTATS-UNIS : la course à l'investiture pour l'élection présidentielle

### Le coup d'envoi des « caucus » de l'Iowa

WASHINGTON  
de notre correspondant

Quel temps fera-t-il à Des Moines, Laurens, Belle-Plaine, Sioux-City et autres villes et villages de l'Iowa, même plaine du Middle-West, célèbre par ses « caucus » qui passent pour être le premier test sérieux dans la course à l'investiture pour l'élection présidentielle ?

Depuis près d'un an, certains candidats battent la campagne, dépensent des centaines de milliers de dollars chacun, serrent toutes les mains et posent devant presque toutes les vaches, cochons et silos à blé de l'Etat. Depuis des mois, les sondages tombent de plus en plus drus, mais on est toujours, faut-il le dire, à consulter la météo : un peu froid ou très froid, neige ou pas neige, et le sort des prétendants pourrait en être changé.

Car il s'agit de « caucus », une multitude d'assemblées de « voteurs » qui se réunissent, le lundi 8 février, à partir de 7 heures du soir, et il est admis que les gens les moins déterminés sur un candidat particulier hésitent à passer la soirée dehors (la procédure est très longue) si la température est trop décourageante. Le candidat qui, depuis quelques jours, vient en tête chez les démocrates, le représentant du Missouri Richard Gephardt, risque gros si ses partisans sont, comme on le suppose, plus frileux que ceux du sénateur de l'Illinois Paul Simon ou du gouverneur du Massachusetts Michael Dukakis, qui le suivent d'assez près : en tout

état de cause, tous les experts s'accordent à dire que ces sondages n'ont guère de valeur, car aucun candidat ne s'est encore vraiment imposé.

Chez les républicains, on a le hiérarchie des valeurs et des chances s'établit un peu plus clairement, c'est le sénateur du Kansas, M. Robert Dole, qui mène de loin dans les sondages, devant un vice-président Bush, gère à l'aise parmi les fermiers, qui voient une immense ténacité à son patron, M. Ronald Reagan, complice, selon eux, de ne pas les avoir aidés à se tirer d'une grave crise agricole, il y a quelques années.

#### Loque déformante

En tout état de cause, on n'espère guère plus de 10% ou 20% de participation parmi les sympathisants de l'un et l'autre parti, et on sait bien que l'Iowa n'est rien d'autre qu'une loque déformante à travers laquelle on observe des embryons de candidats. Surreprésentation des agriculteurs et des retraités, sous-représentation des Noirs (la population est blanche à plus de 98%), mode de sélection compliqué et où la « machine », l'organisation, joue un grand rôle : autant d'excellentes raisons pour tous les journaux et les chaînes de télévision d'expliquer depuis des mois que l'importance accordée à ces premiers caucus est absurde. Et d'envoyer en conséquence sur place trois mille journalistes compter par le menu les faits et gestes des candidats...

Jamais, depuis qu'ils existent (une quinzaine d'années), les « caucus » de l'Iowa n'avaient pris de pareilles proportions. Certains candidats ont travaillé le terrain sans relâche, comme Richard Gephardt, qui y a passé en tout cent quarante-cinq jours... Presque tous ont violé l'esprit, sinon la lettre, des règlements en vigueur et dépensé des sommes énormes, en particulier en spots publicitaires, soit pour se mettre en valeur, soit pour dire du mal des autres. Le blond Gephardt a vu sa cote remonter depuis qu'on lui a suggéré de se fonder un peu les sourcils, qui semblaient absents et lui enlevaient un peu de consistance à l'écran. Le brun Dukakis n'a pas élargi les siens (très épais), mais s'est appliqué à se « donner du cœur », toujours grâce à la télévision. Gouverneur d'un Etat privilégié, le Massachusetts, il avait une image d'administrateur un peu froid, ses conseillers ont estimé que quelques images de pitoyables sans-abri et un commentaire approprié, dit d'une voix vibrante d'émotion, seraient bienvenus. Et le spot adéquat a inondé les écrans de l'Iowa...

Même les candidats les moins riches — le pasteur noir Jesse Jackson, ou Gary Hart, l'ancienne vedette des caucus d'il y a quatre ans, mais qui cette année semble trébucher sous les coups conjugués de la presse et de l'appareil du parti. Même ceux-là ont dû se résoudre à diffuser des spots publicitaires. Et ce, tandis que chez les républicains, les deux favoris se déchaînent à belles dents, quitte à compromettre gravement les chances de leur parti

pour la suite des opérations électorales.

Jamais sans doute on n'aura eu autant de raisons de se poser des questions sur le bien-fondé de ces étranges « caucus », ou des candidats aux contours encore indéterminés s'agitent frénétiquement sous le regard d'électeurs blassés, fatigués de tout ce cirque. Jamais non plus on n'aura attendu avec autant d'impatience les résultats. Pour pouvoir enfin passer aux choses sérieuses, avec, désormais des candidats sérieux.

JAN KRAUZE.

Le gouverneur de l'Arizona suspendu de ses fonctions. — Le très controversé gouverneur républicain de l'Arizona, M. Evan Mecham, a été suspendu, vendredi 5 février, de ses fonctions à la suite d'un vote de la Chambre des représentants de l'Etat l'accusant de « crimes dans l'exercice de ses fonctions ». On lui reproche notamment d'avoir ordonné de déclarer un prêt de 350 000 dollars pour sa campagne électorale de 1986, d'avoir emprunté 80 000 dollars de fonds publics à des fins personnelles et d'avoir tenté de contourner une enquête concernant une mensonge de mort visant un fonctionnaire. De plus, un an à peine après son élection, le gouverneur a proposé une levée de boucliers par ses prises de positions roclées, au point que ses « administrés » ont obtenu une prochaine élection anticipée. Il revient à présent au Sénat de l'Arizona de décider de sa destination définitive. — (AFP.)

## HAITI

### Le président Manigat a pris ses fonctions dans un climat de doute et d'indifférence

PORT-AU-PRINCE  
correspondance

Sur l'estrade adossés au palais législatif, les trois hommes avaient le sourire aux lèvres ce dimanche 7 février. Deux ans après la fuite de Jean-Claude Duvalier, le nouveau président haïtien, M. Leslie Manigat, cinquante-sept ans, rayonnant, son ambition enfin satisfaite. Le général Namphy venait de lui transmettre officiellement le pouvoir, et, comme venait de le souligner M. Louis Noisain, le nouveau président du Sénat, une génération prenait sa revanche après avoir été écartée des affaires par les « jean-claudistes ». Mais « la voie est étroite », a reconnu dans son discours-programme M. Manigat en s'épongeant le front sous le soleil. A en juger par la maîtrise de l'assistance venue acclamer le nouveau chef de l'Etat, sa popularité est très faible. Quadrillée par d'innombrables patrouilles militaires, la capitale était morte, et seules quelques dizaines de personnes portant de petits drapeaux à l'effigie du président s'étaient rassemblés sans enthousiasme au son des orchestres de « rara », la musique populaire locale.

Autre motif de préoccupation pour M. Manigat : les Eglises, et notamment la puissante Eglise catholique, ont bouclé les cérémonies d'investiture. Outre le mot d'ordre de grève de demi-jour qui valait la veille les responsables de l'opposition, la seule manifestation notable contre le nouveau pouvoir avait été organisée par l'Eglise catholique : 15 000 personnes avaient participé, mercredi 3 février, à une procession aux chandelles.

Sur le plan politique et alors que la composition du nouveau cabinet ne devrait pas être connue avant mercredi, M. Manigat a lancé un nouvel appel « à la réconciliation et à l'union nationale ». « Soyons amis, c'est moi qui vous y convie », a-t-il déclaré à l'adresse de ses adversaires. Certains anciens opposants, comme M. Thomas Désulmié, n'ont pas tardé à se laisser tenter, et les courtois venus de divers horizons faisaient la queue au palais national pour féliciter le nouveau chef de l'Etat. Mais d'autres person-

nalités présentes pour faire partie du gouvernement, entre autres certains anciens exilés de la diaspora, ont refusé ce que l'un d'eux a qualifié d'« inacceptable compromission ». Quant aux membres de l'opposition qui refusent de se rallier, « ils seront marginalisés par la puissance du courant majoritaire et se calmeront d'eux-mêmes », a annoncé M. Manigat en élevant la voix.

#### « Austerité progressiste »

Mais l'opposition rassemblée au sein du Comité d'entente démocratique apparaît désemparée face à la nouvelle donne politique. L'arme de la grève générale s'est foudroyée au fil des six derniers mois.

Enfin, dernier défi pour M. Manigat : le rétablissement de la situation économique. Ayant promis aux six millions d'Haïtiens qu'il « mangerait au moins une fois par jour », le nouveau président n'a pas caché que le peuple devait s'attendre à une

« austerité progressiste ». Partisan d'une économie de marché encourageant l'initiative privée, le président entend aussi s'opposer à la « contre-bande ouverte et affrime ». Cette dernière résolution, si elle est appliquée, nuira sans nul doute aux intérêts de certains hauts gradés qui prélèvent leur dû sur le commerce illicite. Du coup, la réussite ou l'échec du pari du nouveau chef de l'Etat dépendra en grande partie de la réponse qu'apporteront les bailleurs de fonds étrangers. Seule la République dominicaine voisine et le Venezuela avaient envoyé des délégués de haut niveau à la cérémonie d'investiture. Les autres partenaires d'Haïti, notamment les Etats-Unis, s'étaient contentés de se faire représenter par leurs ambassadeurs.

Mais, malgré les « vœux et les meilleurs souhaits » adressés par M. Ronald Reagan à M. Manigat, il paraît peu probable que les Etats-Unis, en pleine campagne électorale et en proie à un gros déficit budgétaire, représentent massivement leur aide à court terme.

JEAN-MICHEL CARROT.

## A TRAVERS LE MONDE

### Corée du Sud

#### M. Kim Young Sam tente de réunifier l'opposition

Séoul. — L'un des deux principaux dirigeants de l'opposition sud-coréenne, M. Kim Young Sam, a annoncé, lundi 8 février à Séoul, qu'il démissionnerait de la présidence du Parti démocratique pour la réunification (PDR), afin de tenter d'unifier l'opposition. « Je me sens responsable de la division de l'opposition », a déclaré M. Kim, en précisant que celle-ci devra être unie pour obtenir la démocratie en Corée du Sud.

### Espagne

#### Le roi Juan Carlos a assisté aux obsèques de la veuve du général Franco

M<sup>me</sup> Carmen Polo, veuve du général Franco, a été inhumée le samedi 6 février au cimetière d'El Pardo, à 20 kilomètres de Madrid, en présence du roi et de la reine d'Espagne.

### Pologne

#### Nouvelles manifestations contre les hausses de prix

Un millier de Polonais ont manifesté, le dimanche 7 février, à Cracovie (sud du pays), contre les hausses des prix et pour la libération des prisonniers politiques. Les manifestants se sont rassemblés à l'issue d'une messe pour scandier des slogans hostiles au pouvoir. Un responsable local du syndicat dissous Solidarité a pris à cette occasion la parole pour fustiger les récentes augmentations des prix. Une quinzaine de personnes sont ensuite montées à bord d'un tramway qui se dirigeait vers le centre-ville et l'ont recouvert de banderoles de Solidarité dénonçant les hausses. Trois personnes ont été interpellées par la police puis relâchées dans la soirée.

D'autre part, quatre des six membres de la direction du Parti socialiste polonais (PPS), dont son président M. Jan Jozef Lipiński, qui avaient été appréhendés dimanche à Varsovie par la police politique, ont été remis en liberté en fin d'après-midi.

A Wrocław, MM. Stanislaw Kaszuba et Jerzy Giero, membres du syndicat dissous Solidarité, ont été respectivement condamnés, le vendredi 5 février, à des peines d'un an et de 30 000 zlotys (454 francs) et 10 000 zlotys (155 francs). Le salaire moyen en Pologne est, rappelé-t-on, de 30 000 zlotys par mois. — (AFP.)

# Asie

## SRI-LANKA

### Le contingent militaire indien reçoit quinze mille hommes en renfort

NEW-DEHLI  
de notre correspondant

Le président sri-lankais, M. Julius Jayewardene, a obtenu au bout du compte, d'importantes concessions de la part des autorités de New-Dehli, lors de la visite officielle qu'il a effectuée en Inde du 24 au 30 janvier. Certes, l'Inde a manifestement choisi de prendre son temps avant de se lier par un traité de paix qui, selon les vœux de Colombo, serait rédigé sur le modèle du traité d'amitié indo-soviétique et comporterait pour les deux pays des obligations réciproques à court terme. En revanche, le premier ministre indien a décidé d'acheminer, dans les prochains jours, quinze mille soldats à Sri-Lanka, portant le total du contingent indien dans l'ancienne Ceylan à environ soixante-dix mille hommes.

L'état-major de l'armée de New-Dehli semble, en effet, déterminé à annihiler tout foyer de résistance dans le nord de l'île dans un délai d'un mois et à contrôler tout l'est avant la fin avril.

L'Inde ne croit donc plus aux chances d'une négociation durable avec les séparatistes tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Éelam tamoul) ni à la sincérité des offres de paix de leur chef, M. Velupillai Prabhakaran.

A cet égard, notamment, autour des villes de Batticaloa et Trincomalee où il se sont regroupés après la chute de Jaffna en novembre dernier, les Tigres n'ont pas cessé de terroriser la population civile, composée de communautés cinghalaises, musulmanes et tamoules, tout en multipliant les embuscades contre des soldats indiens peu motivés.

La « politique de paix » à Sri-Lanka a été fort coûteuse pour l'Inde : trois cent cinquante morts (1) et un millier de blessés depuis le début des opérations lancées contre le bastion tamoul de Jaffna. De plus, la guerre sur le « front » est plus aléatoire. La guérilla ne peut plus, comme dans la péninsule du Nord, être enfermée dans une « masse », et il n'est pas question que la population cinghalaise et musulmane supporte, en termes de vies humaines, le coût d'une offensive forcément meurtrière. Autant l'opinion cinghalaise ne s'est guère émue du sort des civils tamouls de Jaffna, autant elle n'accepterait pas que les Cinghalais commencent le même sort. Or, sur le plan intérieur, le président Jayewardene a de moins en moins les courtoises franchises. Le premier ministre sri-lankais, M. Premadasa, n'a jamais cessé de diffuser des petites phrases acerbées sur la présence indienne. L'opposition cinghalaise accuse l'Inde de prolonger délibérément cette présence dans l'île, et M. Jayewardene s'est séparé de son ministre des finances, M. Ronnie De Mel, un économiste de renom, qui jusque-là servait de caution auprès des bailleurs de fonds étrangers.

M. Jayewardene souhaite que les élections pour les conseils provinciaux se tiennent au plus tard en juin, ce qui signifie que la paix doit être restaurée avant cette date et ce qui suppose que, d'ici là, la question de la fusion des provinces du nord et de l'est, globalement dominées par les Tamouls, soit réglée.

#### Bouchées doubles

Le chef de l'Etat est d'autre part soucieux de signer dans les deux mois qui viennent le traité de paix avec l'Inde. Le parti au pouvoir à Sri-Lanka, l'UNP, a d'ores et déjà annoncé que, outre les élections provinciales, des scrutins parlementaire et présidentiel auront lieu cette année. Pour retrouver une majorité (l'UNP avait recueilli 51% des voix lors des élections de 1977), le chef du parti présidentiel, M. Jayewardene — même s'il est acquis qu'il ne se représentera pas lui-même — doit pouvoir montrer que la « maison » est en ordre : retour à la paix et, éventuellement, départ des troupes indiennes.

De son côté, l'Inde est également décidée à mettre les bouchées doubles, notamment pour des raisons de politique intérieure : le consensus sur le rôle de l'armée indienne à Sri-Lanka, qui régnait jusque-là au sein de la population tamoule de l'Etat indien du Tamil-Nadu, a vécu, notamment depuis la crise politique qui s'est développée à Madras au sein du gouvernement local. Pour des raisons différentes, Colombo et New-York semblent décidés à écraser la rébellion tamoule, et les Tigres du LTTE risquent de payer très cher leur jusqu'au-boutisme.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Le président Jayewardene estime, pour sa part, que de six cents à sept cents soldats indiens ont été tués ces derniers mois à Sri-Lanka.

## PHILIPPINES

### Recrudescence des attaques communistes

Manille. — Quarante personnes ont été tuées et soixante-dix autres blessées au cours de différentes attaques de guérillas communistes, vendredi 5 et samedi 6 février, à-on appris dimanche de source officielle. Vendredi, une soixantaine de rebelles de la NAP (Nouvelle armée du peuple, branche armée du PC clandestin) ont fait sortir des hommes, des femmes et des enfants de leurs maisons, dans la province de Cagayan (nord), ils ont ensuite ouvert le feu, tuant quatre enfants et blessant quarante-neuf personnes.

Samedi, selon l'agence officielle de presse PNA, quatre membres de la NAP et deux soldats ont trouvé la mort et vingt-deux soldats ont été blessés lors d'un affrontement dans la province de Sugo-del-Sur (sud). Le même jour, des troupes paramilitaires ont tué deux insurgés et en ont blessé deux autres dans la province centrale d'Aklan. Enfin, dans la province de Pangasinan, au nord de Manille, des rebelles de la NAP ont tué un commandant de police et un civil.

Après l'arrestation, la semaine dernière, de deux hauts responsables du Parti communiste (le Monde du 6 février), des consignes en vue d'éventuelles représailles de la NAP ont été données dans l'armée, et les mesures de sécurité accrues.

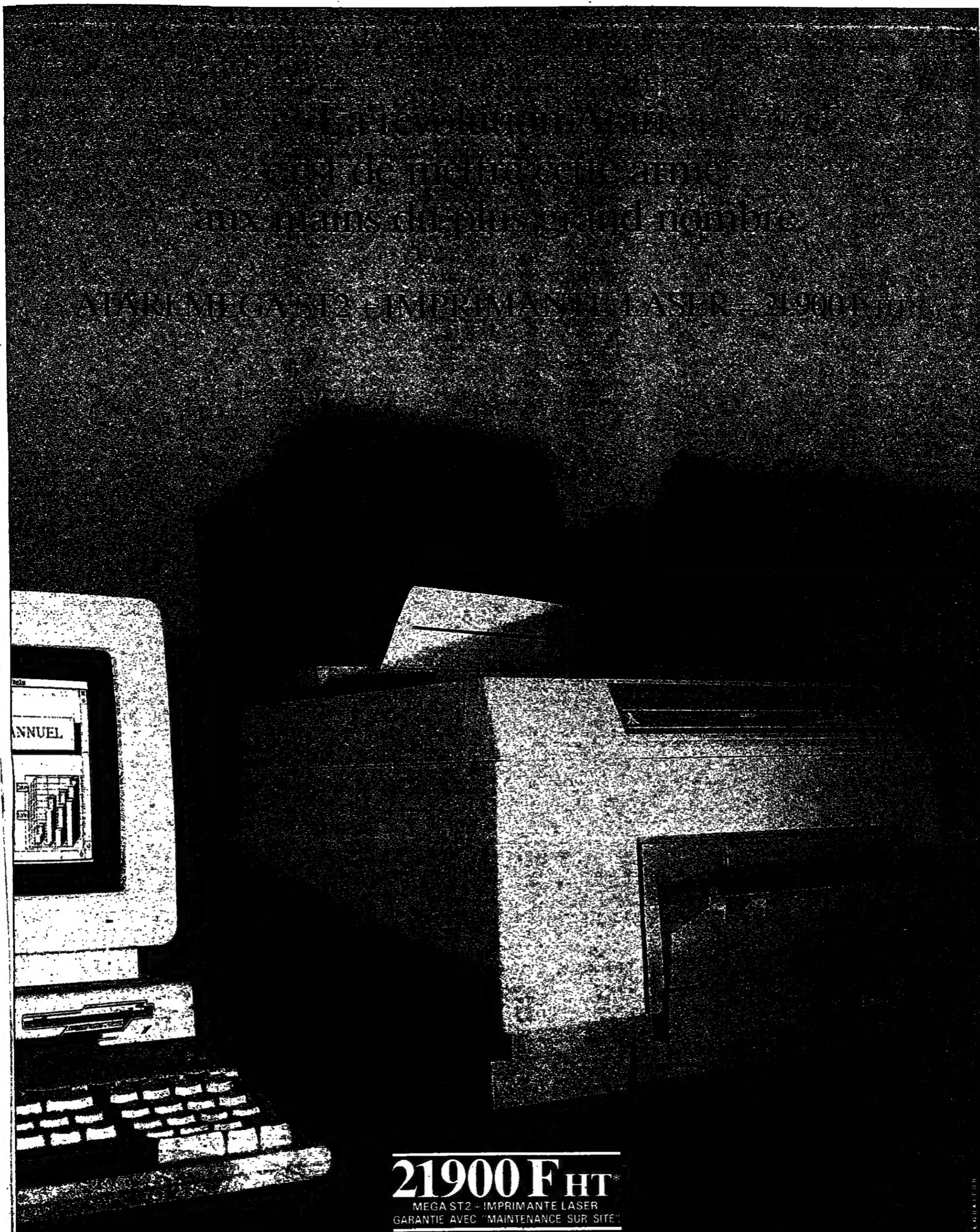
Enfin, dans une interview au journal Manila Chronicle publiée dimanche, l'ancien secrétaire à la défense Rafael Ileta a lancé une mise en garde contre une tentative « de l'intérieur » de renverser le président Corason Aquino, qui a déjà pu déjouer cinq tentatives de coup d'Etat. — (AFP.)

● AFGHANISTAN : M. Vorontsov à New-Dehli. — Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères chargé du dossier afghan doit rentrer, à New-Dehli, le lundi 8 février, à M. Rajiv Gandhi un message de M. Gorbatchev relatif au retrait des troupes de Moscou stationnées en Afghanistan. Entre-temps, M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU dans le conflit, s'est rendu, pour la troisième fois en quinze jours, à Kaboul après avoir rencontré, au Pakistan, un représentant de la résistance afghane. Il y a rencontré, dimanche, le président Najibullah. — (AFP, Reuters.)

● FIDJ : amnistie. — Le gouvernement fidjien a annoncé vendredi 5 février qu'il renoncera aux poursuites judiciaires contre des personnes — en nombre non précisé — qui étaient inculpées de « délit politique » contre l'Etat l'année dernière. Il a également indiqué qu'il allait réduire les peines de prison de cent soixante-deux détenus dans un délai de trois mois. — (AFP.)

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.





**21900 F HT\***  
MEGA ST2 - IMPRIMANTE LASER  
GARANTIE AVEC "MAINTENANCE SUR SITE"

GRACE A SON AVANCE TECHNOLOGIQUE, ATARI MET A LA PORTEE DE TOUS LA QUALITE "IMPRESSION LASER" ET REVOLUTIONNE LE MONDE DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MICRO-EDITION. 21.900 F HT: C'EST LE PRIX DE L'ENSEMBLE DE LA CONFIGURATION QUI ASSOCIE LA PUISSANCE DE L'ATARI MEGA ST2 A LA GRANDE QUALITE DE SON IMPRIMANTE LASER. SON PRIX COMPREND LA GARANTIE AVEC "MAINTENANCE SUR SITE".  
Pour tous renseignements, téléphonez au 45 06 31 31 ou envoyez votre carte de visite à: Atari France, 9 rue Sentou, 92150 Suresnes.  
\* Prix public conseillé - 25 973 F TTC.

**ATARI LE FASCINANT POUVOIR  
DE L'ARME INFORMATIQUE.**

**ATARI®**



# Politique

## La campagne pour

### La chevauchée solitaire de M. Raymond Barre

*« Ne vous en faites pas. Tant que je serai sur cette Terre, vous aurez l'occasion de me revoir ». Mercredi 20 mai 1981. Fin de règne dans la cour de l'Élysée. Dernier conseil des ministres du septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Derniers propos sur le Perron des éminences déchu. Raymond Barre salue les journalistes. A sa façon. Par une ultime bravade. « Vous aurez l'occasion de me revoir... »*

Qui le croit ce jour-là ? Qui peut imaginer qu'un 8 février 1988, sept ans plus tard, ce même personnage reviendra devant les mêmes journaux annoncer officiellement sa candidature à la présidence de la République ?

Raymond Barre sort usé par cinquante-sept mois trop longs et trop mouvementés à l'Hôtel Matignon. Il est le recordman de France de l'impopularité. Durant la campagne présidentielle, M. Giscard d'Estaing l'a privé sans façon de rester aux vestiaires. Et quand, après ce fatal 10 mai, les « sondages » demandent aux Français leur avis sur le meilleur chef possible pour cette nouvelle opposition, il est toujours classé bon dernier. Derrière Jacques Chirac, derrière Giscard et même... derrière Jean Lecanuet. Qui peut croire alors qu'il referra surface ? Qui, si ce n'est lui ?

Six jours plus tard, à Lyon, où il s'est replié pour la campagne législative, Raymond Barre prend date : « Le moment viendra peut-être, dit-il à ses amis, où il faudra que je m'exprime de façon claire sur un certain nombre de sujets, non pas par ambitions personnelles, mais par amour pour la France ». Le propos restera presque confidentiel. On ne l'écoute même plus ! Pourtant tout est dit. Comment ne pas penser que ce jour-là Raymond Barre sait déjà parfaitement où il veut diriger ses pas ?

Ses biographes, jusqu'à présent, n'ont retenu que sa propre version : « L'aurait-il pris sa décision d'être candidat à l'élection présidentielle qu'à l'été 1984, au bord de sa piscine de Saint-Jean-Cap-Ferrat. Ainsi, comme souvent, se réécrit l'histoire que l'on voudrait légendaire. Ainsi se brosse le portrait doré du grand homme répondant à l'appel des Français, dissimulant sous quelques solides couches de vernis ses ambitions personnelles, ses frustrations et sa soif de revanche.

En réalité, Raymond Barre s'est mis en route depuis longtemps. C'est un 12 mai 1977 au soir qu'il naquit vraiment à la politique. A plus de cinquante ans, au bout de neuf mois de travaux pratiques à Matignon. Son baptême fut ce face-à-face à la télévision avec François Mitterrand, alors premier secrétaire du Parti socialiste. Un débat de haute tenue. Le « Joffre de l'économie » prend le goût de la joute politique. Le technicien devient politicien. Les Français le découvrent. Raymond Barre se surprend : il sait faire ! François Mitterrand ne s'y trompe pas : ce Barre-là lui rappelle un certain Pompidou. Raymond Barre lui renversera l'hommage : « Cet homme a de la substance », se convaincrat-il à partir de ce jour. Onze ans plus tard, l'un et l'autre en rêvent encore. Et si l'histoire repassait ce plat ?

Sur cette lancée, Raymond Barre, en charge des intérêts de la majorité, présente son fameux programme de Blois. Les élections législatives approchent. L'union de la gauche, malgré ses propres errements, est aux portes du pouvoir. M. Giscard d'Estaing se prépare à annoncer « le bon choix ». L'UDF va naître. Avec la bénédiction de

M. Giscard d'Estaing, M. Raymond Barre parcourt la France. Malin, il a toujours gardé dans son coffre les lettres des députés RPR qui lui demandent son soutien. Au cas où... Il apprend à faire campagne. Avec son slogan : « Barre confiance ». Avec son signe de ralliement : le chêne accolé à l'Hexagone. Les mêmes qu'aujourd'hui !

« Dès cet instant, confiait récemment M. Giscard d'Estaing, j'ai compris que cet homme-là avait beaucoup d'ambitions et qu'il pensait surtout à son propre destin. » Le RPR le comprit avant lui. Les querelles entre le premier ministre et le premier parti de la majorité ne cessèrent plus. « A partir de ce moment-là, convint Raymond Barre, les tirs d'arbalètes, suivis de près par les tirs d'Exocet, ont fusé de toutes parts (1). » Ils laisseront des traces.

Changement de décor deux ans plus tard. En 1980, Raymond Barre est dans le creux des sondages. L'Élysée a déjà décidé de l'écartier de la campagne présidentielle. Il le sait et il s'en inquiète. « Pensez-vous que cela soit bon pour mon image ? », demande-t-il à ses conseillers. L'homme déjà songe à des lendemains meilleurs...

Mai-juin 1981 : la vague rose déferle. L'opposition est secouée comme un radeau. Pour les législatives, elle rame sans y croire, sous la fausse voile de « l'Union pour la nouvelle majorité ». Raymond Barre rejette cette étiquette, mais parvient à se faire réélire dès le premier tour dans sa circonscription de Lyon. Première leçon d'espérance. A Paris, il loue ses bureaux au boulevard Saint-Germain. La voie est libre. M. Giscard d'Estaing reste KO debout. Il se retire en Auvergne. On lui conseille de prendre du champ, de voyager, de s'occuper de l'Europe. Raymond Barre lui a-t-il jamais pardonné de ne pas lui avoir accordé sa confiance jusqu'au bout ? Pas sûr ! En tout cas, ce long séjour à l'Hôtel Matignon lui aura laissé quelques frustrations profondes.

#### Une piètre opinion de Jacques Chirac

Jacques Chirac porte sur le dos tous les malheurs de l'opposition. Il est devenu le traître, le Judas. Depuis l'affaire d'Ornano des élections municipales de 1977, les rapports entre les deux hommes n'ont fait que se détériorer. Alors qu'aujourd'hui Giscard d'Estaing l'impressionne encore, Raymond Barre n'a jamais eu de grande considération pour Jacques Chirac, qu'il juge inconstant, imprévisible, infidèle, « qui ne sait pas gouverner » qui « est toujours de l'avis du dernier qui parle ». Encore moins pour l'appareil RPR qui représente tout ce qu'il exècre : « le gaullisme à répétition », les basses manœuvres, l'activisme sans foi ni loi. Dès le 10 mai 1981, Raymond Barre se déclara plus contre ce Chirac-là et ce RPR « qui ont joué à quille au double le sort de la 1<sup>re</sup> République. Rien, prévient-il, ne saurait faire oublier leur immense responsabilité ».

Raymond Barre raconte aujourd'hui que Giscard l'aurait alors supplié de le venger. Difficile de savoir... Mais du moins peut-on penser que dès le 10 mai, Raymond Barre se fait secrètement le serment que, lui vivant, Jacques Chirac ne sera jamais président.

Patience et prudence, le député du Rhône entreprend donc sa

longue marche. Celle d'un opposant solitaire, distillant ici et là quelques doctes et sages principes : dissiper les illusions sans tomber dans la critique systématique du pouvoir socialiste ; ne pas faire d'inutiles promesses pour demain, attendre que les Français aient fait « leur cure de désintoxication nationale idéologique ». Tolérance, réalisme, espoir : les germes du barisme sont en terre. La fin 1981 se passe ainsi paisiblement. Le député du Rhône se tait « à l'heure de l'opposition », persuadé « qu'après l'état de grâce viendra l'état de contrition et de pénitence ».

Raymond Barre attend donc. « Tranquille comme Baptiste », il est un député assidu. Il reprend ses cours à Sciences-po. Il voyage à l'étranger et aussi en province. De plus en plus, on l'invite. Il vient. Surpris : les journalistes demandent à voir. Un frisson Barre passe. L'opposant

d'alliance et de compromis, est moins net.

Les contrastes sont bêtants. « Il ne faut rien exagérer », lance Pierre Méhaignerie. « Il ne s'agit pas de bouder », ajoute Bernard Stasi. Le nouveau secrétaire général du PR, François Létard, « s'étire contre tout compromis à l'extérieur de l'opposition », histoire de marquer tout de suite ses distances avec Giscard.

Raymond Barre ne trahira jamais sur ce principe : « On ne déjeune pas avec le diable, même avec une très longue cuillère ». Ce sont les autres qui changeront. Le suspect-t-on alors de vouloir précipiter les échéances afin de se propulser à l'Élysée ? Il n'en démord point : « out à la discrétion, s'emporte-t-il. Non à la rationalité ».

M. Barre qui grimpe dans les sondages, qui se révèle de surcroît fort



solitaire devient de moins en moins seul. A Paris, des experts sont recrutés. C'est aussi en novembre 1982 qu'est lancé le numéro un de sa lettre *Faits et arguments*. Le chêne et l'Hexagone sont de retour.

1983 sera l'année Barre. Le petit commerce va progressivement se transformer en grande surface. C'est l'année des élections municipales, premier choc électoral important depuis le changement de 1981. C'est aussi l'année du plan de rigueur Mauroy-Delors. Le premier évènement va faire réapparaître Raymond Barre au grand jour. Tandis que Jacques Chirac tente de se refaire une santé politique à Paris, l'ancien premier ministre ne ménage nullement sa peine. Qu'il soit RPR ou UDF, les candidats, partout, le réclament. Occumant, cultivant à l'envi son « indépendance, paysan du Danub », il n'a aucune difficulté à se poser alors en leader naturel et reconnu de l'opposition.

#### « Non à la ratatouille »

Le second évènement — la « rigueur » va politiquement justifier a posteriori son action à l'Hôtel Matignon, entre 1976 et 1983. Soudain, Raymond Barre apparaît aux Français comme l'homme, non seulement « du parler vrai », mais aussi de « l'agir vrai ». L'ancien premier ministre se refait une virginité politique. Le « barisme de gauche » est sa victoire. On commence à parler « phénomène Barre ».

C'est aussi le moment où l'on commence à parler... de « la cohabitation ». Après avoir laissé entendre depuis quelques mois qu'il en était « aux dernières couleurs du vantage », Giscard d'Estaing remet le nez à la fenêtre de l'actualité en janvier 1983, avec un long article dans l'Express, présentant quatre scénarios pour la France, dont celui de la cohabitation. Un long débat commence. Il dure encore. L'article paraît le 15 janvier. Dès le 14 janvier à Lille, Raymond Barre prévient le coup : « Il ne faut pas rechercher, je ne suis quelle coexistence ou cohabitation qui légitimerait après-coup ce qui a été fait-avertit-il. Dans l'opposition, on partage. Jacques Chirac, qui, en 1978, recusa « toute perspective

bon à la télévision, qui déplace les foules, qui n'hésite pas à se démarquer publiquement de ses alliés de l'opposition, c'est trop pour M. Jacques Chirac ! C'est trop pour M. Giscard d'Estaing ! Fin 1983, une nouvelle guerre des chefs va empoisonner la droite, attisée par la bizarre affaire des avions remfileurs.

M. Giscard d'Estaing en conservant toujours quelques aigreurs à l'égard de son ancien premier ministre trop empressé, à son goût, de s'en lever les mains. Dès lors, l'ancien président n'a de cesse de multiplier les embrassades avec Jacques Chirac pour mieux étouffer un Raymond Barre qui, en cette année 1984, année des élections européennes, parvient en tête de tous les sondages.

Face au « Barre diviseur », la partie va se jouer à deux contre un, Union, union, union ! s'en va partout répéter M. Giscard d'Estaing. Ce rapprochement, impensable encore un an auparavant, entre l'ancien président et celui qui lui donna, en 1981, le coup de poignard dans le dos, finit d'écorner un peu plus un homme qui avait déjà bien du mal à se mettre « au ras des paquerettes microcosmiques ».

A deux contre un, M. Giscard d'Estaing et M. Chirac s'entendent pour resserrer les boulons de l'opposition. Le maître de Paris impose la liste unique aux européennes. Ce système dans l'opposition parait de « l'agir vrai ». L'ancien premier ministre la meilleure des choses », laisse tomber Raymond Barre.

Rien n'y fait. Pierre Méhaignerie et François Létard se concertent pour faire ensemble liste commune. Il les dissuade. Trop risqué. Un seul meeting à Lyon aux côtés de Simone Veil, il se désintéresse de cette élection « guère plus importante qu'une simple cantonale ». Le résultat déçoit de la liste Veil conforte ses positions. Au lendemain de cette élection, les soutiens affluèrent. Le CDS est prêt à s'accrocher à la locomotive Barre. « Moi je n'ai pas une âme de wagon », grogne sur le coup Jean Lecanuet. On ne l'écoute pas.

Le Parti républicain se coupe en deux. Les adhérents directs se mobilisent. M. Rosinot, le président du Parti radical, devient un fervent anticohabitationniste. Le fervent bariste pague les parlementaires, contenant aussi le RPR. Et même Jean-Marie Le Pen reconnaît en

Raymond Barre l'« homme le plus cool » de l'opposition.

Bien campé au centre, revendiquant l'héritage gaulliste, conciliant avec le Front national, Raymond Barre, qui se décrie volontiers comme « un extraterrestre par rapport au monde politique », fait quand même chaque jour la démonstration qu'il a bien les pieds sur terre... Imperturbablement, Raymond Barre poursuit sa longue marche. Parcourant la France en tous sens, prenant le temps d'écoûter, de s'informer et de convaincre. La foumi Barre est convaincue.

#### La tentation de créer un parti

Tout paraît lui réussir. Il multiplie ses attaques contre la cohabitation. Les Français sont pour la cohabitation et pourtant ils sont de plus en plus nombreux à croire à l'avenir présidentiel de l'ancien premier ministre. Ses lieutenants Pierre-André Wiltzer et Charles Millon, dès le mois de juin 1985, le pressent d'organiser ce mouvement de sympathie et de confiance en sa faveur, de structurer un vaste rassemblement dans la France profonde. On l'appellerait « Alliance-vérité ». On présenterait aux législatives de 1986 des candidats anticohabitationnistes. On ferait un groupe à l'Assemblée. On casserait l'UDF sur laquelle Giscard tente de lancer à cette époque un recours en paternité. Mais, une fois encore, Raymond Barre dit « aïe ». Il ne veut pas être, il ne sera pas l'homme d'un parti.

Croit-il encore que l'opposition puisse s'entendre pour forcer M. Mitterrand à quitter l'Élysée en 1986 ? Tout-à-fait ! Le mercredi 21 mars 1985, il s'en entretient pendant plus d'une heure de tête-à-tête avec Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville de Paris, retardant une réception officielle du groupe UDF de la ville. « Si vous refusez de cohabiter, promet-il à Jacques Chirac, je serai à vos côtés ».

Pas de réponse. Installé au faite des sondages, Raymond Barre, pendant toute cette année 1985, va encore manier le bâton et la carotte. « Je ne voterai pas la confiance à un gouvernement de cohabitation », répète-t-il. Deux mois plus tard, il se fait violence pour poser aux côtés de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing à l'issue d'une grande convention libérale giscardienne et unioniste au Palais des congrès.

Rien n'y fait. Téléguidé par Edouard Balladur, Jacques Chirac est décidé à gouverner, à sauter les marches de l'Hôtel Matignon pour atteindre le Perron de l'Élysée. Giscard d'Estaing et François Létard, déjà, se bousculent à sa porte pour la distribution des maroquins. « Ils veulent vivre ensemble, eh bien ! qu'on les laisse mourir ensemble », grogne Raymond Barre. Une plate-forme pour « gouverner ensemble » est signée par le RPR et l'UDF. Il s'empare « contre ce régimeisme mal digéré ». Il en prend son parti : il se contentera de « regarder le spectacle » se dérouler dans sa « pureté de cristal ».

En attendant, il faudra vivre la campagne des législatives de mars 1986. Placée en porte à faux, la mécanique Barre paraît subitement se dégrader. Giscard, en l'invitant à un sommet de l'opposition à Clermont-Ferrand, lui tend un piège. Il tombe droit dedans. A Paris, il donne la fâcheuse impression de soutenir deux listes : celle de l'UDF de Jacques Dominati, celle

de la dérangeante Marie-France Garaud. Dans les Yvelines, il s'écrite inutilement pour imposer la candidature d'une fidèle, Christine Boutin, dans une sorte de bras d'honneur au « rotarisme microcosmique ».

A Lyon, il annonce imprudemment que c'est bien la dernière fois qu'il se représente. Les Lyonnais s'en émeuvent, les partis politiques se cabrent. Dans son entourage, certaines grenouilles commencent à sauter de la bronchite. Après avoir dit et répété le contraire, le voilà encore contraint de voter la confiance « en raison de l'érosion de la majorité parlementaire ». N'était-ce pas prévisible ? « Je ne veux pas entraver l'expérience, fait-il savoir, mais mon vote ne signifie pas approbation ». Après avoir dit et répété le contraire, ses amis communistes acceptent avec sa bénédiction d'entrer dans le gouvernement Chirac. « Prenez des postes techniques », leur enjoignent-ils. Mais les Français ont du mal à comprendre. Que fait-il ? Que veut-il ? Où va-t-il ?

Pour la première fois depuis cinq ans, les sondages sont à la baisse. « Pâges à pages », s'emportait-il du temps de Matignon. Depuis 1981, il n'en oublie aucun. Pour étouffer cette dépression, les baristes lancent leurs réseaux REEL. Mais durant un an, Raymond Barre va surtout apprendre à gérer son silence, attendant les enseignements de cette nouvelle « leçon de choses ». « C'est désolant, confie-t-il à l'époque, les Français sont aveuglés. Ils acceptent tout cela parce qu'ils ont l'impression que tout va bien, que l'on va résoudre leurs problèmes ». Sans se lasser et loin des fracas médiatiques, Raymond Barre reprend ses « pèlerinages » aux sources des préoccupations des Français. A l'Assemblée nationale, il est présent tous les mercredis. Présent, mais silencieux. Il regarde amassé Jacques Chirac s'agiter et s'écarter : « De toute façon, prévient-il en privé, il est dans la seringue. Mitterrand va l'accabler en permanence à la dérobée jusqu'au jour où lassé, penché devant les mauvais sondages, il foncera. Il fera une boulette et se fera cueillir par le président ».

L'affaire des ordonnances du 14 juillet 1986, la vague de terrorisme de l'automne, les étudiants dans la rue, les cheministes sur les rails, le scénario paraît, d'entrée se réaliser. « Je vous l'avais bien dit », Barre le prophète — « un prophète de malheur » — reprend ses sens adhésives, peut grimper sur la colline, perfectionner son personnage bête d'un tiers de Pinay, d'un tiers de Mouchès et d'un tiers de de Gaulle. Jacques Chirac crapahute. Lui plane. Le krach boursier relève sa cote dans les sondages. Le premier tour, est-on déjà convaincu dans son entourage ne sera que pure formalité. Vivement le second. Voilà vendue la peau de l'ours chiraquien ! Interrogé dès 1982, sur cette élection présidentielle, en grand amateur de chiens, Raymond Barre avait répondu : « Comme dans un western, je serai le cavalier monté sur son cheval en haut de la montagne en train de regarder le chemin où se présentent de très nombreux candidats ». Mais la question aujourd'hui est précisément de savoir si, au bout de cette longue marche, le cheval est toujours bien selle.

DANIEL CARTON.

(1) Questions de confiance. Editions Flammarion.

**PROB POL**

**FAITES LE POINT SUR LES GRANDS DOSSIERS DE L'ACTUALITÉ**

Collection Problèmes Politiques et Sociaux

Prochaines parutions :

- Télécommunications et développement
- Les minorités aux États-Unis
- Le débat sur l'identité allemande
- La nouvelle donne agricole mondiale, etc.

Le numéro 24 F  
Abonnement annuel (24 numéros) 300 F

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, quai Voltaire Paris 7<sup>e</sup> Tél. (1) 40.15.70.00.

**Le Monde**  
sur minitel

**ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS**  
au Monde et à ses publications

3615 TAPEZ LEMONDE puis ABO

Le livre français a-t-il un avenir ?

**VIENT DE PARAITRE**

**LE RAPPORT CAHART**

Un bilan. Une politique : des propositions concrètes pour donner au livre français un second souffle.

Collection des Rapports officiels 60 F

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, quai Voltaire Paris 7<sup>e</sup> Tél. (1) 40.15.70.00.

مكتبة العالم

identielle

meeting de M. J.

et hantise du piège

Les variations

et le « mensonge »

Le CNI appelle au premier

COLL

JEUDI 11 - VENDRE

DECLAR D'ASS

CONSEIL NATIONAL ET DES POP



مكتبة الامم المتحدة

# Politique

## l'élection présidentielle

### Le premier meeting de M. Chirac

## Nouveau style et hantise du piège cohabitationniste

Quatre jours après M. Raymond Barre, les responsables majoritaires de l'Union démocratique du centre ont accueilli, le samedi 6 février, M. Jacques Chirac, qui avait choisi ce département « dynamique » pour commencer sa campagne de « terrain » et tenir sa première réunion publique. Après une visite révisée à la Maison des aveugles, le premier ministre a été reçu à la chambre de commerce et d'industrie par le président de celle-ci, M. Didier Simond, conseiller régional (RPR). En réponse aux questions de chefs d'entreprise, commerçants et membres des professions libérales, M. Chirac a insisté sur la nécessité d'un « effort de formation », de la part du secteur privé comme de l'Etat.

Conseil régional d'Ile-de-France, Charles Pasqua, Alain Juppé, M<sup>me</sup> Nicole Casta, et M. Jacques Toubon, toutes personnalités du RPR logiquement attendues en pareille circonstance.

La comparaison avec une émission de télévision ne pouvait pas ne pas venir à l'esprit tant elle avait manifestement inspiré les organisateurs de la campagne du RPR. Bien que réunis sous un chapiteau de cinq mille places — complet, — l'assistance était, en effet, dans la situation du public d'un vaste studio plutôt que dans celle de destinataire directe des propos de l'orateur. Sur le « plateau », sous la conduite d'un animateur, M. Chirac a répondu aux questions posées par six « grands témoins » : médecin, chef d'entreprise, cadre supérieur enseignant du supérieur et Gère des Hautes études commerciales. Ce n'est qu'à la fin de la réunion que le candidat a adressé à l'assistance un bref discours de conclusion, résumant les principaux thèmes de sa campagne.

saillies, n'auraient pas dédaigné un morceau de bravoure de M. Pasqua, ovationné lorsque le premier ministre l'a cité, ce qui a amené ce dernier à confier : « Depuis quelque temps, mon cher Charles, je me demande si ce n'est pas toi qui devrais être candidat. » Inversement, M. Chirac s'est chargé des piques dont le ministre de l'Intérieur s'est fait une spécialité : « Chaque fois, s'il dit, que vous payez 2 F d'impôt, 1 F est dépensé pour payer les annuités de la dette que nous ont laissée les socialistes. (...) Ces messieurs ont tendance à spéculer sur la mémoire courte du peuple. Certes, il ne faut pas céder à la rancune... mais chat échaudé doit craindre l'eau froide. (...) L'ambition permanente des socialistes de niveler tout par le bas. (...) Vous ne pouvez pas empêcher un socialiste d'être favorable à la suppression de la liberté de l'enseignement. (...) Il le dit ou il ne le dit pas ; selon qu'il est franc ou sournois », etc.

### Les socialistes

#### et la « mémoire courte »

La formule, essayée par le premier ministre M. Chirac dans cette campagne, lui avait été suggérée lors de son voyage à Lille, en décembre dernier, par un dialogue, conçu de la même façon, avec des chefs d'entreprise de la région. Elle évoque les débats pratiqués par l'équipe dirigeante du Parti républicain. Originale par rapport au traditionnel meeting, elle est certainement plus télévisuelle. M. Chirac faisant partie de ces hommes politiques qu'un extrait de discours de tribune, diffusé à la télévision, fait paraître caricatural. « Y a-t-il » permet le message, mais il n'est pas sûr que le public y trouve son compte.

Vivement, les partisans de M. Chirac, réunis samedi à Ver-

Dans sa conclusion, M. Chirac, après avoir souligné qu'il avait décidé, lui, de présenter sa candidature trois mois avant l'élection, afin d'exposer son projet et de « ne prendre personne par surprise », a expliqué qu'il faut mettre fin à la cohabitation, qui était « un mal nécessaire », mais « un mal ». Elle était acceptable en mars 1986 parce que le gouvernement, issu d'une « nouvelle génération », était majoritaire, déstabilisé, alors, la légitimité ; mais, demain, un socialiste élu président bénéficierait, alors de cette légitimité et pourrait imposer sa volonté à la majorité parlementaire.

Cette crainte devant le piège du cohabitationnisme pourrait rendre à M. Barre le sourire qu'ont assombri les sondages favorables au premier ministre.

PATRICK JARREAU.

## La campagne sur les télévisions publiques

### Les recommandations de la CNCL

La Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) a publié, le dimanche 7 février, une recommandation aux sociétés nationales de programme (Antenne 2 et FR 3) en vue de l'élection présidentielle, valable jusqu'à l'ouverture officielle de la campagne. La CNCL recommande notamment aux chaînes, « dans l'actualité non liée à l'élection présidentielle », d'appliquer dans toute sa rigueur la règle des trois tiers (gouvernement, majorité et opposition) « pour toutes les interventions relevées dans l'ensemble des programmes (journaux, magazines d'information, autres émissions) ».

Pour l'actualité liée à l'élection, la CNCL recommande « un traitement équilibré dans le ton comme dans le temps entre les candidats déclarés ou présumés et ceux qui le sont ». Cela implique, selon la CNCL, « un accès équilibré à l'antenne et une présentation qui n'en favorise aucun ». Dans les programmes ne relevant pas de la direction de l'information de la chaîne et comportant des invités du monde politique ou du spectacle, « il y a lieu de limiter les interventions d'hommes politiques et de tous ceux qui soutiennent les candidats ». Enfin, « les activités publiques des candidats déclarés ou présumés doivent être suivies selon les critères de déontologie de l'information en tenant compte du nombre et de l'importance des manifestations de ces candidats [...] ». La CNCL met en outre l'accent sur « l'utilisation qui pourrait être faite d'archives audiovisuelles [...] de manière à éviter les montages ou utilisations de toute nature [...] ».

### DÉCLARATION D'ABSENCE

Par jugement non définitif la Chambre du Conseil du Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY (1<sup>re</sup> Chambre Civile), le 15 décembre 1987.

DÉCLARE L'ABSENCE de Madame JEANNE BOYER épouse DESCHAMPS née à Paris 6<sup>e</sup> le 20 juillet 1896 dont aucune nouvelle n'a été donnée depuis le 9 mars 1933 — pour EXTRAIT — M<sup>c</sup> RICHARD, avocat.

## Le CNL apporte son soutien au premier ministre

Le Centre national des indépendants a décidé au cours de son conseil national du samedi 6 février d'apporter son soutien à la candidature de M. Chirac.

Cette décision a été prise par un vote à bulletin secret par 76,46 % des voix contre 11,70 % en faveur de M. Barre et 11,84 % d'abstentions. Ce choix est conforme au souhait qu'avait exprimé le nouveau président du CNL, M. Bernard Féron, député de Paris appartenant RPR.

M. Yves Briant, député non inscrit du Val-d'Oise, secrétaire général du CNL, a déclaré en conclusion des travaux : « Il n'était pas facile de trancher entre Raymond Barre et Jacques Chirac, car tous deux possèdent de grandes qualités. C'est sans doute grâce à son bilan actuel que Jacques Chirac doit d'avoir été désigné, car on connaît sans ambiguïté son programme puisqu'il consiste à poursuivre dans les années qui viennent la politique de redressement de la France qu'il a engagée ».

Expliquant que ce choix implique pour le CNL de devenir « l'allié » du RPR, M. Briant a lancé un appel aux dirigeants de son parti, mais de deux mois après la crise qui avait provoqué le départ de l'ancien président, M. Philippe Malaud, en disant : « Nous sommes restés trop longtemps en charentaises, chaussons désormais des bottes de 7 lieues ».

M. Briant, qui fut élu en 1986 comme candidat du Front national, a reproché à ce parti de « s'être replié sur ses composantes la plus étroites » et à la coalition RPR-UDF « de s'être reconstruite progressivement », ajoutant : « Montrons que nous valons, et alors nous saurons rassembler. Le reste viendra forcément : des ministres CNL au gouvernement pour mettre en œuvre concrètement nos idées, un groupe parlementaire à l'Assemblée, un autre au Sénat ».

Avant l'élection au conseil national, quatre dirigeants du CNL avaient fait valoir leurs préférences : le président des jeunes CNL, M. Bernard Laurens, avait appelé à voter Chirac, tandis que le conseiller général de l'Ardèche, M. Jean-Paul Ribeyre, avait recommandé le vote Barre. Seul intervenant proche de M. Malaud, M. Olivier D'Ormesson, député européen ex-Front national, avait préconisé la liberté de choix au premier tour.

Dans la matinée, l'assemblée générale du CNL a approuvé par 80,89 % des suffrages une réforme des statuts de ce parti, entrainant notamment la fin du bicéphalisme à la direction du mouvement (le Monde du 4 février). Le secrétaire général, assisté d'une commission exécutive, assumera désormais — comme c'était le cas avant 1980 — la responsabilité de l'ensemble de l'exécutif, le président exerçant surtout un « magistère moral ».

POUR FAIRE BOUGER LA FRANCE

# COLLOQUE

(Invitations disponibles sur place)

JEUDI 11 - VENDREDI 12 FEVRIER 1988  
Palais des Congrès 75017 Paris

— Jeudi 11, de 9 h à 13 h : PRÉSIDENT LIONEL JOSPIN  
— Jeudi 11, de 15 h à 19 h : PRÉSIDENT HENRI FISZBIN  
— Vendredi 12, de 9 h à 12 h : PRÉSIDENT OLIVIER STRIN

SECRETÉNAIRE GÉNÉRAL : M. DELEBARRE  
INTERVENANTS ANNONCÉS : J. ANDRIEU, J.-P. BACHY, H. BOUCHARDEAU, H. CALLAVET, A. CALMAT, R. CASTRO, J.-P. CHEVÈNEMENT, M. COFFINEAU, P. DABEZIES, J. DEFLASSEUX, J.-L. DELECOURT, F. DUBOIS, C. DUFOIX, R. DUMAS, G. FUGÈRES, B. FESSARD DE FOUCAULT, G. GAUME, G. GEORGES, A. JAZOULLI, B. LALONDE, J. LE GARREC, P. MAUROY, E. PISANI, M. ROLANT, Y. ROUDY, M. ROZENBLAT, B. SCHWARTZ, R.-G. SCHWARTZENBERG, J.-P. SUEUR.

CONSEIL NATIONAL DE LA GAUCHE ET DES FORCES DE PROGRES

## Les socialistes s'interrogent sur leur politique sociale en cas de retour au pouvoir

« On ne choisit pas son moment pour gagner », écrit M. Jean-Pierre Chevènement (dans l'édition du samedi de l'émission de la lettre de République moderne). « Dès lors qu'il est avéré, écrit encore M. Chevènement, que « la crise » est pour longtemps encore devant nous, la gauche avec François Mitterrand

n'aura pas la partie facile. » M<sup>m</sup> Laurent Fabius, Pierre Bérégovoy, d'autres aussi, ont dit ou écrit la même chose. Le débat s'engage au PS sur la façon d'affronter la crise, en cas de victoire de la gauche, notamment sur le terrain social le plus directement

notamment : « Les justifications d'une politique de rigueur pure et dure s'étant estompées, rien ne serait pire aujourd'hui que l'immobilisme en matière salariale. » Tout en évitant « la relance de la spirale des prix par le retour à des hausses nominales de salaire excessives », le texte propose : « Le principe de base de la nouvelle politique salariale est de faire croître le salaire réel à un rythme parallèle à celui de la productivité ».

Deux types d'approche s'opposent. Une approche prudente — celle, grosso modo, de M. Lionel Jospin et de M. Michel Rocard qui veulent avant tout tirer les leçons de 1981. Une autre approche, plus volontariste, défendue notamment par M. Chevènement et M. Jean Poperen (ce qui ne veut pas dire que les deux hommes défendent les mêmes solutions). Elle souligne qu'une déception de l'opinion, et notamment des couches populaires, envers la gauche, serait encore plus grave que pendant le septennat précédent et ouvrirait un « boulevard à l'extrême droite », comme l'a dit M. Chevènement au Grand Jury RTL-« Le Monde », le 13 décembre dernier.

Premier enjeu : la gestion du temps. L'expérience de 1981 a « vociféré » définitivement, semble-t-il, le premier secrétaire du PS contre la tentation des ruptures annoncées et des changements radicaux promis, calendrier à l'appui. Le jeudi 1<sup>er</sup> février au Cirque d'Hiver, lors de la fête de la rose de la fédération de Paris, M. Jospin a été catégorique. Il veut que la gauche « en finisse avec la théorie des jeux de paille ». Les socialistes ne devront pas promettre de « faire des miracles en un an », mais promettre de « faire avancer le pays en cinq ans ».

Au total, donc, tout en s'engageant à intensifier la lutte contre le chômage, tout en prévoyant l'institution d'un revenu minimum (financé pour partie par l'Etat, pour partie par les collectivités locales), les dirigeants socialistes se refusent à dépasser leur « base » en acceptant une stagnation — et, pis, une baisse — du pouvoir d'achat. On est loin des propositions faites à M. Jospin par M. Claude Allègre, président du groupe des experts et proche du premier secrétaire, qui proposait une baisse moyenne du pouvoir d'achat de 5 % afin de « partager » travail et revenus...

C'est M. Jean Poperen, l'ancien numéro deux du PS, qui s'oppose le plus nettement à cette logique. S'il n'accepte pas le premier secrétaire, de nombreux socialistes pensent comme lui que, dans les six premiers mois de son retour au pouvoir, la gauche devrait se débarrasser, d'une façon ou d'une autre, pour que le changement soit perceptible, de façon concrète et symbolique, dans la vie des gens.

Les socialistes voient bien que l'institution d'un revenu minimum garanti, qui coûtera cher, ne peut constituer l'alpha et l'omega d'une politique sociale. « La solidarité, nous le savons, ne peut constituer un objectif mobilisateur à long terme. Les salaires doivent donc bénéficier des retombées positives de la politique de rigueur, c'est-à-dire partager les fruits de la compétitivité retrouvée. » Lors du Grand Jury RTL-« Le Monde », le 7 février, M. Fabius, plus prudent, a affirmé : « Il est légitime que le pouvoir d'achat moyen accompagne au moins — je dis bien au moins — le rythme de l'inflation et qu'il y ait un effort particulier pour les bas revenus ».

Un gouvernement de gauche, après 1988, ne devra-t-il pas — soit — lutter contre le chômage et plus de pouvoir d'achat ? Pourra-t-on écococher la politique de rigueur ? M. Bérégovoy, lui-même, se pose la question. Dans le dernier numéro de sa lettre *Economie et Liberté*, l'ancien ministre de l'Economie et des Finances remarque à propos de la politique sociale : « Nous devons [...] élargir le contenu de la solidarité en tenant les deux bouts de la chaîne. Car à quel servirait une solidarité avec les plus démunis, à laquelle répond la proposition d'un revenu minimum, si l'immense majorité des salariés se trouvaient à leur tour exclus de la solidarité ? Que vaudrait la solidarité si elle devait diviser ceux sur qui repose l'essentiel de la mobilisation économique ? [...] Le solidarisme avec les personnes sans ressources ne peut avoir pour contrepartie une insécurité accrue des salariés ni une diminution de leur pouvoir d'achat. On ne mobilise pas les énergies en appauvrissant ceux auxquels on demande un effort ».

Le contrat salarial

De son côté, M. Michel Rocard prône, notamment pour lutter contre le chômage, le « gouverner autrement », fondé sur plus de souplesse et de relations contractuelles entre les divers agents économiques. D'où l'idée d'un nouveau « contrat salarial » où se négocierait à la fois les salaires, l'aménagement du temps de travail, la formation, voire les conditions même du contrat de travail.

M. Rocard n'a pris lui-même aucun engagement public en matière de politique salariale, mais un argumentaire (encore provisoire) établi par le réseau de ses clubs « Convaincre », affirme

« Les choix courageux » dont parle M. Chevènement portent, notamment, sur le pouvoir d'achat. M. Chevènement reconnaît, en privé, que s'il est impossible de faire autrement, il préférerait sacrifier le pouvoir d'achat à la lutte contre le chômage. « Seul responsable de notre monnaie, nous aurons à faire preuve d'une grande rigueur notamment dans le domaine des revenus et de la création de monnaie pour éviter la reprise de l'inflation [...]. Cet effort ne sera accepté que s'il est justement réparti. Mais c'est à cette condition que nous pourrions mettre en œuvre, à l'image de la Suède, une politique nationale de croissance et de compétitivité, et, en définitive, donner sens à notre entreprise », affirme le contre-projet présenté par l'ex-CERES.

M. Chevènement a dit et répété que le programme de son parti manque de « souffle ». Il n'est pas le seul à le penser, ce qui ne veut pas dire que les solutions qu'il préconise soient plus convaincantes. Mais il est clair que, même avec un « non-programme », le PS a déjà pris des engagements qui seront difficiles à tenir.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

## EN BREF

● M<sup>m</sup> Mermaz et Toubon d'accord. — Au cours de l'émission « Au calme, citoyens » de M6, le dimanche 7 février, l'ancien président socialiste de l'Assemblée nationale et le secrétaire général du RPR ont convenu que la création d'une commission pour préparer la réforme du code de la nationalité avait été une « bonne chose ». M. Toubon a regretté que cette méthode n'ait pas été utilisée avant le projet Devaquet de réforme universitaire. M. Mermaz a admis, comme son interlocuteur, que l'acquisition de la nationalité devait répondre à une volonté d'adhérer à la communauté nationale française mais a craint que la déclaration volontaire soit « traumatisante ».

● M. Etienne Dailly soutient M. Jacques Chirac. — Vice-président du Sénat, sénateur gauche démocrate de Seine-et-Marne, vice-président du Parti radical, M. Dailly a adhéré au comité national de soutien à la candidature de M. Chirac, ainsi qu'au comité départemental que présidera M. Alain Peyrefitte.

● Le seul élu communiste de Joux-lès-Tours pour M. Juquin. — M. Alain Bissière, seul élu communiste de la liste d'union de la gauche au conseil municipal de Joux-lès-Tours (deuxième ville d'Indre-et-Loire), vient d'apporter son soutien à

M. Pierre Juquin. Conseiller d'orientation, âgé de quarante ans, M. Bissière a donné sa démission, fin 1987, du comité fédéral départemental du PCF, parti dont il est membre depuis 1975.

● PRÉCISION. — Une erreur de transmission a altéré une citation de M. Georges Marchais, publiée dans le Monde daté 7-8 février. « Tous les sondages montrent que François Mitterrand sera largement en tête de tous les candidats à l'issue du premier tour, avait indiqué le secrétaire général du PCF, à Montluçon, le 5 février. Tous indiquent (et non pas et tous indiquent), maintenant qu'il s'agit de l'importance au second tour, quel que soit le candidat de droite ».

● L'Humanité du 8 février accuse le Monde d'être un « faussaire ». Nos lecteurs jugeront.

## La campagne de Raymond Barre

Raymond Barre a commencé la plus grande campagne de campagne de son époque. Il a commencé par la région de la Haute-Normandie, le samedi 6 février, à Caudebec, dans le département de l'Eure, qui est devenu son premier territoire de campagne. Il a été reçu par le président de la chambre de commerce et d'industrie de Caudebec, M. Jean-Louis Tesson, et par le maire de Caudebec, M. André Damien. M. Barre a été reçu à la chambre de commerce et d'industrie de Caudebec, M. Jean-Louis Tesson, et par le maire de Caudebec, M. André Damien. M. Barre a été reçu à la chambre de commerce et d'industrie de Caudebec, M. Jean-Louis Tesson, et par le maire de Caudebec, M. André Damien.

### La tentation de créer un parti

Le parti de Raymond Barre a-t-il une chance de créer un parti ? C'est la question que se posent les observateurs. M. Barre a été reçu à la chambre de commerce et d'industrie de Caudebec, M. Jean-Louis Tesson, et par le maire de Caudebec, M. André Damien. M. Barre a été reçu à la chambre de commerce et d'industrie de Caudebec, M. Jean-Louis Tesson, et par le maire de Caudebec, M. André Damien.

Encore M<sup>m</sup> Boutin ne figurait-elle pas parmi les personnalités venues, tous les invités de « L'heure de vérité », d'accompagner la prestation du premier ministre. A côté de M<sup>m</sup> Damien et Tesson, ont été présents M. André Giraud, ministre de la Défense, membre du PR et partisan déclaré de M. Barre ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères ; et bien sûr, M<sup>m</sup> Michel Giraud, président du

Le Centre national des indépendants a décidé au cours de son conseil national du samedi 6 février d'apporter son soutien à la candidature de M. Chirac. Cette décision a été prise par un vote à bulletin secret par 76,46 % des voix contre 11,70 % en faveur de M. Barre et 11,84 % d'abstentions. Ce choix est conforme au souhait qu'avait exprimé le nouveau président du CNL, M. Bernard Féron, député de Paris appartenant RPR.

LE RAPPORT CANARIN

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

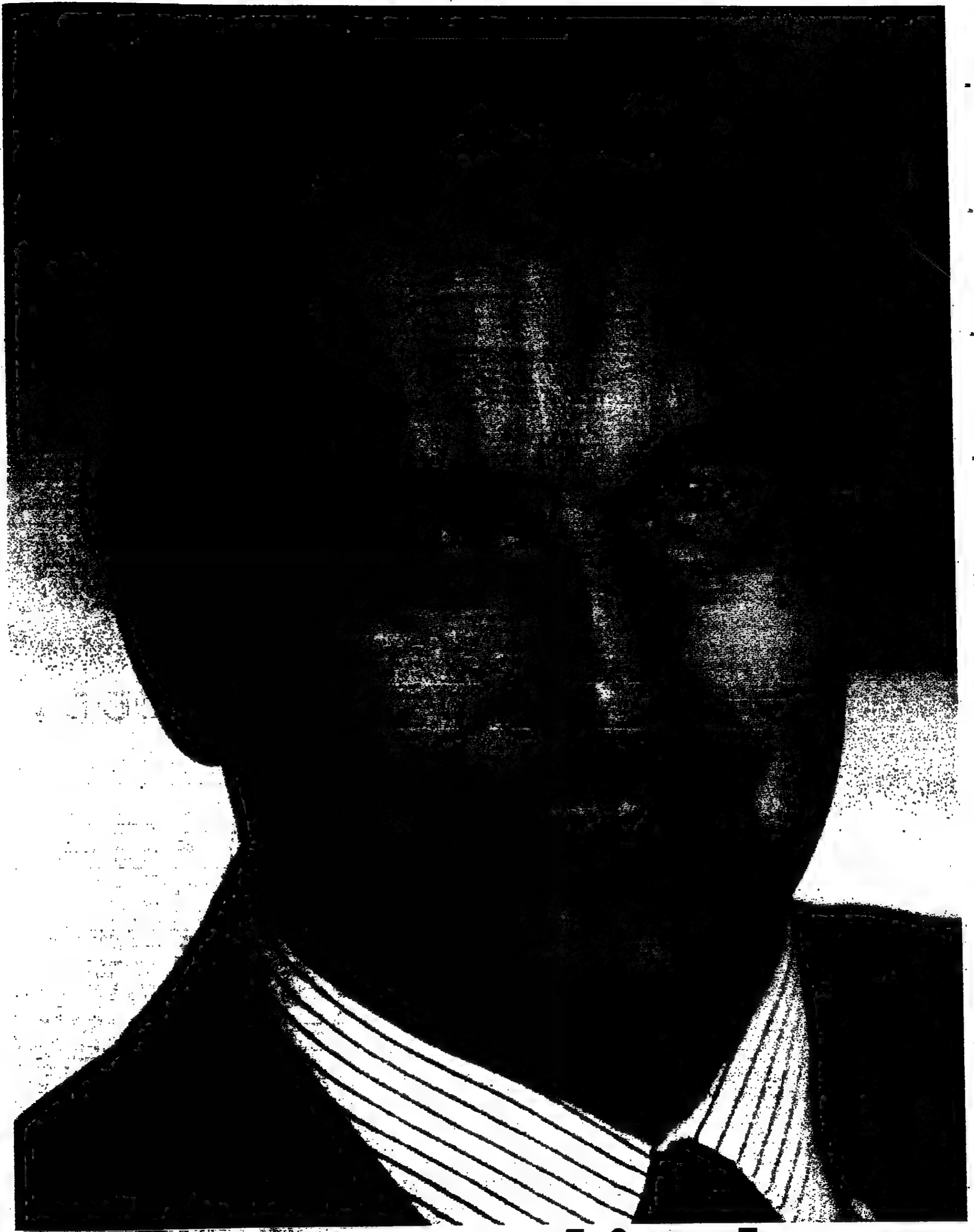


*La sécurité revenue.  
Les impôts diminués.  
Le chômage maîtrisé.  
La sécurité sociale  
sauvegardée.  
La famille revalorisée.  
L'inflation réduite.  
Des entreprises plus  
libres et plus fortes.  
La France respectée.*



مكتبة من الاصل

nue.  
nués.  
trisé.  
le  
lorisée.  
ite.  
blus  
tes.  
tée.



**Oui c'est Chirac!**



# Politique

## Le voyage du président de la République à la Réunion

### M. Mitterrand lance un appel « à l'unité, à l'égalité, à la justice »

M. Mitterrand est arrivé à la Réunion le mardi 8 février pour un voyage de deux jours dans le seul département d'outre-mer qu'il n'avait pas visité depuis son élection en 1981. Le chef de l'Etat n'était accompagné par aucun membre du gouvernement, M. Pons, ministre des DOM-TOM, ayant fait savoir qu'il ne se déplacerait pas en compagnie d'un président dont il juge qu'il est en campagne électorale. Dès son arrivée, M. Mitterrand s'est adressé à plusieurs milliers de Réunionnais massés dans l'aéroport de Gillot. Son discours a répondu, comme en écho, aux pancartes et banderoles déployées par les militants du PC réunionnais qui réclamaient plus de justice, d'égalité et de responsabilité.

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre envoyé spécial

L'aéroport de Gillot, avec le montage en arrière-plan, plusieurs milliers de personnes s'étaient massés face au podium, où le président de la République a prononcé le

premier discours de son voyage à la Réunion. Les socialistes et les communistes locaux avaient mobilisé leurs troupes.

Les premiers, les moins nombreux, lui ont réservé un accueil de roi des lies. « Tonton, largue pas le corps », « Tonton, largue pas », suppliaient les socialistes à banderoles en une version insulaire de « Garder son tonnon » occitan. D'autres exigeaient « Tonton, met encore la paté », comme on réclame, au football, un nouveau but de l'avant-centre pour faire bon poids. On y a ajouté un « Tonton, j'aime son nom », fruit d'une passion signée de la section socialiste de Saint-Leu, ainsi qu'un sobriquet universel « Mitterrand partout ».

Les seconds avaient prévu, à la suite de l'allocution, un questionnaire local. « Nous là », ils étaient là, en effet, par milliers, pour demander « tranquillement et fermement » plus de justice, d'égalité et de responsabilité, pour attirer l'attention sur le record détenu par la Réunion : « Chômeurs : 75 000 en 1988 ; 150 000 en l'an 2 000 ». Au nombre et à la surface des banderoles et pancartes, les communistes réunionnais ont dominé le débat, sans orientation toutefois, puisqu'ils avaient accepté que le signe de leur parti

(PCR) n'apparaisse nulle part. Il est vrai que les slogans suffisaient à les identifier.

#### La loi et les faits

M. Mitterrand a repris les slogans au bond, comme de coutume. « Je sais le nombre de chômeurs que marque bien la détresse d'une grande partie de la jeunesse. C'est pour cela qu'il faut commencer. C'est pour cela qu'on a commencé, quelle que soient les amères références [...] Il faut que les profits du travail en commun soient plus justement répartis, qu'il y ait plus d'égalité et de justice. L'égalité, elle est inscrite dans tous nos textes. Qu'en est-il dans la réalité ? N'a-t-on pas encore un effort historique à faire pour que l'égalité soit vécue et ressentie au fond même de notre peuple. Le mouvement du temps que nous vivons est d'accroître les inégalités entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres. On observe malheureusement une inégalité grandissante entre les groupes sociaux et dans la redistribution du revenu national. Il faut avoir la résolution d'améliorer les années futures en consacrant plus à l'égalité. Il faut que les espaces de liberté s'accroissent. Je viens ici

lancer un appel à la fraternité, à l'unité, à l'égalité, à la justice. On me dira : ce sont des mots employés depuis trop longtemps pour que certains ne cessent pas d'y croire. J'y crois de toute mon âme. Il n'y a pas de justification d'une action politique sans qu'on ait le terme de celle-ci apparaissent plus encore des chances d'égalité et de justice [...]. Je veillerai à ce que la loi entre dans les faits, à ce que les faits répondent aux principes contenus dans nos lois ».

Cette allocution a été accueillie par des applaudissements peu accrus et même quelques sifflets, bien que l'on ait scandé, lorsque M. Mitterrand est parti pour le maire de Saint-Denis, de chaleureux « Mitterrand, président ».

Le chef de l'Etat, sans faire de référence explicite au refus de l'accompagner exprimé par M. Bernard Pons ni à la visite précédente de M. Chirac, a expliqué qu'il souhaitait venir à la Réunion en novembre 1987. « Nous avons préféré échelonner les visites officielles », a-t-il dit. Pardonnez ce retard. Il était fait pour harmoniser la politique française, ce à quoi je m'efforce avec le succès qu'on voit ».

JEAN-YVES LHOMEAU

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Stoléro

#### BC-BG

M. Lionel Stoléro, ancien secrétaire d'Etat de M. Valéry Giscard d'Estaing, a affirmé, le dimanche 7 février à Biarritz : « BC-BG, cela veut dire Barre candidat, Barre gagnant ».

Lors de la même réunion de l'Union pour le développement de l'Aquitaine (UDA), M. Jean-François-Poncet, membre du UDF, sénateur du Lot-et-Garonne, a appelé à soutenir la candidature de M. Raymond Barre, « un homme d'Etat qui ne gouverne pas à la godille des sondages et qui ne surfe pas sur son look ». Pour lui, voter pour M. Barre, « ce serait un appel à la volonté, à un effort à la place du broilard ».

### M. Fabius

#### la dissolution

Invité, le dimanche 7 février, du « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Laurent Fabius a jugé qu'il y a « 90 % de chances » que M. Mitterrand se représente à l'élection présidentielle. L'ancien premier ministre socialiste a affirmé qu'il n'y a pas de « mitrailleuse-mitraille », mais une « mitrailleuse-convaincre ». M. Fabius a encore estimé que son « intuition » est que « [la] dissolution [de l'Assemblée nationale] a beaucoup de chances d'intervenir » en cas d'élection d'un président de gauche.

Le député de Seine-Maritime a critiqué en détail l'argumentaire de campagne de M. Jacques Chirac présenté par des placards publicitaires dans la presse écrite, en affirmant : « Si l'on veut faire une affiche vraie, il faut mettre : la manipulation, oui, c'est Chirac ». Pour M. Fabius, « s'il fallait résumer les deux années de gouvernement de M. Chirac [...], l'épithète essentielle, c'est l'ingénierie sociale ». Il faut, a-t-il continué, « demander un effort aux Français [...]. On ne pourra pas obtenir un véritable renouveau si ce n'est sur une base de justice sociale ».

### M. Mauroy

#### la spéculation

M. Pierre Mauroy a critiqué, le dimanche 7 février, lors du « Forum RMC-FR 3 », le « mauvais » bilan de M. Jacques Chirac, qui est, selon lui, « mal paru par les Français ». L'ancien premier ministre, qui reconstruit « des querelles » à M. Chirac, a ajouté : « Ces querelles ont un grave revers : il dégageait les années qu'on ne doit pas dépasser ». A propos des « affaires », le maire de Lille a insisté : « Le gouvernement et certains autres se sont conduits comme de mauvais garçons un soir de fête, qui s'amusent à jouer les petits voyous [...]. Jamais un gouvernement en place n'a été aussi détesté et à l'honneur d'un parti dans l'opposition [...] Le courage, quand on est premier ministre, c'est aussi de savoir s'arrêter ».

Pour M. Mauroy, la période 1986-1988 a été la période « de la spéculation et des affaires ».

### M. Madelin

#### le piège

M. Alain Madelin, ministre UDF-PR de l'industrie, a jugé, le dimanche 7 février, lors du « Club de la presse » d'Europe 1, que « ce qui fait la force de Jacques Chirac, c'est son bilan ». Pour lui, « le vrai pointonnement de Barre se fera par rapport à Mitterrand ».

M. Madelin s'est déclaré hostile à l'idée que M. Jacques Delors puisse devenir le premier ministre de M. Ray-

mond Barre (idée évoquée par M. Delors), car « la dévotion incarne le mélange des genres ». « On ne peut, a dit M. Madelin, mélanger un démocrate et un demi-féodal. C'est un piège des socialistes ».

### Philippe de Gaulle

#### les qualités de M. Chirac

L'ami (CR) Philippe de Gaulle, sénateur RPR de Paris, affirme dans un entretien accordé le lundi 8 février, au quotidien *La Haute-Marne* libérée que M. Jacques Chirac « a les meilleures qualités personnelles et d'Etat nécessaires à la fonction de président ». Le fils du général de Gaulle juge encore qu'à la place de M. Mitterrand il ne se représenterait pas, « car, même s'il est élu, ce se terminerait mal, et pour les Français, et pour lui ».

### M. Lajoinie

#### le tapage

Le candidat du PCF à l'élection présidentielle, M. André Lajoinie, s'est écrié, le dimanche 7 février à Thionville (Moselle) et à Epinal (Vosges), contre « la campagne tapageuse qui vise à réduire l'élection présidentielle à son seul second tour, en donnant le premier, celui où l'on peut prononcer ses deux choix politiques ».

Dans une interview publiée par le *Republican Terrain*, le dimanche 7 février, M. Lajoinie déclare que le PCF est « pour les reconductions d'alliance » avec le PS lors des élections municipales de 1988. « Nous ne serons pas à l'origine de la rupture », indique-t-il, « avant de préciser qu'il n'y a pas, selon lui, « un seul exemple de maire communiste qui ait suspendu un adjoint socialiste alors que l'inverse est arrivé ». « En outre, précise le candidat du PCF, nous nous sommes toujours refusés à transposer les problèmes nationaux au plan local, car l'action d'un maire est beaucoup plus limitée ».

### M. Leroy

#### la couverture

« Je souhaite qu'il ne les réunisse pas » Telle est la réponse faite par M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, le dimanche 7 février, au « Grand oral » de Pacifisme, au sujet des cinq cents signatures d'élus recherchées par M. Pierre Juquin pour se présenter à l'élection présidentielle. « Pour que Juquin ait cinq cents signatures, il faut qu'il ait l'appui du Parti socialiste [...]. C'est une couverture que lui donnerait le PS ». Selon le directeur de *l'Humanité*, qui s'est défini comme un « démocrate », « s'il avait une telle aide, les conséquences politiques pour le PS ne manqueraient pas d'être lourdes ».

### Mme Veil

#### La tolérance

Mme Simone Veil a opposé le lundi 8 février, sur Europe 1, la « conception du pouvoir très tolérante » de M. Raymond Barre à celle « infiniment monopolistique » du RPR. M. Raymond Barre « assure d'ailleurs [...] que tout d'un coup il y a une formation politique, ou un groupe de gens, ou une catégorie, qui monopolise le pouvoir », a déclaré l'ancienne présidente du Parlement européen.

M. Jacques Chirac, en revanche, « un homme épatant dans les relations humaines », est à la tête d'une « formation politique qui a une conception de l'exercice du pouvoir infiniment plus monopolistique, et dans laquelle il est difficile à ceux qui n'ont pas partie d'avoir une place au soleil », a-t-elle estimé.

## M. Marc-Philippe Daubresse (CDS) nouveau maire de Lambersart (Nord)

Le conseil municipal de Lambersart (Nord) s'est réuni, le dimanche 7 février, pour élire le successeur de Georges Delfosse, député et maire (CDS), décédé le 25 janvier dernier. M. Marc-Philippe Daubresse (CDS) a été élu par trente voix contre quatre au candidat socialiste et une voix au candidat communiste (l'Assemblée communale comprend 9 RPR, 9 CDS, 4 PR, 1 PSD, 6 non inscrits, 4 droite, 1 ARIEL (Alliance républicaine indépendante et libérale, 4 PS et 1 PC).

### L'appétit de M. Descamps

L'élection de M. Daubresse s'est faite sans difficulté, les formations de la majorité s'étant mises d'accord au préalable pour porter leur suffrage sur l'homme que le défunt avait présenté pour lui succéder. Il n'en ira sans doute pas aussi facilement pour les deux autres mandats qui étaient détenus par le maire de Lambersart, celui de député et celui de conseiller général du canton de Lille-Ouest. Il s'agit, en effet, d'un secteur traditionnellement favorable à la majorité. Il suscite donc de sérieux appétits.

A preuve, la rapidité avec laquelle le secrétaire d'Etat au tourisme, M. Jacques Descamps, s'est déclaré candidat pour la cantonale partielles

dont le premier tour est prévu le 6 mars prochain.

M. Descamps pourrait, en effet, espérer la base électorale qui lui manque pour partir à la conquête du beffroi de Lille en 1989. Mais en tentant de prendre le CDS de vitesse et de passer en force, le secrétaire d'Etat a heurté véritablement les sensibilités locales. Bien qu'il ait obtenu, le mercredi 3 février, l'investiture du bureau national de l'UDF, en dépit des fortes réserves de M. Jacques Barrot, sa candidature ne fait pas l'unanimité dans le canton ; elle a, au contraire, suscité une vive réaction du CDS.

Finalement, Mme Janine Delfosse, veuve de l'ancien maire, cédant à la demande de ses amis, a annoncé dimanche qu'elle serait candidate dans le canton pour succéder à son mari, plaçant M. Descamps dans une situation délicate.

JR. L. (Né le 1<sup>er</sup> août 1953, à Lille, M. Marc-Philippe Daubresse est diplômé ingénieur de l'Institut industriel du Nord et licencié en sciences économiques. Il est engagé très tôt dans la vie politique dans le village de Norbert Ségard et de Georges Delfosse. De 1974 à 1976, il fut président régional des Jeunes Giscardistes. Il est, depuis 1978, député départemental de l'UDF-Nord. Elu en 1983, à Lambersart, il fut aussi promu adjoint au maire. Il siège au conseil régional depuis 1984.)

## Sept élections cantonales partielles

### Bilan satisfaisant pour la majorité

Le bilan des sept élections cantonales partielles qui se sont déroulées le dimanche 7 février doit satisfaire la majorité : trois candidats de l'UDF, un du RPR et un divers droite ont été élus, et, dans le Tarn, le représentant du RPR, ancien joueur de l'équipe de France de rugby, est largement en tête à Figeac au premier tour. Seule fausse note, le maire (PS) du chef-lieu du canton de Millas (Pyrénées-Orientales) a enlevé le siège obtenu depuis 1976 par la droite.

Alpes-Maritimes : canton de Nioz (2<sup>e</sup> tour). Inscr., 14 113 ; vot., 5 894 ; suffr. expr., 5 349. MM. Michel Falloux (RPR), adjoint au maire de Nioz, 3 788 voix. ELU ; Michel Baza (FN), 1 561.

18,23 % des électeurs inscrits se sont abstenus au second tour de cette élection partielle, qui a vu la victoire du candidat RPR, soutenu par l'UDF et la CNL, avec 70,81 % des suffrages exprimés. Au premier tour, de ce scrutin, organisé à la suite du décès, le 23 novembre, de René Pictroscchi (div. d.), M. Falloux, président de l'Association des amis de M. Jacques Médecin, maire (RPR) de Nioz, avait obtenu 51,37 % des voix. Mais n'ayant pas franchi la barre des 25 % des électeurs inscrits, il s'est abstenu le second tour pour être élu.

Le représentant du FN a réussi une belle opération en recueillant 29,17 % des voix, dimanche, au lieu de 21,48 % au premier tour, soit un gain de plus de 8 points.

Les résultats de premier tour étaient les suivants : Inscr., 14 113 ; vot., 6 639 ; suffr. expr., 5 931. MM. Falloux, 3 047 ; Baza, 1 281 ; Lacourne (PS), 969 ; Elst (PCF), 479 ; Steinhilber (MGP), 64.

En 1985, René Pictroscchi avait été élu dès le premier tour, avec 71,81 % des suffrages.

Cher : canton de Gracay (2<sup>e</sup> tour). Inscr., 2 648 ; vot., 2 036 ; suffr. expr., 1 973. MM. Pierre François (div. d.), maire du Gracay, 1 025 voix. ELU. Georges Druenne (PCF), 948.

Le candidat divers droite a remporté cette élection partielle, organisée à la suite du décès, le 24 novembre, de Pierre Meunier (div. d.). Avec 51,95 % des suffrages, M. François ne rassembla pas néanmoins toutes les voix qui s'étaient portées, au premier tour, sur M. Jean-Pierre Beaumont, maire (div. d.) de Saint-Ombre, qui avait recueilli 18,04 % des suffrages.

En obtenant 48,04 % des voix, le représentant du PCF a bénéficié d'un bon report des suffrages qui s'étaient portés, au premier tour, sur les candidats socialiste et républicain, qui rassemblaient 14,36 % des voix. De surcroît, M. Druenne a sans doute profité de la meilleure mobilisation électorale de dimanche (28,51 % d'abstentionnistes au lieu de 33,79 % dimanche dernier).

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 2 649 ; vot., 1 915 ; suffr. expr., 1 879. MM. François, 682 ; Druenne, 523 ; Beaumont, 339 ; Deboela (républicain), 149 ; Parnassia (PS), 138. En 1982, Pierre Meunier avait été élu dès le premier tour, avec 56,35 % des voix.

ILLE-ET-VILAINE : canton de Dol-de-Bretagne (1<sup>er</sup> tour). Inscr., 8 698 ; vot., 5 164 ; suffr. expr., 5 082. MM. Michel

Esnoz (UDF-CDS), maire de Dol-de-Bretagne, 3 269 voix. ELU ; Francis Cliaqueville (PS), 1 059 ; Jean Laik (div. d.), 521 ; Georges Le Gaudu (PCF), 279 ; Adrien Marullier-Grandmoulin (div. d.), 174.

Soutenu par l'UDF et le RPR, M. Esnoz a remporté, dès le premier tour, cette élection partielle, organisée à la suite du décès, le 19 décembre, de Jean Hamelin (RPR), conseiller général depuis 1976. Proche de M. Pierre Mélenec, président (UDF-CDS) du conseil général du département, M. Esnoz, qui a recueilli 64,32 %, avait obtenu de près de 7 points le score obtenu par Jean Hamelin en 1982 (57,71 %). Mais que deux candidats divers droite aient soutenu cette année, 9,74 % des électeurs inscrits, si le candidat communiste demeure stable, en obtenant 5,45 % des voix (au lieu de 5,82 %), le représentant du PS perd, lui, 16 points, avec 20,44 % des suffrages (au lieu de 36,46 %).

En 1982, Jean Hamelin l'avait emporté dès le premier tour, avec 3 648 voix, contre 2 385 à M. François (PS) et 368 à M. Marullier (PCF), sur 6 321 suffrages exprimés, 6 523 votants et 8 826 électeurs inscrits.

Pyrénées-Orientales : canton de Millas (2<sup>e</sup> tour). Inscr., 10 996 ; vot., 7 388 ; suffr. expr., 6 937. MM. François Baffara (PS), m. de Millas, 3 897 voix. ELU ; Henri Dabat (UDF), 3 040.

Le Parti socialiste enlève à la majorité le canton de Millas, obtenu depuis 1976 par M. André Dangnac (mod.), maire de Soler, qui s'est démis de son mandat après avoir été appelé à remplacer au Sénat Guy Malé (UDF), décédé. M. Baffara qui recueille 56,17 % des voix, soutenu de plus de 2 points le score réalisé par les trois candidats de la gauche au premier tour (54,06 %). Le candidat socialiste a bénéficié à la fois d'un bon report des suffrages et d'une meilleure mobilisation électorale (32,81 % d'abstentionnistes au lieu de 38,47 % au premier tour).

Le candidat de l'UDF, soutenu par le RPR, qui recueille 43,82 % des suffrages exprimés, n'a pas profité de ce bon report d'abstentionnistes puisque le nombre de ses voix est égal au total de celles des trois candidats de droite du premier tour.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 10 996 ; vot., 6 765 ; suffr. expr., 6 579. MM. Baffara, 3 177 ; Dabat, 1 942 ; Pajol (PCF), 1 228 ; Parella (div. d.), 549 ; Meunier (FN), 531 ; Gendré (div. g.), 152. Au second tour du scrutin de 1982, M. Dangnac avait emporté avec 4 811 voix, contre 3 946 à M. Baffara, sur 7 957 suffrages exprimés, 8 176 votants et 10 321 électeurs inscrits.

PYRÉNÉES-ORIENTALES : canton de Prades (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 9 608 ; vot., 6 433 ; suffr. expr., 6 253. M. Jean-Luc Malé (UDF), 3 369 voix. ELU ; M. René Soan (PS), député, 2 884.

M. Jean-Luc Malé, soutenu par l'UDF et le RPR, a été élu au second tour de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 2 décembre, de son père, Guy Malé (UDF), sénateur et président du conseil général des Pyrénées-Orientales. En recueillant 53,87 % des voix, le candidat de l'UDF n'a pas fait le plein des suffrages qui s'étaient portés, au premier tour, sur les candidats de droite et d'extrême-droite (57,38 %).

M. Soan a, pour sa part, bénéficié d'un bon report des voix communistes et d'une meilleure mobilisation électorale, ce dimanche (33,04 % d'abstentionnistes au lieu de 36,17 % au premier tour).

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 9 607 ; vot., 6 132 ; suffr. expr., 6 060. M. Malé, 1 973 ; Soan, 1 455 ; M. Bastide (PCF), 980 ; Goujon (mod.), 789 ; Dauterive (RPR-div. mod. FN), 676 ; Barrière (mod. centriste), 127. En 1985, Guy Malé avait été élu dès le premier tour avec 51,54 % des voix.

Tarn : canton de Graulhet (1<sup>er</sup> tour). Inscr., 11 585 ; vot., 8 283 ; suffr. expr., 7 968. MM. Guy Laporte (RPR), conc. mun. de Graulhet, 3 254 voix ; Jean-Henri Argelès (PS), m. de Graulhet, 1 996 ; Georges Doga (PCF), 1 504 ; Jean-Jacques Gros (FN), 1 214. Il y a ballottage.

L'ancien demi d'ouverture de l'équipe de France de rugby est arrivé largement en tête de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 29 décembre, de Georges Ravari (RPR), conseiller général depuis 1985. Soutenu par l'UDF, le candidat du RPR, qui recueille 40,83 % des voix, ne retrouve pas le score obtenu par Georges Ravari en 1985 (42,93 %). En revanche, le représentant du FN modère, pour sa part, de 7 points le résultat de la candidate de son parti

en 1985, en recueillant 15,23 % des suffrages (au lieu de 8,62 %).

A gauche, le candidat socialiste, maire du chef-lieu du canton, qui obtient 25,05 % des voix, perd plus de 10 points par rapport au score de représenté du PS en 1985 (35,42 %). Le candidat communiste réalise, lui, une belle opération en recueillant 18,57 % des suffrages, soit une augmentation de près de 6 points par rapport à son résultat de 1985 (13,01 %).

Au premier tour de l'élection de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 11 514 ; vot., 9 119 ; suffr. expr., 8 641. MM. Ravari, 3 710 ; Rouyre (PS), 3 061 ; Doga, 1 125 ; M. Krouk (FN), 745. Au second tour, Georges Ravari avait emporté avec 4 722 voix, contre 4 365 à M. Rouyre, sur 9 887 suffrages exprimés, 9 502 votants et 11 514 électeurs inscrits.

Var : canton du Bousquet (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 14 779 ; vot., 7 761 ; suffr. expr., 6 890. M. Joseph Pons-Bonifay (UDF), m. de Saint-Cyr, 4 088 voix. ELU ; M. Gabriel Tambon (div. d.), m. du Castellat, 2 802.

Le candidat UDF officiellement soutenu par le RPR a remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 4 décembre, de Gabriel de Combret (UDF-PR). Le maire de Saint-Cyr avait reçu le soutien de M. Mignoux, candidat (FN) du premier tour, qui avait démissionné à son élection de voter pour M. Pons-Bonifay.

M. Tambon, soutenu par de nombreux élus locaux du RPR, a recueilli pour sa part, 48,66 % des voix, alors qu'il n'avait obtenu, au premier tour, que 18,56 % des suffrages.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 14 784 ; vot., 8 851 ; suffr. expr., 7 967. M. Pons-Bonifay, 2 674 ; M. Tambon, 1 468 ; Jourdan (PCF), 1 316 ; Mignoux, 1 083 ; Friboulet (PS), 972 ; Du (mod.), 389. Au second tour du scrutin de 1982, Gabriel de Combret avait emporté avec 5 323 voix, contre 3 899 à M. Jourdan, sur 9 222 suffrages exprimés, 9 569 votants et 12 697 électeurs inscrits.

**PICARD**  
ÉDITEUR DEPUIS 1869  
82, RUE BONAPARTE, 75006 PARIS

Les décrets de la sculpture romaine dans la Sud-Ouest de la France, par J. CABANOT. Préface de M. DURANT. 360 F

le-de-France gothique 1. Les églises de la vallée de l'Oise et du Beauvaisis, par M. BOUQUET et C. LAUREN. Préface d'A. ANJOU. 240 F

La peinture du Ducenot en Italie centrale, par L. MARQUES. Préface de M. LAQUOTTE. 450 F

Le pont avant le temps des ingénieurs, par J. MESOU. 470 F

Les bronzes dorés français du XVIII<sup>e</sup> siècle, par P. VERLET. 680 F

Un canal... des canaux, sous la direction de P. PACH. 280 F

La Ménis, mythe et réalité, sous la direction de J.-P. BRESLIN. 350 F

**EN VENTE DANS LES BONNES LIBRAIRIES**

J. L. L.



République à la Réunion

un appel « à l'unité, la justice »

Le président de la République a adressé un message à la Réunion...

La loi et les faits

M. Mitterrand a écrit au président de la République...

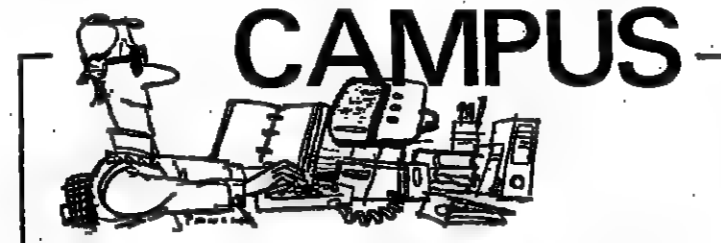
males partielles pour la majorité

Après le succès de la majorité...

DÉFENSE

Un Français sur deux est partisan d'une garantie nucléaire à l'Allemagne fédérale

Un Français sur deux est favorable à ce que la France s'engage à défendre l'Allemagne fédérale avec son arme nucléaire...



CAMPUS

Des prix pour les futuristes

Pour la cinquième année consécutive, la société Honeywell lance son concours futuriste...

Voyage en Chine

L'association Japon-Chine de Sciences-Po organise du 20 juin au 1er août un voyage en Chine...

ATÉSSEC

M. Jean-Claude Shiters, professeur associé à Dauphine, prendra la direction de l'ATÉSSEC en septembre prochain...

Dans «le Monde de l'éducation» de février

- La seconde, année-charnière
Le bilan des bacs professionnels

A l'issue de la seconde, un quart des élèves ne passent pas en première...

Le char français AMX-40 n'est pas retenu par les Saoudiens pour moderniser leur corps blindé

Le char français AMX-40 ne figure plus parmi les chars de combat retenus par l'Arabie saoudite pour équiper...

ÉDUCATION

Lycées non-fumeurs

Les fumeurs sont désormais interdits de séjour au lycée d'enseignement professionnel (LEP) Boulevard-Romans, dans la Drôme...

CATASTROPHES

Mobilisation en Bretagne contre la marée noire

Est-ce pour autant le branle-bas dans le sud? Encore moins. Si le colonel Selzard a décidé de déployer son PC à Châteaulin...

La double faute de l'Amazzone

An CROSS-CO (1), chargé de surveiller le rail d'Ouessant, on observe que l'Amazzone a commis au moins deux fautes...

SCIENCES

L'anneau du LEP est bouclé

13 septembre 1983 : MM. Pierre Aubert, président de la Confédération helvétique, et François Mitterrand donnent le premier « coup de pioche » du LEP...

Pas d'accord sur la station orbitale américaine

Les délégations américaine, canadienne, européenne et japonaise, réunies depuis le 4 février à Washington pour discuter de leur participation à la future station habitée américaine des années 1990...

Pluies diluviennes au Brésil

Cent soixante personnes au moins sont mortes, au Brésil, dans les inondations et les coulées de boue qui se sont abattues sur la ville de Petropolis...

De nombreuses victimes dans l'Etat de Rio-de-Janeiro

Cent soixante personnes au moins sont mortes, au Brésil, dans les inondations et les coulées de boue qui se sont abattues sur la ville de Petropolis...

Petropolis capitale de l'empire

La ville de Petropolis a été fondée en 1845 par l'empereur du Brésil Dom Pedro II. Le site, en effet, est proche de Rio-de-Janeiro et bénéficie, grâce à son altitude de 803 mètres...

PICARD ESTREUR DÉPÔT



# Société

### Après la mort d'un jeune homme à Marseille

## M. Bernard Deleplace lance un appel à la « sérénité »

Lés obéissants de Christian Dovo, le jeune homme tué mardi 2 février par un gardien de la paix sur un parking des quartiers Nord de Marseille (*Le Monde* du 4 février), ont été célébrés samedi 6 février, en fin de matinée, en l'église Saint-Barnabé, dans le douzième arrondissement de la ville. Près de mille cinq cents personnes, dont de très nombreux chauffeurs de taxi, collègues du père de la victime, ont assisté à cette cérémonie qui s'est déroulée dans le recueillement et le calme.

À un même moment à Paris, M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), était reçu en audience par M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité. Au terme de cette audience, M. Deleplace a indiqué, à propos de l'affaire Dovo, que la version des faits rapportée par « des collègues de Marseille était un tout petit peu différente » de celle présentée par le père du jeune homme (*Le Monde* du 6 février). Selon les gardiens de la paix marseillais, la victime « a dû croire qu'elle n'avait pas affaire à des policiers. Je jeune homme aurait alors eu un geste pour repousser l'arme, et le coup aurait porté », a indiqué M. Deleplace.

Le responsable de la FASP a par ailleurs lancé un appel à la « sérénité ». « La première décision de justice a provoqué l'émotion légi-

time de la population marseillaise ; la seconde, l'émotion légitime de la police marseillaise », a ajouté M. Deleplace, avant de préciser que le policier auteur du coup de feu, M. Jean-Pierre Aveline, appartenait à la FASP.

Enfin, M. Bernard Deleplace a indiqué qu'il avait demandé à être reçu en audience par M. Albain Chalandon, garde des sceaux, ajoutant que celui-ci « n'avait sans doute pas connaissance de tous les éléments du dossier » quand fut prise la première décision, celle de faire libérer le policier, avant du coup de feu mortel, sans qu'il soit inculpé.

Le garde des sceaux avait affirmé, vendredi soir 5 février sur TF1, qu'il « n'y avait pas eu de bavure policière à Marseille » et avait dénoncé « l'exploitation politique de cette affaire [...] ». Le parquet de Marseille a interrogé la chancellerie. Je rappelle, avait précisé M. Chalandon, que le suis hiérarchiquement le patron des parquets de France et que, à ce titre, j'ai non seulement le droit, mais le devoir, de donner des instructions aux procureurs. Il y a eu, en réalité, un flottement au parquet de Marseille, devait dire M. Chalandon. On hésitait entre deux types d'inculpation, soit un simple délit et le tribunal correctionnel, soit un crime et la cour d'assises. Moi, j'ai demandé que l'on complète la recherche pour faire apparaître nettement la vérité [...]. »

### Le Consistoire israélite de la Gironde se constitue partie civile dans l'affaire Papon

BORDEAUX de notre correspondant

M. François Biraud, magistrat chargé par la chambre d'accusation de Bordeaux de l'instruction de l'affaire Papon, a procédé, depuis le 2 février 1988, à l'audition des parties civiles. Parallèlement, le consistoire israélite de la Gironde vient de se constituer partie civile après un attentisme observé depuis 1981, date des premières plaintes. « Cette affaire concerne la déportation de juifs à Bordeaux, donc des membres de la communauté dont nous devons préserver les intérêts moraux et matériels », indique M. Willy Schwartz, président du consistoire et conseiller municipal RPR de Bordeaux.

Un an après le mouvement étudiant de la fin 1986, marqué par de rapides « dérapages » du côté policier — des blessés graves et un mort, Malik Oussekine —, cette publication du ministère de l'Intérieur n'hésite pas à consacrer un dossier aux « manifestations », qui, en fait, constitue une réflexion sans concessions sur le maintien de l'ordre, ses lois, ses techniques et... sa déontologie.

Son intérêt fait regretter le caractère quelque peu confidentiel de cette revue, imprimée à 25 000 exemplaires. Les préjugés du lecteur non averti sont, en effet, mis à mal : l'auteur, M. Jean-Marie Berlioz, commissaire principal, chef du Service d'inspection technique, d'études et de documentation (SITED) à la direction de la sécurité publique de la préfecture de police de Paris, y affronte avec lucidité la pratique policière la plus controversée, essayant de définir ce qui pourrait être un maintien de l'ordre « propre », faisant part de ses doutes et évitant tout machisme.

Souffrant d'embûches que « l'histoire de France se confond bien souvent avec l'histoire de la rue », M. Berlioz reconnaît le caractère éphémère et incertain du maintien de l'ordre : « L'ordre public, ce n'est que le point d'équilibre entre le désordre supportable et l'ordre indispensable [...]. En fait, pour un responsable du maintien de l'ordre, il ne doit pas y avoir de vérité, de certitude ou de victoire ; il devra se contenter de demi-succès ou de demi-échec. L'art du maintien de l'ordre, si tant est qu'il y ait un art, consiste à déterminer instantanément, parmi une multitude de possibilités, la solution qui semble la moins mauvaise, en étant intimement convaincu que, quel que soit le résultat final, l'option retenue fera l'objet de critiques car, par essence, elle sera toujours critiquable. »

Détaillant les aspects juridiques du maintien de l'ordre, citant des auteurs, tels Elias Canetti ou Serge Moscovici, ayant étudié la « sociopsychologie des foules », insistant sur « le respect strict des lois et règlements », M. Berlioz martelle une formule : « Une opération de maintien de l'ordre n'est pas une opération militaire. » « Tout doit être mis en œuvre pour éviter l'affrontement direct, écrit-il, et l'usage de la force n'est, bien souvent, que l'ultime recours utilisé lorsque la discussion, la négociation, la persuasion et enfin l'intimidation n'ont rien donné. Prévenir les troubles pour ne pas avoir à les réprimer, telle est la devise ; et en cas d'échec, force devant rester à la

« Le droit évolue de manière variable selon les époques, contraignant les éditeurs d'ouvrages juridiques à une constante remise à jour. Mais si certaines périodes connaissent une relative stabilité, la dernière décennie a vu des pans entiers de la législation subir de profondes modifications. Parmi les ouvrages édités chaque année, le cru 1988 des codes Dalloz est à cet égard significatif. Ainsi, le code pénal comporte les textes relatifs au « piratage audiovisuel » à l'aide de décodage, les nouvelles conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et le décret portant création d'un système de fabrication et de gestion informatisée des cartes nationales d'identité. Le code de procédure pénale contient les derniers textes concernant notamment la lutte contre le terrorisme et les dispositions intéressant les prix et la concurrence. La présentation du code civil a été remaniée afin de tenter de rendre plus clair un ouvrage devenu depuis quatre-vingt ans d'un accès parfois difficile pour un non-initié. Les annotations de jurisprudence ont été refondues, et la table alphabétique a été intégralement révisée. L'usage de cette table est donc désormais plus commode, même si, comme pour les autres « petits livres rouges », sa consultation demande dans certains cas une solide culture juridique. M. P.

### Dans la « Revue de la police nationale »

## Le maintien de l'ordre « démythifié »

« Le maintien de l'ordre est une école de tolérance, de compréhension et de dialogue. Pour un responsable, l'emploi de la force n'est que la dernière solution, lourde de conséquences, envisageable quand toutes les autres possibilités ont échoué. » Ces lignes sont extraites de la *Revue de la police nationale*, dans son numéro daté décembre 1987 mais livré avec retard, fin janvier.

Un an après le mouvement étudiant de la fin 1986, marqué par de rapides « dérapages » du côté policier — des blessés graves et un mort, Malik Oussekine —, cette publication du ministère de l'Intérieur n'hésite pas à consacrer un dossier aux « manifestations », qui, en fait, constitue une réflexion sans concessions sur le maintien de l'ordre, ses lois, ses techniques et... sa déontologie.

Son intérêt fait regretter le caractère quelque peu confidentiel de cette revue, imprimée à 25 000 exemplaires. Les préjugés du lecteur non averti sont, en effet, mis à mal : l'auteur, M. Jean-Marie Berlioz, commissaire principal, chef du Service d'inspection technique, d'études et de documentation (SITED) à la direction de la sécurité publique de la préfecture de police de Paris, y affronte avec lucidité la pratique policière la plus controversée, essayant de définir ce qui pourrait être un maintien de l'ordre « propre », faisant part de ses doutes et évitant tout machisme.

Souffrant d'embûches que « l'histoire de France se confond bien souvent avec l'histoire de la rue », M. Berlioz reconnaît le caractère éphémère et incertain du maintien de l'ordre : « L'ordre public, ce n'est que le point d'équilibre entre le désordre supportable et l'ordre indispensable [...]. En fait, pour un responsable du maintien de l'ordre, il ne doit pas y avoir de vérité, de certitude ou de victoire ; il devra se contenter de demi-succès ou de demi-échec. L'art du maintien de l'ordre, si tant est qu'il y ait un art, consiste à déterminer instantanément, parmi une multitude de possibilités, la solution qui semble la moins mauvaise, en étant intimement convaincu que, quel que soit le résultat final, l'option retenue fera l'objet de critiques car, par essence, elle sera toujours critiquable. »

Détaillant les aspects juridiques du maintien de l'ordre, citant des auteurs, tels Elias Canetti ou Serge Moscovici, ayant étudié la « sociopsychologie des foules », insistant sur « le respect strict des lois et règlements », M. Berlioz martelle une formule : « Une opération de maintien de l'ordre n'est pas une opération militaire. » « Tout doit être mis en œuvre pour éviter l'affrontement direct, écrit-il, et l'usage de la force n'est, bien souvent, que l'ultime recours utilisé lorsque la discussion, la négociation, la persuasion et enfin l'intimidation n'ont rien donné. Prévenir les troubles pour ne pas avoir à les réprimer, telle est la devise ; et en cas d'échec, force devant rester à la

### Un policier gravement blessé par des voleurs de voiture

Un gardien de la paix du corps urbain de Lille a été sérieusement blessé, dans la nuit du 6 au 7 février, par le conducteur d'une voiture volée qui a forcé un barrage de police à la périphérie de la ville. L'identité du policier, trente-trois ans, père de deux enfants, n'a pas été révélée.

Il était 4 h 30 du matin lorsque les agents lillois ont tenté d'intercepter le véhicule, une Audi immatriculée dans l'Aisne, en formant un barrage avec deux voitures de service.

La voiture est montée sur le trottoir, a heurté le gardien de la paix, et l'a traîné sur une vingtaine de mètres. Les malfaiteurs, auxquels la police attribue plusieurs cambriolages et vols de voitures commis dans la région, ont été finalement interpellés par la sécurité générale à Font-à-Marco, dans la banlieue lilloise. Tous deux sont originaires de Lille et nés l'un en 1969, l'autre en 1970.

Victime d'un traumatisme crânien et d'une fracture de la clavicule, le gardien de la paix devait subir une intervention chirurgicale ce lundi, mais ses jours ne sont pas en danger.

### Un militant nationaliste interpellé près d'Ajaccio

BASTIA de notre correspondant

Jacques-François Istria, un militant nationaliste de vingt-trois ans, a été interpellé, le samedi 6 février, au domicile de ses parents, à Moca-Croce, à 40 kilomètres au sud d'Ajaccio. Il était recherché depuis la découverte le 19 mai 1987 d'une importante cache d'armes de l'ex-FLNC dans un appartement d'Ajaccio. Treize personnes, dont le frère et le cousin d'Istria, avaient alors été interpellées et inculpées par le juge d'instruction Michel Legrand chargé des dossiers de terrorisme au tribunal de Paris. 100 kilos d'explosifs, des fusils, des armes de poing avaient été saisis, ainsi qu'une abondante documentation de l'ex-FLNC. « C'est un coup très dur porté à l'organisation clandestine », avait commenté M. Morin, préfet délégué à la police en Corse.

Jacques-François Istria a été surpris alors qu'il était depuis la veille au chevet d'un proche parent gravement malade. Informé de cette visite, gendarmes et policiers du SRPJ avaient mis en place dès 21 h 30 vendredi un important dispositif de sécurité autour de la maison familiale. Après quelques heures de négociation, Jacques-François Istria acceptait de se rendre. Il a immédiatement été placé en garde à vue au commissariat d'Ajaccio où il a été interrogé dans le cadre d'une commission rogatoire du juge Legrand. Il devait être transféré à Paris pour y être présenté au magistrat instructeur aux fins d'inculpation.

MICHEL CODACCIONI.

Condamnation d'un armurier suisse fournisseur de l'ex-FLNC. — Vincent Gianinetti, trente-quatre ans, ressortissant suisse, fils de policier et armurier à Morthey (canton du Valais), a été condamné à trois ans de prison par le tribunal de cette ville pour avoir fabriqué et vendu à l'ex-FLNC une douzaine de fusils et de pistolets. Il lui avait été passé commande, en outre, d'une centaine de mitraillettes qui furent saisies lors de son arrestation, le 13 février 1987. Vincent Gianinetti avait expliqué qu'il avait accepté les propositions d'un émissaire du FLNC en raison de difficultés financières auxquelles il ne parvenait pas à faire face.

### Interpellation et perquisition au Pays basque français

Plusieurs interpellations et perquisitions ont été opérées au Pays basque français au cours du week-end. Elles ont abouti à Bayonne à l'arrestation et à l'inculpation d'association de malfaiteurs et de détention d'armes de M. Bernard Cazaré, trente ans, soupçonné d'avoir tenté une reconstitution du mouvement d'insouffrance.

M. Cazaré se trouvait en compagnie de deux Basques espagnols qui, pour leur part, ont été reconduits à la frontière.

De son côté, M. Michel Legrand, juge d'instruction au tribunal de Paris chargé de plusieurs dossiers concernant le terrorisme basque, a dirigé, dimanche 7 février, de 6 à 10 heures une perquisition dans les locaux de l'entreprise Sokos à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques). En novembre 1986, une opération similaire avait mené à la découverte dans cette fabrique de sièges de bureau d'une importante cache d'armes, d'explosifs ainsi que la saisie de documents de l'ETA et d'une somme d'argent de 1 500 000 francs. Inculpé et écroué, le directeur de l'entreprise, M. François Noblia, avait été libéré peu après.

La nouvelle perquisition ne semble pas avoir donné de résultat.

La grève de la faim des dirigeants d'Action Directa. — M. Bernard Ripert a fait savoir, ce cours du week-end que ses clients, Jean-Marc Roullian, Georges Cipriani, Joëlle Aubron et Nathalie Merigon, poursuivaient la grève de la faim entreprise depuis soixante-huit jours.

Mais si les trois premiers sont hospitalisés à l'hôpital des prisons de Fresnes, Nathalie Merigon est toujours à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, en dépit d'un malaise dont elle a été victime samedi matin.

Au ministère de la justice, on déclare que Nathalie Merigon, en raison de ce malaise, a été conduite à l'hôpital des prisons de Fresnes pour y subir des examens, mais que les médecins ont jugé son état compatible avec le régime pénitentiaire.

# Communication

### Kiss-FM suspendue pour un mois par la CNCL

## Bataille autour d'un site

La CNCL a suspendu pour une durée d'un mois la radio parisienne Kiss-FM — tête de pont d'un réseau de soixante stations reliées par satellite — pour avoir « persisté dans son refus de rejoindre le site d'émission » qu'elle lui avait imposé. Cette sanction, qui touche l'une des radios commerciales les plus importantes de la capitale (ses principaux actionnaires sont Canal Plus et le groupe de presse suisse de M. Jean-Claude Nicole), intervient au beau milieu du conflit juridique opposant la CNCL et Kiss-FM à propos des conditions de l'autorisation accordée à cette dernière.

Le 8 septembre 1987, soit près d'un mois après la conférence de presse de la CNCL annonçant la liste des radios retenues sur Paris, paraissait au *Journal officiel* la décision d'autorisation de Kiss-FM sur la fréquence 89 MHz, avec une puissance de 40 kW, sur le site de TDF (fort de Romainville), dans le département de Seine-Saint-Denis. Un site qu'avait pourtant fermement refusé les responsables de la radio, lesquels avaient affirmé à plusieurs reprises leur souhait de conserver leur site d'origine installé à la tour Montparnasse, ou de rejoindre immédiatement la tour Eiffel, où une place leur avait été promise. Devant leur refus réitéré, la CNCL avait donc ajouté au texte de l'autorisation un article 9 ainsi rédigé : « La présente décision sera caduque et le site d'émission figurant en annexe dans le décret de dix semaines entrant en publication au *Journal officiel* de ladite décision. » Une clause qui avait entraîné, de la part de Kiss-FM, deux recours gra-

veurs adressés à la CNCL, puis deux recours en contentieux visant à annuler l'obligation de changer de site et obtenir, en attendant, un sursis à exécution. Les recours ont été transmis au Conseil d'Etat. Depuis, les pressions de la CNCL sur les patrons de la radio et sur les actionnaires se sont intensifiées afin de contraindre Kiss-FM à un déménagement. Sans aucun succès.

### Questions de principe ou de survie

La CNCL a-t-elle le droit d'imposer un site à une radio ? Tel est en fin de compte le problème-clé pour les radios, parisiennes ou de province, qui, selon leur site et leur diffuseur, seront (ou non) bien entendues. Sédécis du peu de cas que fait la CNCL de l'avenir de l'entreprise, Kiss-FM invoque quatre raisons essentielles pour son refus : 1) le fait de s'être vu imposer un site quand la loi évoque « le choix » des candidats ; 2) « la très médiocre efficacité » du site de Romainville ; 3) l'absence de preuve de troubles éventuels occasionnés par une diffusion de la tour Montparnasse ; 4) enfin, le coût élevé (près de 2 millions de francs) que constituerait pour Kiss-FM son déménagement vers Romainville. Déménagement temporaire de surcroît, puisque la station a obtenu la promesse d'avoir une place sur la tour Eiffel en octobre prochain.

« On a la loi pour nous, et j'espère que nous aurons aussi la justice », déclare M. Georges Polinski, le patron de Kiss-FM qui s'interroge sur les raisons pour lesquelles on souhaite ainsi « faire taire » sa radio. Pour la CNCL, il s'agit, semble-t-il, d'une question de principe.

ANNICK COJEAN.

### Sous la pression d'un amendement du Congrès américain

## M. Murdoch prêt à vendre le « New York Post »

Patron du groupe de presse News Corp., M. Rupert Murdoch a décidé finalement de vendre l'un de ses quotidiens, le *New York Post*, à M. Peter Kalikow. La transaction s'élève à 37 millions de dollars (225 millions de francs). Celui qui pourrait devenir le propriétaire du quotidien new-yorkais est une homme riche (il serait le troisième américain le plus riche). Mais sa fortune réside dans l'immobilier fait connaître au siège du journal, sis à Manhattan, et dont le prix serait de 35 millions de dollars (199 millions de francs). M. Kalikow n'a d'ailleurs aucune expérience dans l'édition, mais il s'est engagé à le publier « au moins pendant trois ans ».

La vente ne se fera qu'à condition d'obtenir des réductions de coût de

main-d'œuvre de la part des syndicats, ce qui implique des licenciements. Il semble cependant que l'annonce de cette décision signifie que le patron de presse s'est agouillé devant un amendement récent voté par le Congrès. Celui-ci stipule que toute dérogation à la loi empêchant le contrôle d'une station de télévision ou d'un quotidien dans une même ville est dorénavant impossible (*Le Monde* du 29 janvier). Or à New-York, M. Murdoch possède à la fois le *New York Post* et la station de télévision WNYW-Channel 5. Le patron de presse a indiqué qu'il réalisait cette vente avec « beaucoup de regrets ».

A Boston, où M. Murdoch doit faire face au même type de problème, il conserverait le *Boston Herald* et céderait sa station TV.

Mediatrics, une association pour les professionnels des médias formés à l'étranger. — Une centaine de journalistes, de cinéastes, de publicitaires et de spécialistes du droit de la communication viennent de créer une association régie par la loi de 1901, Mediatrics. Leur objectif est d'avoir couronné leurs études par une formation soignée à l'étranger (particulièrement aux Etats-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne ou en Belgique) dans le domaine de la communication. L'association se dit « convaincue que la communication des années 1990 sera internationale et fera appel à des compétences pluridisciplinaires ». Elle est présidée par M. Thomas Valentin, responsable des relations M 6, diplômé de l'université américaine Stanford.

Nouvelle formule pour la Tribune de l'assurance. — Une nouvelle formule de la Tribune de l'assurance est apparue dans les kiosques le lundi 1<sup>er</sup> février.

Ce bimensuel, qui paraîtra dorénavant un lundi sur deux, a choisi le format magazine et une nouvelle maquette pour s'adresser aux 211 000 professionnels de l'assurance.

Créée en 1947, la Tribune de l'assurance est contrôlée depuis novembre 1987 par M. Noël Mestry et dirigée par Jean-Luc Bangeol, fondateur et directeur de la rédaction de la Lettre de l'assurance.

Ses responsables comptent faire passer sa diffusion de 10 000 à 15 000 exemplaires.

## Le Monde sur minitel

Paris - Tokyo en hausse  
Où en est votre portefeuille ?

36.15 TAPEZ LEMONDE

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES  
6, rue de Savoie, 75008 PARIS - Tél. : 42-26-80-72

تلاوة القرآن







# Culture

## JAZZ

### A Grenoble

## Barney Wilen un jeune homme à suivre

En 1957, l'année où Kérouac publie *Sur la route*, Beckett, *Fin de partie* et Bataille le *Bleu du ciel*, Barney Wilen a vingt ans. Jeune homme chic et sensible, il est alors le saxophoniste moderne le plus connu en France. Quand il joue, Brigitte Bardot est dans la salle. Il représente la France au Festival de San-Remo. Il est le ténor de Bud Powell. Il enregistre avec Miles Davis la fameuse bande-son d'*Ascenseur pour l'échafaud*. Il accompagne Monk et Gillespie. Il est invité en covette dans les soirées de jazz traditionnelles aux côtés de Claude Luter ou de Maxime Saury, ce qui n'arrive à aucun moderne. Il traverse l'Europe avec Miles. Il représente, deux ans plus tard, la France au festival de Newport. Il devient le musicien obligé des films à la mode : les *Lisottes dangereuses*, de Vadim, ou *des Femmes disparaissent*.

Les femmes ne sont pas seules à disparaître. Après avoir pratiqué toutes les stars de l'époque, après être imposé partout, Barney Wilen abaisse. Il revient au milieu des années 60. Le temps de dessiner les grandes lignes du free jazz. Il est le premier à opérer une rencontre avec la musique indienne. Il lance des tentatives de fusion entre free jazz et rock, qui déconcertent. Il a souvent une approche « contemporaine » du son et du bruit. Et Barney disparaît encore, sans souci des regrets qu'il suscite.

Bien avant les touristes à casque colonial, il s'engage en Afrique assez longtemps, d'où il revient avec un disque de rencontres étonnantes (*Moshi*). C'est trop tôt pour la mode : le disque passe inaperçu. On se souvient alors à peine du nom de Barney.

Depuis quelques années, il opère un discret retour au pop. Sans nostalgie ni tracas, en intégrant au contraire la ramure de toutes ses expériences et les traces de sa vie, certaines comprises. Barney Wilen parle peu. Il ne fait pas de biographie en somme assez étonnante. Le passé est le passé. Ce qu'il aime, c'est soigner ses amis, choisir ses chassures avec goût, jouer en club d'un air rêveur et songer à ce qu'il inventera demain.

L'an dernier, une bande dessinée, qui s'est comme imposée à ses propres auteurs, Parigault et Loustal, a eu un énorme succès. Ils l'avaient

initiales *Barney et la note bleue*. Elle raconte Barney sans raconter Barney. Elle raconte les notes bleues du jazz. Elle dit et montre ce qu'il faut avec la tendresse et la délicatesse qu'il faut. Au début, Barney s'est agacé. Il n'aime pas que l'on parle de tout cela. Et puis, le succès s'est imposé à lui, comme la musique s'est toujours imposée à lui : avec bonheur. Du coup, il a enregistré la bande-son qui convient aux images dessinées.

Cette année, il récidive avec des ballades purement françaises *French Ballads*. Le Festival de Grenoble le met à l'affiche en compagnie de Tete Montoliu, autre grande figure européenne. Au cours de la semaine, qui n'en sera pas avariée, ils peuvent, ils doivent jouer le nouveau succès de Barney : *l'Anne des poètes*.

**FRANCIS MARMANDE.**  
Festival « Jazz-Musique ». Compagnie Bernard Labat (9 février), Caris Bley et Steve Swallow (le 11), Tete Montoliu et Barney Wilen Quartet (le 12), Eddy Loucas Multicolor Feeling avec une fanfare de cinquante musiciens (le 13). Maison de la culture de Grenoble.

## Ballades françaises

Andaloux, inventif et surprenant (*lire notre article ci-dessus*), Barney Wilen a toujours montré un goût extrêmement sûr pour les ballades et le tempo médium — le tempo des dieux. Son enfance aux Etats-Unis sans doute et cette nostalgie des « standards »... Il les a toujours joués avec une finesse et une sensibilité très exactes, sans jamais appuyer. Barney Wilen vient d'enregistrer des ballades d'origine française. A sa façon, bien sûr.

Mais ce disque, s'il ne tombait pas dans un temps de vulgarité tout à fait spécial, devrait devenir un disque de chevet pour tous les amoureux des musiques de Barney. Soit depuis le premier cercle de 1957 et de proche en proche tout de même. Que les French Ballads se recommandent comme d'elles-mêmes au nouveau plus dur des amateurs de jazz, rien que de plus normal. L'étrange est qu'elles concourent politiquement ceux aussi qui pensent ne pas aimer le jazz.

**F. M.**  
Barney Wilen, *French Ballads*. CDD-OMD.

## CINÉMA

### « Good night, Mother » de Tom Moore Bavardages

Sissy Spacek habite avec sa mère, Anne Bancroft, une maisonnette isolée dans une banlieue campagnarde. Elle ne sort jamais ou presque, elle range. Quand le film commence, elle range avec un soin maniaque des affaires dans des sacs, des placards, tout en prenant des notes. Dehors, sa mère embrasse le fils et les petits-enfants venus lui rendre visite. Mais elle rabat les lamelles des stores vénitien. Elle ne veut rien voir ni entendre. On apprendra plus tard qu'elle a aimé son père et qu'il s'est suicidé, qu'elle s'est mariée, que son mari est parti et que son fils est un adolescent à problèmes.

On apprendra également qu'elle a eu des crises d'épilepsie. Ce que l'on apprend tout de suite, c'est qu'elle va se suicider. A 18 h 5 pile, elle a mis toutes les pendules à l'heure, elle est allée chercher dans le grenier le vieux revolver de son père pour lequel elle a acheté des cartouches. Elle prévient sa mère : à 20 heures, elle y va.

Le film de Tom Moore est tiré d'une pièce de Marsha Norman — qui, adaptée en français par Mathieu Galey, s'est donnée il y a deux ans avec Catherine Rich et Françoise Christophe (*Le Monde* du 25 novembre 1986). La pièce se joue en direct, le film est un peu plus court et déjà trop long. Comme la pièce — d'ailleurs le scénario est également de Marsha Norman — il ne revient pas à décoller de l'intrigue principale : la mère a mille occasions de prendre le revolver et de le jeter. Si elle ne le fait pas, c'est qu'elle veut inconsciemment se débarrasser de cette fille encombrante qui rate tout, dont la seule vie la culpabilise et dont, sans doute, elle envie le courage de mourir.

Il pourrait se passer quelque chose de fantastico-freudien intéressant entre les deux femmes, si le texte le leur permettait. Mais il est vraiment trop plat, trop convenu. Tom Moore a bien essayé les déambulations contre des murs qui semblent se dresser soudain, enfermer les déplacements dans un labyrinthe jalonné d'objets quotidiens. Sissy Spacek a beau être elle-même, c'est-à-dire aussi secrète, aussi vulnérable et inquiète que du temps de *Carré*, les dialogues alourdissent tout, empêchant une envolée, ramenant l'affrontement à une scène de famille pour feuilleton télévisé. C'est qu'en pensant mère et fille n'arrivent pas de parler, de s'expliquer, de picturer (Anne Bancroft ne fait grâce d'aucune grimace appropriée), et semblent on ne sait plus qu'une chose : qu'il soit 20 heures, l'heure du suicide.

**COLETTE GODARD.**

# Philosophie

## Une discussion franco-allemande sur Heidegger

### Le « silence terrifiant » et « l'injonction de penser »

**HEIDELBERG**  
de notre envoyé spécial

En juin 1933, le philosophe Martin Heidegger, recteur de l'université de Fribourg depuis peu et membre du Parti national-socialiste, avait déplacé les foules lorsqu'il vint prononcer à l'université de Heidelberg une conférence portant précisément sur le « sujet qui lui était alors cher ». Dans la salle même où avaient été regroupés, à l'époque, ses auditeurs en septembre, les étudiants se pressaient en masse, vendredi 5 février, pour assister à la discussion entre trois philosophes, les Français Jacques Derrida et Philippe Lacoue-Labarthe et l'Allemand Hans-Georg Gadamer, consacré à la « portée philosophique et politique » de la pensée du philosophe de Meisnick.

Même si la discussion annoncée n'en fut pas véritablement une, l'événement (organisé par l'Institut français de Heidelberg), à la fois spectaculaire et empreint de sérieux, de gravité et d'une part d'émotion et de malaise, avait de quoi surprendre et retenir l'attention à plus d'un titre.

Hans-Georg Gadamer, surtout connu pour ses travaux consacrés à l'herméneutique, fut, il le rappelle, « un jeune collègue de Heidegger à Marburg », dans les années 20. Qu'il ait accepté, lui qui est né avec ce siècle, de parler publiquement, face à un auditoire allemand, en français et aux côtés de deux philosophes français beaucoup plus jeunes, au cas où Heidegger revêtait, à cinquante-cinq ans après la conférence de Heidelberg, une signification particulière.

Marqué outre-Rhin de façon indélébile par son engagement dans le nazisme, quelle qu'en ait été la portée, Heidegger y a été finalement assez peu étudié et, surtout, rarement pris au sérieux, après guerre. En France, au contraire, affranchies (non sans légèreté quelquefois) de cette hypocrisie, diverses expériences philosophiques de lecture ou de glose se sont plus ou moins librement inspirées de la pensée de Heidegger, on qui lui était prêt.

### Une pénible controverse

Chacun à sa façon, Jean Beaufret — qui est lui-même au cœur, aujourd'hui, d'une pénible controverse politico-philosophique — puis certains de ses élèves : Jean-Paul Sartre et Maurice Merleau-Ponty, Emmanuel Lévinas et, plus tard, Jacques Derrida et Philippe Lacoue-Labarthe, ont lu et interprété Heidegger.

Même Michel Foucault, soulignait Jacques Derrida, a reconnu, sur le tard, une dette importante à l'égard d'un penseur auquel il n'avait pratiquement jamais fait référence dans son œuvre. Cette disparité des situations françaises et allemandes, ainsi que l'agitation provoquée en France par la parution, il y a quelques mois, du livre de Victor Farías, *Heidegger et le nazisme*, ont, bien sûr, été au cœur des exposés au cours de la rencontre de Heidelberg.

Mais que faire de ce choc relatif — tous en sont conscients — même s'il est né d'un livre jugé contestable dans l'exploitation de sa documentation aussi bien que dans sa prétention à une radicalité philosophique anti-heideggerienne ? Ou, si l'attitude de Heidegger fut, pour certains de ses contemporains, cette « surprise » si peu divine, que rappelle Hans-Georg Gadamer, comment la dépasser, si c'est possible ? Elle doit être, pour ce dernier, « un problème beaucoup plus important que le détail de cette participation [au nazisme] de Heidegger dans les premières années de son rectorat ».

Aussi, Gadamer proposa-t-il de saisir cette « première occasion de discuter, non sur Heidegger surtout, mais sur le nazisme allemand ». Ne serait-ce que pour expliquer « la responsabilité d'un homme excellent comme Heidegger » et le paradoxe qui fait, aux yeux de Gadamer, coexister l'engagement pro-nazi et des textes « qui sont une anticipation de la réalité de cinquante ans plus tard », notamment pour ce qui concerne « la prédominance de la technique ».

### « Grosse bêtise »

Astre question lancinante et qui ne pouvait être évitée : pourquoi Heidegger n'a-t-il rien dit, sinon « des choses superficielles » — c'est Gadamer qui parle — de son « erreur » ? Certes, on ne peut pas nier d'émettre l'hypothèse triviale que cette « grosse bêtise » (Heidegger dixit) ne lui paraissait au fond pas si énorme ni dépourvue de bonnes raisons, dont quelque chose aurait, à ses yeux, subsisté.

Jacques Derrida ne l'entend pas ainsi. Philosophe à la recherche d'une nouvelle façon de « questionner la catégorie traditionnelle de la responsabilité » — il préfère dans ce domaine : « Que se serait-il passé si Heidegger avait dit quelque chose ? Supposez qu'il ait dit : « Auschwitz, c'est l'horreur absolue » [...]. La chose que je condamne » radicalement [...]. Il aurait été plus facilement absous [...]. Avec une phrase en direction d'un consensus facile, il aurait fermé les choses et nous ne serions pas en train de nous demander ce qu'il pouvait avoir de commun avec le nazisme [...]. Je considère que le silence terrifiant, peut-être insupportable, de Heidegger nous laisse un héritage : l'injonction de penser ce qu'il n'a pas pensé ».

Conviction redoublée par celle de Philippe Lacoue-Labarthe : « Je suis persuadé que Heidegger a légué un texte où, si on sait le lire et peut-être contre la propre lecture que lui-même en aurait donnée, on trouve [...] des éléments qui donnent à chercher une interprétation du nazisme ».

Ainsi, à l'interrogation insistante de Gadamer sur le désenchantement du futur qui saisit la jeunesse faisant écho l'assurance qu'une pensée explicative du pire reste possible qui éviterait peut-être son retour. L'entreprise peut laisser indifférent ou sceptique. Qu'elle s'autorise du texte ou du silence de Heidegger ajoute un paradoxe à tant d'autres. Du dialogue esquissé à Heidelberg, on retiendra au moins que la réponse par principe serait, en tout cas, retrouver la porte aux vieux démons.

**MICHEL KAMMAR.**

## Explications

Pourquoi la nouvelle « affaire » Heidegger ou plutôt Heidegger-Farías — elle prit à la fin de l'année dernière tant d'ampleur en France ? A Heidelberg, Jacques Derrida et Philippe Lacoue-Labarthe ont proposé chacun plusieurs éléments d'explication de cette explosion médiatique et de sa cause.

Pour le premier, « les questions de Heidegger étaient très présentes dans le champ philosophique français et elles y provoquaient des tensions, des querelles virulentes telles qu'à la première occasion certaines ont cherché à exploiter ce que le « photograph » de Farías pouvait leur donner d'immédiatement utilisable contre tel ou tel autre Français ».

Elargissant ensuite cet essai d'explication à la scène politique française et européenne, Jacques Derrida fait remarquer : « Au moment où le destin de l'Europe s'engage dans une certaine voie, où un certain discours politique domine [...], on voit naturellement face à face [...] d'une part, les réajustements idéologiques et de comportements qui ne sont pas sans rapport avec ce qu'on identifie très vite comme nazisme et d'autre part, un discours démocratique, des discours socialistes ».

**M. K.**

## COULISSES

### Une « déambulation » pour les états généraux de la culture

Une « déambulation » peffique, organisée par M. Jack Falitte, député PC de Seine-Saint-Denis et maire d'Aubervilliers, à la suite des états généraux de la culture (le Monde du 18 novembre 1987) perdra mardi 9 février à 16 heures, du haut des Champs-Élysées. Plusieurs participants, transformés en hommes-sandwiches, porteront des pennons rappelant les grands principes arrêtés à la suite de ces états généraux (droit à la création, réévaluation du statut des artistes et des interprètes, etc.).

Les marcheurs seront accueillis à 18 h 30, place de l'Opéra, par les musiciens de l'Orchestre du Palais Garnier, actuellement en négociation avec leur direction. Des actions auront lieu le même soir dans différents salles de spectacle.

### Un Prix Jacqueline du Pré

Un prix de violoncelle à la mémoire de la violoncelliste anglaise Jacqueline du Pré, décédée en octobre dernier à l'âge de quarante-deux ans à Londres, va être attribué chaque année par le Royal Society for the encouragement of arts, manufactures and commerce.

Le prix d'une valeur de 2 000 livres (3 600 dollars environ) a été créé grâce à une donation anonyme de 32 000 livres (57 600 dollars environ).

Jacqueline du Pré avait épousé en 1967 le chef d'orchestre israélien Daniel Barenboim et avait interrompu cinq ans après sa carrière, victime d'une sclérose en plaques à évolution lente. — (AFP.)

### De « E.T. » à Toscanini

Franco Zeffirelli, metteur en scène d'opéra, réalisateur d'*Onoia* et de *Le Travetis* pour la télévision, actuellement à la Scala à Toscanini, dont le titre exact n'est pas encore défini, mais dont l'acteur principal, dans le rôle du maestro débutant, est Thomas Howell, que l'on vit fort jeune dans *E.T.*

C'est Elisabeth Taylor qui incarne la cantatrice Nadine Boulchev que Toscanini aide à retrouver sa voix à Rio, puis dirige dans *Aldo*. Toscanini, dont ce fut la première prestation comme chef d'orchestre — il était second violoncelle dans le fiasco, et pianiste répétiteur — dirige au soir-là de mémoire, entraînant par cette prouesse une fabuleuse carrière. Le film de Zeffirelli, qui s'en tiendra uniquement à cet épisode, sera tourné également à Lisbonne et en Tunisie. Le RAI participe à cette production franco-italienne (Fulvio Lencinno et Tarak Ben Ammer).

### L'Institut lorrain des musiques anciennes dépose son bilan

L'ILMA, Institut régional pour les musiques anciennes fondé il y a six ans par Alain Paquier, dépose finalement son bilan en raison d'un passif de 140 000 francs (le Monde du 18 décembre 1987). Placé en redressement judiciaire selon une procédure simplifiée, l'ILMA aura la possibilité de poursuivre ses activités prévues pour l'année en cours (tournées en Italie, festivals de Sarrebourg, de Pléguen et de Moselle), tandis qu'un syndicat tentera d'établir un plan de redressement.

## JAN J. SCHOONHOVEN

Une des œuvres les plus singulières de la création artistique depuis 1960  
**INSTITUT NÉERLANDAIS** — 13 janvier-28 février  
121, rue de Lille - Paris 7<sup>e</sup>

Joan Baez









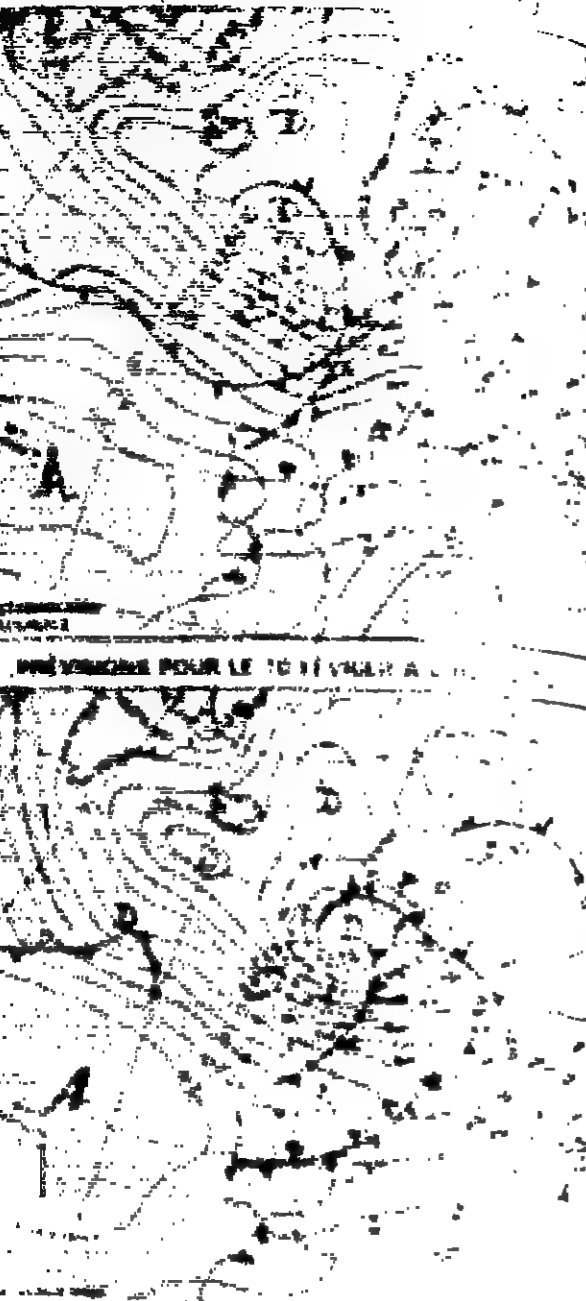


مكتبة العمل

ins « services »

OROLOGIE

SITUATION LE 8 FÉVRIER 1988 A



... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

... de l'heure de l'après-midi...

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Une société performante et à taille humaine (400 personnes) filiale d'un groupe international de tout premier plan, et réalisant des matériels électroniques, recherche dans le cadre de son développement**

## Responsable marketing achats internationaux

La société réalisant des matériels constamment renouvelés, les achats jouent un rôle prédominant dans son efficacité commerciale et ses performances économiques. Nous recherchons un candidat qui interviendra dès la phase du devis et qui sera chargé, sur le plan mondial, soit en utilisant la banque de données du groupe, soit par des recherches spécifiques, de détecter les meilleures sources d'approvisionnement. Ce poste particulièrement stratégique, conviendrait à un véritable professionnel des achats électroniques, ayant des qualités marquées d'initiative, de dynamisme et de curiosité intellectuelle, parlant couramment l'anglais. Réelles perspectives d'avvenir pour candidat de valeur. Poste situé dans le Sud-Ouest. Ecrire sous réf. 5A 854-7 M. Discretion absolue

Membre de Syntec **etap**  
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

## PERNOD

Offre des opportunités de carrière à des ECP, Mines, ECL...

### JEUNES INGENIEURS EN ORGANISATION

disposant d'une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans acquise en entreprise ou en cabinet spécialisé de forte notoriété.

Deux postes intéressants et évolutifs sont proposés :

- Au sein du service organisation du siège, il devra amener une contribution positive à l'ensemble des activités. Son envergure personnelle ainsi que ses qualités de contact, de dynamisme et d'ouverture lui permettront d'être un interlocuteur apprécié dans tous les domaines de l'entreprise et à tous les niveaux. Une bonne connaissance dans le domaine de la bureautique sera un atout.

Lieu de travail : Créteil. Réf. 5B 880-8 M

## Un financier

qui imagine et qui communique

Une grande entreprise française du secteur BTP, dont les projets de développement sont ambitieux, offre à un cadre financier la possibilité d'assumer des responsabilités polyvalentes et de collaborer étroitement avec son Directeur Financier.

Ce poste particulièrement enrichissant, conviendrait à un HEC, ESSEC, SC, PO... ayant environ 5 ans d'expérience dans une entreprise ou un établissement financier, capable de participer à la création de produits financiers ainsi qu'au montage et à la négociation d'opérations de financement et dans ce cadre d'assurer les relations avec les banques.

La connaissance du BTP ou de la promotion immobilière serait un atout, mais ce choix sera dicté surtout par les qualités personnelles du candidat et son potentiel d'évolution.

Poste : proche banlieue sud-ouest Paris.

Ecrire sous réf. 5A 901-8 M. Discretion absolue

Membre de Syntec **etap**  
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

FLUX TENDUS JUST IN TIME QUALITE PRODUCTIVITE

## Jeunes ingénieurs

ECP, MINES, ECL, AM...

Une société française réalisant plus de 10 milliards de CA, dont près de la moitié à l'étranger, poursuit son développement pour devenir l'un des tous premiers dans le monde. Elle offre de véritables opportunités à des jeunes diplômés possédant une première expérience même courte en organisation ou en gestion de production acquise en entreprise ou en cabinet.

Dans un premier temps, leur seront confiées des missions importantes d'organisation industrielle auprès des usines du groupe dans le domaine de l'optimisation des flux. Au-delà, en fonction de leur motivation, ils prendront des responsabilités opérationnelles pour devenir les managers de demain.

Poste : Paris. Rémunération 200-240.000 F/an selon expérience. Ecrire sous réf. 5A 889-8 M. Discretion absolue

Membre de Syntec **etap**  
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

• Détaché auprès d'une filiale du groupe située à Reims pour une période de 2 à 3 ans.

Il aura comme première mission :

- d'analyser les circuits d'information concernant les différents secteurs de l'entreprise,
- d'élaborer et de mettre en place des systèmes de gestion appropriés, notamment à l'aide de l'informatique et de la bureautique.

Lieu de travail : Reims. Réf. 5B 878-8 M

Ces candidats concepteurs et réalisateurs devront agir avec autonomie et assurer le dialogue tant avec les informaticiens qu'avec les utilisateurs.

La réussite à ces postes ouvre de larges perspectives d'avvenir et la possibilité d'accéder à des postes opérationnels dans la Société ou dans le Groupe.

Ecrire en précisant la référence.

Membre de Syntec **etap**  
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

## Chef de produit

créatif et de fort potentiel

HEC, ESSEC, ESCP... si vous disposez d'une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine des produits grand public, acquise de préférence chez l'un des "grands" de la profession, nous vous offrons une opportunité réellement attractive :

- un groupe puissant de dimension internationale,
- une filiale dont les projets sont ambitieux,
- une équipe marketing opérationnelle dynamique et performante.

Ecrire sous réf. 5B 834-7 M. Discretion absolue

Membre de Syntec **etap**  
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

## Créez, dans notre groupe, une société d'audit...

Notre groupe de services recouvre des activités diversifiées : publicité, informatique... Notre fort développement nous a amené à fonder une société d'audit où tout reste à faire. Vous serez entièrement responsable de sa mise en place. Vérifier les budgets et procédures, évaluer les opérations de fonctionnement, faire des propositions aux Directions Générales, c'est votre mission au quotidien. Votre tempérament commercial vous permet de développer le portefeuille de clients de notre groupe, et de prospecter à l'étranger.

A 30 ans, vous avez complété votre formation supérieure (ESCAE, Méthode de gestion, DESS...) par une première expérience réussie en tant qu'audit dans un cabinet ou une entreprise. Vous souhaitez développer vos talents de manager autonome, et votre sens commercial ou soit d'une structure légère. Anglais nécessaire.

Poste basé à Dijon. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous référence F 13044 M à notre Conseil 50, rue Ste-Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS.

**RESOUDRE**  
LES PROFILS D'AVENIR

## JEUNE CADRE POUR LE SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DES PROGRAMMES

Importante société, Secteur Technologie de pointe, recherche pour son Siège Social basé en banlieue Sud-Ouest, un jeune cadre pour son service des Affaires Economiques et des Programmes.

Assistant le responsable du plan dans la réalisation d'études d'optimisation pluri-annuelles et multi-branches, il sera chargé : d'identifier et de collecter les informations auprès de différents interlocuteurs (direction financière, branches...), de concevoir les programmes informatiques nécessaires (langage APL), de contrôler la fiabilité des résultats, de rédiger les conclusions de ces études.

A moyen terme, ce poste devrait évoluer vers la responsabilité du plan d'une branche opérationnelle. Il s'adresse à des candidats diplômés d'une Grande Ecole (Ingénieur/Gestion) ou Universitaires, ayant la pratique et le goût de la gestion.

Il est nécessaire d'avoir une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire (plan/budget) ou en études technico-économiques appliquées à l'entreprise. Anglais apprécié.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 1393 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

## RESPONSABLE D'ETUDES MARKETING

**FR** FRANCE CABLES & RADIO intervient dans le conseil, l'audit et l'ingénierie de réseaux et de systèmes de télécommunications en France et pour l'international. Dans ce contexte, la Direction des Services Numériques Services numériques est plus particulièrement spécialisée dans les nouveaux services de transmission et dans leurs applications en entreprises. Ces services qui préfigurent le R.N.I.S. utilisent des moyens terrestres ou des satellites. Le service Marketing-Promotion recherche un RESPONSABLE D'ETUDES qui, en amont des activités opérationnelles, réalisera ou supervisera des recherches de nature à mieux appréhender le marché potentiel actuel et futur de FRANCE CABLES & RADIO. Nous souhaitons rencontrer des professionnels des études possédant une expérience de 3 à 4 ans soit en cabinet soit en entreprise industrielle. Outre une formation ECOLE DE COMMERCE OU INGENIEUR A OPTION TELECOM si possible, ils devront connaître l'environnement des télécommunications et de l'informatique. Analyse et synthèse, disponibilité et adaptabilité à des interlocuteurs divers, avant de qualités à mettre en œuvre pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + photo + CV + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10, rue du Colisée 75008 Paris, sous la réf. 377/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER & ASSOCIÉS CONSEIL

Organisme de Promotion Industrielle France et Etranger recherche

## Consultants

Pour promouvoir auprès des entreprises françaises des opérations de coopération Industrielle et de transferts de technologies.

De formation supérieure (ESC, Ecole d'ingénieurs...) vous avez environ 28/30 ans, une expérience de la PME et des actions internationales acquise dans une entreprise industrielle, un Cabinet Conseil, un organisme consultative...

Homme de terrain, dynamique et efficace, vous serez chargé de la recherche de partenaires Industriels français et du suivi des projets. Ces actions concernant l'Amérique du Nord et l'Amérique Latine nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'espagnol. Ces postes à pourvoir immédiatement sont basés à Paris avec des déplacements en province.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) avant le 19 février 1988 sous référence 194 à C.K. 107, rue Lauriston - 75116 PARIS.

**Chantal Kenvyn**



**Le Monde**  
**CADRES**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



1<sup>er</sup> groupe français en optique lunetterie, leader dans ce domaine en Europe, et en progression constante sur le plan international.

Nous souhaitons renforcer la structure commerciale de notre département "lunetterie" (proche banlieue est) et nous proposons une réelle opportunité de carrière à un jeune manager commercial en tant que :

**DIRECTEUR DES VENTES**

**Lunetterie**

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce et vous parlez l'anglais. Vous avez au moins 7 ans d'expériences commerciales et d'animation d'équipes réussies (comme directeur des ventes, directeur régional...) dans des domaines connexes - bijouterie, orfèvrerie, cosmétique, pharmacie... Sous l'autorité du Directeur de département, vous serez responsable, avec une forte délégation, de la direction et de l'animation d'une équipe de représentants auprès des opticiens, des groupements d'achats, des mutuelles, et vous devrez développer le chiffre d'affaires et assurer des contacts auprès des grands clients. Vous participerez avec votre direction à la définition des stratégies commerciales et à la réflexion marketing que vous devrez traduire ensuite sur le terrain. Vous avez une forte personnalité et un leadership certain vous permettant d'être accepté par une équipe existante. Vous trouverez dans notre groupe des perspectives d'évolution certaines.

Si vous pensez avoir le profil de la personne recherchée, merci d'envoyer votre dossier, sous réf. 5121 M à Roland Gardoux, Sérén, 47 bis, avenue Bosquet - 75007 PARIS.



Membre de Syntec

**Futur responsable du service qualité automobile**



BOUSSOIS, filiale de PPG, premier groupe verrier mondial, recherche un Ingénieur ECP, AM ou grande école équivalente, ayant 5 ans d'expérience industrielle méthodes ou production acquise dans un domaine de fabrication en moyenne et grande série, pour succéder à son Responsable du service qualité automobile lors de son départ en retraite dans deux ans.

Dans un premier temps, il sera chargé d'élaborer et de développer les méthodes en termes de suivi qualité et de contrôle des procédés de fabrication.

Dans un deuxième temps, en tant que chef de service, il aura la responsabilité complète de la conception et de la mise en œuvre du programme qualité.

Cette fonction charnière entre Production et Clients, se situe dans le contexte du contrôle total de la qualité. Elle implique d'être en relation étroite et suivie avec les constructeurs automobiles dès la mise au point des nouveaux produits et d'avoir un rôle moteur d'animateur et de formateur auprès de l'ensemble du personnel des usines.

Ce poste peut être basé à Paris ou à l'usine de BOUSSOIS dans le Nord.

Ecrire sous réf. 58 819 - 7 M  
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Gérer la division fonctionnelle**

Prendre en charge l'ensemble des fonctions administratives, juridiques, financières et sociales d'une société de promotion, de gestion et d'exploitation de centres commerciaux en plein développement, telle est la mission du

**Secrétaire général**

Collaborateur privilégié du Directeur Général, il gère l'ensemble des Services Généraux de l'entreprise.

Il possède une expérience de Secrétaire Général ou de direction administrative et financière acquise dans une société de service.

Sa formation supérieure (DECS) et ses connaissances juridiques en font un administrateur compétent et rigoureux.

Ecrivez sous référence 419/LM.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac - 75007 Paris  
PARIS - LYON - STRASBOURG - NICE

**X, Centrale, HEC, ESSEC, ISA, IEP... + trois ans de conseil.**

Vous êtes dans la cible ? Nous allons bientôt faire connaissance. Mais, ne soyons pas sectaires, il existe d'autres excellentes formations qui nous intéressent également. Autant que votre diplôme, seront pris en compte votre technicité et votre implication lors de la mise en œuvre en clientèle, l'impact de votre personnalité, votre crédibilité professionnelle.

Nous sommes le jeune département conseil d'un prestigieux cabinet d'audit français. Une unité en évolution rapide, qui ouvre aux éléments performants de fort intéressantes perspectives. Les potentialités s'expriment plus librement dans une structure légère, les carrières y sont plus rapides.

Votre champ d'action sera vaste : schémas directeurs, conception de systèmes d'information, définition de tableaux de bord, mise en place de systèmes de gestion, élaboration de procédures... Ceci pour le compte d'une clientèle diversifiée, grandes entreprises publiques et privées. Les consultants de Sirca nous présenteront votre candidature si votre intérêt se confirme après l'entretien que vous aurez avec eux. Merci de leur écrire sous référence 815 517 M, 64 rue La Boétie - 75008 Paris, en précisant votre rémunération actuelle.



Sirca  
Paris-Lyon-Marseille

Membre de Syntec



GERLAND  
Etanchéité

**Un DAF de progrès**

Notre Directeur Administratif et Financier vient d'être promu. Il laisse un bel héritage : une équipe soudée, efficace et compétente, des procédures rodées, une situation nette.

Si vous n'avez qu'à reprendre ce qui est acquis, vous en seriez très vite aux commandes en papier ! Mais voilà, notre développement d'abord, nos objectifs de progrès ensuite demandent à la fonction tout autre retour.

Nous ferons 190 MF en 88 sur deux sites de production, nous ouvrirons une deuxième filiale commerciale à l'étranger, nous avons un programme ambitieux de recherche et de qualité. Tout cela crée de nouveaux modes de fonctionnement, de nouvelles contraintes.

Vous nous aiderez à repenser notre organisation administrative, à simplifier les choses et à faciliter les relations production/commercial. Vous concevrez un système pointu de gestion du risque-client. Et vous développerez une fonction personnel performante et adaptée à nos défis.

Pour le reste : contrôle de gestion, comptes, informatique, etc... nous l'avons dit, vous disposez d'une excellente équipe qui attend votre compétence et votre imagination... C'est un poste qui convient bien à un jeune (la trentaine au moins !) HEC, ESSEC... qui maîtrise déjà dans une grande société les divers aspects de la fonction et qui aimerait bien tenir tout de suite des responsabilités de direction.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à notre Conseil, SEFOP, sous réf. DAF 204 M.



11, rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

**Des ingénieurs pour conduire nos travaux**

COLAS, groupe international de travaux publics, est aujourd'hui un des leaders de la construction routière. Présente à l'étranger dans près de 40 pays, notre société représente en France plus de 8000 chantiers, et bénéficie d'un taux de développement exceptionnel. Jeunes ingénieurs (ESTP, Mines ou équivalent), après 3 à 4 ans d'expérience professionnelle dont une partie en tant que conducteur de travaux, vous souhaitez intégrer des équipes performantes et accéder à de vraies responsabilités terrain.

Intégrés sur nos chantiers du Nord, vous pourrez, si vous avez le goût de l'initiative et le sens du management des hommes, bénéficier de notre fort développement.

Demain, responsable de secteur, c'est possible ! Patron de votre unité vous gèrerez alors le commercial, les achats, la technique...

Maintenant à vous de faire vos preuves. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous référence M 49 à

Glaude MULARSKI, COLAS  
39 rue du Collège  
75008 Paris.



La route avance

**SOGEMI-FILLOD**

Filiale du groupe ALGECO leader dans la location et la vente de constructions mobiles et industrialisées

Crée POUR SON UNITÉ DE FABRICATION située à SAINT-AMOUR DANS LE JURA, en proche d'

**ASSISTANT DE DIRECTION**

Dans un premier temps, il sera responsable :  
• de la conduite du plan d'investissement (robotique, automatisme, ...);  
• de la formation, EDS, CQ;  
• de la qualité (interne et ensemble de nos partenaires);  
• de l'action sur les produits en liaison avec le groupe.

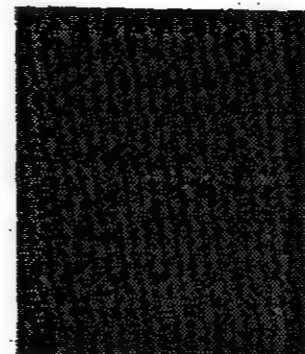
Ce poste intéresse un candidat de 30 ans maximum. Ingénieur, Mécanicien, Electricien (Violet, Sudria, INSA, ...).

Expérience B.E., B.M., pratique des techniques de management moderne.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à SOGEMI-FILLOD, R.P. N. 42, 39160 SAINT-AMOUR.

Filiale d'un des premiers groupes français de communication NOUVELLE AGENCE CONSEIL communication institutionnelle et professionnelle recherche

**1 Chef de publicité sénior  
1 Chef de publicité junior  
2 assistantes de publicité**



créativité, rigueur, esprit de participation pour faire face au très fort développement de l'agence.

Budgets traités : grandes institutions, grandes entreprises nationales et internationales, informatique, industries, secteur bancaire, BTI, services.

Adresser lettre de candidature au Monde Publicité Département emploi communication sous réf. 6011, 5 rue de Montessuy - 75007 Paris, qui transmettra.

Société spécialisée dans le courtage des risques politiques et financiers recherche pour constituer une équipe dynamique :

un collaborateur bilingue anglais-français, connaissant l'assurance et/ou le financement à l'exportation, ayant déjà eu une première expérience.

Lieu de travail : PARIS 8<sup>e</sup> arrondissement

Envoyer lettre manuscrite + photo + CV et prétentions sous référence MON1215 à



Publicité Alain Litas  
24, rue du Général Leclerc  
94227 CHARENTON LEZ TOULAIN  
94 75 00 00

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.



مكتبة الامم المتحدة

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

Point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable du service... ité automobile... etap

Région EST - Nous sommes le 1er groupe français dans votre domaine... RESPONSABLES DE FABRICATION (deux postes à pourvoir)... INGENIEUR DE PRODUCTION... SERIFO

Jeune ingénieur Responsable de projets d'industrialisation... etap

HEC, ESSEC, ISA, EP... ans de conseil.

DIRECTEUR Institut Européen des Normes de Télécommunications (European Telecommunication Standards Institute - ETSI)... SALAIRE IMPORTANT + AVANTAGES

Le Groupe CdF Chimie recrute... Ingénieur électromécanicien projets-travaux neufs... Ingénieur "Instrumentation"

Ingénieurs... duire nos travaux... COLAS

Directeur des ressources humaines... Filiale française (CA 1 milliard de francs) d'un groupe international.

Des commerciaux de talent pour des systèmes sophistiqués... Jeune ingénieur technico-commercial export... Cadre ou ingénieur commercial France

Reckitt & Colman... CHARGE D'ETUDES DE MARCHÉ (MF)... Filiale française (CA 1 milliard de francs) d'un groupe international.

GRUPE BANCAIRE recherche... 2 ATTACHES COMMERCIAUX... 1 ATTACHE COMMERCIAL... 1 RESPONSABLE... CIRES Recrutement

ÉTABLISSEMENT FINANCIER... SERVICE PERSONNEL & JURIDIQUE... Monde Publicité, réf. 8 394, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Jeune ingénieur technico-commercial export... Cadre ou ingénieur commercial France... etap

COLAS... Chef de publicité senior... Chef de publicité junior... assistantes de publicité



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION



La Société PAUL PREDALTI (CA plus de 500 millions) est "leader" national dans le domaine des machines à laver...

Rattaché à la direction de la logistique industrielle, le titulaire du poste anime une équipe de 3 personnes. Dans un premier temps, il sera responsable du suivi et du contrôle des dates et des tableaux de gestion de production...

Nous recherchons un candidat (28 minimum) possédant une formation adaptée (BTS, DUT, gestion) et ayant acquis déjà une expérience dans le domaine : gestion industrielle, comptabilité analytique, méthodes. Les conditions offertes ainsi que les perspectives de développement au sein de l'entreprise sont de nature à valoriser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence IN9114 BU à :

EGOR PROMOTION 63, rue de Pontlevy - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

LES EDITIONS



Secrétaire d'édition secteur sciences

pour participer à la réalisation d'une gamme d'ouvrages scolaires et para-scolaires. Vous avez une formation scientifique de type universitaire ou équivalent, en sciences physiques. Une première expérience professionnelle serait un atout supplémentaire...

Nous sommes une importante Mutuelle professionnelle d'assurances (6 milliards de F.C.A., 4400 salariés). Notre Direction Régionale Sud-Ouest/Pyrénées crée deux nouveaux postes de :

RÉDACTEURS CONTENTIEUX

Chargés, en totale autonomie de la gestion et du suivi des dossiers Sinistres (Corporel). De formation juridique ou science éco., vous possédez au moins 5 ans d'expérience du Préjudice Corporel en assurance automobile avec usage du droit et des aspects financiers.

Merci d'écrite sous réf. 2099/M à notre Conseil INFORAMA CARRIÈRES. Labège Izopolle BP 282 31328 Labège Cedex



LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

Importante société immobilière

RECHERCHE

UN JEUNE CADRE

Bénéficiant d'une première expérience de 1 à 3 ans. Ce poste à dominante financière pourrait convenir à un diplômé de P.L.E.P. de Paris (ECOFIT).

Adresser C.V. + photo sous réf. 8401 M - LE MONDE PUBLICITE 3, rue de Montesson, 75007 PARIS.

MARKETING INDUSTRIEL

JEUNE ESC, INGENIEUR...

Filiale de l'un des plus grands groupes industriels français, notre société bénéficie d'une avance technologique qui la place au premier rang européen de ses marchés (industries mécaniques, équipements électriques...). Pour renforcer son développement, l'une de nos divisions a décidé de créer une fonction de marketing intégrée.

Négociant distributeur de matières premières de premier plan, recherche le

DIRECTEUR DE SON EQUIPE DE VENTES

DE PRODUITS ET POLYMERES DE SYNTHESE

qui sera susceptible de développer son activité tant en France que dans les principaux pays industrialisés. De formation technique, parlant anglais couramment, le candidat devra avoir une bonne connaissance des élastomères et peut-être des plastomères ou des industries connexes.

Envoyez CV, photo et prêt., sous réf. 35201 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénieurs physiciens-chimistes (PC, ENSCP, ENSIC...)

Etudes, mesures, essais, développement.

Importante Société Industrielle de processus international, nous fabriquons des produits de haute technicité et sommes très présents en Europe. Nous réalisons un CA de 2 milliards de Francs, dont 60 % à l'exportation.

Chef du service «mesures-essais»

Vous dirigez une équipe d'une dizaine d'ingénieurs et Techniciens spécialisés. Leur mission - et donc la vôtre - est d'aider à définir, concevoir et améliorer nos produits.

Développement «matériaux»

Ingénieur débutant, en collaboration avec une équipe de spécialistes, vous définissez les matériaux de demain, faites procéder à leurs essais et en analysez les résultats.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris. MEMBRE DE SYNTHEC

Le développement d'un des plus importants groupes de distribution, implanté au niveau national et international, l'amène à recruter :

2 CHEFS DE GROUPE D'ACHAT

Dépendant du directeur des achats, ils déterminent les meilleures stratégies de développement commercial en intégrant les aspects : logistique, marketing, import et contrôle de gestion.

Pour cela, ils analysent le marché des groupes de produits dont ils ont la responsabilité, en étudient les tendances, établissent les logiques de commercialisation, politiques de marques ou fournisseurs, etc.

Ils dirigent plusieurs acheteurs, chefs de lignes de produits, dont ils définissent et contrôlent les objectifs tant du point de vue qualitatif que quantitatif. Ils sont responsables eux-mêmes d'une ligne de produits.

Hommes de réflexion et d'action, ils exercent depuis 5 à 6 années une fonction commerciale ou marketing dans une entreprise de V.P.C., une centrale d'achat ou une société de distribution, où la rentabilité et la gestion d'exploitation représentent un aspect primordial de la fonction.

Profil du poste : • 30 ans environ. • Formation commerciale supérieure : HEC, ESSEC, ESCP, ou niveau équivalent ayant une solide approche de la gestion commerciale.

Qualités requises : • Maturité, rigueur, goût du challenge. • Aptitude à sentir et mesurer l'évolution des différents marchés. • Disponibilité pour voyager une semaine par mois environ, tant en France qu'à l'étranger.

Belles perspectives d'avenir pour un homme efficace dans un groupe de toute première importance. Selaire en rapport avec compétences et sérieux recherché.

La compétition concerne également de jeunes candidats passionnés ne disposant que de 2 ou 3 années d'expérience mais ayant une valeur potentielle importante.

Pour satisfaire ce poste, il est nécessaire d'habiller ou venir habiller l'agglomération lilloise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, en indiquant salaire actuel et prétentions, sous référence 516, à :



PROMONOR, 52, rue de Douai, 59000 LILLE. Discretion absolue et réponse assurée.

SPOT IMAGE S.A. société chargée de commercialiser les produits des satellites Spot d'observation de la Terre

recherche pour son établissement de Toulouse

UN AGENT DE MAITRISE (M./F.)

Intégré au service de programmation, le titulaire du poste se verra confier la gestion opérationnelle des demandes de programmation des prises de vue du satellite (analyse des demandes, règlement des conflits de programmation...).

Grâce à ses réelles capacités relationnelles et son talent pédagogique, il saura privilégier le contact et le dialogue avec la clientèle.

PROFIL : • Formation géographe (licence, BAC + 3) ; • Connaissance de la climatologie et des phénomènes climatiques ; • Anglais exigé (lis, écrit, parlé) ; • Expérience dans l'utilisation de l'outil informatique (en particulier la micro-informatique).

POSTE A POURVOIR TRÈS RAPIDEMENT.

Merci d'adresser c.v. + lettre manuscrite + photo et prétentions à : SPOT IMAGE, service du personnel, B.P. 4368, 31030 Toulouse Cedex.

IMPORTANT CABINET JURIDIQUE

solidement établi à Paris

offre poste de

JURISTE

5 ans d'expérience et plus.

Le candidat aura en charge les opérations d'affaires ainsi que la rédaction de contrats des entreprises clientes, qu'elles soient françaises ou étrangères.

- Si vous avez une très solide formation supérieure (D.E.A. droit des affaires, I.E.P.), une expérience préalable acquise en société ou cabinet, une maîtrise parfaite de la langue anglaise, parlée et écrite. - Si vos qualités de rigueur vous rendent exigeant ; si vous optez pour un service sophistiqué mais très performant, rejoignez une équipe dont vous apprécieriez le soutien sans rien perdre de votre autonomie.

Nous traitons avec la discrétion requise votre lettre de candidature incluant C.V. et dernière rémunération que vous voudrez bien adresser à

HERTZ CONSULTANTS

(sous référence 8406)

34, rue de l'Arcade - 75008 Paris.

Important Groupe Industriel, financier et de services aux activités diversifiées recherche

JURISTE CONFIRMÉ

Le profil : expérience pratique et approfondie du droit des sociétés et du droit des affaires

La fonction : dépendant directement du Directeur Juridique du Groupe. Il sera chargé des opérations juridiques portant sur les sociétés (dont deux sociétés cotées). Il apportera son assistance et ses conseils aux directeurs des agences et des filiales

L'expérience : ce poste ne peut convenir qu'à un juriste confirmé ayant une pratique de la fonction d'au moins cinq années en cabinet ou dans une société holding. L'anglais parlé et écrit est souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à l'Agence Réha Conseil, 4 bis rue Gustave Geoffroy 75013 Paris

Handwritten signature: Joly, Michel



مكتبة من العمل

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

**GROUPE EDITORIAL**  
possédant dans son domaine une très grande notoriété, confierait en

**direction technique**

à un

**INGENIEUR SPECIALISE EN GESTION DE PRODUCTION  
DANS L'INDUSTRIE DU LIVRE**

Rattaché à la Direction Générale, il aura pour missions essentielles :

- de mener les négociations d'approvisionnement (papier) et de sous-traitance (Imprimeurs, Brocheurs, Relieurs, Photograveurs...) nécessaires à la fabrication de différents types d'ouvrages édités par le Groupe (Beaux Livres, Editions courantes et de Grande Diffusion) ;
- de rationaliser les méthodes visant à l'amélioration des facteurs coûts, qualité, délai ;
- d'organiser et d'optimiser la gestion de fabrication (stocks d'avancement, devis, prix de revient, suivi des stocks matières...)

Il s'appuiera sur un groupe de Techniciens d'une quinzaine de personnes.

Ce poste - qui implique des qualités de contact et de coordination - conviendrait à un INGENIEUR DIPLOME, ayant acquis une solide expérience en IMPRIMERIE. Une formation complémentaire en Gestion est un atout. ANGLAIS indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3462 M - à adresser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris

**SZM**  
Leader mondial du palier magnétique actif

**Ingénieurs technico-commerciaux.**

Nous sommes une Jeune P.M.L. en pleine expansion, soucieuse de maintenir son leadership.

Nos actionnaires sont la S.E.P., S.K.F., SEIKO.

Nous avons une filiale aux U.S.A. et une filiale au Japon.

Nous développons une technologie innovatrice : la mécatronique.

Pour faire connaître notre compétence et développer notre clientèle sur le marché européen, nous recrutons

Vous serez chargés de la sélection des clients et de la prospection systématique des câbles identifiés sur le marché européen.

Vous piloterez l'élaboration des offres, tant sur le plan commercial que technique.

Outre la négociation des commandes, vous assurerez le suivi de leur exécution jusqu'au complet achèvement.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs parlant anglais - de formation généraliste ou électromécanique - diplômés d'une grande école et ayant une première expérience de l'industrie lourde et/ou de la machine-outil.

Les postes sont basés à Vernon ou éventuellement à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature à

Micheline CHRISTOT - Société de Mécanique Magnétique  
Z.I. VERNON-SAINT MARCEL BP 2282 - 27950 SAINT MARCEL

Société Industrielle, filiale d'un Groupe Multinationnel, nous fabriquons des produits de haute technicité. Nous réalisons un CA de 2 milliards de francs.

**Ingénieurs mécaniciens (ECL, AM, INSA, CESTL...)**  
Associez votre évolution à notre expansion.

Les postes que nous créons constituent des opportunités où vous valoriserez votre première expérience et votre potentiel :

**Qualité totale** réf. UT 299 M  
Nous avons démarré une vaste action de "Qualité Globale". Vous avez, pour avoir déjà participé à une telle démarche (c'est indispensable), qu'elle nécessite l'engagement d'une équipe motivée. Vous la rejoignez : vous définissez et proposez des procédures nouvelles, des systèmes d'information... Vous assistez et conseillez la hiérarchie dans leur mise en œuvre.

Après cette mission et parce que votre première expérience (3 ans environ) et vos motivations vous y conduisent naturellement, vous prenez la direction d'un secteur de production.

**Automatisation** réf. AU 200 M  
Depuis 4 ans en B.E., vous concevez ou montez des installations robotisées, des machines spéciales... Vous assurez maintenant à une responsabilité globale et autonome :

**CHEF DE PROJET**, vous assurez - au sein de notre Service Equipements Industriels - une équipe d'ingénieurs et techniciens spécialisés. Vous coordonnez vos projets (automatisation, nouvelles machines...) de A à Z.

**Production** réf. PR 201 M  
INGENIEUR FABRICATION, vous le savez, c'est vivre au quotidien, sur le terrain, des situations variées et passionnantes. Vous êtes intéressé par cette vie par affinité ou parce que des stages, une première expérience, vous ont convaincus de son intérêt. Alors rejoignez nous vite : vous menez, en cours des premiers mois, des missions ponctuelles puis vous prenez la direction d'un atelier de fabrication. Vous organisez le travail de vos équipes, veillez à la qualité, au respect des délais, contrôlez les coûts... et êtes sûr, sans le savoir, que vous êtes en phase avec les hommes.

Tous ces postes sont à pourvoir à notre Centre Technique ou dans l'une de nos usines, situées dans l'Est.

SEPOF, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier, en précisant la référence du poste choisi.

**SEFOP** 11 rue des Pyramides, 75001 Paris  
MEMBRE DE SYNTEC

**DU PONT DE NEMOURS**

Au sein de DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A. (4 milliards de francs C.A., 1400 personnes, 3 usines, 2 établissements), le Département PROTECTION DES CULTURES, dans le cadre de son expansion constante, renforce ses équipes de vente et recrute des

**INGENIEURS AGRONOMES**

A une formation ingénieur agronome, vous associez une première expérience réussie en vente et en marketing. Elle vous permettra d'atteindre votre objectif, le développement commercial de nos produits phytosanitaires, et de donner la pleine mesure aux responsabilités qui vous seront confiées : encadrement et animation d'équipes, conseil technique lors de contacts terrain.

La pratique de l'anglais, le sens de la communication, de l'écoute et de la compréhension des autres et une disponibilité totale pour effectuer de nombreux déplacements sont vos qualités pour cette mission.

Votre potentiel vous ouvrira de larges possibilités d'évolution au sein d'une multinationale performante.

Rémunération motivante - Avantages sociaux.

Veillez adresser votre manuscrit, C.V. et prétentions en précisant la réf. IA-LM :

**DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.**  
Département des Ressources Humaines / GK  
137, rue de l'Université  
75334 PARIS CEDEX 07

**DU PONT**

**IEP, DROIT, SCIENCES ECO, INTD...  
et la passion de l'information.**

Jeune diplômé(e), débutant ou presque, vous souhaitez intégrer une structure légère, évolutive, où seront valorisés, en même temps que votre culture juridique et financière, vos points forts personnels : goût de la rédaction, curiosité d'esprit, méthode et rigueur.

Groupe en forte expansion, spécialisé dans l'information financière au sens le plus large - fiscalité, crédit, assurances, bourse, placements divers, régimes de retraite, droit familial, etc... - nous nous adressons à une clientèle de professionnels - banques, assurances, agents de change - Nous développons une Banque de données, unité centrale destinée à nourrir nos différentes lignes de produits, édition ou télématique, orientés sur la gestion de patrimoine. Notre force de frappe, ce sont nos analystes documentaires, équipe jeune et motivée que nous vous proposons de rejoindre.

Votre mission : rechercher l'information, l'analyser, la valider, rédiger des études... Vous aller rapidement acquérir une compétence actuellement très demandée sur le place. Venez en parler avec les consultants de Sirca, 64 rue La Boétie - 75008 Paris. Dans un premier temps, vite une lettre et un CV sous référence 784 614 M. Le poste est situé à Boulogne (92).

**Sirca**  
Paris-Lyon-Madrid  
Membre de Syntec

**responsable  
des affaires juridiques, H/F,  
rejoignez l'un des grands  
de la communication**

De création récente, notre groupe de communication jouit de l'une des plus belles réputations en France et connaît un taux de croissance spectaculaire (40 % par an) avec 2 axes de développement : l'international et la diversification.

Notre directeur financier accueille à notre siège à Paris un responsable des affaires juridiques. Votre intervention couvre la vie juridique d'une trentaine de sociétés, la rédaction des protocoles d'accord lors d'acquisitions, le suivi des actionnaires (100 sur 600 p.), et les problèmes liés au droit immobilier (baux), au droit de la concurrence (risques sur les campagnes publicitaires), à la propriété artistique, etc.

Curieux, rapide, sûr et communiquant bien, vous savez présenter des dossiers bien "ficolés" et allez volontiers sur le terrain. Vous êtes bilingue français-anglais.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5186 LM)

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75006 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

La Société française d'assurances pour favoriser le crédit, la SFAFC, recrute des

**Jeunes Diplômés**

de formation supérieure, Grandes Ecoles de Commerce, IEP (Eco Fi) Dauphine ou équivalent, débutants ou ayant acquis une première expérience financière de 2 à 3 ans.

Les candidats doivent avoir le goût des contacts et pouvoir après formation, constituer et mettre à jour les informations financières recueillies. Leurs qualités d'analyse et de synthèse leur permettront ainsi d'apprécier la nature du risque et d'en fixer les limites.

La mobilité géographique est indispensable, ces postes pouvant se situer indifféremment à Paris ou en Province au sein d'équipes régionales. Elle s'accompagne de la pratique de langues étrangères. Ces fonctions qui assurent une large autonomie exigent un grand dynamisme permettant à des éléments de valeur un développement de carrière dans une société de premier-plan très performante.

La rémunération est stricte et de nature à motiver des candidats de valeur.

**NINTA**  
RESSOURCES HUMAINES

Merci d'adresser CV complet et lettre manuscrite sous réf. 139 A à Bernard KECK, 30 rue du Fbg Montmartre, 75009 Paris à qui nous avons confié notre recherche.

**PA Sud-ouest**  
vous communique sa nouvelle adresse :

2 bis, avenue Frizac - Jardin des Plantes  
31400 TOULOUSE  
Tél. 61.52.34.18

Ardette  
BIEBUYCK

Jérôme  
DEVY

Laurent  
PEYSALE

René  
ROBERT

**PA**  
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**AVIS DE CONCOURS**

Le conseil général de l'Aisne communique :

Un concours sur titres est ouvert dans le département de l'Aisne pour le recrutement d'un médecin de protection maternelle et infantile.

Ce poste est à pourvoir à la Direction de la Santé et de la Solidarité.

**LIEU DE TRAVAIL :**  
circonscription de Villafontaine (Nord du département de l'Aisne, à 25 km de Lyon, proximité ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau).

**CONDITIONS D'ACCES :**

- être de nationalité française ;
- être âgé(e) de 40 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours (recrutement de la limite d'âge possible suivant les dispositions réglementaires) ;
- être titulaire du diplôme d'Etat en médecine et du certificat d'études spéciales de pédiatrie.

**DATE IMPERATIVE DE CLOTURE DES INSCRIPTIONS :**  
le 9 mars 1988, le cachet de la poste faisant foi.

**DOSSIER DE CANDIDATURE :**  
Dossier à retirer et à faire parvenir à l'Hôtel du Département de l'Aisne, Bureau du personnel, B.P. 1096, 38022 GRENOBLE CEDEX.

Renseignements : tél. : 76-64-61-31, poste 35-09.

REPERE CHERCHER

de rencontre des grandes ambitions.

**INGENIEUR INDUSTRIEL**

**JEUNE ESC. INGENIEUR...**

**DIRECTEUR  
ET SON EQUIPE DE VENTES**

**EXTERIEURES**

**JURISTE CONFIRMÉ**



**Le Monde**  
**CADRES**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**GROUPE SYSECA**

SYSECA (400 MF de CA, 1000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

**INGENIEURS INFORMATIENS**

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Pour 1988, nos objectifs de développement sont définis. Vous nous adrez à les concrétiser en apportant votre compétence et votre motivation dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel
- logiciel de base
- génie logiciel
- développement sous UNIX
- intelligence artificielle
- réseaux et télématique
- informatique industrielle
- systèmes d'information
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser votre C.V. + photo et présentons sous référence 321 - 315 Bureaux de la Colline 92213 Saint-Cloud Cedex.

**SYSECA SELECTION**

Important groupe privé installé dans neuf pays d'Afrique, nous avons la vocation de créer et de gérer des unités industrielles en association avec des groupes européens connus.

Nos fabrications de produits industriels ou alimentaires sont destinées à la consommation courante locale. Pour assurer le développement de notre branche AGRO-ALIMENTAIRE, nous recherchons :

**Un INGENIEUR** Ref. M/4155/A  
Futur Directeur d'usine basé en Afrique

Après une période de formation et d'adaptation à notre groupe dans une de nos unités au Cameroun, il devra prendre la direction complète de l'une de nos usines.

Pour ce poste de management complet, il se verra confier les responsabilités techniques, financières et commerciales.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation ENSIA, INSA Génie Bio... ayant occupé une à deux années d'expérience en unité de production agro-alimentaire.

Merci d'adresser CV + lettre de candidature sous référence choisie (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil.

**Un INGENIEUR** Ref. M/4155/B  
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL basé à Paris

Il aura pour mission d'assurer l'entière mise en oeuvre de nos nouveaux projets d'installations d'unités.

Entrepreneur, autonome et responsable, il aura en charge nos investissements depuis leur étude de faisabilité jusqu'à leur réalisation, intégrant les aspects commerciaux, financiers et techniques.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation ENSIA, INSA Génie Bio... âgé d'un minimum de 28 ans, ayant déjà participé à des démarrages ou des études de process alimentaire.

Merci d'adresser CV + lettre de candidature sous référence choisie (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil.

**chp CABINET HENRI PHILIPPE**  
100 rue de Valenciennes - 75005 Paris

**Chep** Leader mondial de la location de palettes et conteneurs, pour assurer sa croissance, cherche pour son siège Parisien

**chargés d'affaires**

Après du Directeur du Département CLIENTS et en équipe, vous êtes chargé du suivi de la gestion d'une clientèle, dont plusieurs Sociétés leaders : validation des offres, mise en place, coordination technique, diffusion et respect des procédures et tableaux de bord. Vous êtes donc au cœur du système pour en "auditer" le fonctionnement et veiller à la qualité et à la rentabilité des prestations. Votre formation G.E. de Commerce ou d'ingénieur vous a déjà permis d'acquies une expérience de gestion d'affaires (3 à 5 ans) comportant le double volet contacts-négociations et contrôle de gestion. Nombreux déplacements. Voiture de fonction.

Adresser votre dossier sous la réf. 51 C à :

**Hervé Le Baut-Consultants**  
11, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39

**MUTUALITE DE LA LOIRE**  
SAINT-ETIENNE  
800 personnes  
12 établissements  
RECHERCHE

**DIRECTEUR DES CLINIQUES (H/F)**

Membre du comité de direction, il dirige l'ensemble des deux établissements hospitaliers de la Mutualité de la Loire : 223 et 131 lits - 550 salariés, en assumant la responsabilité directe de l'établissement le plus important. Il est aidé par les services fonctionnels du siège avec lesquels il devra travailler en étroite collaboration.

De formation ENSP Rennes ou diplôme équivalent, il a une expérience d'au moins dix ans à des fonctions de direction de cliniques ou d'établissements hospitaliers.

**ATTACHÉ DE DIRECTION (H/F)**

An sein d'une clinique de 223 lits, il seconde le directeur dans la gestion administrative, économique et technique de l'établissement. Il est responsable des services administratifs et techniques.

Il a une expérience de trois à cinq ans de gestion, si possible dans le domaine hospitalier public ou privé, avec une formation de base en gestion (Sciences Eco, IUT...).

**ATTACHÉ DE DIRECTION (H/F)**

Adjoint au directeur des services sanitaires et sociaux de la Mutualité de la Loire, il est responsable des centres de consultations et de diagnostics (centres médicaux, cabinets de radiologie, cabinets dentaires) et il assure la préparation et le contrôle d'exécution des budgets, ainsi que la gestion de ces établissements.

De formation de base maîtrise AES, IAE ou équivalent, il a assuré, pendant cinq ans, des responsabilités hiérarchiques dans le domaine sanitaire.

Si vous êtes intéressés par un de ces postes, nous vous remercions d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à :

M. le directeur des Affaires sociales  
Mutualité de la Loire  
16, rue Elisée-Reclus  
42029 SAINT-ETIENNE CEDEX 1

1444 de produits d'emballage Paris recherche

**CADRE COMMERCIAL**

CONFIRME (H/F)  
Niveau Sup. de Co ou équivalent

En qual permanence sur le terrain (France). Ouvert aux problèmes techniques. Anglais allemand appréciés.

Merci d'adresser votre CV complet, photo et prêt, sous réf. 36334 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. Discretion et réponse assurées.

**CONTEXTE**

Vous souhaitez vous investir dans un groupe en pleine expansion

vous serez notre

**DIRECTEUR TECHNIQUE (H/F)**

Spécialiste de l'assurance (vie, groupe, caution...), ou de la banque.

Vous avez une expérience de 5 ans minimum.

Grâce à votre formation mathématique et actuarielle, vous maîtrisez bien la démarche technique pure.

Votre aisance relationnelle, votre sens commercial, votre goût de l'innovation vous permettront de nous rejoindre.

Salaires motivants pour candidat de valeur. Anglais apprécié.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite sous le n° 8 397 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 Paris.

Fédération internationale des éditeurs de journaux recherche

**RESPONSABLE DU MARKETING ORGANISATEUR DE CONFERENCES**

Les responsabilités de ce nouveau poste au sein de l'équipe restreinte du secrétariat de la FIEJ seront : l'organisation de séminaires monogement et marketing, la recherche de sponsors, la vente d'espace d'exposition, la conception de programmes et de matériel publicitaire, la direction des conférences, la conduite d'études...

Expérience demandée en publicité/marketing, de préférence dans l'industrie de la communication.

Le candidat retenu sera bilingue français-anglais (parlé ET écrit) et sans doute de langue maternelle française. Il sera perfectionniste, aura d'excellentes qualités d'organisateur, un talent créatif et de la flexibilité, et la capacité de travailler sous pression.

Adresser C.V. et présentons à la FIEJ, 6, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 PARIS.

Centre international de l'enfance fondation reconnue d'utilité publique développant ses activités de formation, d'assistance technique, d'information et de recherches au service de l'enfance dans le monde

recherche (H./F.)

**UN ECONOMISTE** spécialisé dans les problèmes de DEVELOPPEMENT pour s'intégrer aux équipes du CIE, DEA ou Doctorat. Expérience programmes sociaux et services tiers-monde.

Poste basé à Paris avec missions (courtes) à l'étranger.

Anglais/espagnol. Aptitudes pédagogiques. 32 ans minimum.

**UN CONSEILLER MEDICAL** pour le service DOCUMENTATION Médecin spécialiste santé publique, pédiatrie, épidémiologie. Expérience, France ou tiers-monde dans les activités du CIE. Poste à Paris (mi-temps).

Envoyer-candidature écrite et présentons à : C.I.E. - Chantal Drouhard, Château de Longchamp, 75016 PARIS.

Importante Fédération professionnelle Quartier Opéra recherche

**UNE ASSISTANTE DE RELATIONS PUBLIQUES**

- véritable bras droit du Directeur de la Communication, elle sera associée à toutes activités d'information externe et interne de l'Organisation,
- elle a une maîtrise complète des relations avec les médias,
- elle est très au fait des techniques de communication,
- elle a une bonne expérience des Relations Publiques (Manifestations, Colloques, Audio-visuel, expositions, voyages de presse, cocktails...),
- l'esprit d'initiative et de synthèse, l'imagination et la méthode lui seront indispensables pour une parfaite réussite dans cette fonction,
- une expérience probante à un poste similaire est indispensable.

Merci d'envoyer C.V. + photo s/réf. 0F9 à :

**help international**  
8, rue de Louvois - 75002 PARIS

Centre international de recherches médicales GABON recherche

**CADRE RESPONSABLE DE L'ENTRETIEN GENERAL**

- Des bâtiments à usage professionnel, du centre résidentiel (40 logements), du centre de loisirs, installés sur 40 ha ;
- Il est assisté d'une équipe pluridisciplinaire de 40 personnes ;
- Il devra faire preuve d'aptitude au commandement et d'esprit d'initiative et avoir de bonnes connaissances générales du bâtiment ; L'expérience de l'Afrique serait un avantage ;
- Salaire attractif + avantages liés à l'expatriation ;
- Contrat de 2 ans renouvelable.

Adresser C.V. + photo et présentons à : C.I.R.M.F., 128, bd Haussmann, 75008 PARIS.

Dans le cadre de son constant développement ACT Informatique société de logiciels et d'applications dans les nouvelles technologies

RECHERCHE

- **Ingénieurs** ayant acquis une première expérience dans la réalisation de projets systèmes experts, maîtrisant les langages LISP et PROLOG et familiarisés avec plusieurs outils de développement de SE sur MICROS (réf. A).
- **Ingénieurs** ayant assuré les tâches liées au recueil d'expertise dans le cadre d'un projet d'application système en milieu industriel (réf. B).
- **Ingénieur commercial** rattaché directement à la direction commerciale. Il sera chargé de prospecter et de négocier des marchés « logiciels intelligence artificielle ». Le candidat (30 ans environ) aura de bonnes connaissances informatiques, BTS ou niveau supérieur, ainsi qu'une expérience de la négociation commerciale (réf. C).

Envoyer lettre motivation + C.V. à ACT Informatique, M<sup>me</sup> Hubier, 12, rue de la Montagne-Sainte-Genève, 75005 Paris.

**SUP TELECOM**

recherche pour son département « IMAGES »

**LE RESPONSABLE DU GROUPE VIDEO**

PROFIL SOUHAITE :

- Ingénieur d'une Grande Ecole Scientifique.
- Bonne expérience professionnelle en recherche et développement dans le domaine « Techniques vidéo analogiques et numériques, traitement du signal, électronique numérique et analogique ».
- Goût pour l'enseignement et pratique antérieure.
- Expérience dans la gestion d'équipes.

Envoyer C.V. et demander une description de poste plus détaillée à : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TELECOMMUNICATIONS Secrétariat général - Service du personnel 46, rue Bassin, 75634 PARIS CEDEX 13.

*Je suis, moi aussi*



مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 9 février 1988 • 27

# UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## Jeunes Financiers Comptez avec Schlumberger

Schlumberger Industries

Groupe Eau et Gaz

Le Groupe Eau et Gaz s'appuie sur un savoir-faire reconnu dans la conception et la fabrication d'appareils de comptage destinés à la distribution de l'eau et du gaz. Situé en tête dans son secteur, il contribue largement au développement de Schlumberger Industries.

Pour supporter efficacement ses activités industrielles, Schlumberger mise sur une fonction Finance de valeur.

Le Groupe souhaite intégrer plusieurs jeunes financiers qui, dans un premier temps, occuperont des fonctions techniques ou d'assistance sur l'un de nos sites en Région parisienne, pour ensuite évoluer vers de plus larges responsabilités.

Diplômé d'une école de Commerce ou titulaire d'une maîtrise de Gestion ou d'un DECS, vous avez une première expérience et un sens aigu du professionnalisme.

Vous êtes mobile, vous pratiquez l'Anglais et, si possible l'Allemand.

Schlumberger peut répondre à vos attentes en partageant avec vous ses valeurs et en vous apportant son savoir-faire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à la Direction du Personnel.

Schlumberger Industries  
Groupe Eau et Gaz  
50, Avenue Jean-Jaures, BP 620 03  
92542 Montrouge Cedex

## Adjoint du directeur administratif

Banque - 300/350.000 F

Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et membre d'un groupe bancaire international recherche l'adjoint de son directeur administratif. Basé au siège à Paris, il assurera la mise en place et la coordination de projets administratifs et/ou informatiques (mise en place du S.I.T., logiciels de traitement...). A l'écoute du réseau, il aura un rôle fonctionnel et d'animation et proposera toute solution susceptible d'améliorer les procédures et le fonctionnement des agences. Ce poste d'initiative et d'innovation, ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé, âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (BSC, ...) ou justifiant d'un niveau équivalent (ITB, CESC, ...) et ayant une expérience d'au moins 7 ans des opérations bancaires (internationales, compensation, portefeuille...). Il peut convenir à un directeur administratif, à un adjoint, ou à un responsable en organisation. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9944M. (PA Minist 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Responsable clientèle particuliers

Banque - 280/300.000 F

Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international, recherche un responsable clientèle particuliers pour son agence Champs-Élysées (35 personnes). Placé sous l'autorité directe du chef d'agence et disposant d'une équipe de trois commerciaux, il aura pour mission de développer de manière très active un portefeuille de clientèle haut de gamme, sur un secteur géographique très porteur en proposant des produits adaptés (épargne, placements...). Ce poste conviendrait à un cadre bancaire confirmé, âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une expérience d'au moins 4 ans du processus de vente de produits bancaires à une clientèle privée de haut niveau. La rémunération de l'ordre de 280/300.000 francs sans fonction de l'expérience acquise. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9953M. (PA Minist 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Exploitant entreprises

Banque - 200/250.000 F

Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international recherche un exploitant entreprises pour son agence Champs-Élysées (35 personnes). Intégré dans une petite équipe d'exploitants, il aura pour mission de gérer et développer un portefeuille de clientèle PME/PMI de bon niveau. Très commercial, il aura à faire preuve d'un dynamisme lui permettant d'évoluer rapidement au sein de la banque. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire âgé de 28 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po., ESC ou équivalent) et justifiant d'une expérience d'au moins trois ans de la clientèle PME/PMI. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9954M. (PA Minist 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## AUDITEUR INTERNE

Nous sommes une société internationale spécialisée dans les réseaux modernes de Télécommunications. Dans le cadre de son développement, notre direction financière recherche la personne chargée de l'audit de nos succursales étrangères (Europe, Afrique, Moyen Orient).

La trentaine, diplômé d'études supérieures comptables, vous avez acquis une première expérience de l'audit à un poste similaire et de solides connaissances informatiques. Doué d'un sens aigu de l'organisation et de la synthèse, vous avez surtout le goût de la communication et savez vous adapter vite et bien à toutes les situations.

Bien sûr, vous devez être prêt à voyager (30 missions de 3 jours environ par an) et l'anglais est pour vous une langue de travail.

Pour bénéficier de ce poste vivant, diversifié et évolutif, merci d'adresser à Mr Derondelle CV détaillé, une lettre manuscrite ainsi que vos prétentions sous référence M/08 à ITS.

Direction du Personnel - 34, rue de la Villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE.  
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATION

its

## CHARGES DE RESPONSABILITES

Il participera, de plus, au fonctionnement d'instances départementales chargées du développement local.

Pour ce poste nécessitant rigueur financière et sens commercial, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur justifiant d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans le secteur bancaire.

Une connaissance du monde des collectivités locales sera appréciée. Les régions concernées sont : Dôme et Roman.

Merci d'envoyer lettre avec CV stéréo, 35251 à Contesse Publicité 20 avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 qui v.



CREDIT LOCAL de FRANCE  
GROUPE CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

## Futur adjoint au secrétariat général

Nous gérons des institutions de retraite : ANEP, IRNIS... Renforçant nos structures de gestion, nous recherchons sur Paris un

Futur adjoint au secrétariat général.

Après formation, vous assurez l'étude des dossiers juridiques et réglementaires. Vous menez une réflexion sur l'organisation du secteur Affaires Générales et participez à la refonte des supports d'information internes et externes. A court terme, vous animez une équipe de 4 personnes, avec elle vous mettez en œuvre

vos recommandations et assistez le responsable du secteur pour l'ensemble des missions de secrétariat général. Vous bénéficiez d'une double formation supérieure en Droit et Gestion et une première expérience réussie en entreprise a révélé votre sens de l'initiative et de l'animation. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée au GAN, Emploi et Carrières, 2 rue Pilet-Willi, 75448 Paris Cedex 9 en précisant la référence MED/22 sur l'enveloppe.

L'énergie de tous les projets gan

point de rencontre des grandes ambitions.

## INGENIEUR EVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Le groupe recherche un ingénieur expérimenté en développement industriel. Il aura pour mission de concevoir et de développer des produits industriels. Il devra être capable de travailler en équipe et de communiquer avec les clients. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9944M. (PA Minist 36.14 code PA)

M. PHILIPPE  
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

MUTUALITE DE LA LOIRE  
SAINT-ETIENNE  
800 personnes  
12 établissements  
RECHERCHE

## DIRECTEUR DES CLINIQUES (H/F)

Le directeur des cliniques sera responsable de la gestion administrative et financière des cliniques. Il devra être capable de travailler en équipe et de communiquer avec les clients. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9944M. (PA Minist 36.14 code PA)

## ATTACHE DE DIRECTION (H/F)

Le directeur adjoint sera responsable de la gestion administrative et financière des cliniques. Il devra être capable de travailler en équipe et de communiquer avec les clients. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9944M. (PA Minist 36.14 code PA)

## ATTACHE DE DIRECTION (H/F)

Le directeur adjoint sera responsable de la gestion administrative et financière des cliniques. Il devra être capable de travailler en équipe et de communiquer avec les clients. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9944M. (PA Minist 36.14 code PA)

## UNE ASSISTANTE DE RELATIONS PUBLIQUES

Le directeur adjoint sera responsable de la gestion administrative et financière des cliniques. Il devra être capable de travailler en équipe et de communiquer avec les clients. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9944M. (PA Minist 36.14 code PA)

## SUP TELECOM

Le directeur adjoint sera responsable de la gestion administrative et financière des cliniques. Il devra être capable de travailler en équipe et de communiquer avec les clients. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9944M. (PA Minist 36.14 code PA)

## LE RESPONSABLE DU GROUPE VIDEO

Le directeur adjoint sera responsable de la gestion administrative et financière des cliniques. Il devra être capable de travailler en équipe et de communiquer avec les clients. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9944M. (PA Minist 36.14 code PA)



**UNIVERS DE LA GESTION**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Notre client, un groupe multinational US leader mondial de la production de semences, recherche pour ses filiales françaises son

### Assistant Controller

Province 270/300 KF

Le candidat participera à l'ensemble des tâches financières (reporting, budget, relations avec les banques), administratives (participation au comité de direction, suivis fiscaux) et de personnel (recrutement, gestion sociale).

Le candidat, âgé de 30/33 ans et de formation supérieure -type ESCP, IAE...- devra avoir une connaissance approfondie des techniques comptables française et anglo-saxonne et justifiera d'une expérience de 5 ans dans un environnement international dont au moins 3 ans dans une société US.

Son anglais devra être courant.

Contactez Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. CA 1139 MO.

**MP**  
Michael Page Finance  
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney  
Spécialiste en recrutement Financier

**SDIB** SOCIÉTÉ DE DIFFUSION D'INFORMATIONS BOURSIÈRES  
recherche son

### Responsable administratif et financier

Âgé de 30 à 40 ans, de formation économique supérieure (École Supérieure de Commerce, Ecole de Gestion ou Universitaire ou équivalente) titulaire par une expérience dans le contrôle de gestion d'au moins 5 ans, le candidat devra avoir :

- la capacité de diriger une équipe,
- une bonne maîtrise de la micro-informatique,
- un goût prononcé pour les contacts humains,
- l'habitude de travailler en liaison avec un service marketing.

Sous l'autorité du Directeur Général, il prendra la responsabilité du contrôle de gestion, de la gestion du personnel et supervisera un service comptable d'environ 5 personnes.

Il sera chargé de préparer les budgets, d'établir les tableaux de bord et de les commenter.

Sa compétence devra lui permettre d'évoluer vers une plus grande autonomie de responsabilité.

Pour prendre un premier contact, adressez votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions) sous réf. M-8801, à Arthur Young Conseil Tour Manhattan Cedex 21 - 92095 Paris La Défense 2.

**ARTHUR YOUNG CONSEIL**  
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Industrie pharmaceutique

### AUDIT INTERNE

Organisation méthodes

Notre société fabrique et commercialise des produits pharmaceutiques dans le domaine des biotechnologies.

Dans le but d'harmoniser notre politique générale de développement, nous créons le poste d'auditeur interne.

Il assure des missions d'audit très opérationnel (organisation, procédures, circuits d'information...).

Il établit les recommandations et en suit la mise en œuvre participant à l'élaboration des outils méthodologiques nécessaires. Il pilote l'amélioration de notre organisation (étude de rentabilité, définition des postes de travail...).

De formation supérieure, il a acquis une expérience d'au moins 4 ans dans un service organisation ou en cabinet d'audit.

Rigoureux et doté d'un excellent sens de l'analyse, il maîtrise parfaitement l'outil informatique.

Notre société offre de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 45/2461 C à :

**EGOR S.A.**  
8, rue de Bari - 75008 PARIS

**EGOR**  
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BRUXELLES GENEVE MILAN PORTO LONDRES CHICAGO

**PARIS OUEST** **PARIS-OUEST IMMOBILIER**

### Gestion et contrôle dans notre groupe

Je m'appelle Xavier BOUTHILLON. Je suis le Président de PARIS-OUEST IMMOBILIER, un groupe constructeur qui a réussi le pari de regrouper sous un centre de décision unique une variété de compétences qui couvrent tout le domaine de la construction.

Nos activités se développent et se diversifient et je souhaite, dans cette perspective d'expansion, vous confier plusieurs responsabilités.

D'abord le contrôle de gestion au sens strict du terme dans certaines sociétés commerciales du groupe (s'occupant notamment de gestion locative). La fonction est liée à celle de directeur adjoint à l'ensemble de PARIS-OUEST IMMOBILIER.

Parallèlement vous dirigerez les fonctions comptable, financière et juridique de deux petites affaires sur lesquelles nous fondons des espoirs. (Prévoyez quelques déplacements en province).

Je ferai enfin appel à votre compétence pour des missions ponctuelles d'analyse et de conseil.

Je vous imagine plutôt vers 35 ans car il faut penser à l'avenir, d'une formation type Grande Ecole de Commerce et de Gestion, DECS, 3<sup>ème</sup> cycle de gestion... et porteur d'une expérience dans des fonctions similaires où vous avez acquis la vraie expertise dont j'ai besoin.

Merci de vous intéresser à ce projet.

SEFOP, notre conseil, vous donnera toutes les précisions dont vous pouvez avoir besoin pour évaluer votre décision quand vous lui aurez adressé votre dossier sous référence PO 205 M.

**SEFOP**  
11, rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

recherche le

### RESPONSABLE COMPTABLE

DIN DE SES CENTRES DE GESTION

Il prendra en charge l'animation d'une équipe comptable de 12 personnes dont 3 cadres.

Il dirigera les développements comptables d'importants systèmes de gestion sur matériels BULL et IBM en relation avec les responsables du suivi informatique.

Il coordonnera les travaux de fin d'exercice concernant les activités de l'établissement.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un professionnel de bon niveau, titulaire au minimum du DECS et justifiant d'une expérience d'environ 5 ans, de préférence dans le secteur des assurances.

Merci d'envoyer lettre avec CV et réf. 35273 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**CONTESSÉ**

### Contrôleur de gestion

La filiale française d'une multinationale américaine, leader mondial sur son marché (haute technologie) et réputée pour son management recherche un contrôleur de gestion.

Rattaché au Contrôleur, il sera responsable de la préparation des budgets, du suivi, des analyses de gestion et du reporting et participera à la gestion financière d'une Division en forte croissance.

Agé d'au moins 28 ans et diplômé de l'Enseignement Supérieur (grande école, ESC, Maîtrise de Gestion, DECS) il aura acquis une première expérience professionnelle d'au moins 3 ans, soit dans un cabinet d'audit international, soit dans une entreprise anglo-saxonne, de préférence dans une fonction de contrôle de gestion marketing.

La connaissance de l'anglais et une bonne pratique de la micro-informatique sont indispensables. Rémunération 230/300 suivant l'expérience des candidats.

Ce poste est basé en banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle sous référence 596/37 à notre Conseil Isabelle LE CHANONY, qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR - Tour Fiat - Cedex 18 92084 PARIS LA DEFENSE

**COFROR**

**BANQUE DE DÉPÔTS**  
Paris, recherche pour son réseau d'agences Paris - région parisienne

### exploitants

35 ans maximum - Niveau Classe IV-V-VI

Destinés à seconder le Directeur et susceptibles d'accéder rapidement à une direction d'agence.

Adressez lettre manuscrite, Curriculum-Vitae et photo sous n° 18.275.

**PUBLICITE ROGER BLEY**  
101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

### CADRE COMPTABLE

Pour Paris, niveau DECS ou équivalent. Au sein d'une petite équipe du siège social d'un groupe industriel en pleine expansion, sera chargé en particulier de la gestion centralisée de trésorerie du groupe et de la comptabilité du holding.

Envoyer c.v. détaillé et prétentions à P. BERNOT, CARTONNERIES ASSOCIÉES 282, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
recherche

### UN ATTACHE

auprès du Secrétaire Général chargé de l'Administration et des finances

Il assurera le suivi des dossiers et des réunions, rédigera des notes et des comptes rendus et sera en relation avec les différents services pour la compte du Secrétaire Général.

Le candidat est un débutant ayant une formation juridique et financière, un titulaire d'un diplôme de 2<sup>ème</sup> cycle de l'enseignement supérieur et d'un diplôme de l'IEP ou de l'IAE. Il s'intéresse aux différents aspects de la gestion d'une entreprise.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à

**C.C.F.P. - D.P.R.S. - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS**

**V** CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé(e) d'une école de Commerce ou d'une Université et vous possédez une première expérience de deux ans environ.

SESA, société d'ingénierie informatique, recherche un(e) Contrôleur de Gestion, rattaché(e) à la Direction Financière.

Vous y assurerez la gestion de contrats et le suivi de centres de profit.

Rejoignez une entreprise en pleine expansion, près de 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1987, 1600 personnes, une présence internationale.

Envoyez CV et prétentions à : SESA - Direction des Ressources Humaines 30, quai de Dion Bouaton - 92806 PUTEAUX Cedex - Tél. : 66 14

**SESA**

**GRENOBLE** Investissez-vous dans l'immobilier

Notre société, prestataire de services dans l'immobilier, intègre pour son agence, un

### Responsable gestion locative

Pour développer un parc locatif de 1 700 logements, comme un véritable centre de profits :

- relation avec les locataires,
- politique patrimoniale,
- développement de l'activité (prospection, achat),
- analyse des résultats des ensembles gérés,
- management et animation d'une équipe de 9 personnes et de correspondants locaux.

Vous saurez concilier le talent, la rigueur d'un gestionnaire, un sens commercial et une forte aptitude à encadrer pour rentabiliser le patrimoine.

Nous vous soutenons dans votre action par une structure dynamique, des outils informatiques et une formation adaptée à notre environnement.

Diplômé ESC option finance-comptabilité ou d'un 3<sup>e</sup> cycle universitaire (IAE) : vous connaissez bien le domaine de l'immobilier ou du bâtiment dans lequel vous avez déjà réussi votre première expérience.

Votre mobilité et votre disponibilité vous permettront d'évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 22 05, à notre conseil.

**J.P.P.** J.P. PORNET Consultants  
54 rue du 11<sup>ème</sup>, 69006 Lyon.

**BANQUE**

établie en Lorraine appartenant à un important Groupe

recherche

### GESTIONNAIRE D'O.P.C.V.M.

- expérience confirmée de plusieurs années de gestion de portefeuilles privés, FCP, SICAV... dans une Banque ou chez un Agent de Change,
- formation supérieure.

La connaissance de la place de Luxembourg serait un atout supplémentaire.

Le poste offre de larges possibilités d'évolution et doit permettre d'accéder à la Direction des Placements.

Ecrire lettre manuscrite avec c.v., photo et prétentions à AXIAL (référence 6651) 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

Etablissement financier  
Quartier Opéra

RECHERCHE  
POUR SON SERVICE ACTIONS

### UN ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ

- Pour suivi des valeurs françaises et européennes,
- Possibilité d'évolution vers la gestion de portefeuilles,
- Expérience des contacts avec les investisseurs français et étrangers et bonne connaissance de l'anglais souhaitée,
- Participation à l'élaboration de la politique d'investissement de l'établissement.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser C.V., photo et prétentions à n° 398 M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

*J.P. PORNET*



مكتبة من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

VOS RENDEZ-VOUS AVEC MERLIN GERIN

à l'ère de l'électricité intelligente, ce qui bouge beaucoup... :

la gestion.

Le développement de la multinationalisation du groupe requiert des contrôleurs de gestion à haut professionnalisme en gestion et en finance, assorti d'une forte culture industrielle et internationale.
Leurs missions :
- Assister les responsables opérationnels dans la fixation des objectifs (plan, budget notamment), l'établissement des plans d'actions, l'examen des performances réalisées.
- Participer au développement de la qualité des outils et des méthodes de gestion dans le cadre de la politique du groupe.
- Assurer le contrôle de gestion dans différents domaines (gestion de production, suivi de projets techniques, suivi de l'activité commerciale).

HEC, ESCP, ESSEC... INGÉNIEURS GRANDES ECOLES + INSEAD, ISA, MBA...

Contrôleurs confirmés

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en contrôle de gestion dans un groupe international, si possible avec une expérience industrielle (gestion de production...). Vos responsabilités s'exerceront au sein de centres de profit importants (500 à 1000 MF de C.A.) (Réf. FLA 37)

Jeunes contrôleurs

Débutants ou avec une première expérience, vos responsabilités s'exerceront au sein de filiales françaises, de départements ou de la direction centrale du contrôle de gestion. (Réf. FLA 38)

Pour ces postes offrant de réelles perspectives d'évolution, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Etre ingénieur chez Merlin Gerin, c'est également être un manager. Dans un domaine et une entreprise qui avancent, il faut être capable d'évoluer dans ses compétences bien sûr, mais aussi dans ses capacités à prendre des responsabilités, des initiatives et dans son aptitude à entraîner une équipe.

Managers d'aujourd'hui et de demain, merci d'adresser votre candidature, sous référence correspondante, au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Merlin Gerin 35050 Grenoble Cedex.

la maîtrise de l'énergie électrique



MERLIN GERIN



Industrie pharmaceutique
AUDIT INTERNE
Organisation méthodes
EGOR
RESPONSABLE COMPTABLE

BANQUE DU DEPOTS exploitants
Niveau Classe IV
Régime M. V. A. 17

Actiman
37, Vieux Bois 92420 LYON 03

SESNA
Etablissement T. 03 87 12 12 12

ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ

LYON
Notre organisme gère entièrement emplois 140 personnes dans le département, qui d'une part, accueillent les allocataires et traitent leur dossier, et d'autre part, assurent les relations avec les entreprises.
DIRECTEUR DE L'ASSEDIC DU RHONE

GTB
Grande Travaux de Bretagne
BOUTQUES
Filiat Bâtiment Génie Civil du Groupe BOUQUES
Contrôleur de Gestion

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE NOISY-LE-GRAND (93)
recherche SON FUTUR
RESPONSABLE DU SERVICE D'ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Importante société industrielle de l'agro-alimentaire, (CA : 1 milliard), située en VAL DE LOIRE, filiale d'un puissant groupe international, souhaite confier le poste de
CONTRÔLEUR FINANCIER

Financement des exportations et des filiales à l'étranger
La Direction Financière de notre Groupe industriel, qui réalise plus de 27% de son chiffre d'affaires à l'étranger, recherche pour son Département Trésorerie un jeune cadre, chargé d'analyser le risque à l'exportation, de prendre les garanties nécessaires pour chaque cas et de gérer la trésorerie des filiales à l'étranger.

PROCHE BANQUE OUEST
une filiale d'un important groupe international du secteur pharmaceutique, nous nous développons rapidement en France et créons le poste de :
CONTROLEUR DE GESTION RESPONSABLE ADMINISTRATIF FINANCIER

Gallos & Associés 116, Champs Elysées, 75008 Paris

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V.) sous référence 1075/M à CURRICULUM, 6, passage Lathuille, 75018 PARIS.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v. et prétentions) à AXIAL, (réf. 6633) 27 rue Talbot, 75008 Paris, qui transmettra.



# UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



leader sur le marché de la vitrine frigorifique, assurant son rayonnement international grâce à ses 450 personnes situées sur trois établissements, recherche

## RESPONSABLE DE LA GESTION DU PERSONNEL

Vous avez une formation supérieure, type DUT Gestion du Personnel ou équivalent, 3 ou 4 années d'expérience en milieu industriel ; Vous maîtrisez la paie, l'administration et la gestion du personnel ; Vous êtes disponible, rigoureux, imaginatif ; la qualité d'écoute fait partie de votre personnalité ; Si en plus vous êtes familiarisé(e) avec la micro-informatique. Alors venez évoluer au sein d'une équipe dynamique.

### Votre mission :

- veiller au respect de la réglementation ;
- mener à bien un certain nombre de missions administratives ;
- organiser, animer, superviser la paie, les régimes de prévoyance et de retraite, l'administration du personnel ;
- participer à la mise en œuvre et le suivi du plan de formation, des stages en entreprises.

Ce poste est basé à l'unité industrielle d'Herdaye et est directement rattaché au Responsable des Relations Humaines de la Société.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, avec photo et prétentions, sous réf. LM à : Nicole LESCARLET Direction des Relations Humaines B.P. 106 - 64700 HENDAYE

## IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES (12 sociétés) recherche pour son siège social situé à 1 heure de PARIS (Sud-Ouest)

### Responsable Comptable et Fiscal

• 30 ans environ.  
• 3 à 5 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise.  
• Formation BAC + 4 et études supérieures comptables. La connaissance de l'anglais serait un plus.  
Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions à N° 71434 PROETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre.



CATERPILLAR FRANCE S.A. GRENOBLE

N°1 mondial du matériel de travaux publics, nous occupons cette place parce que rigueur et participation sont les valeurs partagées par les hommes de notre entreprise. Nous recherchons un

## Responsable de Gestion Comptable et Financière (h/f)

Rattaché au chef du Service Financier, au sein de la Direction Financière, sa mission comprend notamment la consolidation des résultats avec le siège, en comptabilité anglo-saxonne, et l'amélioration incessante de la comptabilité matières, en liaison avec le Service Ordre/Annulation. Pendant un an, il assurera la gestion de la trésorerie et de la comptabilité clients avant d'être nommé à ce poste.

Vous avez 28/30 ans et une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, de préférence dans un contexte anglo-saxon. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (option finances-comptabilité), vous parlez couramment l'anglais.

Vous savez communiquer, donc écouter, et possédez fondamentalement le sens de la gestion comptable. Nous offrons une rémunération de bon niveau et des perspectives d'évolution.

Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence L2003/M à notre conseil ACTMAN qui vous garantira une entière discrétion.

57, Vieux Bois 92420 LYON 03

Nous sommes une filiale du groupe international norvégien NORSK HYDRO, qui connaît une forte croissance. NORSK HYDRO a des activités dans le pétrole, les engrais, le magnésium et l'aluminium.

Nous RECHERCHONS notre

## DIRECTEUR FINANCIER

Sa mission sera de diriger les services financiers, comptables (contrôle de gestion, reporting et budgets, trésorerie, crédit, comptabilité générale et analytique), achats et informatique (IBM 36).

Le candidat recherché, gestionnaire de formation et ayant une solide expérience comptable en milieu anglo-saxon, est doté de grandes qualités humaines pour travailler en équipe et avec un personnel qualifié. Il possède le goût des responsabilités. Son âge importe moins qu'une volonté de partager le dynamisme de l'équipe dirigeante.

En sa qualité de correspondant de la filiale auprès du groupe, il doit posséder de bonnes connaissances de la langue anglaise.

HYDRO ALUMINIUM CHATEAUBOUX fabrique des profilés en aluminium, anodisés et résinés, pour le marché français et pour l'exportation.

Envoyer votre C.V. et vos prétentions à Monsieur LE FLORIC avec la mention « personnel et confidentiel » à :

HYDRO ALUMINIUM AVENUE PIERRE-DE-COURBERTIN B.P. 375 36000 CHATEAUBOUX CEDEX Tél. 04-27-15-16.

## Cadre comptable et administratif

PERPIGNAN 200 KF+

Important groupe anglo-normand spécialisé dans la gestion de sites de loisirs recherche pour CRÉATION DE POSTE :

- Responsable opérations comptables, fiscales et sociales de plusieurs établissements. Le candidat devra assurer le contrôle interne et la transmission d'informations à la société mère étrangère.
- BTS/DECS et grandes connaissances de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser candidature et photo s/n° 8403, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

## ETABLISSEMENT DE CREDIT recherche

### DIRECTEUR D'AGENCE PARIS

Rattaché à la direction des agences, ses principales responsabilités comprennent :

- l'encadrement et l'animation d'une agence employant une dizaine de personnes
- la gestion des dépôts et le suivi des opérations pour le compte des clients particuliers et institutionnels de l'établissement
- le développement des relations commerciales et la promotion des services financiers auprès de la clientèle
- l'expérience en organisation souhaitée.
- Formation supérieure nécessaire.

Doté d'une bonne formation commerciale ou technique de banque et d'une expérience d'au moins 5 ans de Directeur d'Agence, vous souhaitez valoriser vos qualités de Manager en participant à l'expansion d'un établissement dynamique.

Adresser vos lettres manuscrites, C.V. photo et prétentions sous référence 71465 à PROETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris.

## Important établissement financier recherche son

### RESPONSABLE DE LA TRÉSORERIE

Diplômé de l'enseignement supérieur, il gère la trésorerie des OPCVM ainsi que la trésorerie générale.

Il travaillera en étroite collaboration avec les gérants obligataires pour développer des opérations (arbitrages, adossements).

Il aura une expérience d'au moins deux ans sur le marché monétaire et maîtrisera parfaitement les produits nouveaux (CAP/FLOOR, SWAPS, MATIF).

Ecrire sous le n° 402, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS, avec photo + C.V.

Société en commandite simple recherche pour assister son gérant dans la gestion de petites et moyennes sociétés.

## ATTACHÉ DE GESTION

**Sa mission** - Contrôle de la qualité de la comptabilité, des prix de revient, des prix standards. - Assistance à la mise en place des comptabilités analytiques des sociétés et de la gestion de production et contrôle de celles-ci. - Impulsion de la mise en place et contrôle de l'exécution d'un contrôle budgétaire avec validation des situations périodiques. - Étude préalable, négociation et adoption des budgets.

**Ses objectifs** - Présenter au gérant une analyse en continu de la situation des entreprises contrôlées. - Par ses qualités pédagogiques et un sens du contact, insuffler une synergie des responsables des sociétés concernées pour les nouvelles procédures à mettre en œuvre.

**Son profil** - D.U.T. finances-gestion avec première expérience dans une entreprise multi-établissements. - Âgé de 30 ans environ, il fait preuve de rigueur et d'esprit d'analyse. - Organisé et autonome, il rend compte de ses actions et de l'avancement de ses projets. - Poste basé à Rouen.

Envoyer CV, lettre manuscrite + photo à : COMMUNICO - BP. 2009 X - 35040 Rennes cedex en précisant la réf. 1590 sur l'enveloppe.

## Le Monde CADRES

### ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS recherche

#### COLLABORATEURS (TRICES)

souhaitent s'engager à une échelle de versement (pas de pas-de-port) si VOUS AVEZ : - Minimum 23 ans ; - Un bon niveau de culture générale ; - le goût des contacts humains. Votre candidature nous intéresse. Tél. 01-45-58-00-72.

### FABRICANT D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE A CORDES LEADER MONDIAL DE SA SPÉCIALITÉ recherche pour un successeur de Paris

## VENDEUSE

Excellente présentation grande courtoisie connaissances musicales et additions musicales. Première expérience réussie de la vente. Possibilité de carrière dans groupe international. Connaissance de l'anglais et l'italien souhaitées.

Env. C.V. + photo à ROBBIE 10, 7, Télégraphe-Restaurant, 75015 Paris, qui trans.

### COMITÉ D'ETABLISSEMENT recherche

#### UN ADMINISTRATIF

Cette personne sera chargée de veiller au bon fonctionnement administratif du Comité, en collaboration avec deux permanents, sous les directives du Secrétaire et des deux responsables des Comités.

- Elle sera compétente dans l'utilisation d'un micro-ordinateur (comptabilité, paie, traitement de textes).

- Elle veillera au suivi de la comptabilité et de la paie.

- Elle sera en relation avec les Agences de Voyages, les Agences de Location et les fournisseurs.

- Elle devra rédiger les différentes destinées aux salariés, concernant les activités et la vie du comité.

- Elle sera en contact avec les salariés de l'entreprise, 25 ans minimum, sans ou avec un travail en équipe, sans des responsabilités, Réserve, efficace et bon gestionnaire.

Ecrivez avec présentations à : Secrétaire du Comité d'établissement SUGOS et la Dérivée s. n. l. - Jaurès, B. 118, 38 04 01 Cedex 48, 82007, Paris-16 Dérivée.

### Société parfumée Paris recherche

#### COMPTABLE niveau DECS années 80, niveau 35 ans, bon de suite, connaissance informatique.

Env. C.V. à M. KLEINER, 27, r. Marbeuf, Paris-8<sup>e</sup>.

### Le centre académique des Glacis de Belfort

15 communes de la Haute-Saône, département, CAP, secteur

#### UN ANIMATEUR

possèdent le DEFA, le 1<sup>er</sup> de sep. souhaités.

Les candidats, accompagnés d'un C.V. et d'un extrait des modifications, sont à adresser à Madame la Présidente du Centre Socioculturel des Glacis, avenue de la Laurence, 90000 Belfort.

Avant le 15 février 1988. Pour tout renseignement, contacter Monsieur le Directeur des services culturels de la ville de Belfort (04-23-22-24). Salarié : convention S.N.A.S.C.S.O.

#### RADIO BANDE FM recherche

Secrétaire DACTYLO Bilingue français/portugais. Région d'activité Paris. Tél. 45-82-88-00, p. 28.

## Importante Société de Négoce et Grande Distribution

recherche d'urgence pour le GABON

## PATRON des COMPTABILITÉS

Sa puissance de travail et sa parfaite connaissance de la comptabilité lui permettent de maîtriser des volumes importants et les contraintes d'une exploitation reposant sur une dizaine de centres de profits informatisés et plusieurs entités juridiques.

Agé de 35 à 40 ans, ses qualités de meneur d'hommes lui permettront d'animer, de former et de contrôler en permanence une équipe d'une dizaine de locaux.

Expérience Afrique Noire appréciée. Poste basé à LIBREVILLE pour lequel il est offert une rémunération attractive et les avantages liés à l'expatriation. Adresser lettre manuscrite C.V. et photo à Société I.T.A 15, rue Georges Bonzerat - 92120 MONTROUGE

## FORMATION PROFESSIONNELLE

UN DIPLOME D'UNIVERSITÉ

**IAE**

FORMATION PERMANENTE CPFC

Certificat Préparatoire aux Fonctions de Contrôleur d'Entreprise.

\* Formation ouverte aux demandeurs d'emploi et aux salariés possédant un BAC + 2 ou une expérience professionnelle de 4 années (en gestion ou comptabilité)

\* du 18 avril au 23 juin 1988. (250 h. de formation).

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES Université de Paris I - Panthéon Sorbonne 162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

☎ Formations Permanentes 48.58.02.28 - 48.57.28.41

\* demande de reconnaissance en cours.

**LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE**

## Ingénieurs ou cadres demandeurs d'emploi

### L'Institut de Gestion Sociale vous propose un stage rémunéré de 8 mois et 1/2

#### MANAGEMENT DE LA QUALITÉ TOTALE

Cette formation vous apportera :  
- Une pratique du management des hommes et de l'innovation technologique et sociale.  
- Un savoir-faire en management de la qualité totale.  
- Une maîtrise des outils et méthodes d'amélioration de la qualité avec la possibilité de spécialisation qualité produit ou qualité service.  
- Un entraînement aux techniques d'animation et de conduite de cercles de qualité.

Début du stage le 25 mars 1988. Recrutement immédiat - Envoyer C.V. + photo à I.G.S. - Françoise FREMAUX 125, rue de Saussure - 75017 PARIS

## L'Institut Bureautique de Formation et d'Informatique Appliqué vous propose une formation de

### RESPONSABLES PROJETS INFORMATISATION ET FORMATION

Durée : 8 mois  
Participants : Formation Supérieure ou expérience professionnelle.

Objectif : Optimiser l'utilisation de la micro-informatique dans l'entreprise.

Réunion d'information à 10 h 18 février 1988

Recrutement immédiat - Contacter Sandra MAYOR 11, avenue des Chasseurs - 75017 PARIS Tél. : 47 63 83 68

## Demandeurs d'emploi L'Institut de Gestion Sociale vous propose

### UN STAGE GRATUIT DE SIX MOIS

#### INFORMATIQUE ET CONTROLE DE GESTION

Participants : niveau BAC + 4 21 ans et plus  
Habitants Paris depuis plus d'un an et ayant des connaissances de base en comptabilité.

Cette formation vous apportera une double compétence en informatique et gestion.

Début du stage : fin mars 1988. RECRUTEMENT IMMÉDIAT Renseignements tél. 47 63 83 68 poste 145

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.







# Sports

## RUGBY : le Tournoi des cinq nations

### Des coqs empâtés

Le rugby britannique, qui avait semblé obsolète lors de la dernière Coupe du monde, est apparu complètement régénéré lors de la deuxième journée du Tournoi des cinq nations, le 6 février. Les Gallois sont allés battre (11-3), à Twickenham, les Anglais, qui ont encaissé deux superbes essais par Hadley. Deux essais aussi au compte des Ecossois, qui, pour la cinquième fois consécutive — un record — ont fait échouer (23-12) aux Français sur la pelouse de Murrayfield. La fin d'une époque pour l'équipe de Dubroca ?

C'est désormais rituel : l'arbitre de la rencontre Ecosse-France est coupé. Mais, à la différence de l'Anglais Trigg en 1982, du Gallois Jones en 1984 et de l'Irlandais Burnett en 1986, Frantz Muller n'a pas été sifflé, samedi 6 février, par des supporters tricolores le tenant pour responsable de la défaite du XV national. Ce sont des manifestants anti-apartheid qui ont désapprouvé bruyamment la présence sur la pelouse de Murrayfield d'un Sud-Africain, dont la conduite du jeu a été, au demeurant, exemplaire en tous points. « Non, n'en dépense à nos amis britanniques », n'avait pas été le cas de ses prédécesseurs au sifflet.

Mais, si ce n'est pas la faute à l'arbitre, comment et pourquoi l'équipe qui, en 1987, a réalisé le grand chelem et a disputé la finale de la Coupe du monde s'est-elle subit une cinquième défaite consécutive à Edimbourg, mésaventure qui ne lui était jamais arrivée dans l'histoire du Tournoi des cinq nations, ni à Twickenham, ni à Lansdowne Road, ni à l'Arms Park ?

On aurait pu dire, pour faire oublier la victoire tirée par les chevaux sur les Anglais au Parc des Princes, le 16 janvier dernier, les co-

équipiers de Dubroca auraient à cœur de remettre les pendules à l'heure, comme on dit dans le jargon des vestiaires, pour indiquer que, lorsqu'on va monter sur le terrain, on ne peut pas se fier à son état d'esprit. Cette équipe semble en effet marcher à l'orgueil, comme certaines voitures carburant au super. Les premiers mots du capitaine français qui venait de se qualifier pour la finale de la Coupe du monde en battant les Australiens chez eux n'avaient-ils pas été : « C'est la meilleure réponse à nos détracteurs » ?

Une telle réplique était naturellement estampillée Fouroux. L'homme de terrain du XV de France n'a pas son pareil pour maîtriser son jargon. On dit encore, dans le jargon ovide, qu'il les « remonte », comme on dirait qu'il remonte un réveil. En tout cas, il s'applique, depuis bientôt huit ans, à entretenir une ambiance schizophrénique, autour du groupe dont il a la responsabilité. A force d'être touché à tort et à travers, le ressort psychologique a-t-il cassé ? Le plus incroyable dans le match contre l'Ecosse n'a pas été la défaite des Français mais le fatalisme avec lequel ils ont accepté cette défaite. A partir du moment où l'arrière Hastings a marqué un essai, que n'aurait d'ailleurs pas remis Blanco, l'équipe est restée figée comme un bloc de sélérite dans un désert anglais. Un régal pour les Ecossois.

Il faut dire qu'à ce moment le score aurait pu être de 15-3 en faveur des Bleus si l'ailier Bérout avait passé les quatre pénalités accordées par l'arbitre et traduisant la domination territoriale liminaire des Français.

Mais, au bout d'une demi-heure de jeu, la marque effective n'était que de 6-3, après un drop minime de Lescaorbou et un but.

Co n'était pas très grave puisque l'ailier Lagiquet était précisément

en train de s'avaler B-bas, sur le ligne de touche gauche, vers l'en-but écossois. Au bout de cette course, il ne pouvait y avoir que l'essai, puisqu'il n'y avait plus qu'un Ecossois pour lui barrer la route. Mais Hastings n'est pas un arrière ordinaire. Son coup de pied est magique. On le savait. Il a aussi des réflexes prodigieux. On l'a découvert. Il plonge à droite pour contrer le coup de pied à suivre du Basque. Du bon côté ! Un petit prodige suivi d'une course de 60 mètres. Bérout rate le dégagement. Rodriguez arrive trop tard aussi. L'essai est écossois. Un coup de massue. Les Français sont assommés.

### Une machine usée

Le score (7-6) n'était pas encore catastrophique. Il devait dépasser (11-6) quand, dix minutes plus tard, l'ailier Lukalo aplatit après que le troisième ligne écossois eût fait voler en éclats la défense française. Et les trois pénalités qui suivent n'ont été que la traduction mathématique de l'installation des Ecossois dans le camp français.

Pendant près de quarante minutes, un équipier de Dubroca veut en effet être dépassé par les événements. Berbizier a cherché à relancer la machine en faisant jouer les pénalités à la main. Avec avant de succéder qu'un automobiliste tirant sur le démarreur d'un moteur noyé. Quand l'éclaircie s'est produite, Lorient ayant donné un coup de bélier dans le mur écossois, Andrieux puis Lescaorbou ont transmis un ballon d'essai à Lagiquet, « c'était trop tard ».

Le manque de jeu, voilà la véritable cause de la panne française en Ecosse. Et elle ne ressemble à aucune de celles qui avaient entraîné d'autres défaites ces derniers années. On avait pu alors recrimer le choix des tactiques ou

des hommes. Samedi, la machine n'a pas cessé parce qu'elle était mal conduite, elle a cessé parce qu'elle était usée comme un coffre qui se déchire à force d'avoir été lavé. Excepté Rodriguez, tous manquaient de vitesse et de fraîcheur. Impossible de saisir une occasion dans ces conditions, et moins encore de la provoquer.

Les sélections vont-elles, mardi à Toulouse, en tirer des conclusions radicales pour le match contre le Pays de Galles dans deux semaines ? « Cette équipe a un passé », avait dit Jacques Fouroux, pour justifier une sélection qui ne correspondait pas forcément à des critères objectifs. Celui-ci s'était, en effet, mis en tête, aux antipodes, de transformer les Bleus en Blacks. Autant peindre des raies noires sur un cheval blanc pour avoir un zèbre. Quel avenir envisage-t-il maintenant ? Il n'est pas l'homme des révolutions ni des remises en question. Sa référence, il l'a dit au soir de la défaite, reste le Béziers des années 70 et l'équipe du grand chelem 1977, dont il était le demi de mêlée. En clair, Fouroux ne veut pas antécéder par le litige ovide à la manière de Villepreux ou de Hervaro. Reste qu'au-delà des querelles de clocher Fouroux pourrait s'inspirer de la solution écossoise, qui a semblé beaucoup plus réaliste. Partant du principe qu'il n'y a pas de joueurs irremplaçables, mais des joueurs en forme et d'autres qui ne sont pas, les sélections des Highlands avaient tenté la critique en s'appelant pas des vedettes comme l'avait-il Jeffrey. Qui leur en tiendrait rigueur aujourd'hui, entre Edimbourg et Glasgow ? Le mélange d'anciens, comme Laidlaw, et de nouveaux, comme Crumb, s'est avéré décevant. Les Ecossois ont en tout cas produit un match aux moments d'une grande pureté, qui fut, finalement, un véritable régal.

ALAIN GRAUDO.

## TENNIS : la Coupe Davis

### Une victoire qui n'engage à rien

La France rencontrera l'Australie en le Mexique en quarts de finale de la Coupe Davis, du 8 au 10 avril, à Clermont-Ferrand. Pour le premier tour, les Français ont battu les Suisses par quatre victoires à une, du 5 au 7 février, à Bâle. Après la victoire de Yannick Noah dans le premier simple disputé vendredi contre Roland Stadler (10-8, 9-11, 6-1, 7-5), Claudio Mezzadri avait égalisé pour la Suisse, samedi, en battant Henri Leconte (3-6, 6-3, 0-6, 8-6 6-2) dans un match interrompu la veille à minuit. Puis Yannick Noah et Guy Forget ont remporté le double contre Heinz Günthardt et Claudio Mezzadri (6-2, 6-4, 6-3). Dimanche, les Français ont aussi leur qualification avec Henri Leconte, vainqueur de Roland Stadler (6-3, 6-4, 4-6, 6-1), Yannick Noah a battant pour sa part Claudio Mezzadri (6-3, 3-6, 6-3).

### BALE de notre correspondant

Il y avait eu les promesses de Grenoble, en novembre 1987, quand, cinquante ans après les « Mousquetaires », une très jeune équipe de France, emmenée par Yannick Noah (vingt-trois ans) et Henri Leconte (vingt ans), avait échoué en finale de la Coupe Davis contre les Etats-Unis. Il y aura désormais le nouveau traité de Bâle, qui scelle la réconciliation entre les deux champions, séparés entre-temps par leurs ambitions.

As premier regard, pas de choses ont changé en cinq ans. Yannick Noah avait déjà sa coupe rasta, qui lui donnait l'air d'un grand frère émancipé. Il occupait le neuvième rang du classement de l'Association des tennismen professionnels, et Henri Leconte la dix-huitième. Aujourd'hui, Noah est huitième et Leconte vingt et unième, mais tous deux ont perdu en chemin quelques illusions.

De multiples problèmes musculaires ou tendineux pour le premier, un virus et des épaules lombaires pour le second, ont perturbé les plus de carrières des deux joueurs, qui venaient de vivre une année noire en 1987. Yannick Noah a bien gagné Roland-Garros en simple

(1983) et même en double avec Henri Leconte (1984), mais le chelem des finales des tournois du grand chelem paraissant de plus en plus inaccessible aux deux Français.

Le traité de Bâle ne serait-il que qu'un acte de raison pour deux joueurs qui peuvent espérer redorer leur blason avec la Coupe Davis ? « Faux », répondent-ils en chœur, en évoquant le « plaisir de jouer ensemble ». « Nous n'aurions même jamais dû nous brouiller », ajoute Noah. La rupture était, il est vrai, plutôt du fait de... Brigitte Leconte, soucieuse de donner de son mari un image de champion et de le soustraire de l'ombre et de l'influence de son aîné. Après sa victoire sur Noah en 1985 à Roland-Garros, Leconte pouvait en effet raisonnablement espérer devenir le numéro un français. Une place en or sur un marché national du tennis, alors en pleine expansion.

Aujourd'hui, le tennis français connaît à son tour la récession. Une relance pourrait résulter d'une performance en Coupe Davis. Le déclin des Américains, le refus d'Ivan Lendl de jouer pour la Tchécoslovaquie, ont égalisé les chances derrière la formation suédoise. Encore fallait-il convaincre Yannick Noah de réintégrer l'équipe qu'il avait quittée en septembre 1985, au soir d'une pitoyable défaite au Yougoslavie.

Or le principal obstacle à ce retour se nommait Jean-Paul Loth, le capitaine de la sélection. Officiellement, ses fonctions de directeur technique national l'auraient trop éloigné du circuit professionnel. En fait, Yannick Noah lui reprochait surtout son dirigisme et les contraintes de calendrier qu'il voulait imposer aux sélections.

Moins impliqué dans ce conflit de personnes, Henri Leconte s'est chargé des négociations avec Philippe Chatrier, le président de la Fédération. Les joueurs proposent un poste de capitaine Patrick Haudanor, l'ancien entraîneur national, devenu directeur du complexe tennis de Sophia-Antipolis. Une proposition inacceptable pour Philippe Chatrier, qui ne voulait pas voir ce poste échapper à l'encadrement fédéral. Un compromis a pu être trouvé à l'occasion des Internationaux d'Australie.

### Année mexicaine

Désormais, l'encadrement de l'équipe de France ressemble à une armée mexicaine. Jean-Paul Loth sélectionne l'équipe. Eric Deblicker, entraîneur national depuis quatre ans, désigne ceux qui jouent et occupe le fauteuil de capitaine. Patrick Hagelauer entraîne. Un stratagème qui masque mal la prise du pouvoir par les joueurs.

Eric Deblicker lui-même ne se fait pas d'illusions sur l'importance de son rôle. « Le capitaine est là pour donner quelques conseils, mais c'est le joueur qui fait le passing gagnant, dit-il ; l'important, c'est qu'il y ait une bonne ambiance et que les joueurs aient envie de réussir quelque chose ensemble ».

C'était le cas à Bâle, où Jean-Paul Loth et Philippe Chatrier ont su se faire discrets dans l'environnement des Français. Mais une révolution de palais ne suffit pas pour assurer la conquête de la Coupe Davis.

La bonne résistance des Suisses, malgré le forfait de leur numéro un, Jakob Hlasek, a montré que les Français étaient loin de leur forme optimale. Placés dans les conditions qu'ils connaissent, ils vont devoir assumer leurs responsabilités pour préparer au mieux les prochaines rendez-vous. Une tâche déjà délicate pour Henri Leconte, qui, du fait de sa longue indisponibilité en 1987, va devoir disputer vingt tournois en 1988, en plus des Jeux olympiques, auxquels il souhaite participer.

S'ils sont épargnés par les blessures d'ici là, les Français partiront favoris en quarts de finale (du 8 au 10 avril) contre les Australiens ou les Mexicains, à Clermont-Ferrand. Il leur faudrait alors souhaiter, dans le même temps, un exploit des Tchécoslovaques contre les Suédois, à Prague. Pour les demi-finales (du 22 au 24 juillet), les Français devraient en effet se déplacer en Suède ou recevoir les Tchécoslovaques.

GÉRARD ALBOUY.

## SKI ALPIN : les championnats de France

### Patricia, une première

Dernière répétition avant les Jeux olympiques de Calgary, les soixante-quinze championnats de France de ski alpin, qui ont eu lieu du 1<sup>er</sup> au 7 février, dans la station des Orres (Hautes-Alpes), ont permis aux athlètes de parfaire leur préparation. Catherine Quittet, en remportant le slalom géant, et Didier Bouvet, le slalom spécial, ont manifesté leur volonté de conquérir des

médailleries. En s'imposant dans le slalom, Patricia Chauvet vient de rappeler aux anciens de l'équipe tricolore que les espoirs ont, eux aussi, les dents longues. Avec son amie Pascaline Freilher, qu'elle a battue de quelques dixièmes de seconde, elle constitue la jeune garde d'une ambitieuse sélection féminine.

Le club de Montgenèvre, la station proche, et surtout de la conduire aux entraînements.

L'ambiance du club lui plaît. Les conseils des responsables aussi. Mais, malgré ses efforts, la petite Patricia a du mal à suivre « les cravats ». « Enfant, je faisais beaucoup de descentes car j'ai bien aimé aller vite, mais j'étais toujours derrière », confesse la skieuse, comme pour justifier son choix de s'orienter vers des disciplines techniques. A l'assaut des portes, Patricia arrive à s'imposer. Pas de façon spectaculaire. La preuve, elle ne se souvient même pas de bonnes performances, sauf cette place de cinquième qu'elle a remportée « à l'âge de treize ou de quatorze ans, je crois ».

### A force de travail

A force de travail, autant physique que technique, Patou, comme l'appellent ses amis, se hisse dans le groupe juniors du comité Inter. Ce n'est pas encore la gloire, mais déjà les compétitions lui apprennent à se battre. Ce sont aussi les déplacements fréquents qui indisposent ses professeurs. « A chaque fois que je revenais d'une épreuve, ils se moquaient de moi, en disant : « Alors Chauvet, les vacances étaient bonnes » parce que j'étais bronzée ». Face à des enseignants qui refusent son passage en classe de troisième pour « manque d'assiduité », Patricia a failli craquer. Elle qui s'efforçait de poursuivre études et le sport ne connaissait que l'échec.

Un surcroît de volonté l'a poussée à seize ans, à suivre des cours par correspondance. « C'était encore plus difficile, mais j'ai réussi à décrocher mon entrée en seconde au lycée d'Albertville ». L'éloignement de la famille et le rythme des sections sports-études ont cependant eu raison de sa ténacité. Alors que ses résultats s'amélioraient en ski, elle a interrompu ses études en classe de première. « En même temps, je ne me sentais pas à l'aise, explique-t-elle, car, sans le bac, je ne pouvais des questions sur mon avenir professionnel ».

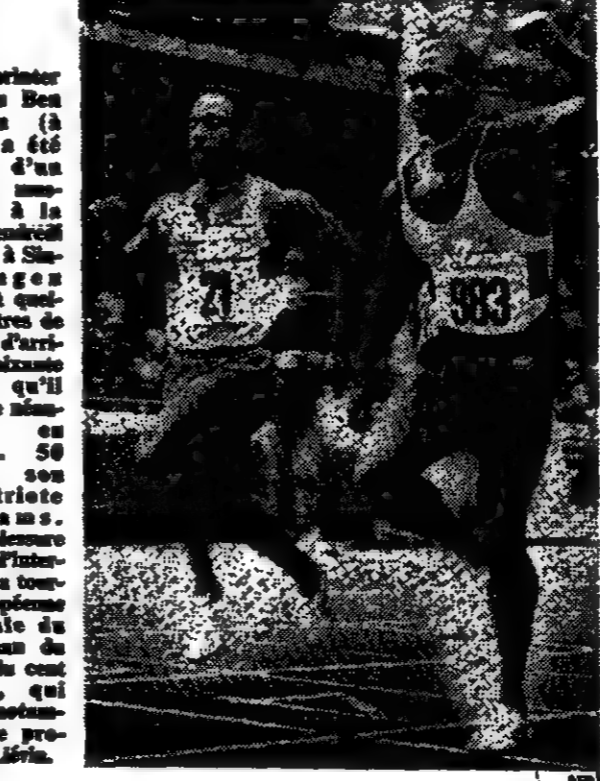
C'est lors d'une tournée des juniors en Suède qu'elle a trouvé la réponse. Là haut, dans le Nord, elle a vu des scooters des neiges et elle a imaginé qu'elle pourrait, elle aussi, organiser un circuit promenade dans sa station. Avec les conseils de son

père, et surtout grâce à une subvention obtenue par l'intermédiaire du « défi jeunes », Patricia a créé une société qui propose aux touristes des promenades sur cinq engins. Plus libre dans sa tête, malgré un emploi du temps chargé, la jeune chef d'entreprise s'est investie à fond dans le slalom. « Les piquets à bascule ne me font pas peur », affirme Patricia, qui adore s'accrocher à droite ou à gauche. Quelques belles places en Coupe du monde en début de saison témoignent de la progression de la skieuse. Elle compte vite la première série et ses avantages. Mais elle souhaite aller plus loin. « A Calgary, je prendrai des risques, car, pour moi, cela passe ou cela casse ». Toujours cette sûreté d'elle-même qui étonne. Derrière la souris discrète de Patricia, s'affiche la volonté de réussir. « Comme je me suis très en forme physiquement, il faudra compter avec moi ».

SERGE BOLLOCH.

## ATHLETISME

### Ben Johnson se claque



Le sprinter canadien Ben Johnson (à droite) a été victime d'un étrange mal de culinaire à la course, vendredi 5 février à Stedelingen (RFA), à quelques mètres de la ligne d'arrivée de six cents mètres, qu'il remporta néanmoins en 6 sec. 50 devant son compatriote Williams. Cette blessure rituelle d'interrompre la tournée européenne hivernale du recordman du monde du cent mètres, qui devait notamment se produire à Livré.

### Les résultats

<b>Athlétisme</b>	Championnat du monde des rallyes sur neige de Jarama, Bruno Saby, vainqueur à Monte-Carlo.	Réglementation internationale à l'occasion de Jacmel Longo du 29 janvier au 28 février.
<b>Basket-ball</b>	<b>CHAMPIONNAT DE FRANCE</b> (Vingt-deuxième journée) Moulins b. Nantes ..... 99-87 Villeneuve b. Antibes ..... 117-95 RCE Paris b. Caen ..... 77-68 Vichy b. Lorient ..... 81-78 Limoges b. Reims ..... 111-88 Orthez b. Avignon ..... 108-78 Tours b. Cholet ..... 75-68 Moussy b. Saint-Rémy ..... 100-89 Classé : 1. Limoges, 60 pts ; 2. Cholet, 58 pts ; 3. Moussy, 53 pts ; 4. Orthez et Villeneuve, 51 pts ; 5. RCE Paris et Nantes, 50 pts.	<b>GRANDE-BRETAGNE-FRANCE</b> La Grande-Bretagne a battu la France (30-12) samedi 6 février à Leeds.
<b>Rugby à XIII</b>	<b>CHAMPIONNAT DU MONDE DES FEMMES COQ (BWF)</b> L'Australie Kalin Sanderovic a conservé son titre en battant le Mexique Fernando Beltran par arrêt de l'arbitre à la deuxième reprise, samedi 6 février au stade Combertin à Paris.	<b>Tennis</b>
<b>Automobilisme</b>	<b>RALLYE DE SUÈDE</b> Le Finlandais Markku Alen (Lancia Delta HF) a remporté pour la première fois le Rallye de Suède qui a pris fin le samedi 6 février à Karlstad. Après avoir dominé l'épreuve de bout en bout, il a devancé les Suédois Björn Widen (Ford Sierra 4x4) de 1 min 37 s et Torbjörn Axell (Citroën 2CV) de 7 min 32 s. Alen rejoint en tête du	<b>COUPE DAVIS</b> (Premier tour) A Prague Tchécoslovaquie bat Paraguay ..... 3-0 A Genève Suisse bat Nlle-Zélande ..... 5-0 A Essen RFA bat Brésil ..... 5-0 A Palerme Italie bat Israël ..... 4-1 A New-Delhi Yugoslavie bat Inde ..... 3-2 A Aarhus Danemark bat Espagne ..... 3-2 A Bâle France bat Suisse ..... 4-1 A Mexico Mexique et Australie ..... 2-2
<b>Cyclisme</b>	La Fédération française de cyclisme (FFC) a décidé d'appliquer la mesure de suspension d'un coéquipier par le	<b>LA SUSPENSION DE JEANNE LONGO</b> La Fédération française de cyclisme (FFC) a décidé d'appliquer la mesure de suspension d'un coéquipier par le

Je suis, moi aussi







HUMEUR

La chute du dollar : un mythe

par WILLIAM C. CATES (\*)

QUAND le premier ministre français met en cause la Bundesbank pour avoir soutenu le dollar et non le franc, il faut dire « stop » et mettre fin à ce mythe de la « chute » du dollar...

la presse mondiale : la montée des monnaies européennes et japonaises par rapport au dollar, en 1985, n'était pas le sujet particulièrement excitant, alors que la « baisse » d'une monnaie retient davantage l'attention des lecteurs...

que des pays qui sont affectés ? Regardons les choses de plus près. Depuis quarante-trois ans, le dollar est la monnaie d'échange pour la plus grande partie des transactions commerciales dans le monde entier...

autorités monétaires américaines ont une grave responsabilité, encore plus reconnue - même à Washington - qui est de maintenir des prix stables en dollars pour le commerce mondial.

Les pays industrialisés à monnaie flottante doivent reconnaître ce qu'ils font et l'admettre devant leurs concitoyens : s'ils veulent bénéficier, chez eux, d'une baisse des prix mondiaux pour cacher l'inflation des prix domestiques...

Une grave responsabilité

En comparaison avec ce marché du dollar, celui d'autres monnaies, bien que très sophistiqué, n'approche pas de l'infini. On peut, par exemple, comparer le marché du deutchmark, d'un jour à l'autre, avec celui du pétrole...

(\*) Ancien secrétaire adjoint au Trésor des États-Unis (1970-1973).

Le projecteur braqué

Les achats ou les ventes des autres banques centrales sur les marchés monétaires ont peu d'effet sur ces prix mondiaux. C'est ainsi que les Japonais et les Allemands ne soutiennent pas le dollar, mais s'occupent de la valeur de leur propre monnaie.

Alors, d'où vient ce mythe ? Il trouve probablement son origine dans les bureaux de rédaction de

Pour les hommes politiques d'Europe et du Japon, ce mythe est très pratique : il leur permet d'accuser les Américains, avec leur double déficit du budget et du commerce, d'être responsables du chômage dans les industries d'exportation de leurs pays respectifs.

Mais ce mythe, tellement utile, peut-il être vraiment qualifié de mythe ? Y a-t-il une vraie différence entre la hausse du yen et du deutchmark et la « chute » du dollar ? Si cette différence existe, implique-t-elle des approches différentes des politiques économi-

Rigidités de la cogestion

(Suite de la page 33.)

Mal jugé, le travail à domicile se refait une réputation, en particulier avec le télé-travail.

Tout cela a pu être amplifié par le recours à une disposition particulière. Si 85 % des salariés de Siemens sont « sous le coup » de la convention collective, 3 % des cadres supérieurs ne sont pas soumis à des restrictions légales et 12 % hors convention collective ont signé un contrat individuel.

temps. « Nous savons qu'il y aura quatre, six ou huit semaines de discussion », ajoute-t-il. Aussi commence-t-on par annoncer une intention et non une décision, que nous faisons précéder d'une longue phase de préparation.

Symbolique de l'esprit de la cogestion, la situation du « directeur du travail », associé au choix du directeur, donc parfaitement informé des orientations stratégiques et nommé par un vote du conseil de surveillance de vingt membres (le président disposant de deux voix), dont dix représentants du personnel, des cadres et des syndicats.

Quand il s'agit de se séparer d'une activité, comme lors de la vente de la division audiovisuelle au finlandais Nokia fin 1987, on s'efforce de convaincre ses partenaires, en étant assuré d'une quasi-confidentialité. Même l'intégration dans le groupe Alcatel NV, après la multinationale IIT, a pu être abordée l'année précédente sans trop de dommage.

Elles savent d'ailleurs faire des contraintes un moyen de management. « Cela nous oblige à anticiper pour imposer une stratégie », reconnaît ainsi le Dr Klaus Fritzsche, à la Standort Elektrik Lorenz, et, à ce titre, comme dans toutes les sociétés de plus de 20 000 salariés, membre du directoire. Il faut laisser aux gens la possibilité d'agir quand il est apparemment encore

Utiliser les contraintes

Les employeurs allemands n'entendent pas pour autant remettre en cause la cogestion à laquelle ils sont accoutumés, facteur d'intégration de salariés à leurs entreprises. Au moment où la dimension humaine est si déterminante dans la compétitivité, les équipes dirigeantes ne voudraient pas sacrifier ces bonnes relations par un bouleversement des règles et des principes.

Elles savent d'ailleurs faire des contraintes un moyen de management. « Cela nous oblige à anticiper pour imposer une stratégie », reconnaît ainsi le Dr Klaus Fritzsche, à la Standort Elektrik Lorenz, et, à ce titre, comme dans toutes les sociétés de plus de 20 000 salariés, membre du directoire. Il faut laisser aux gens la possibilité d'agir quand il est apparemment encore

(Publicité)

AUTOROUTE A-821

CONTOURNEMENT NORD DE NANTES

Ouverture d'une section d'autoroute entre l'autoroute A-11 au lieu-dit « La Vieille Vigne » et la route nationale 137 et la route nationale 168 au lieu-dit « L'Espérance ».

Une enquête portant à la fois sur l'utilité publique de cette opération, l'affectation du caractère autoroutier à la section de voie nouvelle, la modification des plans d'occupation des sols des communes de LA CHAPELLE-SUR-ERDRE et CARQUEFOU, se déroulera pendant 30 jours consécutifs du 25 février 1988 au 25 mars 1988 inclus.

Président : M. Claude BOUCHE, lieutenant-colonel du génie en retraite, demeurant 20, rue du Coudray à Nantes.

Le siège principal de l'enquête sera situé à la préfecture de Loire-Atlantique à Nantes.

Le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public, bureau porte 111, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

Un dossier d'enquête sera mis également à la disposition du public : - à la mairie d'Orvault, du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête, ainsi qu'à la sous-préfecture de l'arrondissement de Nantes et à la préfecture de Loire-Atlantique.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC

Régie autonome intercommunale de distribution de l'eau et de l'électricité de la province de Tanger - RAID - Tanger

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNAT. N° 11/88

Dans le cadre de l'investissement en son profit de l'implantation transfrontalière, la régie autonome intercommunale de distribution de l'eau et de l'électricité de la province de Tanger (RAID) procède à la réalisation de l'installation de pompes hydrauliques de Chat-el-Alah, avec la participation financière de la Banque africaine (BAF) et le fonds d'équipement communautaire (FEC).

Les offres doivent parvenir au nom du directeur de la RAID au plus tard le vendredi 25 avril 1988 à 16 h à l'adresse suivante : 20, rue Imam-Al-Chamali - R.F.M. 296 - Tanger - Maroc.

(Publicité)

7<sup>e</sup> Congrès des Chefs des Ventes

En 7 ans d'existence, le Congrès National des Chefs des Ventes est devenu un événement majeur dans la vie professionnelle des responsables commerciaux. Comme chaque année en mars, les chefs des ventes se livrent pendant deux jours à une réflexion approfondie sur le devenir de la vente et s'informeront sur les techniques les plus récentes de formation et d'animation des vendeurs.

Le congrès se tiendra à Paris les jeudi 24 et vendredi 25 mars. Programme complet et conditions de participation à demander au secrétariat du congrès : Pratique SA, BP 945 74019 Annecy - Tél. 50 66 23 27



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

La Commission des Communautés européennes a l'intention de lancer un appel d'offres (date de clôture probable : mi-mars 1988) pour la traduction de propositions de réglementations et de normes hautement techniques dans les langues officielles et langues de travail des Communautés européennes et à partir de ces langues (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais).

Ces textes, nécessaires à la mise en œuvre de la directive 83/189/CEE, représenteront un volume de quelque 400 pages par mois et doivent être traduits avec rapidité et précision.

Commission des Communautés européennes, Direction de la traduction, D-1, bureau CREN 4/7, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

ODOUL AGENT DE la demeco Garde-meubles 42 08 10 30 16, rue de l'Atlas-75019 Paris

LE MONDE diplomatique

LA FAUTE Février 1988

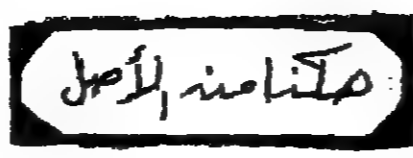
GESTIONNAIRE par CLAUDE JULIEN

L'« économisme » qui prévaut dans les milieux dirigeants s'inspire dans toute la pensée politique et sociale. La priorité est donnée aux résultats de l'entreprise au détriment de l'emploi, du pouvoir d'achat et de la couverture sociale.

LE YEN PETITE MONNAIE D'UN GEANT INDUSTRIEL.

Encore peu utilisée par Tokyo pour son commerce extérieur, quasi absente des réserves officielles de change des autres pays, la monnaie japonaise est désormais en mesure de servir les ambitions de l'industrie financière japonaise.

En vente chez votre marchand de journaux





ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Rigidités de la cogestion

POINT DE VUE

Le bon moment pour investir

Aujourd'hui, les entreprises françaises ne sont pas mal placées. Elles ne doivent pas hésiter à prendre des risques.

par ALBERT MERLIN (\*)

Les besoins de renouvellement du matériel : ce que l'on pourrait appeler la capacité de survie. On n'a guère remarqué que cette épargne nette était restée constamment négative de 1980 à 1985...

Une compétitivité sous-estimée

Le renouveau est venu il y a dix ans, lorsque la remontée des résultats a permis de retrouver le seuil de survie, puis de le dépasser largement en 1987. Aujourd'hui, on peut estimer que les sociétés françaises, considérées globalement...

La reconquête des parts de marché perdues entre 1980 et 1985 n'est certes pas acquise d'avance ; mais elle apparaît désormais possible, du moins dans toute la mesure où ce rebond est lié au redémarrage de l'investissement...

Dernier avantage - et non des moindres - jouant désormais en faveur des entreprises françaises : leur situation relativement confortable en matière de coûts indus-

risques ne sont jamais répartis de façon homogène. Pour une fois, les Français ont des atouts, ce serait dommage de ne pas les jouer.

En réalité, pour les firmes françaises comme pour les autres, la véritable difficulté n'est pas l'incertitude conjoncturelle mais le risque industriel, que le foisonnement technologique rend beaucoup plus pesant qu'autrefois.

CORRESPONDANCE

La contorsion financière

L'information donnée dans le Monde du 5 janvier par M. Robert Pelletier, directeur général de l'Association française des établissements de crédit, sur la création d'un « espace financier européen » est précieuse.

Trois quarts de siècle d'inflation ont appris à raisonner en taux réels, et, là, le résultat devient surprenant. En RFA, sans impôt, le taux réel est naturellement le taux apparent moins le taux d'inflation.

M. Pelletier met en évidence les conséquences néfastes de cet isolement fiscal sur le financement de l'économie ; le simple bon sens suffit pour deviner que les entreprises sont d'autant plus performantes que leurs frais financiers sont moins élevés.

L'auteur a eu la bonne grâce de ne pas ironiser en rappelant le correctif que les gouvernements ont cherché à apporter à cette situation par le jeu des bonifications d'intérêt ; l'impôt fait monter les taux, une partie de la recette est reversée pour les faire baisser, avec, au passage, des monceaux de papiers et de dossiers improductifs.

Quelques chiffres permettront de mesurer l'ampleur du handicap résultant d'une telle originalité par rapport à la pratique internationale. En taux apparent, pour offrir le

même rendement que les obligations allemandes, les obligations françaises doivent offrir une rémunération supérieure de 27/73, soit 37 % de plus.

Les mêmes calculs, si simples qu'on omet de les faire, nous apprennent qu'avec 6 % d'inflation un taux réel de 3 %, après impôt de 27 %, exige un taux apparent de 12,3 % et que, si ce dernier était fixé à 8,2 %, le taux réel après impôt serait nul et négatif en dessous.

Frontières closes, dans le passé, les gouvernements français ont pu, à leur guise, peser sur les taux, quitte à ce que la rémunération réelle de l'épargne devienne dérisoire, mais demain ? Décidément, que de surprises l'Europe nous réserve !

PIERRE LAJET, ancien banquier.

LES banquiers ont coutume de dire qu'en matière financière il n'est pas de décision bonne ou mauvaise en soi, et que l'important est le choix du moment. N'en va-t-il pas de même dans l'industrie, même si l'échelle de temps y est assez différente de celle que considère le banquier ?

Savoir se placer vis-à-vis des concurrents, tirer parti d'une technologie nouvelle juste à temps, jouer à contre-courant si nécessaire, voilà ce qui s'enseigne difficilement et qui pourtant décide souvent de la réussite ou de l'échec. Il y faut parfois une bonne dose d'audace : quand on se trouve en début de 1988 et que la météo économique vous annonce moult nuages à l'horizon, que les Bourses se montrent inquiètes et incrédules, on peut craindre que certains chefs d'entreprise n'aient un réflexe attentiste au point de s'interroger sur les projets d'investissements qu'ils avaient concoctés à l'automne, dans la foulée de la vive expansion de la fin 1987.

Des efforts de musculation

C'est bien le cas aujourd'hui : pendant des années, les entreprises françaises ont souffert, vécu chichement, sur des marges étriquées, alors qu'elles devaient s'engager dans un douloureux programme de restructuration. Comment auraient-elles pu, en même temps, se montrer conquérantes ? Aujourd'hui, le paysage a totale-

ment changé. Grâce à leur effort de musculation, les firmes hexagonales ont retrouvé la santé, et leurs résultats se sont nettement redressés par rapport à ceux de toutes leurs concurrentes.

Quand on va mieux et que les concurrents vont relativement moins bien, il faut en tirer parti. Ne pas attendre que la conjoncture soit idéale, mais au contraire profiter de tout moment de doute, de toute hésitation, de tout « bégaiement » conjoncturel pour prendre de l'avance sur les « challengers ». Les occasions ne manquent pas, à commencer par les possibilités d'acquisition, singulièrement élargies par la baisse du dollar, pour ceux qui seraient envies de franchir l'Atlantique. Il faut en profiter, et vite, car si l'on est incapable de faire des prévisions de change à courte échéance, une seule chose est sûre : le taux actuel du dollar ne durera pas. Est-il inscrit dans les astres que les usines américaines doivent passer, en majorité, sous la coupe des Japonais ?

Mais il n'y a pas que les acquisitions à accélérer. Il faut être tout aussi conscient des chances qui s'offrent aux entreprises françaises en matière d'investissements industriels, depuis qu'elles affleurent de meilleurs bilans. Ce n'est pas seulement une question de milliards. Il y a, en matière de décisions d'investissement, des seuils décisifs. Certains sont cruciaux, comme le niveau de l'épargne nette des sociétés, autrement dit les ressources propres qui restent disponibles une fois déduits

(\*) Economiste d'entreprise.

La relance au Japon : un relais irréaliste

Les exportations nippones ont, en effet, développé des gammes de production conçues pour un marché internationalisé, dont les Etats-Unis sont un élément essentiel, et qui ne pourra trouver de substitut dans la relance de la demande intérieure japonaise. Les produits de grande consommation dont les exportateurs japonais ont fait leurs choux gras - électronique grand public, optiques, jouets, automobile, micro-informatique - sont dépendants du marché américain. En 1986, l'excédent commercial nippon dans le secteur manufacturier était réalisé pour plus de 40 % aux Etats-Unis.

A l'opposé, les besoins des ménages nippons en produits exportés par leur industrie sont déjà très largement satisfaits, pour ne pas dire saturés, en ce qui concerne de nombreux équipements. Ainsi, en 1986, le nombre de téléviseurs couleur pour 100 ménages atteignait 174,7 unités ; celui de réfrigérateurs : 114 ; celui de machines à laver : 106,5 ; de voitures de tourisme : 84,5 ; de chaînes hi-fi : 67 ; etc.

Cette observation est également valable pour les produits nouveaux que l'industrie nipponne entend développer. En effet, ces équipements destinés autant à un large public dans les domaines de l'électronique, de l'automobile ou de la micro-informatique qu'à de macro-acheteurs dans le domaine des télécommunications, des transports ferroviaires ou des ordinateurs de très grande puissance ne peuvent être rentabilisés qu'à l'échelle du marché mondial dont les Etats-Unis sont un élément essentiel.

Par conséquent, une cure d'austérité outre-Atlantique, qui devrait nécessairement durer plusieurs années pour rétablir durablement les finances américaines, entraverait la diffusion de ces nouveaux produits. Dans ces conditions, les firmes nippones pourraient être tentées de ralentir le renouvellement de leurs productions et de camper sur leurs positions commerciales acquises, quitte à fournir un effort financier important pour comprimer leurs marges et leurs charges salariales.

Le rééquilibrage commercial, atteint grâce à l'austérité américaine, se ferait - par le bas - dans un contexte de récession et de montées des tensions internationales, comme on a déjà témoigné le doublement des droits de douane sur les importations de composants électroniques japonais, en 1987.

Ces contradictions structurelles sont renforcées par des problèmes financiers qui pourraient accélérer l'échec des politiques de relais. En premier lieu, le financement de la relance intérieure japonaise devra trouver des moyens.

Les contraintes financières

Jusqu'à présent, les autorités japonaises ont procédé à des émissions d'emprunts sur un marché intérieur où les liquidités sont, il est vrai, assez abondantes. Mais la dette publique japonaise nette devait atteindre, à la fin de 1987, avant même la prise en compte des relances exceptionnelles, 26,6 % du PNB, soit à peine moins que la dette américaine et plus que la dette ouest-allemande ou française. Les charges d'intérêts représentent déjà plus de 20 % des dépenses publiques dans l'empire du Soleil-Levant.

Cela explique pourquoi les autorités japonaises ont compensé les mesures de réduction de l'impôt sur le revenu, décidées en 1987, par une amputation de 10 % des crédits de fonctionnement des administrations et par un relèvement de la fiscalité de l'épargne, qui ne peuvent qu'atténuer l'effet de relance attendu. Par ailleurs, ces contraintes financières ne permettent pas aux autorités nippones de faciliter, par les commandes publiques, la coopération entre les grandes firmes japonaises et américaines autour de projets industriels communs.

Notons également que les capitaux utilisés par le Japon, pour financer les relances, risquent de limiter les placements nippons sur le marché financier américain. Ces placements sont pourtant devenus indispensables à la couverture du déficit outre-Atlantique. Selon l'OCDE, les

investisseurs japonais auraient acheté près de la moitié des bons du Trésor mis en adjudication par le gouvernement américain en 1986.

En vérité, les politiques de relais pourraient créer un effet de strangulation financière de l'économie américaine si elles conduisaient les prêteurs japonais à se dégager du marché américain. Cela précipiterait une récession mondiale, bien avant que les conséquences bénéfiques des relances dans les pays excédentaires ne puissent se faire sentir.

On sait, en outre, que la Bourse de Tokyo a réussi, jusqu'à présent, à limiter sa baisse et qu'un effondrement du Kabuto Cho risquerait de précipiter l'ensemble des Bourses occidentales dans un abîme. Or cette relative bonne tenue est due à l'abandonnement permanent du marché des valeurs de Tokyo par de gros investisseurs. Il existe donc déjà des forces profondes qui jouent en faveur d'un rapatriement des capitaux japonais et d'une récession aux Etats-Unis. Point n'est besoin de les attiser.

Les résistances auxquelles se heurtent les politiques de « relais » ne sont, tout compte fait, que le reflet de l'instinct de conservation du système économique international. Une sortie dynamique de la crise exigerait, en réalité, une coopération industrielle dans les secteurs de pointe que les firmes recherchent souvent spontanément, en multipliant les alliances, comme dans l'électronique.

Les Etats devraient favoriser cette intégration par des commandes publiques groupées, financées par la création de liquidités internationales. De cette façon, les pays excédentaires pourraient développer des productions nouvelles sans avoir à rapatrier leurs capitaux, et les pays déficitaires pourraient restructurer leurs industries sans s'imposer des cures d'austérité, dont l'histoire économique montre qu'elles sont au rétablissement économique ce que la médecine de Moïse était à la médecine : des purges sans issue.

SERGE FEDERBUSCH.

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1987 Le Monde



Le Monde BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1987 Krach

La chute du dollar a révélé la fragilité du système monétaire international et le dégrèvement mondial des échanges. Face aux excédents allemands et japonais, le géant américain trébuche. Fera-t-il basculer dans la récession les autres pays industriels ? La crise financière d'octobre ne doit pas masquer les bons résultats de 1987 : une croissance qui continue sur sa lancée, un chômage qui se stabilise ou régresse.

Le « Bilan économique et social » - véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde - rassemble les dernières statistiques, commentaires de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année, dans leur environnement socio-politique.

AU SOMMAIRE ● La situation en France : Le bilan à la veille de l'élection présidentielle. Un commerce extérieur inquiétant. Une année plutôt positive malgré la crise boursière. ● L'environnement international : La montée de l'Asie : Japon, Taiwan, Corée du Sud, Singapour et Hongkong. La résistance des pays occidentaux. La dette de l'Amérique latine. ● Le dollar : L'épave du dollar de 1987 à 1988, les graphiques et les principales étapes de son évolution. Un dossier spécial en couleurs, largement illustré. ● Cent cinquante pays à la loupe : Les correspondants du Monde décrivent l'activité économique pays par pays.

Le Monde Service des ventes au numéro 7, rue des Salettes, 75427 PARIS CEDEX 09

LE MONDE diplomatique LA FAUTE GESTIONNAIRE par CLAUDE JULIAN LE YEN PETITE MONNAIE EN CLANT INDIEN



## La chronique de Paul Fabra

**I**MPLICITEMENT ou exploitation, il est admis que l'introduction des méthodes informatiques de gestion constitue un facteur radicalement nouveau de nature à changer le fonctionnement des marchés, et surtout des marchés boursiers. Même si on ne tombe pas dans l'énorme panneau du « c'est la faute à l'ordinateur » pour expliquer le krach du 19 octobre (voir notamment les chroniques du 2 février 1988 et du 3 novembre 1987), cette proposition apparaît évidente. Inutile donc, dira-t-on, de la discuter. Il se pourrait au contraire que, dans l'intérêt d'une modernisation bien comprise de la Bourse, il convienne de se demander en quoi consiste au juste le nouveau.

Si l'on adopte le point de vue d'un homme qui ne serait que technicien, il n'est pas douteux qu'on se trouve en présence d'une véritable novation au sens fort et originel du terme. A la limite, l'informatique n'est pas en train de perfectionner le marché tel qu'il existait ; elle est en train de nous en créer un tout neuf qui remplace l'ancien. L'adoption du système CATS (Computer Assisted Trading System) transposé de celui qui fut mis au point à Toronto (en service également à Tokyo et demain à Madrid) permet une grande souplesse d'utilisation. Les variations d'écart entre les cours du comptant et les cotations à terme sont diffusées instantanément sur un marché élargi autant que l'on voudra.

Les mêmes techniques sont en mesure d'assurer pratiquement sans délai l'exécution des ordres reçus de la clientèle. Sans de pareilles facilités, hier encore hors de portée, il eût été impossible d'envisager, sans augmentation prohibitive des frais, l'instauration d'un marché en continu, où plus de cent titres sont déjà cotés.

Regardées du point de vue de l'économiste, ces innovations, pour

## Vive l'ordinateur, à bas le casino !

spectaculaires qu'elles soient, n'en sont pas. Dans son esprit, elles n'ont rien changé. C'est comme si on trouvait tout d'un coup un procédé commode pour réaliser le vide absolu dans une portion de notre espace terrestre. Le physicien serait en droit, après avoir félicité l'inventeur, de lui dire : « Pour moi, cela ne change rien, car depuis longtemps je fais abstraction des frottements de l'air, et c'est sur cette hypothèse que j'ai établi mes lois. »

D'une certaine façon, l'ordinateur mis au service des marchés permet de leur conférer pour de vrai les caractéristiques imaginées par les économistes depuis l'origine de leur science pour la commodité de leur raisonnement et l'élégance de leurs formules. Pour simplifier les choses, il supposait un marché immédiatement sensible aux plus faibles variations de l'offre et de la demande, ce qui impliquait une diffusion immédiate des informations.

Le principe du prix unique relevait des mêmes hypothèses en vertu desquelles, et surtout, la transmission de toutes ces informations pourtant nécessaires pour y parvenir s'opérait avec la vitesse de la lumière et sans frais. Le « monde sans frottements » des économistes avaient soulevé beaucoup de critiques pour son irréalisme. Avec le temps, ceux-ci avaient essayé de le rendre moins abstrait en introduisant progressivement certaines complications. C'est ainsi que fut introduite la notion de « coûts de transaction » qu'on avait d'abord considérés comme négligeables.

Ce très bref rappel de la démarche traditionnelle des théoriciens pourrait justifier les conclusions les plus pessimistes sur l'économie de

ce marché. Celle-ci n'aurait pendant longtemps existé qu'à titre de fausse-semblance parce que les conditions techniques de son fonctionnement, dans le temps et l'espace, n'étaient pas réalisées.

Aujourd'hui, ces conditions sont presque à notre portée, mais le système risquerait de se bloquer à cause précisément de l'informatique qui, pour la première fois, rend possible la « transparence » des marchés. Derrière l'impression de ce « des » se profile la cause d'un très grave malentendu. Il ne cesse depuis un demi-siècle (en réalité depuis beaucoup plus longtemps) de fausser le débat.

**C**ONTRAIREMENT à ce qu'une longue expérience montre de la façon la moins équivoque, les économistes modernes, libéraux et dirigistes confondus, restent accrochés à l'idée que la Bourse fournit le modèle le moins imparfait de ce que les théoriciens appellent un marché. Cela ne peut s'expliquer en définitive que par l'idéologie qui sous-tend la « science économique » contemporaine.

Sur le marché des biens manufacturés et d'une partie des produits agricoles, ainsi que sur celui des services, la compétition décisive est celle qui joue du côté des offreurs. A telle enseigne que, sauf pendant les périodes de grand trouble (d'origine monétaire, neuf fois sur dix), les prix de vente sont déterminés par des facteurs beaucoup plus objectifs que subjectifs. Qu'on observe dans les pays ouverts sur le monde extérieur l'évolution du prix des automobiles, des téléviseurs ou des composants électroniques. Ces prix, sauf exceptions qui tendent à se raréfier au fur et à mesure que les marchés s'inter-

nationalisent, collent étroitement aux coûts de revient ; chaque fois que, dans tel ou tel secteur dont l'essor est stimulé par une nouvelle technologie, des profits anormalement élevés apparaissent, on assiste à la ruée de nouveaux producteurs.

L'offre accrue fait disparaître les marges anormales comme maints innovateurs de la Silicon Valley en ont fait l'expérience parfois fatale. Bref, la rationalisation économique impose ses lois sur la plupart des marchés de produits et de services. Si, poussant plus loin l'observation, on cherchait, derrière les coûts de revient exprimés en monnaie, à quantifier en heures de travail le temps nécessaire pour fabriquer tel ou tel produit ou rendre tel ou tel service, on s'apercevrait de certaines corrélations qui confèrent à tout le système sa cohérence (le lien entre la productivité du travail et l'échelle des prix).

Mais, pour des raisons qui s'expliquent par leur parti pris en faveur de la « demande », les économistes modernes, au lieu de chercher leur modèle dans les marchés de biens et de services, pourvus d'une régulation quasi automatique grâce à la discipline du prix de revient, préfèrent le découvrir dans des marchés qui, de près ou de loin, ressemblent à une salle d'enchères. Là, l'offre est toujours d'une façon ou d'une autre limitée (c'est le cas pour le nombre de titres en circulation sur un marché boursier), tandis que la capacité d'achat des demandeurs, parmi lesquels les spéculateurs jouent un grand rôle, est directement influencée par des facteurs externes tels l'abondance du crédit, l'afflux de capitaux étrangers liés à des phénomènes de balances des paiements généralement mal analysés.

En conclusion, moins un marché s'apparente à un marché de produits et de services, plus il est vulnérable. La fonctionnalité de la Bourse devrait pour cette raison faire l'objet de précautions particulières. C'est pourtant sur ce genre de marché que porte en priorité la déréglementation. Il ne s'agit pas de multiplier les interdictions ni surtout d'empêcher le libre jeu entre le comptant et le terme, mais de veiller à ce qu'il ne soit pas détourné de ses fins. Il est urgent de défendre les marchés financiers contre la tentation permanente née de l'instabilité et qui les conduit à des pratiques propres à l'exacerbation.

**L**A tâche est difficile, car ce qui est requis est une réflexion d'ensemble sur les conditions du fonctionnement d'un marché. Les Américains, qu'on essaye d'imiter, n'y sont pas préparés. Pour eux, il suffit qu'un instrument soit « sophistiqué » pour qu'il soit recommandable.

Exemple de mécanisme probablement déstabilisateur : les marchés à terme sur indices boursiers. A quel sert un indice ? A décaler la tendance générale du marché à partir de l'observation des cours d'un certain nombre de titres. La tendance ainsi dégagée n'a des chances d'être significative qu'à la condition que la cotation de chaque titre soit déterminée pour l'essentiel par des facteurs qui lui sont propres (en relation avec les résultats de la société). Mais qu'en est-il si les investisseurs jouent l'indice et non pas chaque action en particulier ? Le CCF est en train d'étudier l'adaptation en France d'un marché privé d'options sur indices boursiers. Il ferait bien d'y réfléchir à deux fois. Quant au gouvernement, son rôle n'est pas de laisser miroiter à quelques professionnels l'espoir de gagner de l'argent dans un casino. ■

## Notes de lectures

par Alfred Sauvy

JEAN-PIERRE CHARVET

Le désordre alimentaire mondial  
Surplus et pénuries ; le scandale

Cet excellent ouvrage du maître de conférences à Paris-X ne pêche guère que par le titre, inutilement provocant, et par l'introduction, il est vrai, informelle, donc « affranchi » le lecteur, sans lui imposer des solutions.

Ordre logique : entre la première partie, consacrée à l'alimentation, donc à la demande (disons plutôt aux besoins) et la troisième, sur l'offre de produits agricoles, se place un exposé sur l'« effet de King », essentiellement le seul économiste britannique ancien à être connu — et méconnu — dans les chaudières beauceronnes ou provençales (au-delà d'un certain niveau, récolte meilleure signifie récolte plus basse).

La politique des pays industrialisés est aussi bien décrite que mal nommée (en style « américain », « la stratégie dans les pays industrialisés »). Préféré, à tout prendre, aux missiles, la lutte entre la PAC (politique agricole de la Communauté) et le granier américain. Bon aperçu de la situation du Japon.

Et voici qu'entre en scène le prolétariat tiers-monde. Dénonçons une fois de plus, les dangers de l'aide alimentaire, qui, en soulageant les villes, accélère l'exode rural. Et nous traversons le monde : la Chine, les pays socialistes européens, le GATT, la CNUCED, rien ne manque.

Quelques lignes bien venues sur la dette des pays pauvres, mais une fois de plus aucun appel en faveur de l'enseignement agricole, dans les pays dont la pauvreté n'est guère faite que de l'incapacité à utiliser leurs richesses.

\* Haster (Imprimé en Italie). Paris 1987. 185 cm. 256 p., 49,90 F.

FRANÇOIS JEAN

La dette, catastrophe  
ou mutation

Il n'est pas près de quitter l'actualité, ce sujet si apte à provoquer de temps à autre des poussées de fièvre politique. Il s'agit ici des actes du colloque organisé par la fondation Liberté sans frontières, le 27 février 1986. Presque tous les auteurs appartiennent à des pays industrialisés.

Quatre parties, dont l'une est consacrée à l'Amérique latine. Yves Berthelot (CNUCED ex-CEPII) ouvre le feu en rappelant la responsabilité des pays industrialisés dans la crise de 1982 et ses suites. L'austérité impo-

sée ayant entraîné une diminution des investissements, le cercle paraît d'autant plus vicieux que les résultats sont encore aggravés par la hausse des taux d'intérêt. (En revanche, la baisse du dollar a été favorable, mais depuis...)

Michel Fouquier compare les voies, si divergentes, de la Corée et du Brésil : deux pays où la répartition des revenus privés a joué un rôle important. Esperanza Duran, du Colegio de Mexico, présente des aventures « latines », bien différentes sur les moyens utilisés, mais beaucoup moins par les résultats. L'emprunt a été prêté aux investissements étrangers, avec d'autant plus de raison que les taux d'intérêt réels ont été longtemps négatifs. Perspectives sombres, mais, comme le montre le « Plan austral », l'austérité est mieux supportée, quand elle n'est pas imposée de l'extérieur.

En Afrique, au sud du Sahara, Patrick Guillaumeont, le monétariste de Clermont-Ferrand, distingue non seulement les pays pétroliers des autres, mais ces derniers selon leur dimension. Les petits pays doivent s'endetter plus que les grands : relation étroite entre l'instabilité des exportations et le taux d'endettement.

Mais que dire devant ce singulier conseil : « Un supplément d'endettement... devrait pouvoir éviter des crises d'endettement qui, pour ces pays, seraient dramatiques » ? Comédiens, tragédiens ?

En annexe, quelques graphiques, dont l'austérité ne dissimule pas le caractère dramatique et laisse prévoir de nouvelles aventures.

\* Liberté sans frontières. Paris 1987. 225 cm. 151 p., 30 F.

GÉRALD MESSADIE

Requiem pour un superman  
La crise du mythe américain

Rédacteur en chef adjoint de Science et Vie, l'auteur a déjà, à diverses reprises, fait preuve, disons de vivacité. C'est un sévère réquisitoire qu'il nous donne ici, en vue de dissiper les images roses, si familières à de nombreux Européens. Il est certes riche de débats sur Warhol ou de rappels la fameuse prévision de Valéry sur l'Europe soumise à une commission américaine, mais le mariage des chiffres est un art plus délicat, qui peut se heurter à des adversaires plus soucieux de faire prévaloir l'examen profond sur le préjugé. C'est surtout sur le plan économique que nous nous plaignons ici.

Plus solide, mieux assise que la critique directe est celle des illusions entretenues par les médias ; mais estimer qu'il n'y a « quasiment rien » à New-York en dehors des gratte-ciel et de deux musées ou annoncer que la mortalité infantile est aussi élevée aux Etats-Unis que dans les pays les moins développés, c'est, sans doute, manquer son objectif. Les adversaires sont moins vulnérables que les chiffres. En fait, la production industrielle et le chômage ont, depuis le second choc pétrolier, évolué, là-bas, plus favorablement qu'en France.

La crise financière d'octobre est, certes, venue à point avec le classique rappel du vendredi noir de 1929, mais la suite confirme combien est mal connue, après un demi-siècle, la crise appelée, non sans raison, la grande. Que l'évocation de la politique économique de Roosevelt soit particulièrement romancée n'a rien de normal ; peu d'hommes ont aussi bien assuré leur réputation posthume ; la guerre étant, bien entendu, mise à part.

Avec moins de noir et plus de gris, l'auteur n'eût-il pas mieux atteint son objectif ?

\* Robert Laffont. Essais, Paris 1985, 22 cm, 306 p., 92 F.

CATHERINE COLLOMP,  
MARIANNE DEBOUZY  
et SYLVIE LE BARSLes salaires  
dans l'Amérique de Reagan

Catherine Collomp, maître de conférences à Paris-XII, Marianne Debozy, professeur à Paris-VIII, et Sylvie Le Bars, maître de conférences à Nancy-II, nous offrent un intéressant ouvrage sur un sujet un peu plus large que ce que suggère le titre : il s'agit de l'organisation syndicale et sociale aux Etats-Unis, même avant l'avènement du président Reagan, mais les salaires ne sont guère dits. Les articles repris ici ont été présentés lors d'un congrès organisé par l'Association française d'études américaines, en mai 1986. Cette étude a été subventionnée par le Centre d'études sur le syndicalisme nord-américain de Paris-XII et le Centre de recherches pour l'étude des sociétés américaine et britannique de l'université de Nancy-II.

Depuis le temps, déjà lointain, de la puissance des CIO, les syndicats ont, aux Etats-Unis, perdu en force et en moyens. Moins d'un salarié sur cinq est syndiqué ; pour les femmes, 13 % seulement. Le travail à domicile laisse d'ailleurs peu de place à l'action syndicale.

Il y a, nous est-il dit, trois attitudes patronales à l'égard des syndicats : la méthode dure, la méthode paternaliste et la méthode « scientifique », qui utilise des techniques spécialisées. Il peut, par ailleurs, s'élever des conflits entre la base et les syndicats.

En tout état de cause, le syndicalisme est aussi global qu'en France ou en Angleterre. D'autre part, 70 % des travailleurs seulement ont une couverture médicale. Selon Milton et Rose Friedman, le pays est, de plus en plus, divisé en deux classes : l'une qui reçoit l'aide sociale et l'autre qui la finance. Tout est dans l'interprétation, mais il se dégage quelques odeurs de dix-neuvième siècle.

L'action syndicale semble efficace, puisque, dans les secteurs où il y a un syndicat pour négocier les salaires, ceux-ci sont de 30 % plus élevés. Encore faudrait-il localiser la cause et l'effet et surtout distinguer les branches. Inégalités considérables dans la durée du travail : à Flint (Michigan), un tiers de ceux qui travaillent font des semaines de 60 à 70 heures.

Ce réquisitoire discret serait utilement complété par des résultats de comptabilité nationale, notamment par une comparaison entre l'évolution des salaires et celle du PIB.

\* Presses universitaires de Nancy. Nancy 1987. 24 cm. 168 pages, 78 F.

PHILIPPE BRILLARD

La place financière suisse.  
Politique gouvernementale  
et compétitivité internationale

Bien des Français ne connaissent la Suisse que par ses stations de tourisme et sa position de refuge pour des capitaux menacés. Plus d'un s'étonne aussi qu'un pays de bergers, sans ressources naturelles, ait pu atteindre un si haut niveau industriel. Plus remarquable encore, peut-être, le rôle important joué par ce pays en tant que place financière.

C'est la première analyse systématique de la capacité compétitive de cette place financière qui

nous est donnée ici. Un trésor multiforme, dont nous ne pouvons présenter ici que quelques pièces. La banque et les sociétés financières représentent cent mille emplois, soit environ 3 % de la population active et fournissent 6 % du PIB.

Une étude des systèmes bancaires américain, japonais, anglais, allemand (mais non français) est suivie d'un exposé sur la législation des cartels (peu sévère) et d'une mention des progrès des sociétés étrangères depuis une génération. Un important chapitre sur le secret bancaire, en rapport avec le code civil et le droit privé. Rappel, à cette occasion, de quelques affaires retentissantes (Marco, Duvalier, Irangate). L'administration fiscale n'a pas, dans les banques, un accès aussi étendu qu'en France.

Dans la masse abondante des informations, un tableau présente le curieux résultat d'un placement de dollars, en divers pays, de 1970 à 1980, en actions (en tête et de loin, Hongkong), en obligations (en tête, la Suisse) et en liquide (en tête, le Japon). Le dernier chapitre concerne la politique nationale et les perspectives d'avenir. Un monument ; de précieuses lumières. Avec une bibliographie.

\* Institut universitaire d'études européennes. Éditeur Georg Olms 1987. 30 cm. 317 p., 790 F.

FRANÇOIS VELLAS

## Les échanges Sud-Sud

Entre les quatre points cardinaux, six liaisons, deux à deux, sont possibles ; mais entre les trois grands groupes dans le monde, occidentaux (Nord), socialistes de l'Est et pays peu développés (Sud), leur nombre est réduit à trois. Les relations Sud-Sud, c'est-à-dire à l'intérieur du tiers-monde, ont, jusqu'ici, peu attiré l'attention. Le professeur de Toulouse François Vellas nous les présente ici clairement, la source principale étant la CNUCED.

Longtemps très faibles, les échanges Sud-Sud augmentent assez rapidement non seulement en valeur et en volume, mais en proportion de l'ensemble : de 3,5 % du commerce mondial en 1970, ils sont passés à 7,8 % en 1980 et doivent dépasser aujourd'hui 10 %. En valeur, le poste principal est le combustible (pétrole), mais le progrès est notable sur les produits manufacturés : de 1975 à 1983, il a été de 1 % à 2,5 % en volume.

Laisant de côté le pétrole, nous retrouvons en tête les « quatre dragons », bien sûr (36 % de l'ensemble des exportations Sud-Sud), suivis d'assez loin par le Brésil, pièce maîtresse de l'Amérique latine. En Afrique, aucun pays en tête, comme facteur d'entraînement.

Digne d'intérêt, le secteur des médicaments, où nous retrouvons le rôle majeur du Brésil. Ses exportations dépassent 48 millions de dollars et s'étendent bien au-delà de l'Amérique latine. Le Sud est importateur de demi-produits, et sa dépendance s'accroît même en ce domaine. Cet ordre est curieusement inverse de l'ordre classique. Intervient ici l'action des multinationales, qui réalisent, sur les demi-produits, des économies d'échelle.

Les pays industriels, suggère le lecteur de l'ouvrage, risquent-ils d'être court-circuités et grièvement atteints, comme ils l'ont été déjà dans les textiles ? Une raison supplémentaire pour eux, peut-on penser, d'appuyer plus encore sur les techniques d'avant-garde.

\* Economica. Paris 1987. 21 cm. 114 p., 48 F.

Joly, in Lito







# Economie

## SOMMAIRE

■ M. Carlo De Benedetti a relevé le prix de son OPA sur la Société générale de Belgique à 4000 francs belges, au lieu de 3400, prix initial (lire ci-dessous).

■ Le gouvernement italien poursuit la préparation du budget pour 1988. Il a également adopté un projet de loi créant la « lire lourde » (lire ci-dessous).

■ Lufthansa a choisi pour ses futurs Airbus les moteurs CFM-56, développés par l'américain General Electric et le français SNECMA (lire ci-dessous).

■ En janvier, l'OPEP a réduit sa production de 7%, un effort

qui pourrait, s'il se poursuivait, entraîner une remontée des cours du pétrole brut (lire ci-dessous).

■ Le conflit le plus important qu'aï connu la Suède, et qui paralysait depuis trois semaines deux mille huit cents entreprises, a pris fin sur un accord, lundi 8 février (lire page 39).

## Avant les décisions du tribunal de commerce et de la Commission bancaire

### M. De Benedetti améliore son offre d'achat de la Générale de Belgique

BRUXELLES de notre correspondant

Alexis qui attend pour mardi 9 février une décision (qui ne sera pas encore définitive) du tribunal de commerce de Bruxelles relative à l'augmentation de capital décidée par la Société générale de Belgique pour contraindre l'offensive de M. De Benedetti, de même que l'avis de la Commission bancaire concernant l'OPA que l'homme d'affaires italien se propose de réaliser sur le premier holding belge, M. Alain Minc, un des lieutenants de « condottiere », a créé la surprise dimanche, en annonçant que son groupe augmenterait de 3400 à 4000 francs belges le prix de son OPA.

M. Alain Minc a aussi mis en demeure la Commission bancaire d'accorder son feu vert à l'OPA dès mardi, sinon « il reprendrait sur tous les plans son entière liberté d'action ». Ce qui signifie en clair que le groupe pourrait reprendre ses achats en Bourse ou hors Bourse.

« Nous sommes comme un boxer auquel l'arbitre a demandé de tirer une de ses mains derrière la tête, et qui se bat contre un adver-

saire qui brandit une matraque américaine au-dessus de sa tête, sous les applaudissements de l'arbitre », a commenté M. Minc, qui a aussi reconnu que le prix de 4000 francs belges fixé pour l'OPA était très élevé, nettement au-dessus de la valeur de la société.

Pour lui, l'alliance entre le groupe français Suez et la Société générale est avant tout « une mutuelle d'autodéfense, bloc hétérogène imprécis et sans projets ».

La violence des attaques de M. Minc pourrait laisser entendre que le démantèlement de l'affaire est peut-être proche. La saga a débuté, rappelons-le, le 18 janvier. Ce jour-là, M. De Benedetti annonçait qu'il avait, par l'intermédiaire de la banque Duménil-Leblé et du groupe Carus, acheté 18,6 % des actions de la Société générale et qu'il lançait une OPA sur 15 % des actions de celle-ci. Pour riposter, la Société générale décidait dans la nuit une augmentation de capital impressionnante afin de diluer les participations de l'industriel italien. Le tribunal de commerce déclarait, à deux reprises, illicite cette augmentation de capital.

Quant à la Commission bancaire, elle a réservé son avis sur la validité

de l'OPA. Une semaine plus tard, le 25 janvier, M. André Leyens, patron flamand du groupe Gevaert, se portait candidat au rachat de la quasi-totalité des titres nouvellement créés par la Société générale, à condition, bien entendu, que le tribunal de commerce valide cette augmentation de capital.

En peu de jours, il parvenait à trouver en Belgique et à l'étranger les 20 milliards de francs belges nécessaires pour cette opération. Quelques jours plus tard, nouveau rebondissement : le groupe français Suez annonçait qu'il avait acheté en Bourse et hors Bourse un nombre important d'actions (10 % environ) de la Générale, en vue de soutenir celle-ci.

Le dimanche 7 février, on apprenait aussi qu'une banque flamande, Lessius, avait elle aussi réalisé des achats importants. Dans un communiqué publié lundi, les dirigeants de Lessius ont indiqué qu'ils se rattachent au côté de la SGB.

Bref, chacun compte aujourd'hui ses amis... et ses actions, avant de connaître la décision du tribunal de commerce et celle de la Commission bancaire, qui seraient, en tout état de cause, de nature à remettre beaucoup de choses en question. Pour le

moment, si l'on considère uniquement le capital actuel de la Vieille Dame, deux groupes s'affrontent : Carlo De Benedetti à 18,6 % « officiellement » (beaucoup plus disent certains agents de change bruxellois) et dispose aussi de sa possibilité d'OPA. La Générale, le groupe Suez et leurs amis auraient 41 % des actions et « iraient » vers les 50,1 %, si l'on en croit les déclarations de M. Etienne Davignon, un des directeurs de la Société générale.

Mais celui-ci ne compte-t-il pas parmi ses « amis » des actionnaires traditionnels de la Générale qui pourraient - nous ne sommes pas à une surprise près - s'allier avec M. De Benedetti ou plutôt avec M. André Leyens, dont le groupe possède déjà 6,3 % des actions et qui en posséderait 54 % au cas où l'augmentation de capital serait validée, et au cas aussi où la Société générale respecterait ses engagements (s'il y en a) de lui céder ses nouvelles titres. Tout est en effet possible. Un des principaux protagonistes de cette saga ne nous disait-il pas : « En ce moment tout le monde trahit tout le monde » ?

JOSE-ALAIN FRALON.

## BILLET

### L'Europe à l'heure des « presque collisions » aériennes

Deux avions, ayant à leur bord 497 personnes, ont failli entrer en collision, le samedi 6 février, au-dessus du comté de Kent (Grande-Bretagne). Le pilote d'un TriStar de British Airways, en provenance de Paris et se dirigeant vers Londres-Heathrow, a viré sur l'aile pour éviter un Tupolev 154 de Bulgarian Balkan Air, qui reliait Sofia à Londres-Gatwick. Selon les témoignages des passagers, les deux appareils se sont frottés, à moins de 2 mètres. Une enquête a été ouverte et, dans l'attente de ses conclusions, deux contrôleurs aériens de l'espace de Londres ont été suspendus.

Selon toute vraisemblance, deux erreurs ont été commises : l'un des équipages n'a pas respecté les consignes données par les aiguilleurs du ciel en matière de direction, d'altitude ou de vitesse, et la vigilance des contrôleurs a été prise en défaut, car ils auraient dû, à l'approche des deux avions, surveiller de près le trafic et s'apercevoir, sur leur écran-radar, que les deux avions suivaient une trajectoire dangereuse.

Ce n'est pas la première fois que des collisions manquent de se produire dans l'espace aérien britannique. En juillet 1987, au-dessus de l'Ecosse, et en août, à Heathrow même, deux catastrophes aériennes avaient été évitées. En décembre, quelques semaines après l'ouverture de l'aéroport situé dans les docks, non loin de la City de Londres, le trafic entre Paris et cette plateforme était suspendu, plusieurs incidents ayant émaillé des vols

de Brynm Airways, en raison de la présence de planeurs et d'avions de tourisme. Le service a été rouvert le 20 janvier, après que la couverture radar et les procédures d'approche du sud-est de l'Angleterre avaient été améliorées.

La Grande-Bretagne est donc affectée par les embouteillages aériens (+ 25 % de trafic en 1987) qui ont sérieusement dégradé la sécurité du trafic aux Etats-Unis, où le nombre des « presque collisions » en vol est passé de 509 en 1984 à 758 en 1985 et à 820 en 1986. Aux jours de pointe, l'aéroport de Heathrow enregistre plus d'un million d'atterrissages et de décollages. Face à ce phénomène, provoqué par l'incontestable succès de Londres comme plaque tournante aérienne, l'administration britannique n'a pris que tardivement conscience des insuffisances de son équipement technique. Il faudra attendre cinq ans pour que 2 milliards de francs d'investissements fussent sentis leur plein effet pour la qualité de la navigation aérienne.

Nulle part ailleurs en Europe on ne connaît une telle congestion aérienne, mais la « presque collision » du 6 février relancera le débat dans les compagnies sur la nécessité d'installer ou non sur tous les avions de ligne un système indiquant au pilote la menace d'une collision et la manœuvre à effectuer pour l'éviter. Les Américains veulent le généraliser en 1991. Et les Européens ?

ALAIN FAUJAS.

### Des réacteurs franco-américains pour Lufthansa et des Airbus pour British Airways

Bonnes nouvelles pour l'industrie aéronautique française. Deux des plus grandes compagnies aériennes viennent de décider de s'équiper avec des matériels fabriqués par des constructeurs et des motoristes nationaux.

Le 5 février, la compagnie allemande Lufthansa a annoncé qu'elle renouçait à propulser ses quarante futurs bi-réacteurs Airbus A-320 avec des moteurs V-2500 développés par le consortium International Aero Engine (IAE) regroupant Pratt et Whitney (Etats-Unis), Rolls-Royce (Grande-Bretagne) et MTU (République fédérale d'Allemagne), Fiat (Italie) et Japanese Aero Engines (Japon). « La compagnie a jugé trop élevé le risque d'un retard dans la livraison des A-320 équipés du V-2500 et d'une qualité technique insuffisante au regard des exigences de Lufthansa », explique un communiqué.

Le choix de réacteurs concurrents, le CFM-56, développé par l'américain General Electric et le français SNECMA, sanctionne l'échec technique du V-2500. Il pourrait déclen-

cher d'autres annulations de commandes, les compagnies redoutant les aléas techniques sur les nouveaux avions. Le consortium CFM empêche donc 300 millions de dollars de commandes dont la moitié iront à SNECMA.

Par ailleurs, la compagnie britannique British Airways a annoncé hier les dix Airbus A-320 qu'elle commande à British Aerospace avec laquelle elle est en train de fusionner. Son président, lord King, avait pourtant critiqué la consommation de carburant de cet avion en déclarant qu'elle excéderait de 9 % les promesses du constructeur.

Il semble, en effet, que lord King ait voulu, par cette manœuvre, obtenir d'Airbus des compensations financières en montant de 20 pas centimètres la commande de 340 millions de dollars passée par British Aerospace. Le chantage ne pouvait guère avoir d'effet, car les compagnies font la queue chez Airbus pour acheter un A-320 qui apparaît, de plus en plus, comme l'avion le plus performant de sa catégorie, même s'il reste à parfaire sa mise au point.

## ENERGIE

### Rompant la discipline de l'OPEP le Nigéria accorde des rabais

Le Nigéria - actuel président de l'OPEP - vient de rompre la discipline de l'Organisation. Selon la revue *Petrostrategie*, la compagnie nationale nigériane du pétrole vient en effet de conclure avec au moins quatre raffineurs des contrats de vente indexant les prix du brut sur les cours des produits, ce qui revient à consentir des rabais par rapport aux prix officiels. Cette entente risque de compromettre les efforts spectaculaires des trois pays de l'OPEP qui, selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie, avaient fortement réduit leur production en janvier et opposaient jusqu'à une forte résistance aux demandes de rabais formulées par les compagnies.

La production de l'OPEP a diminué d'environ 7% en un mois, passant de 18,3 millions de barils/jour en décembre à 17 millions de barils/jour en janvier. Cette baisse est due pour l'essentiel au refus des compagnies d'enlever le brut aux prix officiels, supérieurs de plusieurs dollars aux cours effectifs du marché international. Mais il semblait jusqu'ici que les pays producteurs, inquiets des risques d'un nouvel effondrement des prix, avaient, depuis décembre, retrouvé une discipline oubliée depuis l'été. L'Arabie saoudite avait certes consenti des rabais aux quatre compagnies américaines qui exploitent le brut saoudien, mais avait refusé d'accéder aux demandes de ses autres clients, notamment japonais, préférant laisser tomber ses ventes (de 5 % environ).

Fait nouveau : les Emirats arabes unis, qui avaient produit pendant l'automne jusqu'à deux fois leur

quota officiel et étaient traditionnellement les producteurs les moins disciplinés de l'organisation, ont accepté les plus gros sacrifices, en réduisant en janvier leur rythme d'extraction d'un tiers, soit un demi-million de barils par jour.

### Equilibre fragile

Tout en accordant des rabais aux quatre compagnies américaines de l'ARAMCO, le consortium qui exploite le brut saoudien, le royaume n'a, semble-t-il, jusqu'à présent résisté aux demandes des autres clients, notamment japonais. Cette discipline, qui pourrait permettre de redresser les cours du brut, toujours déprimés sur les marchés internationaux, va-t-elle durer ? Il semble clair qu'aucun pays producteur, notamment parmi les pays du Golfe, alliés de l'Arabie saoudite, ne veut apparaître comme responsable d'une nouvelle crise. Mais, selon les observateurs dans la région, la plupart des Etats du Golfe attendent un élément extérieur, c'est-à-dire la moindre faute commise par un autre pays, pour adapter leurs tarifs aux conditions du marché et reprendre leurs ventes. L'initiative commerciale du Nigéria pourrait fournir le prétexte attendu.

Cette situation d'équilibre fragile est rendue plus difficile par les conditions climatiques extrêmement douces qui règnent en Europe et dépriment la consommation, et par l'existence de stocks très importants au niveau des compagnies.

V. M.

### Un projet de loi adopté par le gouvernement italien

#### Une lire à mille liras

ROME de notre correspondant

L'abyssale « impasse » budgétaire italienne, d'un trait de plume, est ramenée, le 6 février, à un montant comparable au chiffre d'affaires d'une PME ! Au lendemain de l'approbation par les députés du budget 1988 (le *Mondo* daté 7-8 février), le conseil des ministres a à nouveau adopté un projet de loi créant la « lire lourde » - équivalent à mille liras actuelles (1). Le projet remonte à plusieurs lustres. Une mesure tout à fait identique avait déjà été approuvée le 3 juin 1966 par le gouvernement de M. Craxi : la dissolution anticipée du Parlement l'avait fait capoter. Et il est admis que députés et sénateurs rendent leur temps pour transcrire l'hypothèse en loi.

#### L'effet social

Il n'empêche : l'éphémère gouvernement du démocrate chrétien Giovanni Goria peut ainsi espérer laisser sa marque dans l'histoire. De l'avis des experts, la mesure serait sans conséquences économiques. Hormis peut-être un très léger effet inflationniste (plus d'un commentateur sera tenté d'arrondir ses nouveaux prix au chiffre supérieur).

Ironie à part, les experts ont fait leurs comptes avant le passage au Sénat, cette semaine du projet de budget 1988 : les embuscades des « franc-tireurs » de la majorité ont fait monter l'impasse budgétaire à 103 500 milliards de liras (équivalent à 12 % environ du produit intérieur brut), prévus par le gouverne-

ment, à près de 115 000 milliards de liras, soit une augmentation de 11,5 %.

Tout n'est certes pas négatif dans cet alourdissement appuyé fortement par le parti communiste. La nouvelle financière, si elle devait être approuvée définitivement, aura un effet nettement plus social que le projet gouvernemental. En particulier, toutes les pensions seraient sensiblement augmentées - avec un minimum mensuel quasiment doublé (il est aujourd'hui de 1 375 F). Par ailleurs, l'effet de « drainage fiscal » (2), si souvent dénoncé par les syndicats pour son impact sur les salaires, trouvera un mécanisme correcteur automatique.

Ces deux mesures de haute justice se seront cependant pas compensées par telle autre augmentant les rentrées (la moindre déduction fiscale sur les avantages en nature consentis par les entreprises à certains salariés) ou diminuant les sorties (le remboursement de la liste des médicaments remboursés par la sécurité sociale). A leur effet, s'ajoute celui de mesures typiques de l'esprit clientéliste qui imprègnent encore la société italienne : la renouveau à limiter le flot des pensions d'invalidité passées de 255 000 en 1982 à 900 000 en 1987 (le ministre du Trésor avait imaginé confier à des médecins militaires le contrôle du mécanisme : un million de demandes sont en effet en attente) ; et le feu vert donné à de nombreux engagements « temporaires » dans la fonction publique, notamment locale - préluce ordinaire à l'entrée définitive dans un secteur déjà pléthorique (18 % de la population active).

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Une lire = un peu moins d'un demi-centime.  
(2) Le drainage fiscal est l'effet d'alourdissement automatique de l'impôt direct dû à l'inflation.

ITALIE : manifestation pour une réforme fiscale. - Près de cent mille personnes ont manifesté, samedi 6 février, à Milan à l'appel des trois grandes centrales syndicales italiennes (CGIL, CISL, UIL) pour demander une réforme « urgente » du système fiscal en Italie. Les syndicats réclament notamment une plus grande égalité du système d'imposition et surtout une véritable lutte contre la fraude fiscale. « Nous voulons », a déclaré le secrétaire de l'UIL, M. Giorgio Benvenuto, qui l'impôt ne soit plus une sorte de pot-de-vin extorqué aux citoyens honnêtes, alors que l'Etat assiste, impassible, à l'évasion fiscale et aux gaspillages de l'argent public. (AFP.)

## Le premier rendez-vous

### Investir en

... des idées... investissements... l'investissement... le premier rendez-vous... investir en...

## Un coût

... un coût... le coût... le premier rendez-vous... investir en... un coût...

## Maslioukov remplace M. Talyzin

### présidence du comité d'Etat au plan

... Maslioukov remplace M. Talyzin... la présidence du comité d'Etat au plan... le premier rendez-vous... investir en... Maslioukov remplace M. Talyzin...

## Reprise du trafic trans-Manche

... reprise du trafic trans-Manche... le premier rendez-vous... investir en... reprise du trafic trans-Manche...

**Le Monde**  
sur minitel  
**VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL**  
Les bourses du monde  
**LEMONDE**

Joël, m. lito



مكتبة الامم المتحدة

# Économie

## ÉTRANGER

### Le premier rapport de l'APDF

## Investir en Afrique

La mission s'annonçait ambitieuse par son objectif plus que par son coût : promouvoir l'esprit d'entreprise en Afrique, en coordonnant l'effort de trois organismes d'aide au tiers-monde, pour favoriser les petits projets de 500 000 à 5 millions de dollars. Un an après son lancement, le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF : Africa Project Development Facility) a le sentiment d'être sur la bonne voie, même si l'essentiel du chemin « reste à parcourir », comme l'a reconnu le président de son conseil consultatif, M. Pierre-Claver Dambian, en présentant le premier rapport annuel, le 5 février, à Abidjan.

L'intérêt suscité par ce service a rapidement confirmé l'existence d'un besoin : six cents projets ont été soumis aux deux équipes, installées à Abidjan et à Nairobi. Le faible nombre des dossiers retenus, une soixantaine, illustre toutefois la difficulté que rencontrent souvent les Africains à préciser leurs initiatives. Chargés d'identifier les opérations viables et ensuite d'accompagner le cycle de leur préparation et de leur financement, les experts de l'APDF se sont heurtés à deux obstacles prévisibles dans les pays — les plus nombreux — où la législation et le système bancaire sont peu adaptés à l'émergence de petites entreprises privées.

Si les candidats africains à l'investissement regrettent la lenteur des procédures de l'APDF, cette der-

nière estime déjà « satisfaisant » d'avoir retenu 10% des projets qui lui étaient soumis et de suivre actuellement vingt-sept opérations dont dix sont bouclées. A la taille d'un continent, ce résultat paraît dérisoire. Il tend pourtant à prouver

qu'il est possible de créer des entreprises viables dans des pays jugés risqués par le monde bancaire international, comme la Tanzanie ou la Somalie.

Au fil des mois, les équipes de l'APDF, qui n'apportent aucun financement mais une expertise et

un service de conseil, ont pu vérifier nombre de leurs intuitions initiales. La pêche et l'agro-alimentaire constituent les secteurs les plus porteurs, et le risque majeur vient de projets surdimensionnés, notamment lorsqu'ils portent sur des industries de substitution aux importations. N'affronte pas qui veut la concurrence internationale. Les sources de financement restent, en outre, limitées pour des projets jugés pourtant viables, et l'APDF étudie les moyens de lancer des fonds d'investissement pour tourner la difficulté, tout en offrant la garantie des organismes multilatéraux dont la crédibilité financière n'est plus à démontrer.

Dans ces conditions, atteindre le but fixé à l'origine, le lancement de cent projets équivalant à quelque 100 millions de dollars d'investissement en quatre ans, ne s'annonce pas aisé. Au moins les experts de l'APDF ont-ils découvert qu'un double flux d'informations pouvait s'instituer : la dynamique et l'expérience des entrepreneurs africains leur permettent de mieux apprécier les obstacles à l'émergence de la petite industrie dans le continent noir ; l'APDF peut, de son côté, intéresser ses interlocuteurs à des projets réalisés avec succès dans d'autres régions en développant grâce à une technologie avancée qui ne rime pas forcément avec des coûts inabordable.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

### Un coût limité

Né d'un projet du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), le service de promotion et de développement des investissements en Afrique est administré par la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale spécialisée dans le promotion du secteur privé dans le tiers-monde. Son financement pour quatre ans, 17,1 millions de dollars, a été assuré par des contributions du PNUD (2,5 millions de dollars) de la Banque africaine de développement (1 million de dollars) ainsi que par les contributions de la France (1,8 million), l'Allemagne (1,5 million), et le Japon (800 000 dollars).

Compenser par des programmes peu onéreux de ce type

la faiblesse de l'aide accordée par les pays industriels — rigueur budgétaire oblige — est une vieille idée qui prend de l'ampleur. Ainsi la France est-elle partie prenante dans un programme conjoint de la SFI et d'une autre agence des Nations unies, l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) afin de mieux coordonner les efforts des deux organismes pour identifier, préparer et assurer le montage financier de projets d'investissements industriels dans l'ensemble du tiers-monde. Directeur-adjoint du service de l'ONUDI à Paris depuis 1981, M. Michel Gombart vient d'être nommé coordonnateur de ce programme conjoint avec les Pays-Bas et l'Italie pour assurer l'association avant longtemps.

### Fin du conflit social en Suède

## Certaines entreprises ont enregistré de lourdes pertes

Stockholm de notre correspondante

L'accord intervenu, le lundi 8 février, à 5 heures du matin, entre le syndicat des cadres et des techniciens de l'industrie (SIF) et la confédération des industries mécaniques (VF), à Stockholm, met fin au conflit le plus important qu'ait connu la Suède et qui paralysait, depuis trois semaines, 2 800 entreprises, dont toutes les plus grosses sociétés d'exportation.

Plus de 40 000 personnes s'étaient mises en grève, le 18 janvier dernier, et, deux semaines plus tard, autant se voyaient frappées par une mesure de lock-out décidée par le patronat, sans compter plusieurs milliers de mises à pied (payées par les entreprises), rendues nécessaires par l'arrêt de l'approvisionnement des industries touchées par le mouvement.

Aux termes de cet accord, le SIF obtient pour ses adhérents une revalorisation générale des salaires de 1,9% — soit environ 200 couronnes par mois. A cela viendra s'ajouter 0,9%, dont 0,4% à répartir entre les salariés des moins favorisés. Cela devrait permettre, de l'avis des négociateurs, de ne pas dépasser le plafond de 4% d'augmentation des salaires calculé par le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, dans le cadre de son projet de loi de finances pour l'exercice budgétaire 1987-1988.

Le syndicat, qui avait déterré la hache de guerre et revendiquait ini-

tiellement un relèvement des salaires de 6% (contre 0,9% de la part de la branche patronale concernée), a finalement dû accepter un compromis qui aurait, de l'avis de certains, pu être obtenu sans avoir recours à un conflit qui a coûté 1 demi-milliard de couronnes par jour à la Suède.

Le SIF a dû, par ailleurs, faire d'importantes concessions sur ce qui constituait, en effet, l'essentiel de sa démarche dans ces négociations qui durèrent depuis l'automne dernier : une influence accrue dans la fixation des salaires au sein des entreprises qui devait pratiquement donner un droit de veto à ses représentants locaux. Au lieu de cela, le syndicat devra se contenter de ce qu'il appelle une « troisième voie », prévoyant la mise en place d'un conseil spécial, toujours au niveau local, qui tranchera lorsque les partenaires ne pourront s'entendre pour compléter ultérieurement les salaires.

Lundi matin, le travail a repris, tant bien que mal, dans les entreprises touchées par le conflit. Le bilan sera lourd pour les entreprises suédoises, notamment celles qui ont l'essentiel de leur appareil de production en Suède. Le premier groupe industriel suédois, Volvo, aurait aussi perdu 6 milliards de couronnes (autant en francs français) de chiffre d'affaires et environ 1 milliard de bénéfice du fait de ce conflit, a indiqué, dimanche 7 février, M. Pehr G. Gyllenhammar, son directeur.

FRANÇOISE MÉTO.

## BILLET

### L'Europe à l'heure des « presque collisions »

Les réactions, au sujet de la conférence de presse de mardi 8 février, ont été très diverses. Certains ont souligné le caractère « presque collisionnel » de la situation, d'autres ont souligné le caractère « presque constructif » de la situation. Mais tous ont souligné le caractère « presque » de la situation.

### Des réacteurs franco-américains pour Lufthansa et des Airbus pour British Airways

Le consortium franco-américain pour la construction de réacteurs pour Lufthansa et des Airbus pour British Airways a annoncé ses intentions de développer ces projets.

### Le dynamisme des services

Le dynamisme des services est en hausse, selon les dernières statistiques publiées.

**CRÉATEURS D'ENTREPRISE**

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Les bourses du monde

36.15 TAPÉZ LEMONDE

### Ancien responsable de l'industrie militaire

## M. Maslioukov remplace M. Talyzine à la présidence du comité d'Etat au plan

L'agence TASS a annoncé, samedi 6 février, le remplacement de M. Nikolai Talyzine, président du comité d'Etat au plan (Gosplan), par M. Iouri Maslioukov, qui présidait jusqu'à présent la commission de l'industrie militaire. M. Maslioukov devient en même temps premier vice-président du conseil des ministres, mais cette qualité n'est pas retirée à M. Talyzine : ce dernier prend la direction du bureau du conseil des ministres pour le développement social, un organisme créé en novembre 1986 et que présidait M. Aliev, mis à la retraite pour raisons de santé en octobre dernier.

Agé de cinquante ans seulement, M. Iouri Maslioukov était le plus jeune des dix vice-présidents du gouvernement, et il pourrait être le nouveau benjamin du Politburo (suppléant M.M. Gorbatchev et Eltsin, les plus jeunes membres de cette instance aujourd'hui), s'il y occupe un siège de suppléant comme son prédécesseur M. Talyzine. Diplômé d'une école d'ingénieur à Leningrad en 1962, il a fait toute sa carrière dans des instituts de recherche ou des usines travaillant pour la défense. En 1971, il prenait des fonctions au ministère de l'Industrie de la défense à Moscou, dont il devenait vice-ministre en 1979. Trois ans plus tard, il était nommé premier vice-président du Gosplan (l'organisme dont

il devient aujourd'hui président) et, en novembre 1985, quelques mois après l'installation de M. Gorbatchev à la tête du parti, vice-président du gouvernement et président de la commission militaire-industrielle, la VPK. Il a été aussi, en 1986, l'un des présidents successifs de la commission constituée pour maîtriser les suites de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl.

M. Maslioukov est membre du comité central du parti depuis le dernier congrès, en 1986.

Né en 1929 à Moscou, M. Nikolai Talyzine est un ingénieur des télécommunications. Après avoir travaillé dix ans dans la recherche, il a fait toute sa carrière au ministère des postes et télécommunications de l'URSS comme vice-ministre (en 1971), premier vice-ministre (en 1973), enfin comme ministre en 1975. Nommé en 1980 vice-président du conseil des ministres, il a été représentant permanent de l'URSS au COMECON, l'organisme de coopération économique des pays de l'Est, puis président du Gosplan à partir de 1985. En juin dernier, M. Gorbatchev lui avait attribué une responsabilité pour les « fautes sérieuses » qui avaient conduit au début de 1987 à des « ruptures d'approvisionnement dans de nombreux secteurs de l'économie ».

M. Talyzine est membre du comité central depuis 1981 (suppléant dès 1976) et membre suppléant du Politburo depuis octobre 1985.]

## SOCIAL

### Après cinq jours de grève Reprise du trafic trans-Manche

Le conflit des marins britanniques est en passe de s'achever, et le trafic trans-Manche, pour les camions notamment, est presque redevenu normal dans la journée du 7 février.

En grève depuis le mardi 2 février, pour soutenir cent soixante et un marins de l'île de Man licenciés par leur compagnie, les marins de car ferrés n'ont cependant pas tous accepté de reprendre le travail malgré l'appel de leur syndicat, le NUS, dès le 4 février. Les douze cents marins de la compagnie Sealink ont attendu samedi dernier pour prendre leur décision. Ceux de la compagnie Pand O ont refusé la reprise et attendent l'ouverture de la négociation avec la direction, qui

devait avoir lieu le 8 février, sur des revendications particulières. Trois mille marins sont donc encore en grève.

Si le trafic assuré par cette compagnie est toujours interrompu, les navettes des autres sociétés anglaises et surtout françaises et belges ont permis, au cours du week-end, de réabsorber progressivement le nombre de camions en attente d'un transbordement. En trente-six heures, les quinze cents poids lourds bloqués sur l'autoroute M 20 à Folkestone et sur les quais de Douvres ont pu être absorbés. Les départs de ferries de P and O à destination de Calais, Boulogne-sur-Mer et Zeebrugge étaient annulés dimanche.

# Quelle Est La Compagnie Qui Va Partout Aux Etats-Unis?



**Delta Bien Sûr.**

Avec plus de 3.700 vols quotidiens vers plus de 240 villes, Delta et son réseau Delta Connection\* desservent toute l'Amérique. Vous pouvez enfin aller où vous voulez, quand vous voulez.

**Pas De Doute, De Plus En Plus De Voyageurs d'Affaires Choisisent Delta.**

Interrogés par le journal USA TODAY, ils viennent de désigner Delta meilleure compagnie aérienne.



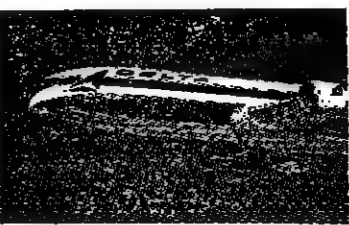
Mais Delta, c'est aussi l'Europe. Depuis 1985, Delta assure un vol sans escale Paris-Atlanta où le modernisme et la rapidité des formalités de douanes et d'immigration sont sans égal.

Au départ d'Atlanta, et du matin au soir, Delta vous offre un service continu vers les Etats-Unis.

Nos tarifs préférentiels sauront vous séduire (Pass aériens "Discover America", stand-by, etc.).

### La Meilleure Compagnie Aérienne Des Etats-Unis, C'est Toujours Delta.

La qualité de nos services nous a valu les meilleurs indices de satisfaction passagers de toutes les grandes compagnies aériennes américaines. Pour la 5<sup>e</sup> année consécutive, les lecteurs du magazine TRAVEL-HOLIDAY ont désigné Delta meilleure compagnie aérienne des Etats-Unis.



### Découvrez à Votre Tour Les Raisons De Ce Succès.

Avec Delta vous vous sentirez chez vous dans le monde entier. Nous sommes américains et nous souhaiterions vous faire partager notre hospitalité. Pour tous renseignements, appelez Delta au 43 35 4080. Bureau de vente: Delta Air Lines: 24 bd des Capucines, 75009 Paris.

**DELTA**

We Love To Fly And It Shows





# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Locafrance

Le conseil d'administration réuni le 27 janvier 1988, sous la présidence de M. Gérard Billand, a constaté que le capital de Locafrance était porté au 31 décembre 1987 de 247 502 800 francs à 262 346 400 francs à la suite de la souscription d'actions au moyen de bons de souscription attachés aux obligations émises en octobre 1984.

Il a ensuite pris connaissance de l'activité du groupe Locafrance au cours de l'exercice 1987.

Dans les quatre domaines d'activités exercés par le groupe, la production totale a dépassé les 8 milliards de francs hors taxes, se décomposant comme suit :  
- Opérations réalisées en France sur les matériels d'équipement à usage professionnel : 6 647 717 000 francs, en progression de 10 % sur l'exercice antérieur, croissance externe incluse ;  
- Opérations réalisées en France sur les immeubles à usage professionnel : 653 millions de francs, en progression de 6,7 % ;  
- Opérations réalisées par les filiales à l'étranger : 527 millions de francs représentant un montant comparable à celui de l'exercice précédent, en déficit de la baisse du dollar ;  
- Activité de distribution micro-informatique en France (AGENA) : 497 millions de francs, en progression de 42 % sur l'exercice antérieur.

Le conseil a pris acte de l'agrément accordé le 23 décembre 1987 par le MOBERT (Ministry of Foreign Economic Relations and Trade) de la République populaire de Chine à la création d'Incolosse à Canton, société mixte constituée par le groupe Locafrance avec des partenaires chinois et japonais.



### LA FINANCIÈRE DE LYON

La Banque SAGA et la Banque Palles France viennent de signer un accord aux termes duquel la Banque SAGA détiendra au minimum 80 % du capital de la Financière de Lyon, société financière créée en décembre 1984.

Cet accord a reçu l'agrément du Comité des Établissements de Crédit.

## IMMOBILIÈRE HOTELIÈRE SA

Tél. : 47-23-55-07

An cours de son assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement le 29 janvier 1988, l'Immobilière Hotelière SA a annoncé la prise en charge des trois nouveaux hôtels d'Amers, de Bruges et de Luxembourg par le groupe Wagons-Lits sous l'enseigne Pullman.

Depuis janvier 1988, la structure du capital est la suivante :

- Groupe Vaturi ..... 51 %
- Overseas Trust Company ..... 32,6 %
- Banque Indosuez ..... 2 %
- Banque Stern ..... 2 %
- Groupe Louis Dreyfus ..... 2 %
- Public ..... 10,4 %

Pour tenir compte de ce changement d'actionnaires, faisant suite à l'OPA-OPA et aux mouvements boursiers subséquents, l'Assemblée a nommé quatre nouveaux administrateurs :

- Banque Indosuez, représentée par M. Gérard Billand, directeur général adjoint ;
- Banque Stern représentée par M. Michel Garbolino, directeur général ;
- M. Jean-Claude Nicole, président de CICOM de Genève ;
- Montparnasse Finance SA, représentée par M. Daniel Mougain.

Au cours de cette assemblée, des projets hôteliers en cours de négociation dans les grandes capitales européennes ont également été évoqués.



## Degremont

Lors d'une réunion rassemblant l'ensemble du personnel, Jean-Louis Braut, président de la société, a confirmé que l'objectif d'un retour à une situation bénéficiaire en 1987 serait atteint.

Compte tenu des informations actual-

lement disponibles, le résultat net social de Degremont SA devrait être de l'ordre de 10 millions de francs, avec un résultat consolidé un peu supérieur.

Les comptes seront arrêtés par un conseil d'administration convoqué le 10 mars 1988.

## VALEURS DE FRANCE

Le 29 janvier 1988, la valeur liquidative de la SICAV Valeurs de France, société d'investissement à capital fixe gérée par le BRED, s'élevait à 294,65 F (303,77 F le 15-01-88).

L'actif de la SICAV était composé comme suit :

- Obligations : 19,48 % ;
- Titres intermédiaires (1) : 13,83 % ;
- Actions : 34,18 % ;
- Titres non cotés : 17,03 % ;
- Disponibilités : 15,48 % ;

(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et d'obligations.

# COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS 1987

Les premières estimations portant sur les résultats consolidés du Groupe CIC en 1987 confirment les tendances observées au 1<sup>er</sup> semestre de cet exercice : maintien du produit net bancaire au niveau atteint en 1986 et diminution du résultat d'exploitation après amortissements et avant provisions de 15 % environ.

Ce résultat permettra de constituer les provisions nécessaires, y compris les provisions pour "risques-pays". Ainsi, compte tenu des évolutions des bénéfices de ses filiales, les résultats nets consolidés de la Compagnie Financière de CIC devraient atteindre 700 MF environ, soit un montant de l'ordre de 50 francs par action, après l'augmentation de capital effectuée en rémunération des apports de l'Etat.

Quant au résultat social de la Compagnie Financière de CIC, il devrait être proche de celui de 1986.



CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS, LYONNAISE DE BANQUE, BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE, CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE, CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST, SOCIÉTÉ NAUCLAIRIENNE YRIN-BERNIER, BANQUE SCALBERT DUPONT, CRÉDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE, BANQUE RÉGIONALE DE L'OUEST, SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, BANQUE RÉGIONALE DE L'AIN, BANQUE TRANSALPINE, UNION DE BANQUES RÉGIONALES POUR LE CRÉDIT INDUSTRIEL, BANQUE BONASSE, CIC-UNION EUROPÉENNE, INTERNATIONALE ET CIE, BAIL ÉQUIPEMENT.

LA BANQUE EN PLEINE FORCE

## Crédit du Nord

### Votre portefeuille SICAV au 31 décembre

Orientation	Actif net en millions de F	Valeur liquidative en F	Coupon couru net en F	Dernier dividende global mis en paiement en F	Date de paiement	Performance sur 5 ans en % (au 31/12/87)
FINORD PLACEMENT	847,3	61 382,59	6 286,16	6 412,86	27.03.87	+13,1 % Par
FINORD VALORISATION	806,9	13 232,03	869,92	318,55	30.04.87	+10,8 % Par
OBLIGATIONS CONVERTIBLES	629,3	361,86	2,12	17,22	28.12.87	+14,1 % Par
OPTIMA VALOR	2 652,9	489,91	19,57	22,80	27.03.87	+19,4 % Par
SELECTION CROSSANCE	613,0	433,05	13,46	14,27	20.03.87	+13,6 % Par
AMERICA VALOR	201,9	624,18	48,03	35,14	21.04.87	+ 6,0 % Par

Les documents trimestriels seront à votre disposition dès le 10 février au siège des sociétés et guichets des banques habilitées à recevoir les souscriptions et les rachats.

# Économie

## AFFAIRES

### L'imprimerie de Maisons-Alfort au bord de la liquidation

#### Une gestion défaillante

Le tribunal de commerce de Paris a décidé, le 5 février, que l'imprimerie moderne de Maisons-Alfort (IMMA), dans le Val-de-Marne, contrôlée par la SOPEFF, pourrait poursuivre son activité jusqu'au 2 mars (le Monde daté 7-8 février), date de sa prochaine audience. Cette décision est liée à une condition : l'IMMA, placée en dépôt de bilan depuis la mi-décembre, doit obtenir d'un de ses clients, les Éditions mondiales (Télé-Poche, L'Unité, Nous Deux...), une avance sur travaux à venir de 5 millions de francs. Cela semble acquis.

Point noir : les trois cent trente-sept employés, qui n'ont pas encore été payés, ne percevront que 50 % de leur salaire de janvier (l'imprimerie moderne de Maisons-Alfort imprime essentiellement les publications des Éditions mondiales, ainsi que celles de la SOPEFF (Point de Vue et Marie-France) et une partie du supplément télévision du Figaro).

Créée en 1955 par le patron de presse Cino del Duca, dont elle portait le nom, l'IMMA vit - mal - depuis 1978 au rythme d'achats et d'absorptions. Son effectif est passé de sept cent quatre-vingts à trois cent trente-sept personnes, le matériel n'a pas été modernisé, des clients sont partis. Le mal a encore empiré avec le dernier en date des repreneurs, la SOPEFF. Son gérant, Maurice Brébart, avait passé un accord avec les syndicats et avec la bénéficiaire des pouvoirs publics, lequel prévoyait notamment cent trente-quatre départs en préretraite avec, en contrepartie, l'achat d'une rotative.

Si les effectifs ont été réduits dans les délais prévus, la rotative, elle, n'est entrée en service qu'en novembre, et encore, faut d'argent, sans les équipements périphériques qui auraient dû accompagner son acquisition et lui donner toute sa capacité. Plus encore, au cours des six derniers mois, plusieurs millions de francs de travaux n'auraient pas été payés.

La SOPEFF n'avait pas tout à fait, semble-t-il, les moyens de son ambition, ce que confirme M. Alain Griotteray, député UDF du Val-de-Marne : « Je n'ai jamais compris comment on avait traité avec M. Brébart. On l'a fait libéralement et sans garanties, alors que dans cette affaire les syndicats ont agi en responsables, en se comportant comme des syndicats allemands. » Il ajoute avec agacement : « Si, comme au temps de Laurent Fabius, on pouvait donner un peu de l'énergie dépensée pour la Chapelle-Darblay pour aller chercher des financiers, l'affaire de l'IMMA serait réglée. »

FRANCIS GOUGE.

● TRAVAUX PUBLICS : moins d'ouvriers, davantage de marchés. - Les entreprises de travaux publics ont réalisé près de 9,8 milliards de francs de travaux durant le mois de novembre 1987. Ce résultat particulièrement favorable maintient la progression de l'activité à près de + 4 % en volume pour les onze premiers mois de 1987 par rapport à la période correspondante de 1986. Calculés sur douze mois, la progression est de + 4,4 %, indique la Fédération nationale des travaux publics. Le nombre d'heures travaillées, après correction des variations saisonnières, est en novembre 1987 supérieur de plus de 5 % à la moyenne des douze mois précédents. Mais les effectifs produits se sont légèrement contractés (- 1,3 %) en un an. On compte 182 000 ouvriers sur les chantiers. Le montant des marchés conclus par les entreprises s'est élevé à plus de 7 milliards de francs au cours du mois de novembre (+ 7,5 % en un an en francs constants).

### Un milliard de francs désinvestis en 1987

#### Usinor-Sacilor se sépare de ses filiales non liées à l'acier

Le groupe sidérurgique Usinor-Sacilor vient d'annoncer une acquisition dans les tubes inoxydables et trois désinvestissements qui confirment sa volonté de se recentrer sur son métier de base qu'est l'acier. Dès son arrivée à la tête de la sidérurgie, il y a dix-huit mois, M. Francis Mer avait indiqué qu'il allait se défaire des filiales périphériques implantées dans des métiers que le groupe ne maîtrise pas.

Le cas de CFEM-Façades (280 millions de francs de chiffre d'affaires et 200 salariés), qui vient d'être vendue à un professionnel du bâtiment, est exemplaire de cette politique : l'entreprise, spécialisée dans la pose des murs-rideaux, n'a rien à voir avec la sidérurgie et exerce son activité dans un métier aux moeurs commerciales fort différentes de celles de l'acier. Dans le même esprit, Aubry (175 millions de francs de chiffre d'affaires et 2 millions de bénéficiaires), qui fait de l'emboutissage, rejoint un groupe (Arbel) spécialisé dans ce secteur. En échange, Usinor-Sacilor entrera dans le capital d'Arbel dans des proportions non encore déterminées.

Même chose pour Métaliner, une filiale très déficitaire d'Usinor-Sacilor (entre 50 et 60 millions de pertes par an) exerçant dans la ferraille, qui entre dans le giron du numéro un français du secteur, la Compagnie française des ferrailles (CFF). Là encore, en échange d'une prise de participation minoritaire d'Usinor-Sacilor dans certaines filiales régionales de la CFF.

A l'inverse, le groupe sidérurgique vient de prendre la quasi-totalité du capital de la Société meunière de constructions mécaniques, une entreprise employant 550 personnes et réalisant 450 millions de francs de

chiffre d'affaires. Une opération qui lui permet de prendre pied dans les tubes inox utilisés dans la décoration, l'automobile et le bâtiment, et qui le rapproche de la clientèle finale.

Usinor-Sacilor - qui devrait annoncer dans les semaines qui viennent des résultats financiers en nette amélioration sur ceux de 1986 - a procédé l'an passé à des cessions d'actifs pour un montant estimé à 1 milliard de francs environ, se ventant entre des ventes d'immobilier hors exploitation (quelque 700 millions), l'introduction en Bourse d'une partie du capital de trois filiales (Ugine, Nozal et International Metal Service) et des cessions de filiales ou de titres de participations divers. D'ici à la mi-1988, le groupe devrait avoir terminé ses restructurations de frontières. Toutefois, les cessions d'actifs ne devraient pas avoir la même ampleur qu'en 1987, loin de là (entre 150 et 200 millions).

Ces opérations, qui permettent de juguler des sources d'hémorragie ou d'éviter une dispersion des forces, relèvent donc bien d'une logique de recentrage et non de « décisions au jour le jour », critiquées par le député RPR de la Moselle, M. Jean-Louis Masson. Se posant en défenseur des produits longs - fils, poutrelles... - la branche lourde est déficitaire d'Usinor-Sacilor - M. Masson a fustigé le « sous-investissement » dont souffrirait désormais ce secteur, notamment dans le haut de gamme en Lorraine. Lorsque l'on sait que les prix dans les produits longs ont chuté en 1987 de 15 % à 16 % et que le niveau des pertes est resté presque aussi élevé en 1987 qu'en 1986 (1,44 milliard), on peut toutefois se demander s'il est économiquement raisonnable d'y investir encore massivement.

F. V.

### Dans l'industrie chimique française

#### Une croissance supérieure à la moyenne en 1987

1987 a été un bon cru pour la chimie française. Alors que les prévisions les plus optimistes réalisées à la fin de l'année précédente faisaient état d'une modeste expansion (+ 1,5 %), la production en volume a augmenté de 3 % pour un chiffre d'affaires de 287,5 milliards de francs, accru de 2 % environ.

Ces résultats comptent parmi les meilleurs enregistrés par la profession sur le Vieux Continent. Le taux de croissance de la chimie a été de 2 % en Allemagne fédérale, de tout juste 1 % aux Pays-Bas, moins de 3 % en Italie. Seule, la Grande-Bretagne a mis les bouchées doubles (+ 6 %). Enfin, la chimie américaine a fait un très bon parcours (+ 5 %).

En France, les différentes branches de la chimie ont, pour la plupart, amélioré leurs performances. Dotée par les commandes accrues de l'industrie automobile et du BTP, la chimie organique (pétrochimie, matières plastiques) a progressé de + 5 % au lieu de + 3,5 % en 1986. En régression l'année précédente (- 2,3 %), la parachimie (détergents, produits d'entretien, pesticides, phytochimiques, polymères, etc.) s'est fortement redressée (+ 4,6 %). Pas très en forme, la chimie minérale, toujours malade de ses engrais, a réussi quand même à réduire l'écart (- 2,5 % au lieu de - 6 %). Seule la pharmacie a nettement ralenti sa progression (+ 2 % au lieu de + 6,3 %). Le phénomène est entièrement lié à la forte diminution des dépenses de santé et à la baisse du pouvoir d'achat dans les pays en voie de développement, qui

a freiné les exportations vers ces régions.

Sur le plan du commerce extérieur précisement, les échanges de produits chimiques avec l'étranger ont encore été profitables à la France. Mais le taux de couverture de la balance commerciale a cependant un peu diminué (123 contre 125) en raison de la poussée des exportations (+ 7 %) par rapport aux exportations (+ 3,5 %). Comme d'habitude, le poids positif de la balance commerciale (20,7 milliards de francs) a été en grande partie dû aux excédents de la pharmacie (7,78 milliards de francs) et surtout à ceux de la parfumerie et des cosmétiques (10,83 milliards de francs). Presque tous les autres postes se situent un peu au-dessus de l'équilibre, sauf les produits photographiques et, bien sûr, les engrais, l'un déficitaire de 1,5 milliard de francs, l'autre de 3,64 milliards.

M. Jean-Claude Achille, président de l'Union des industries chimiques (UIC), se montre prudent pour 1988. En raison du krach financier d'octobre 1987, il prévoit une croissance modérée de la demande intérieure en France, la bonne marche attendue de certains secteurs au aval, comme le bâtiment ne pouvant, à ses yeux, compenser le ralentissement, voire la stagnation enregistrés ailleurs. Et l'exportation vers certaines zones devrait rester difficile en raison de la faiblesse du dollar. De ce fait, la croissance de la chimie française ne devrait pas excéder 2 %.

A. D.

## REPÈRES

### Conjoncture

#### Ralentissement de la demande aux industriels

Après avoir bénéficié d'une hausse de la demande au cours du dernier trimestre 1987, les industriels interrogés par l'INSEE, dans le cadre de son enquête trimestrielle prévoyant, pour le début de 1988, une stabilisation de la demande globale et d'une diminution de la demande étrangère. La réduction des effectifs dans l'industrie devrait se poursuivre « sur la même tendance qu'au quatrième

trimestre », c'est-à-dire à un « rythme encore ralenti ».

En ce qui concerne les prix de production, les industriels prévoient une « stabilité » pour janvier et février, l'accélération enregistrée dans les biens intermédiaires étant compensée par le ralentissement ou la baisse des prix des autres branches. Il n'y a plus que 16 % des industriels qui connaissent des difficultés de trésorerie (contre 20 % en janvier 1987). Enfin, après des hausses « un peu plus importantes » des salaires au quatrième trimestre, les chefs d'entreprise interrogés estiment que, pour les deux mois à venir, « les perspectives d'augmentation de salaires sont toujours faibles ».

### Textile

#### Déficit de 21,5 milliards de francs

Durant l'année 1987, la balance commerciale française du secteur textile-habillement a accusé un déficit-record de 21,5 milliards de francs. La pénétration des importations s'est accrue, tandis que la consommation intérieure est restée stable. L'accroissement du déficit extérieur a provoqué une nouvelle baisse de la production de 4,5 % selon l'INSEE.

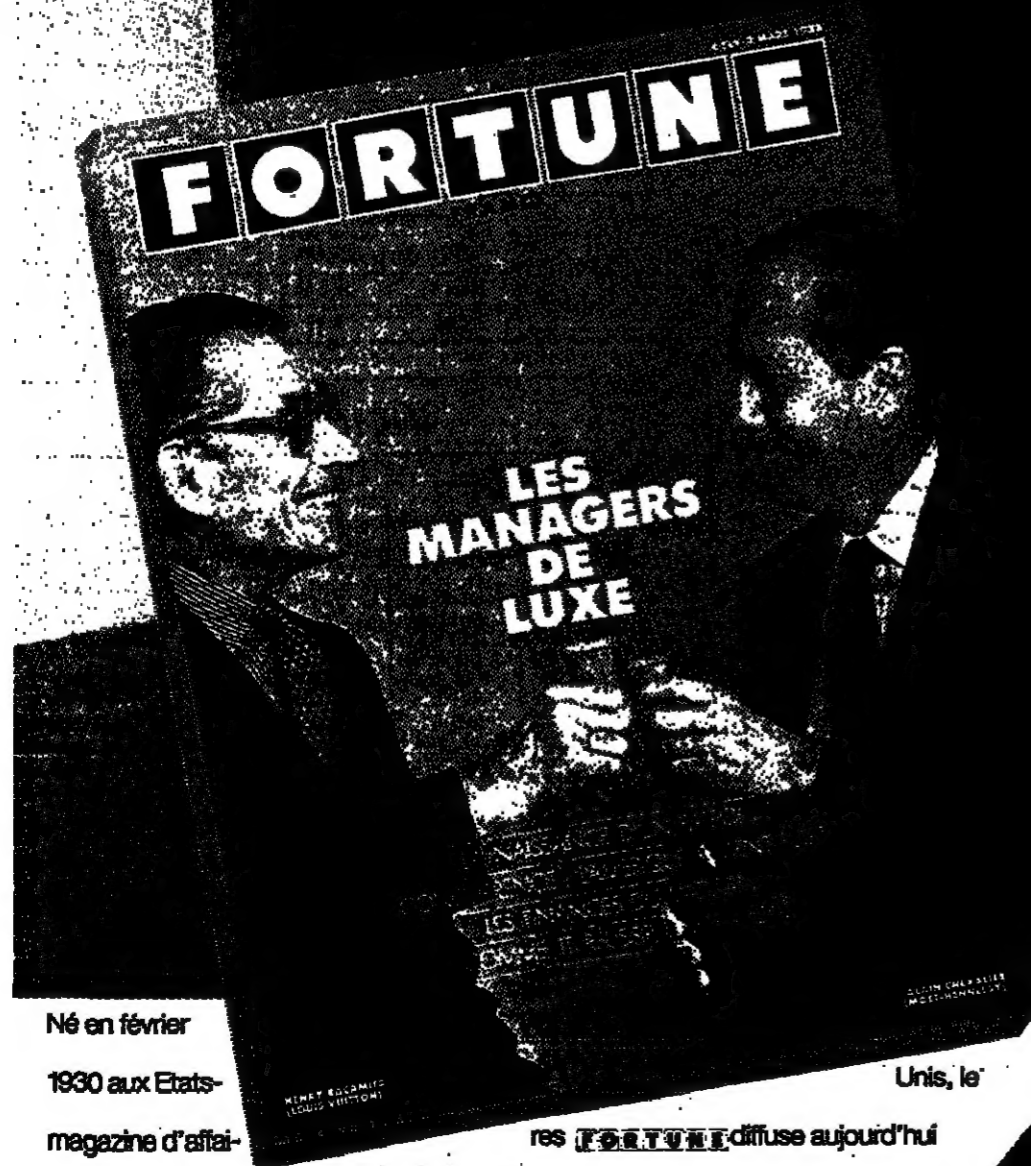
*Joshi, iolito*



سكنا من الامم

# C'est surprenant l'idée qu'on se faisait de l'économie mondiale avant le n°1 de Fortune.

NUMERO 1 4 FEVRIER



Né en février

1930 aux Etats-

magazine d'affai-

res Fortune diffuse aujourd'hui

dans le monde plus de 750 000 exemplaires. Le 4 février 1988 paraîtra le premier

numéro de Fortune France issu du joint-venture entre le groupe Time-

Life, éditeur de Fortune aux Etats-Unis et les groupes

Hachette & Filipacchi. Fortune France a l'ambition

de mettre en avant la dimension internationale des affaires.

Dans un monde où toutes les économies sont interdépendantes, on ne peut prétendre avoir une vision globale des problèmes en se

limitant aux frontières de l'hexagone. Fortune France, chaque mois, dégagera les tendances de fond de l'économie mondiale et mettra

Unis, le

en relief les faits les plus significatifs de l'économie internationale. Fortune

France parlera aussi des hommes car rien de ce qui influence la vie des hommes

d'affaires ne lui est étranger. Animée par Claude Bunodière, la rédaction de

Fortune France, bénéficiant de la formidable matière rédactionnelle dé-

veloppée par les 95 journalistes de l'équipe américaine, rendra compte

de toutes les dimensions du monde des affaires internationales.

## FORTUNE

La vision internationale des affaires.



# Marchés financiers

## Bonne tenue de l'action Matra sur le marché « gris »

Matra remportera-t-il un nouveau succès, le lundi 8 février, à l'occasion de sa première cotation ? Les conditions semblent réunies pour que cette opération se produise sans heurt : la bonne tenue du marché parisien, la semaine dernière, est un premier signe favorable. Comme l'est la hausse affichée pendant le même temps par l'action sur le marché « gris » de Londres (115 F-120 F, contre 112 F-117 F la semaine précédente), soit un cours supérieur au prix auquel le titre a été vendu (110 F). Un prix particulièrement attractif, qui explique en partie le bon déroulement de la privatisation.

Matra compte deux fois plus d'actionnaires qu'espéré. Deux cent quatre-vingt-cinq mille petits porteurs se sont laissés séduire, alors que le président de l'entreprise, M. Jean-Luc Lagardère, et les services du ministère de l'économie ne tablaient que sur cent cinquante mille actionnaires.

Ce lundi constitue donc bien, pour Matra, la fin d'une époque : pendant six ans, l'Etat a été son actionnaire majoritaire, détenant 51 % du capital. Aujourd'hui, la parenthèse se ferme et l'entreprise sort du giron de l'Etat.

### Les sociétés privatisées

Sociétés	Prix OPV	1 <sup>er</sup> cours	Prix base*	Prix base*	Cours du 5 février
Saint-Gobain	310	369	524	351	408
Paribas	405	490	549	257,50	268,90
Sogefal	125	225	174,50	82	83,90
BTP	130	145	177	123	127
BNP	140	155	200	164	181,50
CCF	107	125	153	94,80	103,10
CGE	290	323	347,10	184	200
Havas	500	540	589	374	469
Société générale	407	432	437	257	262
TF 1	165	178	210	149	183
Suez	317	261	293,90	211	255
Matra	110				

(\*) Depuis l'introduction en Bourse.

## Une filiale de la BNP lance une OPA sur une banque californienne

La Bank of West, filiale californienne de la BNP, a lancé une offre publique d'achat, pour 100 millions de dollars, sur une banque californienne, dont le siège est à San-Rafael, la WestAmerica Bancorp.

Dans une lettre adressée au conseil d'administration de cette dernière, les dirigeants de la Bank of West soulignent que leur offre est soumise à la négociation d'un accord satisfaisant entre les deux parties. Les actifs de la WestAmerica

(quarante-cinq agences) s'évaluent à 1,25 milliard de dollars ; ses bénéfices ont fortement chuté en 1987 (55 cents par action, contre 1,66 dollar en 1986) à la suite de la constitution de provisions exceptionnelles sur des opérations immobilières.

La Bank of West, filiale de la BNP, possède 1,5 milliard de dollars d'actifs et quarante-deux agences, et emploie mille deux cents personnes.

● **Fabriques de sucre :** précision. — La Société de Fabriques de sucre (SFS) est entrée le 29 janvier à la Bourse de Paris sur le second marché. Son prix d'offre de 130 francs par action, comme nous l'indiquions dans le Monde daté du 24-25 janvier, représente 8,5 fois le bénéfice net prévisionnel de l'exercice 1987-1988. Ce montant global de 20 millions de francs n'est pas à comparer

aux 42,51 millions de francs réalisés lors de l'exercice 1986-1987. Ce chiffre comprend notamment d'importantes plus-values résultant de l'indemnité d'assurance versée après un sinistre. Les prévisions pour l'exercice 1987-1988 sont donc à comparer au bénéfice net courant de 17,6 millions de francs enregistrés lors de l'exercice précédent.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Gérard Billaud le 27 janvier 1988, a tout d'abord constaté que, à la suite de la souscription de 13 373 actions nouvelles de 100 F nominal chacune par les titulaires de bons attachés aux obligations 1983 et 1987, le capital social se trouvait porté à 164 163 000 F, la prime d'émission correspondante s'élevant à 6 319 330 F.

Le président a ensuite commenté l'activité de l'exercice 1987, qui s'établit à 570 000 000 de F contre 470 000 000 de F en 1986 faisant ressortir une augmentation de 21 % ; cette production se répartit en 480 000 000 de francs de contrats de crédit-bail et 90 000 000 de francs d'opérations en location-simple.

Au 31 décembre 1987, le montant brut hors taxes des engagements d'Immobanque se trouve porté à 3,3 milliards de francs contre 2,87 milliards de francs au 31 décembre 1986.

L'évolution favorable de l'activité devrait permettre à Immobanque d'augmenter le dividende usager, qui s'élevait à 48 F pour l'exercice 1986.

### FRUCT-ÉPARGNE

Le Groupe des Banques Populaires a ouvert au public le 4 janvier 1988, dans le cadre du Plan d'Épargne en vue de la Retraite, une nouvelle SICAV au capital initial de 85 000 000 de francs : FRUCT-ÉPARGNE.

FRUCT-ÉPARGNE répond aux impératifs de ce nouveau dispositif fiscal mis en place par la Loi du 17 juin 1987. Ainsi les actionnaires de la SICAV pourront, en optant pour le P.E.R., bénéficier de ses avantages fiscaux.

La gestion, orientée à long terme vers la sécurité du capital investi, poursuit un objectif de valorisation régulière des placements.

Le Conseil d'Administration de FRUCT-ÉPARGNE, réuni pour la première fois le 17 décembre 1987 sous la présidence de Monsieur Gilbert POUILLIEN, Président de la Banque Populaire Savoissienne de Crédit, associe des représentants d'organismes institutionnels, de sociétés et du Groupe des Banques Populaires.

Les souscriptions et rachats sont reçus dans les 1851 guichets des Banques Populaires.

**BANQUE POPULAIRE**

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ÉCONOMIQUES

Indice gén. de base 100 : 31 décembre 1987

29 jan. 6 h.

Valeurs	à rev. variable	à rev. fixe
Valeurs françaises	882 965	903 969
Valeurs étrangères	998 100,7	998 104,1
Pétrole-Energie	882 965	882 965
Chimie	882 965	882 965
Métallurgie, mécanique	882 965	882 965
Électronique, informatique	882 965	882 965
Ind. de consommation, non alim.	882 965	882 965
Ind. de consommation, alim.	882 965	882 965
Agro-alimentaire	882 965	882 965
Distribution	882 965	882 965
Transport, télé. services	882 965	882 965
Assurances	882 965	882 965
Crédit bancaire	882 965	882 965
Services	882 965	882 965
Immobilier et financier	882 965	882 965
Industrie et services	882 965	882 965
Industrie et services	882 965	882 965

## BRAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes (en millions de francs)

ACTIF Au 28 jan.

1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	408 283
dont :	
Or	228 347
Disponibilités à vue à l'étranger	106 830
ECU	60 886
Avances en Fonds de stabilisation des changes	18 088
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	59 088
dont :	
Comptes au Trésor public	49 840
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉF. MANÈGE	208 188
dont :	
Effets escomptés	67 932
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FECON	75 911
5) DIVERS	13 282
Total	764 724

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION	217 389
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	21 240
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	59 028
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	118 042
dont :	
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	58 879
5) ECU À LIVRER AU FECON	74 073
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	258 363
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	12 400
Total	764 724

## Nouvelles normes d'intervention sur le MATIF

Le conseil du marché à terme, organe de contrôle du MATIF, a rendu, le 7 février, plusieurs décisions instituant deux nouvelles catégories d'intervenants et posant des exigences financières renforcées pour les adhérents de ce marché.

Ces mesures, qui devront recevoir l'homologation du ministère des finances après avis de la COB, visent d'abord la création d'une catégorie d'adhérents complémentaires individuels (ACI), qui pourront participer à la négociation et à la compensation des contrats conclus par eux. Ils auront ainsi accès à la désignation de négociateurs individuels de parquage (NIP), l'équivalent des « locaux » anglo-saxons, qui assurent par leur présence une plus grande liquidité au marché. Par ailleurs, des adhérents compensateurs généraux (ACG) pourront intervenir sur le MATIF. Outre la négociation et la compensation, ils auront la faculté de désigner un négociateur courtier, qui prendra en charge leurs opérations en Bourse. La surface des ACI a été fixée à 200 millions de francs et celle des ACG à 750 millions de francs. L'entrée en vigueur de ces dispositions s'échelonne par tranches mensuelles, du 1<sup>er</sup> janvier 1989 au 1<sup>er</sup> juillet 1990.

## TOKYO, 8 février

Faible

À la moindre hausse, on anticipait ses bénéfices. Une fois encore, les investisseurs nippons ont profité d'une légère hausse de la Bourse de Tokyo, dans la matinée du lundi 8 février, pour se retirer du marché. L'indice Nikkei a perdu *in fine* 19,59 yen par rapport à la clôture de samedi dernier, pour s'établir à 23 771,60 yen. Il avait gagné quelque 2,59 yen le vendredi précédent. L'indice général a baissé de son côté, 0,79 point, à 1 926,94. Environ 413 millions de titres ont été échangés, contre 301 millions samedi matin.

Le marché de Tokyo se porte mieux depuis le krach de l'avis des analystes japonais. Cependant, seul le second marché a retrouvé véritablement le sentiment d'achat. L'indice Nikkei a perdu *in fine* 19,59 yen par rapport à la clôture de samedi dernier, pour s'établir à 23 771,60 yen. Il avait gagné quelque 2,59 yen le vendredi précédent. L'indice général a baissé de son côté, 0,79 point, à 1 926,94. Environ 413 millions de titres ont été échangés, contre 301 millions samedi matin.

VALEURS	Cours de 8 h.	Cours du 8 février
Aiel	400	392
Bridg	1 280	1 270
Canon	880	880
Fujitsu	1 280	1 280
Honda Motor	1 280	1 280
Mitsubishi Electric	2 210	2 230
Nissan	1 280	1 280
Sony Corp.	4 400	4 380
Toyota Motor	1 880	1 880

## FAITS ET RÉSULTATS

● **BP** consigne 55,5 % de son capital de Britoil. British Petroleum a annoncé qu'il contrôlerait 55,5 % du capital de Britoil, société sur laquelle il a lancé une OPA de 2,5 milliards de livres (2,5 milliards de francs environ). Le premier groupe pétrolier britannique a, en effet, acheté 150 millions d'actions ordinaires de Britoil, soit 29,8 % du capital, et a reçu des acquiescements pour 129 millions de titres supplémentaires, soit 25,7 % du total (y compris les 24 % que son ex-rival, la compagnie américaine ARCO, a accepté de lui céder). BP a déclaré inconditionnelle son offre, qui sera close le 12 février. Le gouvernement britannique, qui avait assuré qu'il s'opposerait à une prise de contrôle de Britoil — lequel possède un bon cinquième des réserves pétrolières de la mer du Nord — a décidé de ne pas déférer l'OPA de BP à la commission des monopoles et fastidieux, mais il n'a toujours pas annoncé sa décision sur l'utilisation éventuelle de sa part spécifique (« golden share ») dans le capital de Britoil, afin de bloquer la prise de contrôle.

● **Classements français :** progressifs de 26,8 % du chiffre d'affaires. — Le groupe Classements français a réalisé, en 1987, un chiffre d'affaires consolidé provisoire de 8,028 milliards de francs l'année précédente, soit une progression de 26,8 %, annonce le groupe. Cette progression du chiffre d'affaires est ramenée à 5,2 %, si l'on exclut la société canadienne Lake Ontario Cement, consolidée pour la première fois en 1987.

● **Dégrèvement :** retour à une situation bénéficiaire en 1987. — Le groupe Degremont (ingénierie de l'eau, groupe Lyonnais des eaux) devrait revenir en 1987 à une situation bénéficiaire et réaliser un résultat net social de l'ordre de 10 millions de francs, et un résultat consolidé « sur peu supérieur », selon un communiqué de la société. En 1986, Degremont avait enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,48 milliard de francs et une perte nette de 85,2 millions de francs, par suite d'importantes charges exceptionnelles.

● **Texas Air :** dans le rouge en 1987. — Texas Air Corp., première compagnie aérienne américaine, a annoncé une perte nette consolidée de 466,1 millions de dollars (12,58 dollars par action), soit 2,610 milliards de francs en 1987, contre un bénéfice net de 74,7 millions en 1986 (407,12 millions de francs). Ce groupe, qui comprend notamment les compagnies Continental Airlines, Eastern Airlines et Union One Corp., a accusé, pour le seul dernier tri-

## PARIS :

### Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AGP S.A.	154	160	Marin Immobilier	277	272
Alma Immobilier	158	154 30	Montigny Habitat	84	82
Amis de Aéroville	380 20	375	Météorologie Interact.	242	278
Asynal	281	286	Météorologie Interact.	110	114 40
B.A.C.	434	430	M.H.S.M.	440	445
B. Danachy & Assoc.	338	340	Molex	221	202
B.I.C.M.	630	630	Novate-Diamant	411	428
B.I.P.	408	412	Orléans-Lopha	141	147
Belval Technologies	700	720	Orléans-Lopha	286	278
Boloni	585	622	Orléans-Lopha	107	104
Chimie de Lyon	835	840	Orléans-Lopha	245	235
Calsonac	162	172	Orléans-Lopha	151	157
Castel	408	424 30	Orléans-Lopha	100	100 40
Castel Plus	1081	1050	Orléans-Lopha	588	590
Castel	900	900	Orléans-Lopha	1060	1050
C. Econ. Stat.	304	304	Orléans-Lopha	128	127 50
CELEP	448 80	456 20	Orléans-Lopha	85 20	82
CELEP	132	130	Orléans-Lopha	228	228
C.E.P.-Communication	596	573	Orléans-Lopha	419	431
C.E.P. Information	508	528	Orléans-Lopha	830	850
Chemise d'Orléans	382	382 30	Orléans-Lopha	530	530
Chimie	233 80	242 80	Orléans-Lopha	832	830
Cloncept	208	210	Orléans-Lopha	188	180 80
Cloncept	400	418	Orléans-Lopha	544	540
Dafis	132	131 20	Orléans-Lopha	341	341
Daniphot G.T.A.	2460	2460	Orléans-Lopha	221 80	243 20
Daniphot	1036	1120	Orléans-Lopha	186	183
Daniphot	884	706	Orléans-Lopha	111 90	110 10
Daniphot	80	80 80	Orléans-Lopha	438	428 50
Daniphot	18	18 80	Orléans-Lopha	297	301
Daniphot	360	360			
Daniphot	240	240			
Daniphot	271	275 80			
Daniphot	480	480			
Daniphot	883	888			
Daniphot	540	540			
Daniphot	218	218			
Daniphot	180	180			
Daniphot	80	80 80			
Daniphot	80	80 80			
Daniphot	180	180			
Daniphot	212	220			
Daniphot	180	172 80			
Daniphot	245	245			
Daniphot	140	140			
Daniphot	228	246			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LEMONDE

### Marché des options négociables le 5 février 1988

VALEURS	PRIX exercice	OPTIENS D'ACHAT		OPTIENS DE VENTE	
		Mars	Jun	Mars	Jun
EIF-Aquidant	240	25,10	38	5,50	13
Lafarge-Capelle	1 200	28	75	140	-
Miceland	148	19	27	6	12
Mifi	1 280	245	268	45	-
Paribas	280	11,50	-	18	28
Peugeot	920	25	67	128	135
Saint-Gobain	440	18	25	-	-
Thomson-CSF	128	19	25,50	3	8

### MATIF

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 88	Jun 88	Sept. 88
Dernier	103,35	102,15	101,90
Précédent	102,65	101,40	101,10

### INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,76 F ↑		PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)	
		4 fév. 5 fév.	
		Valeurs françaises ... 94,2	
		Valeurs étrangères ... 108,3	
		C <sup>o</sup> des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)	
		Indice général ... 287	
		Indice général ... 278,6	
		NEW-YORK (Index Dow Jones)	
		Industrielles ... 1 923,57	
		LONDRES (Index « Financial Times »)	
		Industrielles ... 1 418,9	
		Bourses d'or ... 241,7	
		Fonds d'Etat ... 85,25	
		TOKYO (Index Dow Jones)	
		Indice général ... 23 771,60	
		Indice général ... 1 927,3	

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
SE-UL	5,7310	5,7330	+ 25	+ 68	+ 59	+ 75
3 em.	4,5373	4,5424	- 55	- 26	- 96	- 55
Yen (100)	4,4461	4,4511	+ 116	+ 141	+ 229	+ 266
DM	3,3786	3,3783	+ 76	+ 117	+ 217	+ 242
Franc	3,0467	3,0473	+ 76	+ 117	+ 217	+ 242
FB (100)	16,0957	16,1239	+ 126	+ 285	+ 478	+ 548
FS	4,1196	4,1249	+ 285	+ 225	+ 428	+ 448
L (1 000)	4,2852	4,2985	- 126	- 78	- 251	- 195
E	10,4099	10,4091	- 146	- 109	- 339	- 278

### TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	6 1/2		3 1/2		3 1/8		3 1/4		3 1/8	
	1/2	3/4	1/2</							



مكتبة الجليل

Marchés financiers

BOURSE DU 5 FEVRIER

Main financial table with columns for 'VALEURS', 'Règlement mensuel', and 'Cours relevés à 17h32'. Includes sub-sections for 'Comptant (sélection)' and 'SICAV (sélection)'. Contains numerous stock and bond listings with their respective prices and changes.

PARIS Second marché LA BOURSE S.E.R. MONTE 36-15. Includes a list of securities and their prices.

Marché des options négociables le 5 février 1988. Table listing various options and their market data.

MATIF. Table listing various financial instruments and their prices.

INDICES. Table listing various market indices and their values.

CHANGES. Table listing exchange rates for various currencies.

Table titled 'Cote des changes' and 'Marché boursier de l'or'. Contains exchange rates for various currencies and gold prices.

o : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - \* : marché continu



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Liban: les deux fonctionnaires de l'UNRWA seraient-ils enlevés par des Palestiniens. 6 L'Algérie poursuit ses efforts en vue de l'édition du Grand Maghreb. 8 Etats-Unis: le coup d'envoi des caucus de l'Iowa.	10-11 La campagne pour l'élection présidentielle. 14 Les élections cantonales partielles. <b>DÉBATS</b> 2 « Nationalité et citoyenneté », par Félix Guattari et Gisèle Donnard.	15 Un sondage sur les Français et la défense. 18 Après la mort d'un jeune homme à Marseille. 18 Communication. 32 Sports: le Tournoi des cinq nations, la Coupe Davis de tennis.	17 Musique: Fozzini, de Jommelli, exhumé à la Scala; Calandrier. 18 Jazz: Barney Wilen à Grenoble. - Philosophie: un colloque sur Heidegger à Heidelberg.	38 M. De Benedetti améliore son offre d'achat de la Générale de Belgique. - Rompant la discipline de l'OPPEP, le Nigeria accorde des rabais. 39 Fin du conflit social en Suède.	Abonnements ..... 2 Annonces classées . 21 à 31 Cartes ..... 31 Loto, Loto-sportif ..... 20 Météorologie ..... 20 Mots croisés ..... 20 Radio-télévision ..... 20 Spectacles ..... 19	• Baux: où en est votre portefeuille. BOURSE • La hauteur de neige dans les stations. NEIG • Les jeux du Monde. JEUX Actualité, International, Campus, Baux, Jeux, FIANM 36-15 tapez LEMONDE

## La déclaration de candidature de M. Raymond Barre

### « Nous devons faire de la France un pays solide, à haut niveau de salaires et d'emplois, à monnaie forte »

M. Raymond Barre a fait, lundi matin 8 février à Lyon, la déclaration suivante:

« Mes chers compatriotes, depuis des années, je vous rencontre, je vous écoute, je dialogue avec vous. Un lien s'est créé entre nous. Dans trois mois vous choisirez votre nouveau président. Vous le ferez dans une période difficile. Vous voyez mal l'avenir, vous êtes dans le doute. Le chômage continue à frapper. Notre économie ne crée plus d'emplois. C'est un fait: pendant le septennat qui s'achève, la France a reculé par rapport à ses concurrents. Et pourtant, les forces du renouveau sont en nous. Notre jeunesse est dynamique et généreuse. Beaucoup d'entreprises, avec leurs cadres, leurs employés et leurs ouvriers ouvrent sur la compétition internationale. Nous sommes à la croisée des chemins. Si votre choix devait conduire au retour du système socialiste, dont vous ne pouvez oublier les erreurs ni les échecs, après le recul viendrait le déclin. Ne sous-estimez pas l'enjeu. Je ne me réjouis pas, pour ma part, au déclin de mon pays. Il est temps de mettre fin aux fauxsemblants. Il est temps de prendre un nouveau départ. C'est pourquoi j'ai décidé d'être candidat à la présidence de la République. A l'origine de ma décision, il y a avant tout la confiance que beaucoup d'entre vous me témoignent. Vous me connaissez. Comme tout le monde, j'ai mes qualités et mes défauts. Mais je ne suis pas un spécialiste de la virivote. Je n'ai jamais lardé la réalité. J'ai toujours agi avec loyauté. Je suis un homme d'ouverture. Je n'ai pas l'esprit de parti. Je veux un Etat impartial au service de tous. Si vous m'accordez votre confiance, nous traiterons sérieusement les vraies questions dont dépendent notre avenir et celui de nos enfants: la vitalité de la famille, la qualité de l'éducation, le renouveau de la recherche et de la technologie, le poids des impôts, la garantie de la protection sociale, le drame humain de la pauvreté et de la solitude. Nous devons faire de la France un pays solide, à haut niveau de salaires et d'emplois, à monnaie forte. Ensemble, nous travaillerons à ce que notre vieux pays de liberté renforce sa cohésion par la solidarité et la justice; qu'il retrouve le sens profond du civisme et du patriotisme. Ensemble, nous ferons de la France l'artisan d'une véritable union économique, monétaire et politique de l'Europe. A cet instant, je pense à toutes mes rencontres avec les Français et les Françaises de la métropole, de l'outre-mer et de l'étranger; je pense à mon Be natal, la Réunion; je pense à cette ville d'où je suis parti, Lyon, qui m'a élu. M'adressant à chacune et à chacun d'entre vous, je vous dis: il est temps de faire confiance à la France et aux Français. Si vous le voulez, nous ferons ensemble une France forte et fraternelle. »

(Lire page 10, l'article de DANIEL CARTON.)

## Un avion s'écrase près de Düsseldorf (RFA): au moins treize morts

Un turbopropulseur de la compagnie NFD s'est écrasé le 8 février, peu avant d'atterrir, à Düsseldorf. L'avion avait à son bord dix-neuf passagers et deux membres d'équipage. Selon un premier bilan, treize personnes seraient mortes et une autre grièvement blessée. Les causes de la catastrophe ne sont pas encore connues.

## BOURSE DE PARIS

**Matinée du 8 février**  
**En hausse: + 1,37 %**

Les rumeurs d'OPA ont maintenu la Bourse de Paris en hausse, l'indice continuant une progression de 1,37 % ce 8 février. Parmi les plus fortes hausses: Crouzet (+ 8,1 %), Printemps (+ 6,9 %), Source Perrier (6,8 %), Luchaire (+ 6,1 %), Euromarché (+ 6 %), Club Méditerranée (+ 5,9 %), Leroy-Sommer (+ 5,6 %), Inter-technique (+ 5,6 %), Docis de France (+ 5,4 %), Bouygues (+ 5,3 %), Havas (+ 4,5 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	322	327	326
Agropar	480	472	478
Alcatel	441 50	443	448
Banque Paribas	1890	1890	1820
Carrefour	.....	.....	.....
Club Méditerranée	.....	.....	.....
Elf-Aquitaine	.....	.....	.....
Elf-Paris	.....	.....	.....
Euromarché	.....	.....	.....
France Télécom	1090	1090	1110
Havas	820	850	840
Inter-technique	.....	.....	.....
Luchaire	.....	.....	.....
Printemps	.....	.....	.....
Source Perrier	540	571	560
Sté. Gobin	.....	.....	.....
Suez	.....	.....	.....
Thomson-C.S.F.	.....	.....	.....
Toutef	.....	.....	.....
Valeo	385	385	380

### Stages de Lecture Rapide

Nous nous engageons à vous former en trois jours, à toutes les techniques de lecture rapide et efficace. Renseignements et documentation par téléphone, ou mieux, en passant nous voir, ce qui ne vous engage à rien.

**GEICA FORMATION: 42 96 41 12 + 56 bis, rue du Louvre - 75002 Paris**

## Le chef de la mission yougoslave à Vienne en 1947 confirme les accusations portées contre M. Waldheim

Après six mois de travaux, la Commission internationale d'historiens chargée d'examiner le passé militaire de M. Kurt Waldheim devait remettre le lundi 8 février son rapport au gouvernement autrichien. Le président de la Commission, M. Hans Rudolf Kurz, a déclaré, dimanche, à la radio de Vienne que les conclusions de l'enquête seraient « très critiques ». Il a indiqué que le fameux télégramme, dont une copie a été publiée la semaine dernière par le magazine ouest-allemand *Der Spiegel*, et qui impliquait M. Waldheim dans la déportation de plus de quatre mille prisonniers civils en Yougoslavie au cours de l'été 1942, n'a pas été

« nécessaire » pour la rédaction du rapport, et qu'il était seulement « évoqué » dans le document final, qui compte 200 pages. Les recherches des originaux du télégramme et d'autres documents à charge publiés ces derniers jours par la presse yougoslave étaient restées jusqu'ici infructueuses, l'incertitude et la confusion régnaient à Vienne, lundi, à ce sujet. Selon l'historien suisse Hans Rudolf Kurz, « il est clair que ces derniers développements vont entraîner une certaine dévalorisation du rapport » de la Commission, « qui pourrait éventuellement décider de poursuivre ses travaux ».

était authentique, mais il n'a pas pu présenter l'original, comme il l'avait annoncé. Pressé de questions, il a dit que l'original se trouvait chez les « archives » et que « l'Etat et la société en étaient les propriétaires ». M. Pienca est soutenu dans cette affaire par M. Anton Kolencic, qui en 1947 et en 1948, fut le chef de la mission yougoslave auprès des forces d'occupation alliées à Vienne. Celui-ci a déclaré à l'hebdomadaire *Der Spiegel* que la Yougoslavie avait déjà demandé en 1947 l'extradition du lieutenant Waldheim, qui était enregistré à l'époque comme criminel de guerre sur la liste A des Nations unies. Les requêtes yougoslaves ne furent cependant pas satisfaites et, avec le temps, le nom de Kurt Waldheim - qui quitta Vienne et aurait fait un séjour à Paris - tomba dans l'oubli. Cet oubli, il le dit, selon M. Kolencic, aux multiples formes de « collaboration » avec les services de renseignement, aussi bien de l'URSS, de la Grande-Bretagne que des Etats-Unis.

MM. Pienca et Kolencic disposent de nombreux documents qui confirment la présence de Kurt Waldheim à plusieurs endroits où les nazis et les oustachis de « l'Etat indépendant croate » avaient procédé au massacre de populations civiles, notamment dans la région de

la Kosara, où l'on avait déploré soixante mille victimes, dont deux mille enfants au-dessous de cinq ans. Il est particulièrement significatif, selon M. Kolencic, que le président actuel de l'Autriche ait passé sous silence, dans ses souvenirs de guerre, son séjour en Yougoslavie. M. Kolencic a fait également état d'un entretien entre Tito et Kurt Waldheim en 1968, au cours duquel M. Waldheim avait exprimé son admiration pour les beautés naturelles de la Yougoslavie septentrionale. « Mais nous avons d'autres régions encore, tout aussi belles », avait dit Tito, qui lui avait posé la question de savoir si c'était son premier séjour en Yougoslavie. « Oui », avait répondu M. Waldheim.

La presse yougoslave publie également des photos présentant Kurt Waldheim en compagnie du chef de l'Etat croate, Pavelic, et des officiers allemands qui avaient commandé les expéditions punitives dans la Kosara. Elle rappelle que Pavelic, précisément à l'issue des opérations dans cette région, lui avait décoré l'une des plus hautes décorations croates. Il est impossible, écrit un commentateur, que Kurt Waldheim ne soit impliqué dans aucun des massacres durant lesquels il était présent.

## L'OLP maintient son projet de « bateau pour la Palestine »

L'OLP a décidé de maintenir son projet d'affrêter, à partir de la Grèce, un navire pour rapatrier symboliquement en Israël une centaine de Palestiniens bannis par les autorités israéliennes, en dépit du démantèlement d'une compagnie maltaise dont un bateau avait été loué à cette fin (le *Méridis* daté 7-8 février). Le chef de la mission de l'OLP à Athènes, M. Fouad Al Bitar, a précisé, le dimanche 7 février, que le navire affrété - dont il n'a pas voulu donner le nom pas plus que celui de l'affrètement - quitterait le Pirée, le mercredi 10, avec à son bord plus de cent Palestiniens.

Le bateau doit se rendre en premier lieu à Chypre, avant de croiser au large de Haïfa, sans toutefois quitter les eaux internationales, pour un voyage de deux ou trois semaines inspiré de l'odyssée de l'*Exodus*. De son côté, le gouvernement israélien « envisage sérieusement » de faire partir un bateau transportant des familles de victimes de « terroristes » palestiniens pour l'envoyer au devant du navire transportant les Palestiniens bannis. « Si l'OLP a l'intention de montrer au monde combien les Palestiniens sont malheureux, Israël peut aussi montrer les veuves et les orphelins victimes de la guerre et de l'OLP », a déclaré le porte-parole du gouvernement israélien, M. Pazner. Celui-ci a invité les journalistes et personnalités qui seront à bord du bateau palestiniens à également monter sur le navire israélien. Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, qui a accepté de parrainer le bateau de l'OLP, a indiqué qu'il était prêt à répondre à l'invitation israélienne. (AFP, Reuter.)

Communiqué du président des Tunes Rodin

### «VENTE DU SIECLE!»

De petites circonstances se réunissent jamais probables et nous ne les retrouverons sans doute jamais. Les plus beaux films de la mode "Couture et Créateurs" figurent dans une sélection pour la première et unique fois. D'autres offrent un raffinement et une qualité incomparables sont littéralement inédits. Jamais une telle variété de thèmes exceptionnels (soie, laine, polyester, coton, lin, etc.) n'a été offerte à de tels prix. A vous d'en profiter!

**RODIN**  
11, rue de Valenciennes - 75013 Paris

### ENTRAÎNEMENT CARNEGIE®

Expression Orale et Relations Humaines



**Sachez mieux communiquer**

- Augmentez votre maîtrise en entretien, en réunion et en public.
- Améliorez votre qualité de contact, votre influence, votre rayonnement.

Conférences d'information:  
PARIS: 2, 4, 7 Mars.  
33, av. de Wagram, 19 h.

ENTRAÎNEMENTS CARNEGIE®  
Inspiré et fondé par le formation continue. Présenté en France par G&D Wayne Société Civile de Formation (S.C.F.).

## Sur le vif Vaut le détour

C'est marrant, dit que je mets le nez dehors, deux fois sur trois, on me parle de vous. On me demande si vous m'écrivez beaucoup, comment vous réagissez à mes billets, ce qui vous intéresse, si c'est les élections et si vous n'en avez pas un peu marre de mon Mimi, de mon Jacques et du petit père Barre ? Oui, peut-être encore assez. De toute façon, là, en ce moment, vous n'avez qu'un truc en tête, les waters.

Il y a, comme ça, de vastes courants d'idées qui agitent la France profonde, de brusques accès d'impétuosité contre les machines à café récalcitrantes, les distributeurs de monnaie ou de tickets de parking qui refusent de cracher au bassin, les croûtes de chien que l'on trahit du pied droit, encore et d'où le gauche et pourtant barbare, sur la piste mouillée, et la fournaise et le sabot de Danvers. Et puis là, maintenant, il n'y en a plus que pour les toilettes. Depuis qu'un prof d'université s'est plaint dans nos colonnes des incartades commodes de la fac de droit de Paris-1, vos lettres se font l'écho plaintif de langues et de langues qu'on se croise sur des quais de gare bondés, des volées, traînant à bout de bras rudes de lourdes valises, genoux serrés sur un bassin pressant, à la recherche d'un de ces petits coins de paradis, naguère encore accessibles aux voyageurs, aujourd'hui interdits ou fermés à clé.

# SVM SCIENCE DE VIE MICRO

## 200 ASTUCES POUR MIEUX UTILISER VOTRE MICRO

Quel que soit le micro-ordinateur ou le logiciel que vous utilisez, vous pouvez gagner un temps précieux en mettant en pratique les combines inédites des routiers de la micro. A découvrir d'urgence dans SVM.

**ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU N° DE FÉVRIER:**

- Peut-on échapper à l'ordinateur du FISC?
- Reportage chez Microsoft.
- A l'essai: le portable Epson PC et le compatible AT de La Commande Electronique.

**N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE**

*Joly, in L'Espresso*